



Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

<http://www.archive.org/details/causesclbres12gayo>

Liederer

C A U S E S

C É L E B R E S

E T

I N T É R E S S A N T E S .

T O M E D O U Z I E M E .

CALUS 2

1830

INTRODUCTION

1830

1830

1830

1830

1830

1830

1830

1830

1830

CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES,

AVEC

LES JUGEMENTS

QUI LES ONT DÉCIDÉES;

RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,

Avocat au Parlement de Paris.

TOME DOUZIÈME

Nouvelle Édition, corrigée & augmentée.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,

Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VAN DEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

CAUSE

INTERESTS

THE

THE

THE

THE



AVERTISSEMENT.

JE rentre de nouveau dans la carrière, pour donner une Suite de *Causés Célèbres*, sans perdre de vue le but que je me suis proposé de plaire, comme Avocat & comme Auteur qui a l'ambition d'être lu, aux gens de Palais & aux gens du monde, & de réunir leurs suffrages. Dans ce dessein, je fais des courses dans l'Histoire, & les Causes que j'en rapporte, je les mêle avec celles du Barreau les plus intéressantes. Je me suis flatté que ce mélange excitera également la curiosité des uns & des autres, & que les premières, que des Avocats austères regardent comme des Causes hors d'œuvre, leur dérideront le front. En faveur des agréments qu'ils y trouveront, ne me feront-ils point grace ?

Un Savant vint dans une compagnie où j'étois, la conversation tomba sur le Recueil que je donne au Public. Le docte Personnage l'approuva ; mais il dit que j'en aurois dû retrancher toutes les Histoires que j'y faisois entrer, & tout ce que j'y infère à la fin de chaque Cause, sous prétexte qu'il a quelque rapport au sujet, quoiqu'il n'ait point de trait à des affaires

de Palais. J'étois à l'égard de mon Censeur sous le voile de l'*incognito*. Je pris la parole pour me défendre, non que je pense comme l'Auteur de Moliere, que mes Ouvrages soient excellents. Voici ce qu'il dit :

Et ma grande raison, c'est que j'en suis l'Auteur.

C'est là son langage, ce n'est pas le mien. Je m'apprivoise aisément avec la critique ; mais je la demande fondée en raison. Je dis à celui qui me censuroit : Mettez-vous à la place de cet Auteur.

Il a entrepris de plaire à deux especes de Lecteurs, & même à des Lectrices d'un goût délicat. N'a-t-il pas dû se replier dans un Ouvrage de la nature du sien, & faire quelquefois des écarts en les ramenant pourtant à son sujet, afin que son Recueil fût entre les mains des gens du monde ? Ayant néanmoins sa profession devant les yeux, il a traité les Causes de Palais avec toute l'exactitude dont il étoit capable. Un Savant dans la conversation a le défaut de parler assez : sur des sujets où ses fonds ne sont pas prêts, il est d'une sécheresse infinie ; mais sur ceux où il croit briller, comme il veut forcer ses Auditeurs à l'admirer, il parle sans fin. Mon Savant, qui avoit sa provision de critique, se livra à une

grande intempérance de paroles. Comme j'ai aussi ma bonne provision d'amour-propre, j'entremêlois mes réponses dans son discours. Le fruit que nous retirâmes l'un & l'autre de cette dispute, c'est que nous demeurâmes chacun dans notre opinion. La grande raison où je me retranchai, fut de dire que j'avois eu le bonheur de plaire au Public, & que je n'appellerois point de son jugement.

Je commence le XII^e volume par l'Histoire du Connétable de Bourbon. J'ai cru avoir droit de la mettre en œuvre, à cause du Procès que la Duchesse d'Angoulême suscita au Connétable: Procès qui fut soutenu par deux célèbres Avocats, (a) &

(a) Montholon Avocat du Connétable, & Poyet Avocat de la Duchesse d'Angoulême. François I., qui fut *incognito* au Palais pour entendre le Plaidoyer, admira l'éloquence des deux Avocats.

Le Roi fit Montholon Avocat-Général, puis Président à Mortier, enfin Garde-de-Sceaux; & lui ayant fait don d'une somme de deux cents mille livres, à laquelle ce Prince avoit taxé les habitants de la Rochelle pour punition de leur rébellion au sujet de la Gabelle, ce généreux Magistrat consacra toute la somme à la fondation & bâtiment d'un Hôpital dans la même Ville. Il est enterré à Paris, dans la Chapelle de Saint-André des Arcs, où l'on voit son Epitaphe.

La Duchesse d'Angoulême obtint du Roi son fils, la Charge d'Avocat-Général pour Poyet. Après

qui est la source des principaux événements qui composent cette Histoire.

La Procédure criminelle faite contre ce Seigneur, & ses complices, est du ressort de mon Recueil, & le petit Traité du crime de leze-Majesté que j'ai cousu à mon sujet, pourra peut-être satisfaire les Jurisconsultes ; ainsi ils pourront trouver leur compte dans cette Histoire avec les gens du monde. Ce n'est pas une petite affaire de pouvoir les réunir, & de faire en sorte qu'ils se rencontrent dans leur façon de penser. Quel gré ne me saurois-je point, si je pouvois les bien concilier ! L'Ouvrage est déjà fait dans plusieurs Avocats, qui unissent les talents utiles & les talents agréables. Mais font-ils le plus grand nombre dans le Barreau ? J'ai attribué à la piété paternelle de Diane de Poitiers, les démarches qu'elle fit auprès de

avoir été Président à Mortier, il fut créé Chancelier de France. Il fut quelques années après privé de toutes ses dignités, par Arrêt du Parlement du 24 Avril 1625, & déclaré inhabile à tenir aucune Charge, & condamné à cent mille livres d'amende. On lui permit pourtant d'exercer la profession d'Avocat, dans laquelle il finit ses jours. On vit pour la première fois un Avocat, qui étoit devenu Chancelier, redevenir Avocat. Et cette profession, qui avoit été la cause de son élévation, fut sa ressource dans la misère où il tomba.

François I, pour sauver son pere ; mais cette belle personne, qui n'avoit alors que quatorze ans, fut soupçonnée d'avoir eu autant en vue le cœur de François I, qu'elle subjuga, que le salut de celui qui lui avoit donné le jour. *

La seconde Cause est celle d'une fille accusée d'être Sorciere; c'est une suite du Procès de Gaufridy, que j'ai donné dans le VI^e Tome. Je crois sur cette matiere avoir évité les deux écueils de crédulité & d'incrédulité, & que je ne suis pas dans le cas de cet Officier qui multiplioit les Sorciers sur la moindre lueur de magie. Il dénonça à M. de Louvois le Major de son Régiment, comme un Sorcier. Ce Ministre lui répondit, qu'il avoit fait part de cette dénonciation au Roi, qui lui avoit dit : *Ecrivez à cet Officier, que si un tel est Sorcier, je jurerois bien que pour lui il ne l'est pas.* Je n'ai point vu dans la copie

* La peur de St. Vallier fut si grande, qu'en une nuit les cheveux lui blanchirent, on le prit le lendemain pour un autre ; il tomba dans une fièvre si violente, qu'il en mourut, après avoir obtenu sa grace : delà est venu le proverbe de la *fièvre de St. Vallier*, nom qu'on donnoit à une peur extrême. Diane de Poitiers fut depuis Maitresse d'Henri II. Elle conserva à quarante-sept ans une beauté éblouissante. Elle repose sous un beau mausolée dans la grande Chapelle du Château d'Anet.

de la Procédure qui m'a été envoyée, la date de l'Arrêt contre la Mandol; mais on voit dans cette Cause, que les Conclusions de M. le Procureur-Général étant du 27 Juillet 1653, l'Arrêt fut rendu peu de jours après.

La troisieme Cause est le Spectre, ou l'Illusion reconnue. Je fais ici profession d'incrédulité sur les Revenants, & je mets ces Histoires dans le rang des Contes des Fées. Je n'admets que celles qui sont consacrées par l'Ecriture-Sainte, ou par les miracles avérés des Saints; car dans nos Ouvrages, nous ne devons jamais oublier notre Religion.

Je dois les matériaux de cette Cause à M. Pazery de Thorame, Avocat au Parlement de Provence, qui s'y distingue dans sa profession. Il m'a fait part de la Procédure de Gaufridy, & de celle de la Mandol; ainsi, outre la reconnoissance que je lui dois, il a droit de partager avec moi celle que le Public pourroit me devoir, du présent que je lui fais de ces trois Causes. Mais qu'est-ce que cette reconnoissance du Public? Pouvons-nous bien y compter? Pour moi, j'y fais si peu de fonds, que je l'en tiens quitte, & ne lui demande qu'une bienveillance stérile.

La quatrieme Cause, du Mariage ré-

prouvé; & la cinquieme, de la Réclamation contre les Vœux, ont pour objet des matieres très-nécessaires à l'instruction du Public. C'est en traitant de semblables -sujets qu'on peut réunir les deux points, que, selon Horace, les Auteurs doivent se proposer pour but.

Omne tulit punctum qui miscuit utile dulci.

L'art consiste à mêler l'utile à l'agréable.

C'est la difficulté de ce mélange, & la rareté des Auteurs qui y réussissent, qui ont donné lieu de dire, qu'il faut être bien fou pour faire un mauvais Livre, & bien sage pour en faire un bon.

Le XIII^e volume commence par l'Histoire de Madame de Saffy; on verra que l'innocence a triomphé de la calomnie. Si après de pareils avantages, on la plaçoit dans un char de triomphe, l'Avocat qui y a contribué ne devoit-il pas y avoir la premiere place?

Le célèbre Académicien qui a été l'organe de Madame de Saffy, quelle peinture vive ne fait-il pas du trouble, du désordre, de l'innocence accusée! Quel appareil de procédure ne faut-il pas qu'elle éprouve, avant que de vaincre! Ces Causes-là, qui rafraîchissent à la fin le sang du Lecteur, ne lui font pas pourtant goûter

un plaisir extrêmement pur ; car il se retrace qu'il n'est pas à l'abri des peines que l'innocent a souffertes ; que sa justification qui lui coûte cher, laisse toujours dans les esprits contre lui une impression qui ne s'efface jamais ; & que pour comble du malheur attaché à l'humanité, malgré les lumières & la droiture des Juges, il peut arriver que l'innocent succombe.

La Cause suivante, qui est celle de Maillard, a été traitée à fonds par les célèbres Auteurs du Journal du Palais. A Dieu ne plaise que je veuille leur ravir leur gloire, mais voici mes raisons.

Ne suis-je pas le premier qui ai fait un Recueil de Causes célèbres & intéressantes ? Or, puisque la Cause de Maillard est de ce genre, ne puis-je pas la revendiquer ? N'est-ce pas mon bien ? Maxime incontestable, c'est que l'on peut prendre son bien là où il se présente à nous.

Après tout, j'ai tâché de me rendre propre cette Cause, en l'accommodant au dessein de mon Ouvrage, & en sauvant la sécheresse des dissertations. J'en ai même sacrifié une, quelque savante qu'elle fût, crainte qu'elle n'ennuyât grand nombre de mes Lecteurs. J'ai oui dire que pour plaire, il falloit ne se point présenter pour un homme trop savant : non qu'on

puisse trouver à redire à ces fameux Journalistes, leur Ouvrage a la forme qu'il a dû avoir : mais je dois conserver le caractère du mien.

Les Causes de Dom Carlos, fils de Philippe II, & du Czarewitz, fils du célèbre Czar, ont tant de rapport, qu'elles réveillent l'idée l'une de l'autre ; ainsi elles ont dû être ensemble. J'ai cru, dans l'Histoire de Dom Carlos, faire plaisir aux curieux d'y mettre les notes qui sont au bas des pages : on verra que dans ces deux Histoires, je me suis mis en fraix pour les gens du monde. On voit dans M. de Thou & M. Le Laboureur, ce que l'Abbé de St. Réal a rapporté de l'entreprise de l'Inquisition contre la mémoire de Charles V. A l'égard de la mort de Dom Carlos, les Mémoires historiques servants à l'Histoire de l'Inquisition, disent que les Inquisiteurs agirent si puissamment sur l'esprit de Philippe II, que toute la grace que ce Monarque fit à son fils, fut de lui laisser le choix du genre de sa mort. Ce Prince, continue cet Historien, choisit un bain chaud, où s'étant fait ouvrir les veines des bras & des jambes, il perdit insensiblement la vie.

J'ai voulu dans mon Ouvrage imiter une conversation qu'un homme d'esprit

tient avec des personnes de différents caractères. Son génie prend plusieurs figures pour plaire à diverses personnes, & se conformer à leur goût. Il donnera aux unes des traits d'érudition toute pure, aux autres des traits d'agréments. Tous sortiront de sa conversation contents de lui. Voilà le sort où j'ai aspiré.

Mais que dira-t-on de moi, pour avoir donné la dernière Cause qui termine le volume, qui est le *Majorat de Rye*? N'est-ce pas une matière abstraite, & même hérissée d'épines? En voulant satisfaire mes deux espèces de Lecteurs, & les concilier, n'ai-je point trop fait pencher la balance d'un côté? Mais voici ce qui m'a déterminé. Nulle Cause plus singulière; aucun de nos Arrêtistes n'a fait mention d'affaire de cette espèce, ni qui en approchât; aucun n'a parlé de Majorat. On sera surpris qu'un habile Prélat, muni des meilleurs conseils, ayant fait les derniers efforts pour rendre ses intentions nettes, précises, dans son Testament, cet Acte ait été susceptible pourtant d'interprétations si différentes. Mais peut-on jamais fermer la bouche à la science du Palais? *

* Bourfaut rapporte le bon mot d'un Notaire, à qui un Riche malade demandoit qu'il lui dressât un Testament qui ne pût pas être contesté. Celui-ci

Ma seconde raison, qui n'est pas moins pressante que l'autre, c'est que j'ai écrit dans ce Procès. Après avoir fait part au Public de l'érudition de plusieurs de mes Confreres dans dix volumes, encore faut-il bien que je fasse montre de mon savoir, quelque médiocre qu'il soit, dût-il servir de lustre aux Mémoires de Mre. Tartarin, & de Mre. Sicaud, qui ont parlé dans cette Cause. D'un côté, mon amour-propre me défendoit de servir d'ombre à leur tableau. D'un autre côté, il m'obligeoit de donner mon Ouvrage ; j'ai peut-être pris le parti le moins prudent. Quoi qu'il en soit, c'est un sacrifice que j'ai fait au Public. Le Plaidoyer savant de M. l'Avocat-Général, où éclate sa pénétration & sa sagacité, orne tellement cette affaire, que peut-être il pourra vaincre la modestie d'un célèbre Orateur qui nous donne à sa place tous les jours des Plaidoyers éloquentes, & qui en est avare envers le Public. Voilà une troisieme raison qui est bien forte.

Cet Ouvrage est suivi d'une Consultation de ma façon, où il s'agit de savoir si les enfants qui sont dans la condition d'une

lui répondit : Comment pourrai-je y réussir, puisque JESUS-CHRIST n'en a fait qu'un qui est contesté depuis tant de siècles ? Comment ferois-je ce qu'il n'a pas fait ?

substitution graduelle , sont dans la disposition ?

Comment les gens du monde ne se ridoient-ils pas ici le front , puisque celui des Jurisconsultes pâlit sur la question ? Mais les mêmes raisons à peu près que j'ai eu pour employer le Majorat de Rye , m'ont déterminé. J'ajouterai qu'un Avocat a le foible d'être amoureux de sa profession ; je ne dissimulerai point , que j'ai encore cédé à la tentation d'en représenter le rôle dans une affaire épineuse.

Après tout , je ne demande aux gens du monde qui pourront lire la Cause du Majorat , qu'une contention d'esprit d'une heure , dont ils seront bien dédommagés. N'y a-t-il pas des pieces de Théâtre qui exigent une profonde application ? Ne pourrois-je pas citer *Héraclius* ? Une Cause si célèbre , si singulière , mérite bien un pareil effort d'esprit. Que pourrois-je dire de plus ?





CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES;

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

*Histoire du Connétable DE BOURBON,
jugé comme rebelle au Roi & à l'État.*



'AI cru que cette Histoire pou-
voit être placée dans mon Re-
cueil. Premièrement, à cause
du Procès que la Duchesse d'An-
goulême (a), mere de Fran-
çois I, suscita à Charles III de Bourbon,
Connétable; Procès qui, d'un des plus opu-
lents Princes qu'il étoit, le dépouilla en-
tièrement de tous ses biens, & le plongea

(a) On l'appelle Comtesse d'Angoulême dans l'Hif-
toire de France, écrite sous les yeux de M. de Harlay.

Tome XII.

A

en même temps dans l'abyme de l'indigence; Procès qui engagea ce Prince à se révolter contre son Roi, & à causer à la France un des plus grands désastres qu'elle ait éprouvé.

Secondement, parce que l'Arrêt qui fut rendu contre ce Prince & ses complices, m'a paru assez curieux, pour être rapporté & inséré dans un choix de Causes célèbres, & qu'il me donne lieu de traiter du crime de leze-majesté.

On a souvent dit que la guerre étoit parfaitement figurée par celle du Barreau : j'approche ici les deux objets du parallele; & cette Histoire en fera un mélange qui pourra plaire & instruire en même temps. L'union de ces deux points est l'unique but où j'aspire; non que je veuille, après toutes les Histoires que nous avons du Connétable de Bourbon, m'engager dans un récit détaillé des événements de guerre; j'en dirai seulement les circonstances principales, & rapporterai les traits qui me paroîtront les plus intéressants.

Charles III de Bourbon, de la Branche de Montpensier, issu de Robert de France, sixieme fils de St. Louis & de Marguerite de Provence, étoit le second fils de Gilbert de Montpensier, & de Clarice de Gonzague, c'est-à-dire, qu'il étoit d'une Branche cadette de la Maison de Bourbon. Son Pere, guidé par une valeur imprudente, avoit perdu la vie dans le Royaume de Naples, où Charles VIII l'avoit laissé Vice-

Roi , & avoit survécu à sa réputation d'homme versé dans la science militaire. Son frere aîné gémissant sous le poids de l'infortune qui avoit accueilli son pere , expira de regret sur son tombeau , comme s'il n'eût pu réparer l'échec que la gloire de son pere avoit souffert. Le cadet , qu'on appelloit le Duc de Chatellerault , fut tué à la bataille de Marignan. Charles , qui sentoît qu'il avoit dans son sang la semence des qualités qui font le Héros , s'appliqua à les faire éclater par de grandes actions , & voulut avoir une gloire qui lui fût propre , & qui ne fût point empruntée de ses ancêtres ; voilà les principes qui le firent agir. Il parut à la Cour sur la fin du regne de Louis XII , dans le mariage de Claude de France avec le Comte d'Angoulême , qui regna depuis sous le nom de François premier , & déploya toute sa force & son adresse dans les Tournois , & sa galanterie dans les Balets & les mascarades. Ce fut alors qu'il alluma dans le cœur de Louise de Savoie , Duchesse d'Angoulême , une passion très-vive.

Cette Princesse étoit fille de Philippe , Duc de Savoie ; & de Marguerite de Bourbon , fille de Charles , Duc de Bourbonnois & d'Auvergne , veuve de Charles d'Orléans , Comte d'Angoulême , premier Prince du Sang.

La passion qu'elle eut pour le Comte de Montpensier , la flatta tellement , qu'elle s'y livra entièrement. Elle compta qu'elle

pourroit l'épouser ; & qu'en possédant le cœur du Comte de Montpensier , dont elle se faisoit une si grande idée , elle jouiroit d'un bonheur accompli. Les grandes passions ne nous permettent de penser & d'agir , que conformément aux desirs qu'elles nous inspirent.

Le Comte de Montpensier ne rendit pas à cette Princesse des sentiments pareils aux siens , soit que l'âge qu'elle avoit au-dessus de lui , lui inspirât plus de respect que d'amour , soit que l'humeur de cette Princesse & son caractère fussent peu propres à lui donner de l'estime pour elle ; mais la politique lui fit témoigner à la Duchesse d'Angoulême une sorte d'inclination , qui pouvoit lui faire espérer qu'elle deviendrait plus forte , & égaleroit la sienne. En effet , elle se flatta là-dessus , & crut que l'amour feroit dans le cœur du Connétable autant de chemin qu'il en avoit fait dans le sien. Une qualité rare dans ce Prince , pour son siècle , étoit sa continence : vertu extraordinaire , qui lui donnoit un grand relief au milieu de la corruption qui regnoit alors.

La première affaire où il se signala , fut le combat d'Aignadel , donné en 1509. Voici comme Pasquier parle de ce Prince.

Sage en capitulation & conseil , vaillant , prompt à la main , heureux aux actions militaires , auxquelles il eut bonne part en toutes les rencontres qui se présenterent sous l'un & l'autre Roi , spécialement en la Bataille donnée en 1509 par le

Roi Louis XI contre les Vénitiens, en laquelle il avoit fait ce jeune Seigneur Capitaine de deux mille Seigneurs Pensionnaires de Sa Majesté, qui par sa sage conduite & prouesse, remit le cœur à notre avant-garde ébranlée, & prête de tourner visage; de sorte que la victoire nous demeura, avec le recouvrement des Villes que les Vénitiens occupoient induement. Ce jeune Prince étant alors seulement âgé de dix-neuf ans.

Le Roi Louis XII étoit en personne à cette bataille. Il n'avoit que vingt mille hommes, & les ennemis en avoient cinquante mille : ils avoient plus d'hommes, mais le Roi avoit plus de soldats (a).

(a) Que ce Prince est louable ! J'ai commencé la *Bibliothèque des Gens de Cour* par le célèbre bon mot de Louis XII, qui, de Duc d'Orléans, étant devenu Roi, dit que le Roi ne devoit pas venger les injures du Duc d'Orléans. Despréaux, dans sa Préface, cite ce bon mot comme un trait excellent qui frappe d'abord. Il paroîtra bien plus héroïque, quand on saura l'occasion où il le dit, & qu'il n'y avoit personne qui l'égalât en courage, ainsi que le dit un Historien contemporain. Il avoit, étant Duc d'Orléans, reçu un soufflet de René, Duc de Lorraine, lorsqu'il donna dans une grande compagnie, un démenti à Madame de Beaujeu, sœur de Charles VIII, Régente du Royaume : il monta depuis sur le Trône. Les ennemis du Duc René sollicitèrent le Roi de se venger. Ce fut alors qu'il dit ce bon mot, & il pousse même la générosité jusqu'à permettre dans la cérémonie de son Sacre, au Duc René, de servir de Pair pour le Duc de Normandie. Un pareil exemple est une grande leçon pour un Gentilhomme offensé, qui croit que son honneur l'oblige à tirer une vengeance sanglante d'un affront. Voulez-vous avoir une véritable idée de la magnanimité, c'est la vertu que pratiqua alors Louis XII.

La Duchesse d'Angoulême entra dans le Conseil sous le regne de Louis XII, dès que son fils eut épousé Madame Claude, fille de ce Monarque. Son ambition, qui avoit l'art de la faire avancer dans le chemin qu'elle lui avoit ouvert, lui donna bientôt un grand crédit; elle en fit usage, pour acquérir, à force de bienfaits, la tendresse du Comte de Montpensier: la générosité est une grande voie pour inspirer de l'amour. Elle procura à ce Prince le commandement de l'armée de Guyenne, où il fut heureux; & celui de l'Armée d'Italie, qu'il refusa, parce qu'il prévint qu'on ne lui donneroit pas les secours nécessaires pour réussir. La disgrâce de celui à qui ce commandement fut confié, & sa prévoyance, firent tant d'honneur à son discernement, que sa réputation en fut augmentée. Dès-lors il auroit eu l'épée de Connétable; mais le mariage qu'il fut obligé de contracter, ayant fait perdre à la Duchesse d'Angoulême l'espérance de l'épouser, tarit d'abord la source des bienfaits. Il faut développer ce trait d'Histoire.

Anne de France, fille de Louis XI, sœur de Charles VIII, & belle-sœur de Louis XII, avoit aspiré à la régence sous le regne de Charles VIII, son frere, qui n'étoit pas en état de gouverner, quoiqu'il fût majeur de la majorité des Rois. Elle étoit devenue Régente, quoiqu'elle eût pour concurrent le premier Prince du Sang, qui fut depuis Roi sous le nom de

LOUIS XII. Pendant sa régence, elle avoit fournis les factieux, soutenu l'autorité royale, & conservé la paix dans l'intérieur du Royaume, & réuni la Bretagne à la Couronne : elle avoit montré qu'elle étoit versée dans l'art de regner, qui est le plus grand & le plus noble ouvrage du génie humain (a).

Charles VIII, devenu majeur, pénétré de reconnaissance des services qu'elle lui avoit rendus, la maintint dans la première place au Conseil ; & Louis XII fut obligé de la lui conserver. Elle étoit dans ce rang, lorsque la Duchesse d'Angoulême entra dans le Conseil.

On doit dire à l'honneur du sexe, que nous voyons dans l'Histoire plusieurs Princesses qu'on a jugé dignes de gouverner les États. La vivacité qu'il faut avoir pour prendre son parti dans des conjonctures délicates, est une qualité qui les rend en cela ordinairement supérieures aux hommes.

Ces deux Princesses s'aperçurent bientôt qu'elles étoient incompatibles ; elles songerent à se traverser l'une & l'autre : l'ambition, qui les rendoit rivales, ne leur permettoit pas de demeurer dans le Conseil. Louis XII, qui ne les put accorder, ayant mis dans la balance toutes les rai-

(a) Brantôme dit, en parlant de cette Princesse, c'étoit une maîtresse-femme ; un petit pourtant brouillonne. Il finit son éloge, en disant : *Cette Anne de France étoit fort spirituelle & assez bonne ; j'en ai assez dit.*

sons qui parloient pour l'une & pour l'autre , crut qu'il devoit sacrifier Anne de France , sa belle-sœur , à la Duchesse d'Angoulême , & il obligea la premiere à céder à la dernière.

Le desir de se venger de sa rivale en ambition , en devint plus vif dans le cœur d'Anne de France , & elle saisit avidement l'occasion qui se présenta.

Jean second , Chef de la Maison de Bourbon , & Connétable de France , étoit mort en 1488. Pierre second , son frere , mari d'Anne de France , avoit pris le titre de Duc de Bourbon , & en avoit recueilli la riche succession : il n'avoit laissé de son mariage qu'une fille , appelée Suzanne.

Le Comte de Montpensier , par la mort de Pierre , devint l'ainé de la Maison , & prit alors le titre de Duc de Bourbon , parce qu'il recueillit le Duché de Bourbon & les cinq Provinces qui en dépendoient , en vertu d'une substitution ancienne par laquelle les mâles seuls étoient appelés.

Les Jurisconsultes de ce temps-là appelloient cette substitution une Loi Salique , qui avoit été renouvelée dans les deux Maisons de Bourbon , d'*Archambaut* , & *la Royale*.

Il étoit réduit à un petit apanage , & il se voyoit par cette substitution un des plus puissants Princes du Royaume , & pouvoit même concourir en opulence avec le Roi : ayant une naissance si illustre , étant

pourvu d'éminentes qualités & de biens considérables, il pouvoit pousser son ambition fort loin, & se flatter d'arriver au faîte de la fortune :

Sa naissance lui attiroit le respect extérieur, & son mérite le respect intérieur de tout le monde. Un port avantageux, & l'éclat d'un certain air de grandeur & de majesté, qui résultoit de la régularité de ses traits, & de la noblesse de sa taille, qui étoit un peu au-dessus de la grande, donnoient beaucoup de relief à son mérite : mais toutes ces qualités éminentes auroient été comme ensevelies, si elles n'eussent pas été accompagnées des biens de la fortune. La sienne fut en compromis, parce que Suzanne de Bourbon, unique rejetton de la Branche aînée, lui disputoit cette substitution.

La Princesse Suzanne invoquoit le Droit commun, & la Loi du Royaume, qui n'excluait pas plus les filles des Maisons les plus illustres, que celles des autres familles, lorsqu'elles n'avoient point de frere, & les admettoit, à la réserve de quelques Coutumes particulières, à partager avec leur frere les successions *ab intestat*. Le mariage des parties étoit l'unique voie pour éviter le Procès.

Anne de France fit entendre au Comte de Montpensier, devenu Duc de Bourbon, qu'il ne tiendrait qu'à lui d'épouser Suzanne sa fille. Par cette proposition avantageuse à ce Prince, elle se vengeoit de son

ennemie, dont elle avoit découvert la passion : elle ôtoit à la Duchesse d'Angoulême l'espérance de le posséder ; elle fournilloit à ce Prince, dont le cœur ne lui disoit rien pour une Princesse qui vouloit absolument être aimée, des raisons pour résister à une passion importune.

Le Duc de Bourbon eut bientôt compris quel étoit son véritable intérêt dans le mariage qu'on lui proposoit. Quand il se seroit flatté de gagner son Procès, sans parler de l'inquiétude que lui auroit causée, malgré sa confiance, l'incertitude du succès, il falloit, si l'Arrêt lui étoit favorable, qu'il payât à la Duchesse de Bourbon, sa dot, son douaire, & son préciput qui étoit très-considérable.

Louis XI, son pere, n'ayant rien oublié dans le Contrat pour lui faire la condition la plus avantageuse, il falloit encore lui payer des sommes immenses pour la rembourser des acquits qu'elle avoit faits des dettes de la Maison de Bourbon, à quoi elle avoit employé tout le gain qu'elle avoit fait durant sa Régence. Le Duc de Bourbon demanda à Louis XII la permission de rechercher la Princesse Suzanne : toute contrefaite qu'elle étoit, l'intérêt l'embellissoit ; & il supplia ce Monarque d'en faire la demande pour lui. Le Roi jugea cette alliance si nécessaire, qu'il la fit conclure en trois jours. Sa Majesté, les Princes, les Officiers de la Couronne, & quinze Evêques, signerent le Contrat ; mais

les plus savants Jurisconsultes du temps , qui l'avoient dressé , y oublièrent une formalité : tant il est vrai que la prévoyance des génies les plus éclairés dans les affaires les plus importantes , n'embrasse pas toujours toutes les difficultés , & est souvent en défaut : sujet d'humiliation pour les hommes les plus savants.

La Duchesse de Bourbon avoit permis aux Avocats de mettre les clauses les plus favorables au Duc de Bourbon. Ils crurent avoir pourvu à ses intérêts, autant que la prudence humaine pouvoit s'étendre, en le faisant reconnoître pour Héritier unique & nécessaire de la Maison de Bourbon, & en obligeant les mariés à se faire une donation mutuelle entre vifs de leurs autres biens , droits & prétentions , de quelque nature qu'ils fussent. Cependant ils ne prirent pas garde qu'il s'en falloit de deux ou trois mois que l'épouse ne fût majeure , que dans sa minorité elle ne pouvoit pas engager ses biens ; & que , pour venir au secours de son impuissance , il falloit faire rendre un jugement en Justice , qui l'autorisât.

Le Chancelier Duprat leur reprocha dans la suite cette omission. Ils répondirent, qu'ils avoient bien prévu la difficulté, mais qu'ils n'y avoient point eu d'égard : parce que , dans les mariages contractés en France en présence du Roi , l'autorité du Monarque couvroit pleinement le défaut. Je croirois cette raison très-so-

lide, si, dans le Contrat, on avoit fait dire au Roi qu'il autorisoit la Mineure.

Qui pourroit s'imaginer le chagrin cuisant que la Duchesse d'Angoulême conçut de ce mariage? Elle commanda à son cœur de haïr le Duc de Bourbon : mais un cœur plein d'une passion nous obéit-il, & en dispose-t-on comme on veut?

Elle choisit dans sa fureur le Duc d'Alençon, premier Prince du Sang, pour ministre de sa vengeance; mais elle se trompa dans son choix, car ce Prince étoit bien peu propre à la seconder. Vainement voulut-elle l'animer, en lui proposant que, dès le berceau, la Princesse Suzanne lui étoit promise; & que, suivant les loix de l'honneur qui étoient en usage, le Duc de Bourbon l'avoit offensé d'autant plus vivement, qu'il lui avoit marqué un grand mépris en épousant Suzanne de Bourbon, sans avoir demandé à ce Prince s'il persistoit dans la résolution de l'épouser : mais l'aiguillon le plus vif s'émousse sur les esprits pacifiques. Tel étoit le Duc d'Alençon; il étoit même dans une situation où il étoit ravi de ce mariage : il avoit une passion très-forte pour Mademoiselle d'Angoulême, fille de la Duchesse, Princesse très-accomplie, que la nature avoit ornée, avec un soin égal, de la beauté du corps & des dons de l'ame.

Le Duc d'Alençon n'avoit pas osé découvrir sa passion, pour ne pas offenser les Princes de Bourbon, qui étoient fort déli-

cats sur l'honneur. Ils auroient été très-irrités, si le Duc d'Alençon, promis à Suzanne, eût jetté les yeux sur un autre parti : & sa prudence, à laquelle la malignité donneroit peut-être un autre nom, s'il n'avoit pas donné des preuves de valeur dans la Bataille de Marignan, ne lui permettoit pas d'avoir rien à démêler avec des Princes qui étoient tous dans une grande réputation de bravoure. Ainsi le Duc de Bourbon le soulageoit extrêmement par ce mariage, qui le délivroit d'une grande inquiétude. Il tournoit toutes ses vues vers Mademoiselle d'Angoulême (a), quand sa mere la lui offrit. Avec quelle joie n'accepta-t-il pas ce mariage ! Dans ces premiers mouvements, il se fit illusion à lui-même, jusqu'à promettre à la Duchesse d'Angoulême de servir sa vengeance contre le Duc de Bourbon ; car ce n'étoit qu'à ce prix qu'elle fit violence à sa fille, pour l'obliger à faire un mariage si mal assorti, & qui formoit un si grand contraste entre les qualités du corps & de l'esprit des deux époux. Heureusement pour le Duc d'Alençon, sur qui sa prudence avoit pris le dessus après son mariage, la Duchesse d'An-

(a) Cette Princesse, si connue sous le nom de Marguerite, Reine de Navarre, aimoit les Belles-Lettres : elle a composé plusieurs Ouvrages, dont l'un est intitulé, *la Marguerite des Marguerites* ; & l'autre, *Nouvelles*. C'étoit une Princesse, dit Brantôme, d'un grand esprit, & fort habile ; bref, poursuit-il, digne d'un grand Empire. Outre tout cela, douce, très-bonne & très-gracieuse ; il ajoute qu'elle étoit belle.

goulême ne le pressa point de la venger. Cette Princesse s'aperçut bientôt que le dépit en amour, loin de l'éteindre, ne sert qu'à l'augmenter : la bienveillance diminue, mais la passion se fortifie ; elle se livra à la sienne, ne pouvant pas soutenir la guerre qu'elle souffroit au dedans d'elle-même ; elle changea de résolution, & elle appliqua tous ses soins à gagner le cœur du Duc de Bourbon par des bienfaits. La première grace qu'elle demanda à son fils, dès qu'il fut monté sur le Trône *, fut l'épée de Connétable pour le Prince qu'elle aimoit : elle croyoit qu'il se résoudroit plutôt à être son amant, qu'à être ingrat.

* Au mois
de Janv.
1515.

En effet, rien n'est plus éloquent qu'un bienfait extraordinaire. Le Roi ne put se déterminer d'abord à accorder cette dignité au Duc de Bourbon : il s'en défendit, sur le danger qu'il y avoit de mettre toutes les forces de l'État entre les mains d'un Prince qui seroit capable d'en abuser pour le détruire, s'il se laissoit guider par son ambition, & qu'il se prévalût de sa naissance & de ses grandes qualités. Mais la Duchesse d'Angoulême, qui savoit, que, pour obtenir une grace difficile, il falloit redoubler ses instances sans être importune, & gagner un homme par son foible, représenta au Roi, que son génie supérieur ne devoit pas s'asservir à imiter ses quatre Prédécesseurs, qui n'avoient osé confier leurs épées à des Princes du Sang, afin de ne pouvoir jamais être réduits à craindre

des Sujets à qui ils auroient confié toute leur force; que s'élevant au-dessus de cette timide & basse politique, il surprendroit l'admiration de tous ses Sujets.

Le Roi, séduit par l'appât de cette flatterie, accorda à sa mere ce qu'elle lui demandoit. Le Duc de Bourbon, étant Connétable, montra bientôt que cette dignité étoit faite pour lui. Son cœur ne devint pas plus sensible à l'amour pour la Duchesse d'Angoulême : il eut beau témoigner de la reconnoissance, elle ne lui en tint pas compte, parce qu'elle exigeoit de lui des sentiments plus vifs.

A la Bataille de Marignan, que le Roi donna la premiere année de son regne, en 1515, le Connétable y fit des prodiges de conduite & de valeur. Une circonstance singuliere de cette Bataille, où les Suisses furent défaits à plate-couture, c'est qu'elle commença sur les deux heures après-midi, & ne cessa que sur les neuf heures, que parce que les combattants étoient si las, qu'ils s'endormirent pêle-mêle. Si le sommeil est une image de la mort, cette image avoit alors beaucoup de force, puisque ceux qui dormoient avoient leurs ennemis à côté d'eux. Le lendemain à leur réveil le combat fut soutenu avec une plus grande fureur que le jour précédent, jusqu'à ce que les Suisses firent enfin leur retraite. Cette suspension de combat, & cette reprise le lendemain, sont des circonstances qui tiennent du merveilleux. Après cette Bataille,

François premier conquit le Milanois, où le Connétable le seconda parfaitement.

Le Roi fut si persuadé qu'il devoit au Connétable le succès de la Bataille de Marignan, & de la conquête du Milanois, que, pour le récompenser, il lui confia le Gouvernement de ce Duché. La conduite du Connétable fut supérieure à toutes les difficultés qui se présenterent à lui; il fut se faire aimer & se faire obéir. Sa réputation donna de l'ombrage au Roi : il craignit qu'un Prince du Sang, si proche de la Couronne, aimé des Troupes, du Peuple, de la Noblesse, puissant en revenus, en vassaux & en terres, & dont la Charge lui donnoit tant d'autorité sur les forces du Royaume, ne consultât son ambition (a). Il fut rappelé à la Cour, sous le prétexte honorable que le Roi avoit besoin de son conseil. Lautrec, frere de la Comtesse de Château-Brian, qui possédoit alors le cœur du Monarque, fut mis à la place du Connétable de Bourbon. La conduite de ce nouveau

(a) D'autres Historiens racontent la chose autrement. Ils disent que le Connétable ayant donné avis au Roi, que le Pape (c'étoit Léon X.) donnoit du secours aux Ennemis de la France, demanda qu'il lui fût permis de traiter le Pape comme Ennemi : le Roi n'y voulut pas consentir. Le Connétable fut tellement pénétré de cette conduite du Monarque, qu'il lui remit le Gouvernement du Milanois; & il lui prédit, que cette condescendance pour le Pape, feroit perdre ce Duché aux François. Voyez Chalon dans son *Histoire de France*. La foi de l'Histoire est bien douteuse : les Historiens s'en jouent.

veau Gouverneur , par le parallele qu'on en fit avec celui à qui il succédoit , en fit l'éloge. Ce Prince fut sensible au coup qu'on lui portoit ; mais il parut à la Cour enveloppé de sa modération. Ainsi l'on punit souvent les grands services, qu'on ne peut trop récompenser.

On allégua les besoins de l'État , pour retrancher les pensions à ce Prince. La Duchesse d'Angoulême vouloit l'engager à s'adresser à elle , afin qu'on lui fît raison ; mais il ne put point plier son esprit à cette démarche ; il s'éleva au-dessus de l'injustice qu'on lui faisoit.

La femme du Connétable accoucha quelque temps après d'un fils ; le Roi alla à Moulins pour le tenir sur les Fonts : il y fut reçu par cinq cents Gentilshommes feudataires de la Maison de Bourbon , vêtus de velours , étoffe fort rare en ce temps-là , ayant une chaîne d'or qui leur faisoit trois tours autour du col , tous montés sur des chevaux de prix ; rien n'égalait la profusion & la délicatesse des festins , la magnificence & l'adresse des Cavaliers dans les Tournois & dans les Balets , & l'agrément des Masca-
rades. Le Roi , piqué , regarda ces divertissements avec un œil de jalousie ; il lui sembla que le Connétable vouloit dans ces jeux-là le surpasser , & lui faire un défi d'égaliser la prodigalité. Le dépit , que Sa Majesté en conçut , & qu'il garda dans son cœur , le disposa quelques années après * à accorder au Duc d'Alençon , dans la mar-

* 1521.

che de l'Armée à Valenciennes , le commandement de l'arrière-garde, que ce Prince lui demanda. Il représenta, qu'étant premier Prince du Sang, s'il obéissoit au second, on devoit du moins lui confier un commandement qui répondît à son rang ; que toute la considération ne devoit pas rejaillir sur le Connétable, sans qu'on lui en fît part ; qu'il pouvoit monter sur le Trône, & compter ce Prince au nombre de ses sujets.

La Duchesse d'Angoulême, importunée par son gendre, demanda cette grace au Roi, qui ne donneroit pas, dit-elle, une grande atteinte à la dignité du Connétable, le Roi n'étant pas résolu de donner bataille : qu'on ne devoit rien craindre de la foiblesse du génie du Duc d'Alençon ; parce que les ordres seroient donnés par le Maréchal de Châtillon, qui devoit commander sous lui en qualité de Lieutenant-Général : elle obtint ce qu'elle demandoit.

Le Connétable regarda comme un affront cette grace qu'on fit au Duc d'Alençon à son préjudice, parce que la fonction de commander l'arrière-garde, suivant un usage immémorial, étoit due au Connétable. Il lui sembla qu'on le dépouilloit de sa dignité : il fut la main d'où ce coup parloit ; & comme on est plus sensible aux injures qu'aux bienfaits d'une personne qu'on n'aime point, & qui a voulu nous donner de la tendresse, il témoigna son res-

sentiment dans des paroles où il ne ménagea point l'honneur de la Duchesse d'Angoulême. Il parla si haut, & devant tant de personnes, que ces paroles furent rapportées à cette Princesse; & comme elle se piquoit d'avoir toujours eu de la vertu, quoiqu'elle eût été veuve à dix-sept ans, une offense qui lui fut faite par une personne qu'elle aimoit, & qui peut-être la dévoiloit, lui fut extrêmement sensible: elle l'auroit, si elle l'avoit pu, accablé du poids de toute sa haine; mais elle ne pouvoit que l'aimer, tout ingrat qu'il étoit. Il pensa dès-lors à se venger de ce mauvais traitement; &, dès ce temps-là, il entretint un commerce secret avec l'Empereur: c'étoit Charles V, dont le nom nous retrace l'idée d'un génie né pour commander aux autres, sacrifiant tout à sa politique. Il a eu l'art de faire soupçonner qu'il avoit beaucoup de religion. Ce Prince étoit un Machiavelliste mitigé.

La femme du Connétable mourut en couche, au mois de Mai 1522: elle ne lui laissa point d'enfants. La joie qu'on témoigne à la naissance d'un Prince, que la mort enleve peu de temps après, n'a pas le don de lire dans l'avenir.

Dès que le Chancelier Duprat apprit cette nouvelle, il se hâta d'aller faire sa cour à la Duchesse d'Angoulême, en lui annonçant l'occasion favorable, que le Connétable feroit sans doute de l'épouser pour conserver le Duché de Bourbon; que

l'intérêt feroit auprès de lui ce que l'amour n'avoit pu faire. Il lui dit qu'elle étoit la plus proche héritière de la défunte ; parce que la Connétable étoit fille de Pierre, Duc de Bourbon ; & que la Duchesse d'Angoulême étoit fille de la sœur de ce Duc , qui avoit épousé , comme on l'a rapporté , Philippe , Duc de Savoie : d'où il conclut que la succession de Bourbon lui appartenoit, malgré le contrat de mariage de la Connétable , & l'ancienne substitution de la Maison de Bourbon.

Le Chancelier n'agissoit pas seulement par le desir de faire sa cour à la Duchesse d'Angoulême ; mais il étoit poussé par l'envie de se venger du refus que lui avoit fait le Connétable de l'accommoder d'une Terre en Auvergne, proche sa maison où il étoit né. La Duchesse d'Angoulême, qui ne pouvoit plus agir que par les mouvements de sa passion, le remercia, comme s'il l'eût rendue la plus heureuse Princesse de la terre. Il se chargea de fournir les moyens nécessaires pour soutenir le Procès. La Duchesse, avant que de le commencer, voulut faire un dernier effort sur l'esprit du Connétable : elle se flatta sur ce que ce Prince, qui savoit faire usage de son bien, l'employant à propos, & le dépensant dans des occasions d'éclat qui pouvoient augmenter la considération qu'on avoit pour lui, connoissoit tout le mérite des richesses : ceux mêmes qui en sont les plus détachés, agissent souvent comme s'ils

en étoient les esclaves, parce qu'après tout elles sont absolument nécessaires, sur-tout à ceux qui veulent jouer un grand rôle. La fierté de la Duchesse d'Angoulême, malgré son amour, ne lui permit pas de se jeter à la tête du Connétable de Bourbon : elle jetta les yeux sur l'Amiral Bonnivet, pour négocier une affaire qu'elle croyoit la plus importante pour son bonheur ; mais Bonnivet avoit des raisons pour ne pas faire valoir les talents qu'il avoit pour la négociation. Il aimoit éperdument la Duchesse d'Alençon, & sa passion l'avoit conduit jusqu'à entreprendre sur la vertu de cette Princesse, qui lui résista vivement, parce qu'elle ne l'aimoit point, & qu'elle avoit le cœur pris d'une autre passion. La vertu d'une femme est bien forte, quand elle est soutenue par ces deux raisons.

Je pense qu'il n'est guères de femme qui ne fût capable de cette résistance qu'on loue tant dans Lucrece, parce qu'après tout, la violence rend une femme esclave : peut-elle se résoudre à subir un esclavage, lorsqu'elle croit qu'elle doit commander ?

L'insolence de Bonnivet auroit été sévèrement punie, si sa grande faveur auprès du Roi n'eût été cause que ce Monarque eût de l'indulgence pour lui. Il en devint encore plus passionné. Il prévint que si le Connétable épousoit la Duchesse d'Angoulême, il lui défendrait absolument de voir la Duchesse d'Alençon : d'ailleurs, l'ambition le rendoit rival de ce Prince ;

&, suivant la maxime des Courtisans, dans le temps qu'il lui marquoit le plus de considération, il travailloit sourdement à le détruire, afin d'élever sa fortune sur les ruines de celle du Connétable, & de pouvoir s'enrichir de ses dépouilles. On n'ignore pas que la Cour est un pays où les plus grands ennemis se cachent sous le dehors de l'amitié la plus flatteuse. Il est étrange que la Duchesse d'Angoulême, qui étoit si habile, ait manqué de discernement dans le choix de Bonnivet. Mais quand, elle auroit choisi un médiateur intelligent, qui n'auroit point été suspect, elle n'auroit pas eu plus de succès; le Connétable étoit si persuadé que sa Cause étoit infaillible, que la crainte de la perdre ne l'ébranla point : quelque reconnoissance qu'il eût, ou qu'il dût avoir pour la Duchesse d'Angoulême, il n'avoit pas l'esprit assez souple, pour vaincre l'aversion qu'il avoit pour le caractère de la Duchesse, & la répugnance qu'il sentoît d'épouser une Princesse dont il soupçonnoit la vertu. Il n'avoit que trente-deux ans, & la Duchesse d'Angoulême avoit treize ans plus que lui : cette disproportion d'âge fortifioit encore sa répugnance. Pasquier dit, que *s'il eût eu pour agréable le mariage de la mere du Roi, cette Princesse pouvoit réparer toutes les brèches de ses mécontentemens. D'ailleurs, poursuit-il, elle n'eût remué cette grande querelle, (il parle du Procès qu'elle lui suscita) fondée prin-*

tipalement sur une vengeance. Son malheur ne permit pas qu'il entendît à ce mariage, & depuis ses affaires allèrent de mal en pis. Une autre raison qui lui faisoit fermer l'oreille à la proposition, étoit le desir de la Reine, qui vouloit qu'il épousât Renée, sa sœur, qui, dans un corps mal-fait, avoit une ame douée de belles qualités. Cette haute alliance, accompagnée des grands biens de cette Princesse, qui avoit le tiers des Terres allodiales de la Maison de Bretagne, flattoit trop le Connétable, pour qu'il pût se rendre aux vœux de la Duchesse d'Angoulême : ainsi Bonnivet ne fut pas écouté. La Duchesse d'Angoulême, n'ayant plus aucune espérance de fléchir le Connétable, outrée de se voir méprisée jusqu'à un tel point, & d'avoir perdu tous ses bienfaits, se livra au conseil du Chancelier, & elle réclama la succession de Bourbon.

Montholon, célèbre Avocat, soutint la Cause du Connétable, & acquit tant de réputation, qu'elle déterminâ le Roi dans la suite à le nommer Garde des Sceaux de France, quoiqu'il eût plaidé contre la mere de ce Monarque.

Une Cause célèbre, bien soutenue, a souvent opéré la fortune de l'éloquence d'un Avocat.

Dans le temps de la République Romaine, le Barreau étoit la seule voie qui ouvroit la porte aux grandes dignités : les Avocats étoient révéérés comme des Ci-

toyens qui pouvoient devenir les chefs & les maîtres du monde (a).

L'Ordre des Avocats ne sembloit-il pas, dans le temps de François premier, être le Séminaire des Chefs de la Justice, puisque Montholon, qui plaida pour le Connétable, fut Garde des Sceaux ; & Poyet, qui plaida pour la Duchesse d'Angoulême, devint Chancelier ?

Ne trouveroit-on point à présent, dans l'Ordre, des Sujets qui pourroient mériter de grandes dignités ?

plaidoyer
de Mon-
tholon.

Montholon représenta d'abord, que la Loi Salique (b), qu'il défendoit dans cette

(a) César, Pompée, Tibere, Germanicus, commencerent par se signaler au Barreau. Quel éclat ne donna pas Cicéron à la profession d'Avocat, ce grand homme qui fit tant d'honneur à la parole ? On a même dit, qu'elle étoit faite exprès pour lui. On faisoit de grands honneurs aux Avocats : lorsqu'un Avocat avoit plaidé avec succès quelque Cause, il étoit accueilli, en sortant du Palais, par un nombreux cortège de Clients qui l'accompagnoient, & le ramenoient comme en triomphe jusques chez lui, où il trouvoit les rampes de l'escalier garnies de palmes.

(b) Anciennement le mot de *Sala*, ou *Sale*, a signifié le Château ou la Maison d'un grand Seigneur : de là fut tiré le mot de *Saliens*, qui signifie les grands Seigneurs du Royaume.

A mesure que nos premiers Rois s'établirent dans la Gaule, & y étendirent leurs conquêtes, ils donnerent des terres aux Saliens, c'est-à-dire, aux principaux de leur Salle ou Cour, à condition que ceux qui posséderoient ces terres, les serviroient en personne à la guerre ; &, par cette raison, ils ne voulurent point qu'elles pussent être possédées par les femmes, que leur sexe exempté de porter les armes : ils en firent une loi, qu'on a jugé à propos d'appliquer à la succession des Rois, & d'en faire une loi

Cause, ne regardoit pas seulement la Couronne de France; & que c'étoit une erreur de dire, qu'elle fût établie particulièrement pour la succession royale. Cette Loi dit : *En la Terre Salique, aucune portion d'héritage ne vient à la femelle, ainsi que le sexe viril acquiert la possession.*

On appelloit autrefois Terre ou Héritage Salique, toutes les Terres, tant Fiefs que Rotures, de la succession desquelles les femmes étoient exclues par la Loi Salique; en sorte qu'elles n'héritoient que des meubles & acquets, quand il y avoit des mâles. Cette Loi, dont Clovis premier est auteur, est nommée Salique, à cause du sel & de la prudence dont elle est pleine.

Montholon dit ensuite, que les biens de la Maison de Bourbon-Archambault étoient venus dans celle de France par Béatrix, qui avoit été unique héritière de la sienne, parce qu'il n'y avoit plus de mâles dans cette famille; ainsi elle étoit restée seule dans sa Branche; elle apporta à Robert de Clermont, cadet des fils de saint Louis, le Comté de Bourbon, & tout ce qui en dépendoit. Il dit que l'an 1400, au mois de Mai, Louis II du nom, Duc de Bourbon, maria son fils Jean avec Madame Marie de Berry, fille de Jean, Duc

fondamentale de l'Etat. Mais on n'a point allégué cette loi, avant la célèbre dispute formée en 1327, entre Philippe de Valois & Edouard, Roi d'Angleterre, fils d'une fille de Philippe-le-Bel, qui prétendit pouvoir représenter.

de Berry & d'Auvergne , frere du Roi Charles V; & à l'occasion de ce mariage, il se fit un Traité, par lequel le Duc de Berry, d'une part, avec l'exprès consentement du Roi, donnoit le Duché d'Auvergne & le Comté de Montpensier au jeune Duc & à la Duchesse, & à leurs enfants mâles, & aux descendants des mâles, tant que la ligne masculine dureroit : & d'autre part, le Duc Louis de Bourbon en faisoit autant de son Duché de Bourbonnois, & de ses Comtés de Clermont & de Forest : & par un autre Traité, daté du jour du contrat, il vouloit que la ligne masculine venant à manquer, le Duché de Bourbonnois & le Comté de Clermont fussent unis à la Couronne de France; en sorte qu'à cet égard nos Rois étoient substitués au défaut des enfants mâles de Bourbon. Jean ayant été pris à la bataille d'Azincourt, sous Charles VI, mourut en Angleterre, laissant deux fils de Marie de Berry; savoir, Charles, Duc de Bourbon & d'Auvergne, Comte de Clermont & de Forest; & Louis, Comte de Montpensier, qui fut la source de la Branche de Bourbon Montpensier. Charles, Duc de Bourbon, eut quatre enfants, dont deux prirent le parti de l'Église; les deux aînés furent Jean, Duc de Bourbon, second du nom, qui fut Connétable de France, & mourut sans enfants; & Pierre, Seigneur de Baujeu, & depuis Duc de Bourbon par la mort de son frere. Pierre, Duc de Bour-

bon , épousa Anne de France , fille de Louis XI, laquelle gouverna le Royaume pendant les premières années du regne de Charles VIII, & il ne resta d'enfants de ce mariage qu'une fille, nommée Suzanne.

L'usage de la Loi Salique dans la Maison d'Archambault de Bourbon, avant que ses biens fussent entrés dans la Maison Royale, avoit été si religieusement observé, que, par Arrêt du Parlement prononcé en présence de Philippe Auguste en 1213, la Comtesse de Forcalquier, fille du Comte de Bourbon, avoit été privée de la succession de sa mere, & le fils de son oncle paternel appelé & mis en possession, par la seule préférence du sexe masculin.

Rien n'établit mieux, qu'un usage est une Loi inviolable, qu'un Arrêt qu'on rapporte, dont cet usage est le motif. Le Comte d'Archambault, pere de Béatrix, étoit trop jaloux de cette Loi, pour ne la pas perpétuer dans la famille où sa fille entroit. Il exigea deux conditions ; l'une, que le Comte de Clermont quitteroit le nom de son apanage pour prendre celui de Bourbon ; l'autre, que l'exclusion des plus proches femelles en faveur des mâles plus éloignés, auroit le même lieu dans sa seconde Maison de Bourbon, que le Comte de Clermont alloit commencer, qu'elle avoit eu dans la première. A l'égard du Traité, où Louis second, Duc de Bourbon, avoit stipulé, qu'au défaut de la ligne masculine de Jean son fils, le Duché de Bourbon &

le Comté de Clermont retourneroient à la Couronne à l'exclusion des femelles, l'Acte avoit été accepté & confirmé par Charles VI, & même par les mariés lorsqu'ils furent majeurs; & Charles VII, après l'avoir approuvé, prit un tel soin de le faire ratifier par les enfants qui vinrent de ce mariage, que Louis de Montpensier, aïeul du Connétable, n'ayant pas encore l'âge requis, Charles, son frere aîné, se rendit sa caution, & s'engagea à prendre son consentement aussi-tôt qu'il auroit vingt-cinq ans. Pierre, Duc de Bourbon, fils de Charles, & Gilbert de Montpensier, pere du Connétable, avoient renouvelé, par une convention passée devant les Notaires de Chinon, celles de leurs Ancêtres. Ainsi, la Loi Salique observée dans la Maison Royale de Bourbon, étoit soutenue par l'usage, par l'autorité de deux Rois, & par le consentement de toutes les Branches de la Maison de Bourbon. Peut-on contester un usage auquel deux Rois ont imprimé le sceau & l'autorité d'une Loi inviolable? Pierre de Bourbon étant décédé, & n'ayant laissé que Suzanne sa fille, Anne de France, sa veuve, & mere de Suzanne, voulut se prévaloir de son grand crédit pour conserver la succession à sa fille, qu'elle avoit destinée pour épouse au Duc d'Alençon. Les plus habiles Jurisconsultes discuterent amiablement l'affaire. Louis XII, parfaitement éclairé sur le droit de Charles, dit qu'il étoit incontestable, & qu'il falloit, pour

tout accommoder, que Suzanne l'épousât. Anne de France y consentit; &, par le contrat de mariage, Charles & Suzanne se cédant mutuellement leurs droits, il fut arrêté que celui des deux qui survivroit, seroit héritier de l'autre. Un contrat de mariage, fait en forme de transaction sur un Procès discuté si solennellement, pouvoit-il recevoir la moindre atteinte? Toutes les Loix ne venoient-elles pas au secours de la Loi Salique, dont se prévaloit le Connétable; Loi Salique, observée dans la Maison régnante, dont celle de Bourbon étoit si proche? Tel fut le Plaidoyer de Montholon, dont les Ancêtres s'étant signalés dans la profession des armes, il acquéroit dans le Barreau un autre genre de gloire.

Guillaume Poyet, très-rafiné dans tous les détours de la science du Palais, mit en usage tout ce qu'elle avoit de plus subtil & de plus pointilleux. plaidoyer de Poyet,

Il dit que la Loi Salique, dont le Connétable vouloit se prévaloir, n'avoit aucun fondement; qu'on n'établissoit point qu'elle avoit été observée dans la Maison d'Archambault, avant que Béatrix eût rapporté le Comté de Bourbon dans la Famille Royale; que l'Arrêt de 1213, qui avoit exclu la Comtesse de Forcalquier du Comté de Bourbon, ne prouvoit point l'observation de cette Loi Salique, puisque cet Arrêt ne disoit point que c'étoit en vertu de cette Loi que la Comtesse de For-

calquier étoit exclue du Comté de Bourbon. Il pouvoit y avoir d'autres motifs d'exclusion, soit qu'elle y eût renoncé auparavant, ou qu'elle eût donné à son pere des motifs légitimes de ne la point appeler à ce Comté. Si l'oncle paternel lui eût été préféré en vertu de la Loi Salique, un tel privilege auroit bien été exprimé dans l'Arrêt; si Archambault eût eu le dessein d'établir la Loi Salique dans la Famille Royale, où sa fille entroit, on en auroit parlé dans le contrat de mariage; on en auroit aussi fait mention dans l'érection du Comté de Bourbonnois en Duché; & puisque, dans ces deux Actes si solennels, où il étoit si nécessaire de rappeler cette Loi Salique, on n'en a point parlé, il s'ensuit évidemment qu'elle n'a point été en vigueur dans la Maison d'Archambault; & en supposant qu'elle y eût été, il s'ensuit qu'Archambault n'a pas voulu la perpétuer dans la Famille Royale, & qu'elle n'y a point été introduite. Il est vrai que Louis II, Duc de Bourbon, avoit eu dessein d'établir la Loi salique en mariant son fils avec la fille du Duc de Berry; mais comme il n'y avoit apporté aucune des formalités requises, sa disposition étoit nulle: car, en premier lieu, elle avoit été faite sans y appeler la Branche de Vendôme, qui y avoit intérêt; &, en second lieu, le consentement des Rois Charles VI & Charles VII, n'avoit point été vérifié au Parlement. Outre que le Duc de Ber-

ry , qui avoit contracté pour sa fille , comme le Duc de Bourbon pour son fils , n'avoit pas cru être obligé d'exécuter le contrat , puisqu'il avoit fait ensuite un Acte , par lequel il entendoit que la meilleure partie des biens qu'il avoit donnés à sa fille retournât après sa mort à la Couronne. Que la Convention de Chinon n'étoit pas moins défectueuse ; puisque de huit Princes qu'il y avoit alors dans la Maison de Bourbon , deux avoient traité d'une affaire commune à l'insu des autres six , & de la Cour. Que la conduite du Roi Louis XII n'étoit pas tant fondée sur le Droit , que sur le desir qu'avoit témoigné ce bon Prince en toutes rencontres , de maintenir les anciennes Maisons dans leur lustre. Et qu'enfin le mariage du Connétable ne devoit non plus être considéré que s'il n'eût jamais été , puisque la Princesse Suzanne n'avoit point eu de dispense d'âge ; & que le défaut des formalités n'avoit point été réparé avant la mort de cette Princesse , qui , étant d'ailleurs en puissance de mari , ne pouvoit rien faire contre elle-même.

Présumera-t-on que , le cas arrivant , nos Rois voulussent se prévaloir des stipulations du Duc de Bourbon & du Duc de Berry , pour dépouiller des Princes & des Princeses de son sang , des biens de leurs Maisons qui leur sont propres ; stipulations qui ont des nullités essentielles ?

On dit que ces stipulations dépouilleroient des Princes , parce que , par le sens

du Traité, la condition de la réunion à la Couronne des biens de la Maison de Bourbon, par le défaut de la ligne masculine, s'étend de la ligne masculine dans la ligne directe : ainsi le Connétable, qui est dans la ligne collatérale, seroit exclus de la succession, & le Roi la réclamerait.

Ne voyons-nous pas que, dans les Majorats, qui sont des substitutions graduelles & perpétuelles, les filles plus proches excluent les mâles plus éloignés ? Ainsi, pour la Couronne d'Espagne, qui se dispose suivant un Majorat, les filles sont préférées aux mâles, qui ne sont pas si proches qu'elles du dernier Roi régnant. Le Droit commun, dans les successions, appelle les collatéraux les plus proches, sans distinction de sexe, aux successions. Suivant la *Novelle XVIII, chap. 8*, & suivant la *Loi des Visigots, tit. 1, 18*, le Plaidoyer de Poyet n'étoit pas si solide que celui de Montholon ; mais la faveur de la Duchesse d'Angoulême lui donnoit un grand relief. Varillas dit que Poyet sollicitoit avec beaucoup de passion pour cette Princesse, & qu'il promettoit aux Juges de les faire rembourser de 12000 écus qu'ils avoient payés de leurs Charges.

Pour moi, je ne croirai point que l'intérêt eût pu faire aucune impression sur l'esprit du Parlement aux dépens de la Justice ; & si, dans ce Corps respectable, il y avoit quelques sujets corrompus, je penserai que l'équité s'étoit toujours conservée.

une

une saine partie, la plus nombreuse qu'elle avoit préservée de la corruption.

Quoique la Duchesse d'Angoulême espérât un Arrêt favorable, elle voulut pourtant qu'on le différât, afin de profiter de ce délai, pour gagner encore l'esprit du Connétable : elle lui fit représenter, sans doute par un autre que par Bonnivet, qu'il alloit perdre sa Cause, & qu'à l'opulence, à laquelle il étoit accoutumé, succéderoit la misère, à laquelle on ne s'accoutume point. Mais rien ne put ébranler ce Prince inflexible, qui regarda avec fermeté le précipice qui s'ouvroit sous ses pieds : son imagination avoit pris un tel pli, que sa répugnance l'emporta sur toutes les horreurs de la condition déplorable qui le menaçoit.

On peut juger par-là quelle aversion il avoit pour la Duchesse d'Angoulême ; & il falloit que la passion de cette Princesse fût bien violente, pour résister à un si grand mépris.

Le Connétable, pour ne lui pas laisser le moindre rayon d'espérance, fit demander au Roi la Princesse Renée : le Roi ne la lui refusa point ; mais la Princesse dit, qu'elle ne pouvoit épouser un homme qu'on alloit dépouiller. Le Connétable cacha si bien le chagrin qui le pénétoit, que la Duchesse d'Angoulême avoit perdu l'espérance de le fléchir, si elle eût pu abandonner son amour. Cette Princesse crut qu'il falloit l'attaquer par sa vanité : elle engagea Bonnivet à bâtir, sur la Terre dont il

portoit le nom, un Château superbe, qui domina sur celui de Châtellerault, qui appartenoit au Connétable. Cette espece d'insulte, que Bonnivet fit au Connétable, le piqua vivement, par la distance qui étoit entre lui & ce favori, fier de sa faveur, qui sembloit le morguer dans un Fief qui relevoit de ce Prince : les atteintes qu'on porte à la vanité des grands hommes, leur causent les chagrins les plus cuisants qu'ils puissent éprouver. Le Connétable, se voyant poussé à bout, ouvrit l'oreille aux Émissaires de l'Empereur, qui lui remontrèrent qu'il étoit temps qu'il travaillât à s'établir hors du Royaume, puisqu'on l'alloit dépouiller des biens immenses que ses ancêtres lui avoient laissés au dedans. Accoutumé à se voir considéré par sa fortune éclatante, il ne put pas soutenir l'idée de se voir privé de ce faste qui l'environnoit. Adrien de Croy, Comte de Rœux, premier Gentilhomme de la Chambre de l'Empereur, traversa la France, déguisé en Paysan, & arriva de nuit à Chantelle, où il fut logé dans un appartement joignant celui du Connétable : on ne fait pas s'il y demeura long-temps, ni pourquoi le Connétable le fit passer de là à Montbrison ; mais il est certain que ce fut en ce dernier lieu que le Traité se conclut, en présence de Saint-Vallier. Il portoit, que l'Empereur entreroit en France par le Languedoc, avec une Armée puissante, aussi-tôt que le Roi seroit delà les Alpes, & que le Conné-

table feroit en même temps révolter les Provinces de son apanage, & se mettroit à la tête de ses amis, par le moyen desquels il promettoit d'assembler jusqu'à dix mille hommes de service; que le Baron de Porvillier iroit le joindre en Auvergne, avec quatorze mille Allemands, qui étoient déjà dans la Franche-Comté; & qu'avec ce renfort il faciliteroit à l'Empereur la traverse du chemin depuis les Pyrenées jusqu'aux Alpes, & l'enlèvement du Roi, qui seroit alors pris comme dans un défilé, & conduit à Chantelle, où il seroit au pouvoir du Connétable. Que les Anglois descendent aussi à Calais, pour s'emparer de la Picardie; & que le Connétable épouserait Eléonor, sœur aînée de l'Empereur, & veuve du Roi de Portugal. Que cette Princesse auroit pour sa dot le Comté de Bourgogne, & les prétentions de son frere sur le Duché de même nom, dont le Connétable espéroit se mettre en possession sans violence; parce qu'Aymar de Roye, Gouverneur de Dijon, s'étoit engagé à lui livrer cette Ville. Que l'Empereur, en faisant le mariage, déclareroit sa sœur héritière universelle des Maisons de Bourgogne, d'Autriche & d'Espagne, supposé que son frere & lui mourussent sans enfants; & que le jour des noces, le Connétable seroit créé Roi de Bourgogne, en joignant au Duché & Comté de ce nom les Provinces de Beaujolois, de Forêt, d'Auvergne, de Bourbonnois & de la Marche. La rebel-

lion , qui comprend un double attentat contre l'État & la personne du Prince, est sans doute un des crimes le plus noir qu'on puisse se figurer : ce crime a terni les qualités éminentes du Connétable, & il étoit d'autant plus énorme , que sa naissance l'approchoit de plus près de la Couronne, & qu'il devoit dans son sang avoir les semences d'un attachement inviolable, & d'un respect profond pour son Roi : comment le Connétable put-il fouler aux pieds son devoir, & s'oublier, étant ce qu'il étoit, jusqu'à devenir l'ennemi de l'État & du Roi ?

Comme le pouvoir de Roëux n'étoit exprimé qu'en termes généraux, & que la prudence ne vouloit pas que le Connétable s'engageât , pendant qu'il pouvoit craindre que l'Empereur ne désavouât son Ministre , il envoya secrètement en Espagne La Motte Desnoyers , pour faire ratifier ce Traité à l'Empereur. Pendant ce temps-là , Anne de France , douairiere de Bourbon , alla trouver le Connétable , qu'elle regardoit encore comme son gendre ; soit qu'elle fût poussée par la haine qu'elle avoit pour la Duchesse d'Angoulême , soit qu'elle fût conduite par la tendresse qu'elle avoit pour lui , & par la compassion de le voir dépouiller de son propre bien , elle lui révéla un Acte en bonne forme , qui étoit secret , que Louis XI , son pere , en la mariant à Pierre de Bourbon , Sire de Beaujeu , puîné de la Maison de

Bourbon, avoit fait passer lors du mariage. Il étoit stipulé dans cet Acte, qu'au cas que cette Princesse survécût à son beau-frere l'ainé des Bourbons, qui en possédoit tous les biens, & à son mari, & qu'elle n'eût point d'enfants, elle hériteroit de leurs successions. Il s'ensuivoit de là, que la Duchesse d'Angoulême ne pouvant combattre cet Acte que par la substitution, elle étoit obligée de la reconnoître, ou d'acquiescer à l'Acte; &, en la reconnoissant, elle rétablissoit le Connétable dans tous ses droits. La Douairiere fit voir ensuite au Connétable par de bons titres, qu'elle avoit dégagé de ses propres deniers la plupart des Terres de la Maison de Bourbon, & que les autres lui étoient tellement hypothéquées pour sa dot & pour ses conventions, qu'encore que la succession fût adjugée à la Duchesse d'Angoulême, elle seroit contrainte de l'abandonner comme étant plus onéreuse que profitable, à cause des sommes immenses qu'il faudroit payer entièrement avant que d'en jouir.

Quand la Douairiere eut fait confidence de tous ces Actes mystérieux au Connétable, elle lui fit une donation entre vifs de tous ses biens, & le subrogea dans tous ses droits. Cette générosité auroit été plus belle, si la haine qu'elle avoit pour la Duchesse d'Angoulême n'en avoit pas été le principal motif. Voilà comme les plus belles actions sont empoisonnées par une passion déréglée; mais elle ne fit pas attention

que son mari , dans cet Acte qu'il avoit passé , y avoit fait ajouter une clause , qui rendoit inutile la stipulation en faveur de la Duchesse de Bourbon ; cette clause disoit , qu'il ne donnoit son consentement , qu'entant que cela touchoit ou pouvoit toucher sa propre personne. Ainsi Louis XI , qui étoit le Prince le plus rusé & le plus artificieux , fut surpris par le Sr. de Beaujeu , à qui on n'attribuoit qu'un génie très-médiocre : il surprit aussi les Ministres de Louis XI , qui ne prirent pas garde à cette clause ; peut-être qu'ils affectèrent de ne la pas relever , touchés de l'injustice qu'on faisoit à la Maison de Bourbon : ainsi la Providence rend inutiles les Traités artificieux & injustes , en permettant que la prudence des génies les plus médiocres l'emporte sur celle des personnes les plus raffinées.

Quand le Connétable n'auroit eu que les droits que lui cédoit la Duchesse de Bourbon , il pouvoit par cette voie-là conserver tous ses biens ; mais il étoit engagé trop avant avec l'Empereur : il avoit lieu de craindre , que , s'il rompoit les liens du Traité de la rebellion , ce Monarque ne le décelât au Roi , & ne le perdît ; ainsi , quoiqu'il fût pénétré de reconnoissance de la générosité de sa belle-mere , il ne voulut pas en profiter. Il fit son Testament pardevant les mêmes Notaires qui avoient reçu la donation que lui avoit fait la Duchesse de Bourbon.

Peut-être que, séduit par les grands honneurs que lui promettoit l'Empereur, il n'eut plus la force de renoncer à des espérances aussi flatteuses ; car le méts le plus friand de l'ambition est le titre de Roi.

Il n'y a rien qu'un homme, épris de cette passion, ne sacrifie pour parvenir à ce rang suprême. On a des exemples, dans l'Histoire, de personnes ambitieuses douées de qualités éminentes, qui ont acheté la Souveraineté par les crimes les plus odieux ; qui, à ce prix, ont perdu dans leur esprit toute l'horreur qui les accompagne.

La Motte Desnoyers, qui avoit suivi le Comte de Rœux en Espagne, apporta la ratification de l'Empereur : le Connétable la mit dans une cassette, qu'il enterra au pied d'un arbre ; il manda un grand nombre de ses amis, en les invitant de l'accompagner au delà des Alpes, où le Roi devoit faire la guerre ; il leur révéla ses desseins, il en fit part à tous les Gentilshommes de sa Maison. Matignon & Dargouges s'étant confessés d'avoir trempé dans une conspiration contre l'État, le Confesseur les chargea de la découvrir au Roi. Ils obtinrent leur grace, en révélant tout ce qu'ils savoient de la négociation du Connétable avec l'Empereur. Le Roi, consultant sa bonté, ne voulut point déférer au conseil qu'on lui donna de faire arrêter le Connétable : il aima mieux le ramener à son devoir par la voie de la douceur. Le Connétable étant sur le point de commettre

son crime, toute l'horreur s'en présenta à lui ; il en fut frappé , & prit la résolution de ne rien exécuter , si on vouloit surseoir le Procès qu'on lui avoit intenté.

Le Roi l'alla voir à Moulins , où il feignoit d'être malade. Après avoir commandé à tout le monde de se retirer, il lui dit qu'il savoit les Traités qu'il avoit faits contre lui, & il les lui apprit comme il les savoit. Il lui représenta que son crime étoit grand ; & il lui dit en même temps qu'il étoit persuadé qu'il ne s'y feroit jamais porté, si la Duchesse d'Angoulême n'avoit pas entrepris un Procès contre lui, qui devoit le dépouiller de ses biens. Le Connétable avoua tout, & ne chercha pas même à s'excuser (a). Le Roi lui dit qu'il ne pouvoit pas empêcher sa mere de poursuivre le Procès, & il lui promit toutes les sûretés nécessaires pour la restitution des biens que lui ôteroit l'Arrêt que sa mere obtiendrait, & de lui donner, pendant la vie de sa mere, le revenu de la valeur de ses biens ; & croyant, après cette offre généreuse, l'avoir persuadé, il l'embrassa, & jura qu'il oublieroit sa faute ; & il lui

(a) D'autres Historiens disent que le Connétable, dissimulant avec beaucoup d'adresse, répondit qu'il étoit vrai que l'Empereur lui avoit fait des offres avantageuses pour l'attirer dans son parti, mais qu'il n'avoit voulu écouter aucune proposition de sa part ; qu'il avoit résolu d'en avertir Sa Majesté, dès qu'il se porteroit assez bien pour se rendre auprès d'elle, n'ayant pas cru qu'un tel secret dût être confié à personne. Aimable vérité, qui êtes l'ame de l'Histoire, voilà comme on vous traite !

dit qu'il iroit à Lyon, où il falloit qu'il se rendît pour faire avancer les troupes, & qu'il l'attendroit là : le Connétable promit d'y aller en litiere. En effet, il se mit en chemin; mais il reçut avis à la Palice, que le Parlement avoit ordonné que les biens de la Maison de Bourbon seroient en séquestre jusqu'à l'entiere décision du Procès. Cet avis lui fit changer de résolution. Il retourna à Chantelle, d'où il dépêcha l'Évêque d'Autun pour assurer le Roi, que, si on vouloit casser l'Arrêt du Parlement par un Arrêt contraire du Conseil, il serviroit désormais avec la même fidélité qu'il avoit toujours eue avant le crime qu'il venoit de commettre : mais le Roi, se défiant de sa sincérité, résolut de le faire arrêter. L'Évêque d'Autun, qui alloit à Lyon, le Sieur Saint-Vallier, Emarde de Prye, l'Évêque du Puy, & Descars, Sieur de la Vauguyon, furent pris.

Le Connétable, averti, partit de Chantelle avec le Sieur de Pomperan, sans suite, & en habit déguisé. Pour dérober la marche qu'il tenoit, il ne marcha qu'à travers les champs, faisant ferrer ses chevaux à rebours. Il arriva heureusement dans le Comté de Bourgogne. Il se rendit à Trente; de là il entra dans l'Italie, où il se joignit aux Lieutenants - Généraux de l'Empereur. Son dessein étoit d'aller en Espagne; mais le Comte de Rœux lui représenta, qu'il ne devoit point paroître devant l'Empereur dans la posture d'un

Prince dépouillé ; qu'il falloit ne se montrer qu'en vainqueur , s'étant remis en possession des Provinces de son apanage , qui devoient être érigées en Royaume ; & qu'alors l'Empereur seroit ravi de le reconnoître pour beau-frere.

Les parents & les alliés du Connétable se piquerent dans cette occasion , quelque fort attachement qu'ils eussent pour lui , d'être fideles au Roi. Peut-être avoient-ils en vue de mériter la confiscation des biens de la Maison de Bourbon.

Lautrec , quoiqu'il eût fort peu de Troupes , sauva la Guyenne , par les prodiges de valeur qu'il y fit en se jettant dans Bayonne , où il soutint plusieurs assauts. La prudence de la Trimouille sauva la Picardie , par les justes mesures qu'il prit.

On pourvut à la sûreté de la Capitale , dont les Impériaux étoient proches. Le Comte de Guise , qui défit les Allemands qui étoient entrés en Champagne , donna à la Duchesse de Lorraine , sa belle-sœur , & à la Comtesse sa femme , le divertissement de cette défaite , en les plaçant dans un lieu où elles pouvoient voir le combat sans danger. C'est un spectacle des plus curieux , & qui remplit l'ame entièrement , par le plaisir de voir les différents efforts qu'on se fait de part & d'autre pour se disputer la victoire , & pour se l'arracher ; pour se la conserver quand on l'a obtenue , & pour la faire revenir sous ses étendards quand elle nous a abandonnés.

Tous ces succès éteignirent la guerre civile que le Connétable avoit allumée. On lui envoya demander, de la part du Roi, l'épée de sa dignité, & l'Ordre de St. Michel. Il répondit qu'on lui avoit ôté l'épée quand on avoit donné le commandement de l'arrière-garde, à Valenciennes, au Duc d'Alençon, & qu'il avoit laissé le collier sous le chevet de son lit à Chantelle. Ainsi on le dégrada de sa Charge; sa dépouille fut partagée, & il ne lui resta que son nom. Toute l'Italie étoit liguée contre le Roi. Le Pape, les Vénitiens, les Florentins, & tous les autres Princes s'étoient joints à l'Empereur. Cependant ils se trouverent trop foibles pour résister aux Troupes Françoises.

Le Roi auroit mis le comble à sa gloire, s'il n'eût pas nommé pour l'Italie un Général aussi peu expérimenté, & aussi présomptueux que Bonnivet.

Ce Général étant entré dans le Milanez, s'empara de toutes les Places jusqu'au Tessin, & obligea Prosper Colonne, qui le méprisoit, à lui abandonner le passage de cette rivière, & à fuir devant lui. Par la faute de Bonnivet, ce Général fit une retraite sans perdre un seul homme. Bonnivet pénétra jusqu'à Milan; après avoir fait mine de l'assiéger, il se contenta d'en faire le blocus, sous prétexte qu'il vouloit conserver les richesses de cette Ville, en la préservant du pillage, & la réduisant à capituler. Mais quelques médifants suppose-

rent, qu'aimant la plus belle fille de Milan, qu'on nommoit la *Signora* Clarice, il n'avoit pas voulu prendre la Ville par un assaut, qui auroit exposé sa Maîtresse à la licence effrénée du Soldat; au-lieu que, par la capitulation, elle ne devoit courir aucun risque. Elle avoit compté parmi ses conquêtes le Général Colonne, & ses faveurs ne lui avoient laissé que la tête saine pour commander. Que de fréquents exemples d'action d'éclat, dont les femmes sont les mobiles, pendant qu'on ne les soupçonne pas d'y influencer!

La peste & la dysenterie regnerent dans le Camp des François; l'Armée des Ennemis grossit; alors Bonnivet décampa avec honte, pour se retrancher dans un poste en deçà de Milan, d'où il fut obligé de se retirer en Piémont.

Par un bonheur extraordinaire pour les Impériaux, Lanoy, qui avoit succédé à Colonne après sa mort, & Pescaire, Généraux de l'Empereur, s'accorderent avec le Duc de Bourbon, quelque jalousie qui regnât entre eux, pour chasser les François d'Italie.

Ce Duc, au préjudice des droits que son illustre naissance lui donnoit, & de l'espérance de monter sur le Trône de France, travailloit à l'agrandissement de la Maison d'Autriche, ennemie de cette Couronne.

Il auroit souhaité ardemment de vuider sa querelle particuliere avec Bonnivet, à la tête des deux Armées; mais Pescaire lui

dit sagement , pour le contenir , que Bonnivet acheveroit bien lui-même de ruiner son Armée , comme il avoit commencé , sans qu'on lui aidât.

Le Duc de Bourbon , qui avoit souffert si impatiemment que le Duc d'Alençon commandât à l'arriere-garde à Valenciennes , dans l'Armée de l'Empereur , quoique Prince du Sang , obéissoit à Lanoy : dès que par sa rebellion il étoit sorti de son rang , il falloit qu'il s'abaissât & s'humiliât pour se soutenir ; son orgueil mortifié étoit la moindre peine de son crime.

Pescaire arriva au Port de Rebec , où étoit un quartier de l'Armée Françoisé : il l'auroit enlevé , si le Chevalier Bayard , qui y commandoit , tremblant de la fièvre , & ayant une médecine dans le corps , n'eût fait des prodiges de valeur.

Les Impériaux reprirent , dans le Milanez , les Places qu'ils avoient perdues.

Bonnivet , dont l'Armée étoit affoiblie , fut obligé de décamper , pour joindre un renfort de huit mille Suisses. Alors Bourbon le poursuivit , & l'atteignit : il attaqua son arriere-garde où il étoit. Bonnivet , par une arquebusade , fut d'abord hors de combat , & il remit le commandement à Bayard , qui choisit pour son Lieutenant Vandenesse , son compagnon d'armes. Il repoussa vigoureusement les Impériaux , & sauva l'arriere-garde. Vandenesse fut tué ; & Bayard , quoiqu'il eût le corps percé à jour , ne laissa pas de descendre de cheval ; il s'appuya

sur un arbre, le visage tourné vers les Ennemis, comme s'il les eût défiés; il se confessa par humilité à son Valet-de-chambre, faute de Prêtre : il avoit son épée devant lui, qui lui représentoit un Crucifix.

Le Duc de Bourbon le trouvant en cette posture, tout à la fois déplorable & glorieuse, l'aborda, & lui témoigna beaucoup de regret de le voir sacrifié pour avoir voulu obéir à Bonnivet, à qui il auroit dû commander, si on eût consulté le mérite. Bayard répondit, " qu'il n'étoit point à
,, plaindre, puisqu'il mouroit en homme
,, de bien, après avoir sauvé l'Armée de
,, son Roi; mais qu'il avoit sujet de plain-
,, dre Bourbon, qu'il voyoit les armes à la
,, main contre sa Patrie; que, si la Cour
,, l'avoit maltraité, son ressentiment ne de-
,, voit point rejaillir sur les bons François
,, qui ne lui avoient jamais manqué de
,, respect. „ Il lui cita l'exemple de Thémistocle & de Coriolan, qui, s'étant révoltés contre leur Patrie, avoient fait une fin funeste.

Pescaire, qui survint, lui fit dresser une tente au même lieu, & lui montra durant quatre heures qu'une haute estime inspiroit le même attachement que l'amitié la plus vive. Les Impériaux & les François, quoiqu'ennemis, s'accorderent pour le plaindre, & déplorerent également son sort. Il expira au milieu de sa gloire. Pescaire prit le soin de faire embaumer son corps, & le renvoya à ses parents avec un convoi

magnifique. Voilà l'hommage qu'il rendit à la vertu héroïque de Bayard (a).

(a) Il étoit sorti de la Maison du Terrail, en Dauphiné, la plus fameuse, par ses malheurs, qui soit dans l'Histoire. Son trisaïeul avoit été tué sous le règne de Philippe de Valois, à la Bataille de Crecy; son bisaïeul, à la Bataille de Poitiers, sous le Roi Jean; son aïeul, à la Bataille d'Azincour, sous Charles VI; son pere, à la Bataille de Guinegaste, sous le Roi Louis XI; & le dernier de son nom, a été tué au siege de Graveline, en 1644. François I. voulut être fait Chevalier de la main de Bayard, à la Bataille de Marignan contre les Suisses. Il l'obligea de lui donner l'accolade à la mode des anciens Chevaliers, & après cette grande action, Bayard, qui étoit toujours enjoué, tenant son épée nue à la main : *Que tu es heureuse*, lui dit-il, *d'avoir fait aujourd'hui Chevalier un si vertueux & si puissant Roi. Certes, ma bonne épée, vous serez dorénavant gardée comme Relique, & honorée sur toutes, & jamais je ne vous porterai, si ce n'est contre les Turcs, les Sarrazins, & les Maures.* Après cela il fit deux fauts, & la remit dans le fourreau.

On raconte encore de lui une action, qui est si belle, que je n'ai pas voulu l'oublier.

Suivant les mœurs de ce temps-là, les gens de qualité étoient fort libertins; cette corruption ne s'est-elle point perpétuée jusqu'à nous? Le Valet-de-chambre de Bayard lui amena un soir une fille de quinze ans, d'une beauté rare, elle n'empruntoit rien de l'art; comme il vouloit s'oublier auprès d'elle, elle fondit en larmes; la passion de Bayard fut d'abord amortie: il lui demanda la cause de sa douleur; elle répondit que la pauvreté avoit contraint sa mere à la livrer au crime. Bayard lui dit: Oh bien! ce ne sera pas moi qui vous le fera commettre. Il fit prendre sur le champ un flambeau à un de ses gens, fit mettre un manteau sur la tête de la fille, de peur qu'on ne la reconnût dans la rue, & la conduisit lui-même chez une Dame sa voisine. Le lendemain, il manda la mere, qu'il reprit aigrement de son action: ayant su d'elle qu'un Bourgeois prendroit sa fille en mariage, si elle avoit seulement 200 écus à lui donner, il lui en mit 300 entre les mains dans une bourse, en lui disant: Voilà

Ainsi Bonnivet sauva son Armée, & se sauva lui-même : il n'y eut que l'arrière-garde qui soutint le choc.

Bonnivet, qui venoit de ruiner par sa mauvaise conduite une Armée de cinquante mille hommes, fut reçu avec distinction à la Cour. Il eut l'art de persuader que sa retraite étoit aussi belle que celles des plus grands Capitaines qui brillent dans l'Histoire, avec d'autant plus d'éclat qu'ils sont supérieurs à la fortune, & peut-être sont-ils plus grands alors qu'après une victoire.

L'accueil distingué que fait un Prince à un Général au retour de sa campagne, est la récompense la plus flatteuse qu'il puisse recevoir : elle la feroit davantage, si le Prince avoit la réputation d'avoir un grand discernement.

On engagea le Duc de Bourbon à entrer dans la Provence, & à faire le siège de Marseille contre son avis : il vouloit qu'on prît d'abord Lyon, & qu'on pénétrât ensuite dans le cœur du Royaume. S'il en eût été cru, il auroit renversé la Monarchie ; mais le bonheur de la France voulut que sa proposition ne fût pas écoutée. On
lui

les 200 écus pour le mariage de votre fille, & cent autres pour ses habits & pour les frais de la cérémonie.

C'est ainsi, dit l'Auteur de sa vie, *que le bon Chevalier changea de vice à vertu*. L'honnête-homme suivant le monde, qui, dans certaines maximes sur l'honneur, ne s'allie pas avec le Chrétien, s'accorde dans cette occasion parfaitement avec lui.

lui avoit manqué de parole sur deux points essentiels : il n'avoit point eu seul le pouvoir de Général dans l'Armée de l'Empereur, qu'on lui avoit promis, & on éloignoit son mariage avec la Reine Éléonore. Mais les Rebelles peuvent-ils se plaindre qu'on viole les paroles qu'on leur a données ? Le Duc de Bourbon ayant entrepris le siege de Marseille, la longueur de ce siege excitoit des murmures contre le Connétable, quoiqu'il ne l'eût pas conseillé. Pescaire, jaloux de sa gloire, faisoit de ce siege le sujet de sa raillerie. Un boulet de canon ayant tué deux Gentilshommes dans la tente de ce Général, & un Prêtre qui y disoit la Messe, le Duc de Bourbon accourut au bruit, & en demanda la cause à Pescaire. *Ah ! ce sont, Monsieur, dit-il, les Consuls de Marseille, qui nous en apportent les clefs.* Il faisoit allusion à ce qu'avoit dit le Connétable avant le siege, *que trois coups de canon étonneroient si fort ces bons Bourgeois, qu'ils viendroient la corde au col apporter les clefs de leur Ville.*

Le Connétable ayant fait une large brèche, & l'ayant fait reconnoître, on lui rapporta qu'il y avoit un fossé profond, & de forts retranchements, bien défendus par grand nombre d'Arquebusiers & de Piquiers ; sur quoi Pescaire, adressant la parole aux principaux Officiers, sans regarder le Connétable, leur dit : “ Vous voyez, „ Messieurs, que les gens de Marseille „ tiennent toute prête une table bien cou-

„ verte, afin de recevoir comme il faut
 „ ceux qui voudroient les aller visiter. Si
 „ vous avez envie d'aller souper en Para-
 „ dis, courez-y, à la bonne heure; pour
 „ moi, je n'ai pas envie d'y aller sitôt.
 „ Croyez-moi, retournons en Italie; nous
 „ avons laissé ce Pays fort dépourvu de
 „ soldats, & l'on pourroit bien y prévenir
 „ notre retour. „ Il se retira, sans rien dire
 davantage.

Le Connétable sentit alors, que, malgré ses grandes qualités, sa trahison le faisoit mépriser parmi ceux mêmes à qui elle étoit utile; & ce mépris avoit pour lui un aiguillon bien piquant.

Le Roi, après cet échec, crut pouvoir se rendre maître du Milanez; il en entreprit la conquête par le conseil de Bonni-vet. Varillas dit que ce Seigneur ayant fait au Roi un portrait si flatteur de la *Signora* Clarice, elle entra pour quelque chose dans le dessein de cette entreprise. (a)

(a) Je me rappelle l'Histoire de Ladislas, Roi de Naples, avide de faire des conquêtes chez le beau-sexe; il assiégea Florence, qui étant à la veille de se rendre, il fit dire aux Assiégés, que, si on lui livroit une Florentine, dont la renommée avoit répandu partout la beauté, il leveroit le siege; on fut obligé d'accepter cette condition. La Belle étoit fille d'un Médecin, âgée de quinze à seize ans: on la para de ses plus beaux atours, afin que rien ne manquât à l'enchantement qu'on préparoit aux sens d'un Prince si amoureux de la beauté & des graces des Dames. Quelque sagesse que l'on s'imagine dans le cœur d'une si belle personne, sa vanité étoit trop satisfaite d'avoir engagé dans de si grands frais ce Conquérant,

Il passa les Alpes, entra dans le Milanais, & s'attacha au siège de Pavie, qui traîna en longueur. Pendant ce temps-là, le Duc de Bourbon eut le temps de faire des levées de Troupes pour fortifier l'Armée Impériale. Après avoir détaché le Duc de Savoie des intérêts du Roi, & avoir tiré de lui toutes ses pierreries pour en avoir de l'argent, il se rendit en poste en Allemagne, & en amena seize mille Allemands, tous vieux soldats. On n'attendoit aucun secours de lui, & l'Empereur le regardoit déjà comme un homme inutile. Ce nouveau renfort de Troupes fit changer de face à la fortune de Charles V. Il

qui avoit armé tant de bras pour servir sa passion, & de rendre la liberté à Florence, pour qu'on ne croie pas que sa vertu fût étourdie, & qu'elle allât au sacrifice avec une satisfaction pareille à celle de ce Romain, qui se précipita dans un gouffre pour sauver sa Patrie. Puisque sa beauté emprunta la parure, on ne doit pas douter qu'elle n'eût de pareils sentiments. Son pere, sans lui faire part de son dessein, lui mit autour du col un mouchoir de prix, qu'il lui noua avec tant de force, qu'on auroit plutôt déchiré le mouchoir que de rompre le noeud. Elle parut aux yeux du Roi plus belle que la Renommée ne l'avoit peinte : une douce fierté éclatoit dans les yeux de cette Belle, sûre de l'effet de ses charmes, & plus occupée des illusions de la vanité, que des plaisirs de l'amour. Le Roi fut transporté, son cœur fut embrasé; son impatience amoureuse lui fit franchir le cérémonial. Il fut à peine au comble de ses vœux, qu'il fut entre les bras de la mort, dont l'embuscade étoit dressée dans le mouchoir empoisonné, & dont les traits étoient d'autant plus sûrs; que l'ardeur de l'amour, en ouvrant les pores du Prince, ouvroit mille portes à la mort; la Belle eut le même sort funeste : ainsi devoit périr un Prince esclave de l'amour.

avoit accepté des propositions avantageuses au Roi, qui lui furent faites par le Pape : il ne voulût plus rien écouter.

Le Duc de Bourbon résolut, avec les autres Généraux, de secourir Pavie, & de donner bataille au Roi, s'il vouloit l'accepter. Suivant presque toutes les voix de son Conseil, l'avis étoit que le Roi devoit refuser la bataille, dans l'état où étoit son Armée, & dans la situation où étoit celle des Impériaux. Mais Bonnivet fut d'un avis contraire, parce qu'il avoit dit qu'il mourroit devant la Place, ou qu'il la prendroit ; & le Roi embrassa la même opinion, parce qu'il avoit promis à une Dame qu'il aimoit, d'être à Lyon au commencement de Mars, vainqueur des Impériaux. La vanité de Bonnivet, & une amourette secrète du Roi, voilà les ressorts qui firent mouvoir le Roi & Bonnivet, & qui déterminèrent cette bataille. Ainsi, les motifs les plus ridicules sont souvent les principes des actions les plus éclatantes.

Suivant la loi que je me suis prescrite de ne rapporter que les circonstances les plus curieuses, & de ne point entrer dans des détails qui ont été employés dans plusieurs Histoires, & qui ne conviennent point au dessein que j'ai entrepris, je ferai seulement le récit des circonstances principales.

Bataille
de Pavie.
1525,
24 Fév.

L'Ennemi s'approchant, l'artillerie de notre Armée, qui étoit placée dans un lieu avantageux, tira sur lui avec tant de suc-

cès, qu'une seule volée emportoit des files entieres; on ne voyoit en l'air que bras, que jambes, que têtes. Ce succès éblouit le Roi; il sortit de ses retranchements avec son Corps de bataille, il se plaça entre l'ennemi & son artillerie, dont Genouillac, qui la commandoit, fut obligé de suspendre l'action, avec d'autant plus de chagrin, qu'il s'étoit promis de défaire lui seul l'Armée Impériale avec ses Canoniers; & Pescaire avoua depuis, qu'il l'auroit pu faire, si le Roi n'y eût mis obstacle.

jour de
St. Ma-
thias, de
bon au-
gure à
l'Empe-
reur, à
cause de
sa nais-
sance &
de son
élection à
l'Empire
en ce
jour-là.

Une autre circonstance singuliere, c'est que deux mille Fantassins Basques, d'une agilité merveilleuse, se séparant en pelotons de dix, vingt, trente hommes, attaquèrent la Gendarmerie Française en tête, en queue, & en flanc : avoient-ils fait une décharge, ils disparoissoient aussi-tôt pour éviter les coups de lance; puis, revenant à l'improviste, ils faisoient une nouvelle décharge; cette Gendarmerie, étant extrêmement serrée, ne laissoit passer en vain aucune balle. Leur seconde salve ne fut pas moins meurtriere que la premiere, parce que les rangs s'étant ferrés pour remplir le vuide de ceux qui s'étoient laissés tomber, ni hommes ni chevaux ne purent soutenir cette grêle de coups. Le Roi, qui commanda à cette Cavalerie de s'élargir, donna encore plus de prise à ces Fantassins Basques, qui se couloient facilement dans les rangs; de forte que le Roi fut obligé de

faire referrer une seconde fois cette Cavalerie, qui, n'étant point à l'abri de l'attaque ordinaire de ces Fantassins, fut entièrement défaite : ainsi cette Gendarmerie, qu'on croyoit invincible, fut taillée en pieces par de la vile canaille. Mais les deux ailes de l'Armée du Roi vinrent à son secours. Avec ces Troupes-là, ce Monarque chargea si rudement Lanoy, qu'il l'auroit défait entièrement, si le Duc de Bourbon ne fût accouru, pour le soutenir, avec ses Troupes toutes sanglantes du carnage des Laniquenets * de l'Armée du Roi, qu'il avoit défaits. Il poussa le Roi vivement, & défit les Troupes avec lesquelles il combattoit. Mais le reste de l'Infanterie de l'Armée Française, réduit aux Bandes noires, composé d'Allemands, combattit si vaillamment, qu'il donna le temps à ceux des deux ailes de l'Armée Française, qui s'étoient sauvés, de revenir. Le Roi les rallia pour la troisieme fois, & fit une si furieuse décharge sur les Troupes de Pescaire & de Lanoy, qu'il les mit en désordre. Lanoy trembloit de peur, & disoit en soupirant : *Ah ! nous sommes perdus.* C'est ce que lui reprocha vivement Pescaire dans la fuite : mais il étoit bien du moins aussi brave qu'Auguste, qui, dans la Bataille navale d'Actium, se cacha dans les bagages. Le Duc de Bourbon ayant défait le reste de l'Infanterie de l'Armée du Roi, rétablit encore les Troupes Impériales. Le choc fut rude ; le corps de bataille du Roi fut ou-

* Infanterie Allemande.

vert en plusieurs endroits; il ne put plus rallier ses Troupes. Bonnivet auroit pu se sauver; mais il haussa la visière de sa salade, & présenta la gorge au premier ennemi qu'il rencontra, qui le perça aussi-tôt, & le tua sur le champ. Bonnivet ne voulut pas vivre, se sentant accablé de honte, & du ressentiment des bons François. Il fut d'abord dépouillé, & son corps, qui étoit d'une beauté parfaite, fut en spectacle à toute l'Armée. Le Duc de Bourbon, qui le cherchoit, conduit par sa fureur & sa vengeance, se sentit à son aise quelques instants en le voyant; il s'écria: "Ah! malheureux, tu es la cause de la perte de la France, & de la mienne!"

Le Roi, après avoir combattu lui-même avec une extrême valeur, étant demeuré seul, alloit monter sur un pont au-delà duquel il pût se sauver, lorsque son cheval, percé d'une balle, tomba, & lui dessous. Diégo Davilla & Jean Durbiéta, qui le poursuivoient, lui tenoient déjà l'épée à la gorge, lorsque Pomperan arriva, qui le reconnut, quoiqu'il eût déjà le visage tout couvert de sang qui couloit d'une blessure qu'il avoit au front. Pomperan mit aussi-tôt pied à terre, & obligea les deux Espagnols à se retirer, & fit appeller le Duc de Bourbon pour recevoir le Roi prisonnier: mais le Roi, malgré l'abaissement de sa fortune, se livrant à toute son indignation, dit qu'il aimoit mieux mourir, que de se rendre à un traître, & demanda

Lanoy , qui , n'étant pas éloigné de là , vint assez tôt pour lui donner la main , & pour lui aider à se relever , après avoir reçu sa foi.

Avila & Urbiéta se disputèrent la gloire d'avoir fait cet illustre prisonnier , ils furent prêts de vuidér ce différend par la voie des armes : le Roi , à qui ils s'en rapportèrent là-dessus , prononça qu'Urbiéta l'avoit volé , & qu'Avila l'avoit pris. Le Roi parla de la sorte , parce qu'Urbiéta , en l'abordant , lui avoit arraché son grand collier de l'Ordre de Saint-Michel , où il y avoit force pierreries ; au-lieu qu'Avila l'avoit désarmé , & l'avoit ensuite pressé de se rendre. Plusieurs Soldats Impériaux mirent en pieces la cotte d'armes de François I , & tous ceux qui en eurent des pieces , publierent qu'ils avoient pris le Roi.

Ce Prince vit l'action de ces soldats sans s'émouvoir , & dans son malheur il se souvint toujours qu'il étoit Roi ; il n'oublia rien même auprès de Lanoy , pour obtenir de lui qu'on tirât des mains des Italiens de jeunes Gentilshommes bien faits , qu'ils pouvoient ne pas respecter.

On dit que cette bataille ne coûta aux Impériaux que huit cents hommes , tant Cavaliers que Fantassins , & aux François cinq à six mille Fantassins , & trois mille hommes d'armes : quand il s'agit de compter les morts de deux batailles , les deux Partis ont chacun une arithmétique différente. François I , après la bataille , n'é-

crivit que ce peu de mots à la Duchesse d'Angoulême, sa mere, qui étoit Régente : *Madame, tout est perdu, hors l'honneur.*

On peut dire que le Duc de Bourbon fut la principale cause de ce succès glorieux, où il fit voir tout ce qu'il valoit, & déploya tous ses grands talents. Si la cause qu'il soutenoit n'eût pas terni tout l'éclat de sa gloire, quel Héros n'auroit-il pas égalé?

A cette bataille fut tué ou pris tout ce qu'il y avoit de personnes de qualité à l'armée, c'est-à-dire, une grande partie de la Noblesse de France.

Le Duc de Bourbon se mit à genoux au souper du Roi, pour lui baiser les mains, & lui présenta la serviette : ce Prince la refusa, & on ne put s'empêcher de louer sa grandeur d'ame, qui ne lui permit pas, dans sa disgrâce, d'être servi par un rebelle, que la prudence l'obligeoit de ménager.

L'Infanterie Espagnole n'eut pas plutôt achevé de piller, qu'elle vint pour voir le Roi, au commencement par petite troupe, & ensuite en plus grand nombre. Le Roi les reçut avec un air si majestueux, & un visage si serein, que l'admiration qu'ils conçurent pour lui, éteignit tout-à-coup leur haine. Ils déplorerent sa destinée ; & comme un Prince martial avoit plus de charmes pour eux qu'un Prince politique, ils le préférèrent à l'Empereur.

Celui qui gardoit François I, appréhendant que les soldats, pleins d'admiration &

de compassion, ne se laissaient séduire par ce Monarque, qui leur auroit inspiré les sentiments qu'il auroit voulu, les écarter, sous prétexte que Sa Majesté avoit besoin de repos.

Qui pourroit se figurer l'extrême consternation où fut réduite une Nation qui se distingue par l'amour qu'elle a pour son Roi? chaque famille crut avoir perdu son pere. Tous les François étoient prêts à se sacrifier, pour racheter la liberté de leur Monarque.

Ordinairement le fruit d'une victoire si sanglante & si complete, est la perte d'un Royaume: voilà ce qui fit sentir la témérité excessive, & l'imprudence extrême de Bonnivet, qui, en acceptant cette bataille, hazarda la fortune de l'Etat: ce sont ces grands intérêts qui se décident dans ces journées funestes. Ce pompeux appareil des forces de deux puissants Empires qui se choquent; se disputent la victoire, la regagnent; mais véritablement, après plusieurs vicissitudes, l'un des deux l'emporte. C'est, dis-je, ce spectacle terrible, qui nous donne de Dieu la plus sublime idée que nous puissions avoir, parce qu'on sent bien intérieurement qu'il préside à une bataille. Aussi se présente-t-il à nous sous l'image du Dieu des Armées, dans la sainte Écriture. En effet, dans ce concours d'une infinité d'hommes qui agissent dépendamment de la volonté de celui qui les commande, & qui les fait tous agir pour le

même but, ce mouvement unanime de divers corps d'Armée, ces différentes révolutions de la fortune qu'éprouvent successivement les deux Partis, nous tracent dans un beau point de vue la grandeur de Dieu, supérieure à tant d'hommes assemblés.

Je n'ai pu me défendre de me livrer aux pensées qu'un tel sujet a tracé dans mon imagination. Je rapporterai un trait qu'on attribue au Doge de Venise de ce temps-là : il donna audience à un Envoyé de l'Empereur, qui lui fit part de cette victoire, & de la prise de François I. Il le félicita d'un succès si éclatant : le lendemain il donna audience à l'Envoyé du Roi de France, qui l'entretint du malheur de la France ; le Doge parut y être sensible, & lui dit : Je me suis réjoui avec l'Envoyé de l'Empereur, & je m'afflige avec vous ; je pratique le précepte de l'Ecriture sainte, qui veut qu'on rie avec ceux qui rient, & qu'on pleure avec ceux qui pleurent : *Ridere cum ridentibus, & flere cum flentibus.*

Pescaire vint faire sa cour au Roi François I, &, au-lieu de paroître, comme plusieurs autres, avec un habit superbe, il prit un habit simple, de drap noir, comme s'il eût été en deuil, pour témoigner au Roi la douleur qu'il sentoît de son infortune : il lui fit son compliment avec beaucoup de dignité, & n'oublia rien pour le consoler : il faut convenir qu'il n'y a que la Nation Espagnole qui fournisse des exem-

ples des traits de politesse, & de grandeur tout ensemble.

Parmi les propositions extraordinaires que l'Empereur fit faire au Roi par Baurin pour recouvrer sa liberté, il osa demander la Provence pour le Duc de Bourbon, le Roi les rejetta toutes, & promit seulement qu'il le rétablirait dans ses biens, & lui ferait épouser la Duchesse d'Alençon, qui venoit de perdre son mari, & que le Duc de Bourbon aimoit.

Le Roi François I. se flatta de l'idée de pouvoir traiter avec l'Empereur de Cavalier à Cavalier : il donna les mains à la proposition qu'on lui fit de le traduire en Espagne; il prêta lui-même ses galeres pour ce transport. André Doria, qui étoit à sa solde, grand homme de mer, ayant tenté d'enlever le Roi, & ayant donné le signal du combat à ses galeres, le Roi parut pour commander à Doria de se retirer.

On mena le Roi dans le Château de Madrid, avec ordre de le laisser sortir de jour quand il lui plairoit, pourvu qu'il ne fût monté que sur une mule, & qu'il demeurât toujours au milieu de ses Gardes. Je rapporterai deux traits qui sont venus jusqu'à nous, par une espece de tradition; voici le premier :

François I, qui n'oublioit jamais qu'il étoit Roi, ne vouloit point se baisser en saluant les Grands d'Espagne. Ils obtinrent de Charles-Quint qu'on fît la porte de sa prison fort basse, afin que ce Monarque

fût obligé de se baïsser lorsqu'il en sortiroit ; ils méditerent alors de se trouver en sa présence, afin de se faire l'application de cette inclination forcée. François I, qui prévint leur dessein, se joua d'eux : quand il fallut sortir par cette porte, il retourna le dos, & sortit à reculons, en présentant le derriere.

Voici l'autre trait. Ce Prince joua un jour si heureusement avec un Grand, qu'à la fin du jeu il gagna une somme immense. Le Grand, piqué de son malheur, en payant le Roi, lui dit avec beaucoup de fierté : Garde cela pour ta rançon. Ce Prince, à qui on ne manquoit pas de respect impunément, donna un coup d'épée sur la tête à ce Grand, qui mourut peu de jours après de sa blessure. Les parents de ce Seigneur demanderent justice à Charles-Quint, qui, ayant appris ce qui s'étoit passé, leur dit : François I. a bien fait, tout Roi est Roi par-tout.

Le Roi n'eut point la permission de voir l'Empereur : il jugea qu'il ne recouvreroit point sitôt sa liberté ; le chagrin le saisit, il tomba malade. L'Empereur consulta son Chancelier *Gattinara*, “ pour savoir de
 „ lui s'il devoit visiter ce Prince. *Gattinara*
 „ lui dit, qu'un grand Empereur comme
 „ lui ne devoit voir un Roi que la fortune avoit mis dans ses fers, que pour
 „ lui rendre sa liberté ; parce qu'autrement cette civilité passeroit pour intéressée, & la postérité auroit sujet de soup-

„ çonner d'avarice une action qu'il pou-
 „ voit rendre la plus belle de sa vie, en
 „ la faisant par un motif de générosité. (a)
 „ Ces paroles surprirent d'autant plus l'Em-
 „ pereur, qu'elles sortoient de la bouche
 „ d'un homme qui lui avoit conseillé, trois
 „ mois auparavant, de tenir le Roi dans
 „ une perpétuelle prison. Mais il n'apper-
 „ cevoit pas que son Chancelier avoit agi
 „ dans ces deux différents avis par le même
 „ zele pour ses intérêts; & que n'ayant pu
 „ lui persuader de recueillir tout le fruit
 „ qu'il pouvoit tirer de sa victoire, il vou-
 „ loit du moins lui persuader d'en tirer
 „ toute la gloire. „

L'Empereur ne suivit point ce conseil;
 & craignant de perdre la rançon du Roi,
 il alla le voir; dès qu'il fut à la porte de
 la chambre, il se découvrit. Le Roi, com-
 me il approchoit du lit, prenant la paro-
 le, lui dit : *Monsieur, vous venez voir vo-*
tre prisonnier. Non, repartit l'Empereur,
je viens voir mon frere & mon ami, que je
veux mettre en liberté. On nous a bientôt
 persuadé, dès qu'on s'y prend par ce qui
 flatte vivement nos desirs. L'Empereur n'en
 dit guères davantage, & se retira. Soit que
 le tempérament du Roi fût plus fort que
 sa maladie, soit qu'il chassât toute son in-
 quiétude, la principale source de son mal,
 dès le lendemain il commença à se mieux

(a) J'ai rapporté ce fait dans les propres termes
 de Varillas, parce que je n'ai pas cru pouvoir le mieux
 rendre.

porter , & quatre jours après , les Médecins , qui l'avoient condamné , répondirent de sa vie.

La Duchesse d'Alençon , sœur du Roi , qu'il aimoit tendrement , & qu'il appelloit sa mignonne , arriva dès ce temps-là pour négocier la liberté du Roi ; elle conféra avec l'Empereur , qu'elle trouva à Madrid , & elle y vit le Duc de Bourbon , qui avoit toujours pour elle la même passion , & qui dans son cœur renonça d'abord à épouser la Reine Eléonore. Brantôme dit qu'elle trouva le Roi en si pitoyable état , que , si elle ne fût venue , il étoit mort ; d'autant , ajoute-t-il , qu'elle connoissoit sa complexion mieux que tous ses Médecins : elle le traita , & le fit traiter , selon qu'elle le connoissoit.

Elle reprocha vivement à l'Empereur sa dureté envers le Roi son Seigneur , à cause de la Flandres , que possédoit l'Empereur , & qui relevoit du Roi : elle lui fit entendre , qu'il ulcéroit le cœur de ce Prince , qu'il n'oublieroit jamais ce mauvais traitement , que son ressentiment se perpétueroit dans le cœur de ses enfants , qui signaleroient leur vengeance.

Son éloquence , soutenue de sa beauté , eut de si grands avantages sur les Grands d'Espagne , qui négocioient avec elle , que l'Empereur résolut , par une mauvaise finesse , de la faire arrêter au bout du temps que son passeport devoit expirer.

Le Duc de Bourbon , à qui le Minis-

tre de l'Empereur avoit révélé le mariage d'Eléonore , qu'on projettoit de faire avec le Roi , lui apprit auffi que dans cinq jours on devoit arrêter la Duchesse d'Alençon : il instruisit la Princesse de ce dessein , & elle ne perdit pas un moment de temps pour profiter de l'avis : elle choisit les meilleurs chevaux de son train , & fit une si prodigieuse diligence au milieu de l'hiver , qu'elle arriva sur les terres de Navarre une heure avant qu'expirât son passeport. De là elle écrivit à l'Empereur , & elle le railla sur son dessein , & lui fit sentir délicatement que l'honnêteté & la bonne-foi auroient dû le détourner de sa résolution.

Pescaire mourut dans ce temps-là , à l'âge de trente-six ans , ayant acquis la réputation d'un des plus grands Capitaines de l'Europe ; & l'Empereur ayant besoin du Duc de Bourbon pour commander son Armée en Italie , lui dit , que l'ayant voulu créer Duc de Milan , du consentement des Italiens , & que n'ayant pu l'obtenir , il prétendoit lui donner cette Souveraineté malgré eux : il lui dit encore , qu'on étoit déjà convenu de tous les articles du Traité qu'on négocioit avec le Roi , excepté celui de la Reine Eléonore , que le Roi s'obstinoit à demander en mariage ; & que , comme cette Princesse lui étoit promise , & qu'on étoit résolu de lui tenir parole , la Paix dépendoit uniquement de lui.

La Duchesse d'Alençon n'ayant point ôté au Duc de Bourbon l'espérance de l'épouser ,

poufer, il en fut fi flatté, qu'il fut infenfible au tour que lui jouoit l'Empereur; mais, ufant de diffimulation, il répondit qu'il fàcrifieroit fes intérêts les plus précieux pour conclure la Paix entre les deux plus grands Monarques du monde, & parut difpofé à retourner promptement en Italie.

L'Empereur, après la mort de Pefcaire, n'ayant plus de Général capable de commander, il embraffa le Duc de Bourbon, & donna l'ordre qu'on lui expédiât le même jour des Patentes de feul Général des Armées d'Italie. Il fit réfoudre dans fon Conseil, quoique Gattinara & Lanoy s'y oppofaffent, que ce Prince fût investi du Duché de Milan auffi-tôt que le Procès de Sforce, qui avoit poffédé cette Souveraineté, & qu'on accufoit du crime de félonnie, feroit achevé: l'Empereur voulut que les principaux de fa Cour accompagnaffent le Duc de Bourbon jufqu'à Barcelone.

Ce Prince avoit été très-mortifié dans le féjour qu'il avoit fait en Efpagne: les Efpagnols lui firent fentir l'horreur qu'ils avoient de fa trahifon; jufques-là que, l'Empereur ayant dit à un Grand d'Efpagne de prêter, à Madrid, au Duc de Bourbon un de fes Palais, le Grand lui répondit: J'obéirai à Votre Majefté, mais je le ferai raser dès que le Duc de Bourbon ne l'occupera plus; car mes Palais ne font pas faits pour loger des traîtres. Le Duc de Bourbon y logea, & dès qu'il en fut forti,

le Grand d'Espagne fit démolir le Palais. Voilà encore un trait distinctif de fidélité & de grandeur, qui semble n'être propre qu'à la Nation Espagnole.

L'Empereur conclut avec le Roi, le 14 Février 1526, le Traité de Madrid, par lequel ce Prince recouvre sa liberté à des conditions si désavantageuses, qu'il ne crut pas être obligé de les accomplir. Ainsi la bataille de Pavie, & la prise du Roi, ébranlerent la Monarchie sans la renverser; & le Roi, par les grandes ressources que la France fournit, fut en état de tenir tête à l'Empereur : la victoire de Pavie ne fit pas perdre un pied de terre à la France; on fut convaincu que cette Monarchie ne pouvoit se détruire que par elle-même.

On a pourtant dit que Charles V, après cette bataille, ne manqua de conquérir la France, que parce qu'il étoit dépourvu d'argent, ainsi qu'il avoit manqué par la même raison, de conquérir l'Allemagne après la bataille de Mulberg, qu'il gagna.

Dans le Traité de Madrid, on avoit porté fort loin l'attention pour les intérêts du Connétable de Bourbon; on y avoit pallié sa rébellion, en l'appellant une absence du service du Roi; on lui restituoit toutes ses Terres & ses États, que l'on spécifioit exactement; tous les Procès qu'on lui avoit intentés étoient surfis; toutes ses créatures étoient à l'abri. Enfin, il semble que ce n'étoit pas pour un Sujet qui traitoit avec son Roi, mais pour un Souverain avec un

autre Souverain. On auroit dit que sa rébellion étoit une déclaration de guerre d'égal à égal : tant il est vrai que la force & la puissance ont la vertu de métamorphoser les crimes. Un petit Corsaire qui infeste les mers, est un malheureux brigand ; un grand Corsaire, qui a cent voiles, est un haut & puissant Seigneur.

Les conditions du Traité de Madrid, où le Roi cédoit à l'Empereur le Duché de Bourgogne, & les Comtés de Flandres & d'Artois, étoient trop dures pour pouvoir être exécutées. Aussi à peine le Roi fut-il en France, qu'il se plaignit de l'inhumanité & de l'injustice de l'Empereur, & qu'il dit à ses Envoyés, que les promesses faites en prison n'étoient point libres ; d'ailleurs, que, les Loix du Royaume ne lui permettant pas, ni d'en rien démembrer, ni de renoncer pour toujours à aucun droit de la Couronne, il n'étoit nullement obligé de tenir ce qu'il avoit promis. Il avoit pourtant donné ses deux fils en ôtage, le Dauphin, & son second fils. Il se trama une ligue offensive & défensive entre le Pape Clément VII, la France, l'Angleterre, les Suisses, les Vénitiens, les Florentins, appelée la sainte Ligue, pour mettre l'Italie en liberté, & en chasser les Allemands.

Le Duc de Bourbon fut à peine arrivé en Italie, qu'il se signala par la prise du Château de Milan : il gagna les cœurs des Bourgeois de cette Ville, & en tira de

l'argent pour payer ses Troupes; il voulut qu'on achevât le Procès de Moron, Chancelier du Duc de Sforce : on le condamna à la mort; mais il fit dire au Duc de Bourbon, que, si on lui fauvoit la vie, il payeroit vingt mille écus comptant, & donneroit un avis d'un prix infini pour ce Prince, qui en profita, & lui donna la liberté.

Moron lui apprit que l'Empereur le leurroit par l'espérance du Duché de Milan, qu'il ne vouloit point le lui donner; que, malgré le pouvoir absolu que ce Monarque lui avoit donné en le créant Général de son Armée, Leve avoit un ordre secret pour l'observer, & pour l'empêcher d'être le plus fort dans aucune Place.

Le Duc de Bourbon n'ignoroit pas qu'on lui faisoit en France son Procès comme à un rebelle; il connoissoit trop la Duchesse d'Angoulême, pour penser qu'elle pût jamais consentir à lui restituer ses biens; & ce qui lui fit perdre toute espérance, c'est que dans ce temps-là la Duchesse d'Alençon épousa Henri Albert, Roi de Navarre.

Ainsi, haï de François I, n'espérant plus de rétablir sa fortune en France, & suspect à l'Empereur, il voyoit sa ruine inévitable, & même prochaine : il ne consulta alors que son grand courage, & forma la résolution de justifier les soupçons de l'Empereur, de se faire Roi de Naples malgré ce Prince; persuadé que, quand il auroit envahi ce Royaume, toute l'Italie conspireroit à l'y maintenir. Pour parvenir à ce

dessein, il tâcha de se rendre maître de l'Armée Impériale, qui étoit de quarante mille bons hommes; il voulut par l'intérêt gagner les cœurs de cette Armée, composée d'Espagnols & d'Allemands, comme il avoit subjugué leurs esprits par l'admiration pour ses grandes qualités. Il résolut de leur donner pour solde le pillage de Rome, ou de quelques autres bonnes Villes, & de les mener ensuite à la conquête de Naples. Il prit si bien ses mesures, qu'après plusieurs marches & contre-marches, & après avoir passé les montagnes d'Arrezzo avec une extrême diligence, il leur fit prendre le chemin de Rome; il les harangua, & leur découvrit qu'il les menoit à Rome, & leur en abandonnoit le pillage: ils manquoient de vivres, & avoient été harassés par les pluies continuelles. Les Espagnols, durant la marche, firent des chansons, où ils préférèrent leur Général à Annibal, à Jules-César, à Scipion: il y avoit un couplet, où ils le faisoient parler en ces termes: *Je suis un pauvre Cavalier; je n'ai pas un sou, non plus que vous autres.* Il le chantoit avec eux, & il les avoit tellement gagnés par ses libéralités, & par ses manieres populaires, qu'ils lui jurèrent tous de ne jamais l'abandonner, *quelque part qu'il voulût aller*, dit l'Auteur qui rapporte ces particularités, * *fût-ce à tous les diables.* Les Allemands ne lui étoient pas moins affectionnés.

* Bran-
tôme.

Ils arriverent devant Rome le 5 Mars

1527, lorsque le Pape les croyoit encore au delà de l'Apennin. Le Duc de Bourbon fit sommer la Ville, & s'avança lui-même pour la reconnoître.

Le brouillard étoit si épais, qu'on ne voyoit pas de loin; ce qui avoit donné lieu à un Bourgeois du Fauxbourg du Saint-Esprit de sortir par une brèche qui lui étoit connue; mais ayant apperçu des gens armés, il leur montra, par sa prompte retraite, le chemin qu'ils devoient tenir pour entrer dans la Ville. Le Duc de Bourbon, qui étoit à la tête de cette troupe, fut le plus diligent à le suivre, & tomba sur la muraille, percé d'un coup d'arquebuse, qu'un des siens lui tira. Pasquier dit que ce coup lui *transperça* une cuisse.

Il étoit juste qu'un Prince, qui s'étoit signalé par sa trahison envers son Roi & sa Patrie, à laquelle il avoit causé un si grand désastre, pérît par une trahison de l'un des siens: il venoit d'entrer dans sa trente-septième année. On a soupçonné qu'il fut tué par un ordre secret de Lanoy, qui n'avoit point eu d'autres moyens de conserver à l'Empereur, son Maître, la Couronne de Naples. Le Duc de Bourbon, renversé du coup, ne perdit, ni le courage, ni la présence d'esprit; car il dit au Capitaine Jonas, son ami, qu'il le couvrît d'un manteau, & qu'il l'ôtât de là, de peur que sa vue ne fît cesser ou suspendre l'attaque. Bridieu, son Ecuyer, fut blessé auprès de lui, & tomba mort du coup. Le

Prince d'Orange, que le Duc de Bourbon avoit choisi pour Lieutenant, cela si bien sa mort, arrivée un quart-d'heure après sa blessure, qu'elle ne fut sue qu'après la prise de Rome.

La muraille fut forcée, & la Ville prise, après deux heures de combat : elle éprouva tous les désordres d'une Ville livrée au pillage, & tout ce qu'on peut imaginer de plus affreux de la licence du soldat. Un Historien rapporte, que peu de Dames évitèrent la violence; & en disant qu'il n'y en eut aucune qui aimât mieux mourir que de l'endurer, il ne les représente pas comme des héroïnes de chasteté.

Je n'ai point voulu mêler, au récit que je viens de faire, le Procès criminel : il commença dès que le Connétable de Bourbon sortit du Royaume; il fut suspendu, mais on le reprit après sa mort. En voici toute l'Histoire. Un sujet aussi singulier fera effuyer sans peine quelques termes antiques de la procédure qui fut observée. Ces expressions, cette procédure, sont des mêts pour les curieux.

Le 8 Mars 1523, le Roi vint au Parlement; il avoit avec lui les Ducs d'Alençon & de Vendôme, Pairs-Lais créés, & les Evêques de Langres & de Noyon, Pairs Ecclésiastiques. Les Registres ne parlent point d'autres Pairs-Lais, parce que le Roi possédoit tous les Duchés & Comtés érigés en Pairies, excepté le Comté de Flandres,

Histoire
de la pro-
cédure du
Procès
criminel
contre le
Duc de
Bourbon,

qu'occupoit le Roi d'Espagne, soi-disant élu Empereur. Le Comté d'Eu n'y étoit pas, étant mineur & de bas-âge; & quant aux Princes Ecclésiastiques qui furent mandés, l'Archevêque de Rheims & l'Evêque de Châlons étoient malades, l'Evêque de Laon à Rome, & l'Evêque de Beauvais étoit à Avignon.

Lizet, pour le Procureur-Général, après avoir récité, en présence du Roi, les crimes de rebellion, félonnie, transfugat (a), & leze-majesté, commis par Charles de Bourbon contre le Roi & le Royaume, crimes dont il est chargé par les Procès faits à ses Complices, requit, qu'attendu que ces cas sont constants & de notoriété publique, & que Charles de Bourbon est à présent en rebellion manifeste contre son Seigneur Souverain, & les armes à la main, le bon plaisir du Roi soit, sans garder autre forme de Procès, ni ordre Judiciaire, ce qui n'est requis où il y a notoriété publique, comme en ce cas, ains audit cas le vrai ordre est de n'y garder point d'ordre, déclarer Charles de Bourbon rebelle & criminel de leze-majesté, & comme tel, le condamner à être décapité, & tous & chacun ses biens féodaux qu'il tenoit de la Couronne, être déclarés y être retournés & réunis, & ses autres biens confisqués; & où le bon plaisir du Roi ne seroit tel, d'ordonner que

(a) Transfugat est le crime de celui qui quitte son parti pour prendre celui des Ennemis. Ce terme manque dans notre Langue, il fut employé alors.

Charles de Bourbon seroit pris au corps, sinon adjourné à trois briefts jours, & procédé contre lui par défauts en la maniere accoutumée. Sur cela, les Evêques Pairs proposerent, qu'ils avoient entendu que la matiere étoit criminelle, & disposée à procéder extraordinairement à punition corporelle, à quoi ils ne devoient assister, ni à la délibération, ni à la conclusion; toutefois, où il seroit question de délibérer touchant des matieres que l'Eglise peut connoître, ou de confiscation, & déclaration de privation, & réunion des Fiefs de Charles de Bourbon, tenus du Roi, ils étoient prêts d'assister à la délibération qui en seroit faite, quand il plaira au Roi d'y procéder. Et se retirerent les Evêques de Langres & de Noyon, Pairs, & tous les Conseillers-Clercs du Parlement. Après ce, intervint Arrêt, le Roi présidant en sa Cour, qui ordonne que Charles de Bourbon sera pris au corps, etiam in Loco sacro, même dans une Eglise; & si pris ne peut être, sera adjourné à trois briefts jours, à son de trompe, à comparoir en personne à la Cour, sur peine de bannissement de ce Royaume, confiscation de corps & de biens, & d'être atteint & convaincu des cas à lui imposés; & seront les meubles & immeubles, Lettres & titres, de Charles de Bourbon, saisis & mis en la main du Roi. Ensuite de cet Arrêt, le premier Huissier de la Cour eut commission de faire l'adjournement à trois briefts jours contre le Connétable. Son Procès ver-

bal est au Procès, qui porte qu'il fut fait perquisition du Connétable à Moulins, où il ouit plusieurs témoins du temps que ledit Connétable en étoit parti; de là il fut à Lyon, qui est une Ville limitrophe, & qui de toute ancienneté est le lieu où on a accoutumé de faire les adjournements contre tous ceux qui sont hors le Royaume de ce côté-là; il fit en cette Ville les proclamations ordinaires. On intercepta plusieurs Lettres du Connétable, qu'il avoit écrites étant au service de l'Empereur; le Parlement commit deux Conseillers pour procéder à la vérification de ces Lettres: il fut justifié qu'elles étoient écrites de la main du Connétable, & scellées de son sceau.

Le Roi revint au Parlement le lendemain, & se fit rendre compte, par la bouche du premier Président, des procédures que la Compagnie avoit faites dans le Procès des complices du Duc de Bourbon; après quoi le Roi dit, que dans l'instruction des crimes de leze-majesté, on devoit user des regles les plus séveres; que celles qu'on suivoit dans l'instruction des autres crimes, ne pouvoient pas servir de Loi; qu'il entendoit choisir dans ses Parlements plusieurs personnes expérimentées, pour revoir les Procès qu'on avoit jugés. En effet, le 16 Mars 1524, il envoya des Lettres Patentes au Parlement, dans lesquelles, après avoir fait le récit de la conspiration du Duc de Bourbon & de ses complices, il dit qu'il n'y avoit que des Conseillers-Lais de ladite

Cour qui pussent les juger, & que plusieurs étant parents des Accusés, ils ne pouvoient être Juges, & que le nombre qui restoit étoit bien petit; que cette raison l'avoit déterminé à députer un certain nombre de Présidents, Conseillers, dans les autres Parlements, qui se transporteroient au Parlement de Paris, pour assister, opiner, & juger avec cette Cour: qu'il en avoit tiré du Parlement de Toulouse un Président & cinq Conseillers; du Parlement de Bordeaux, deux Présidents & quatre Conseillers; du Parlement de Rouen, un Président & cinq Conseillers; du Grand-Conseil, deux Conseillers; du Parlement de Bretagne, un Président. Le Procureur-Général s'opposa à la vérification de ces Lettres Patentes, disant que la conséquence étoit périlleuse de revoir des Procès déjà jugés; sur quoi la Cour ordonna, les Chambres assemblées, que les Procès non jugés seroient vus, & décidés par trente Présidents & Conseillers de la Cour qu'elle nommeroit, & que les Commissaires députés par le Roi y assisteroient; ce qui fut exécuté en plusieurs Séances: mais, dans aucune, on ne parla du Procès personnel du Connétable.

Le 2 Juin 1524, le Roi étant à Tours, écrivit au Parlement, & lui manda, qu'étant obligé de travailler à la défense du Royaume, il ne pouvoit assister en personne au Parlement au jour assigné à Charles de Bourbon, qui étoit le 4 Juin, pour comparoître devant Sa Majesté; mais qu'il vou-

loit que la Cour procédât à l'instruction du Procès jusqu'à Arrêt définitif, de même que s'il y étoit en personne. Le 10 Juin, le Roi, étant à Amboise, écrivit au Parlement qu'il ne s'y pouvoit trouver en personne, pour assister aux défauts qui devoient être prononcés contre Charles de Bourbon, & qu'il avoit commis le Sieur de Saint-Paul, Lieutenant & Gouverneur de Paris, Isle de France, pour assister en son nom à ces défauts.

Le 14 Juin, le Roi écrivit à la Cour, que le Comte de Saint-Paul ne pouvoit s'y rendre, mais qu'en l'absence de Sa Majesté, & de ce Comte, elle ne laissât pas de prononcer les défauts.

Le premier Président apprit à la Cour, que le Maréchal de Montmorency lui avoit dit de la part du Roi, que Sa Majesté n'étoit pas contente de ce que la Cour n'avoit point rendu un Arrêt par contumace contre le Connétable, à cause que le Roi & les Pairs de France n'étoient point venus au Parlement : la Cour se détermina à donner défaut au Procureur-Général contre Charles de Bourbon appelé à la Table de Marbre, présents deux Conseillers de la Cour. Cette Procédure fut rapportée à la Cour par le premier Huiſſier, & l'Arrêt de contumace fut prononcé, quoique le Roi n'y fût pas présent, & que la Cour ne fût garnie de Pairs.

Le 5 Juillet on prononça le second défaut contre Charles de Bourbon, avec la même solemnité que le premier.

Le 15 Août, Madame, mere du Roi, étant à Clairie, reçut une Lettre de Brezai, Grand-Sénéchal de Normandie, où il mandoit qu'il avoit appris d'un Prêtre, que deux Gentilshommes lui avoient révélé en confession plusieurs choses importantes à la sûreté du Roi & du Royaume; il lui envoya en même temps les deux Gentilshommes, l'un se nommoit Jacques Dargouge, l'autre Jacques de Matignon, Sieur de Thorigny. Madame ordonna au Chancelier Duprat, & à Florimont Roberlet, Secrétaire des Finances, d'interroger ces deux Gentilshommes. Ils déposerent qu'un nommé Lurcy leur avoit confié à Vendôme les grands desseins qu'avoit le Connétable contre l'Etat; qu'il devoit se marier avec la sœur de l'Empereur; que les Anglois étoient de la partie, & devoient descendre en France par la Normandie & la Picardie; que l'Empereur avoit formé la résolution de pénétrer jusqu'au Languedoc: ils ajouterent que Lurcy avoit encore dit que le Procès, qu'avoit intenté Madame au Connétable, n'étoit point le motif qui l'avoit obligé à prendre le parti de l'Empereur, & que sa seule ambition l'avoit déterminé, qu'il avoit dessein d'arrêter le Roi, de le mener à Chantelle, & même de le faire mourir.

La Cour ayant différé de prononcer le troisieme défaut jusqu'à ce que le Roi y fût présent, accompagné des Pairs, le Roi, par sa Lettre du 25 Juillet, ordonna à la Cour de passer outre, parce qu'il ne pouvoit

s'y rendre, étant obligé d'aller en Provence pour s'opposer au Duc de Bourbon, qui y étoit avec une Armée ennemie. La Cour prononça le troisieme défaut.

Les poursuites du Procès cessèrent. Le Roi alla en Provence, fit lever le siege de Marseille au Duc de Bourbon, le chassa de cette Province, passa en Italie au mois d'Octobre, prit Milan, forma le dessein d'assiéger Pavie, & fut pris Prisonnier le 24 Février. Le Roi fut mené en Espagne, & ne recouvra sa liberté qu'au mois de Janvier 1526, en donnant ses enfants en otage, en conséquence du Traité de Madrid.

On a rapporté l'article de ce Traité, qui concernoit le Duc de Bourbon, & on a vu que ce Prince s'étant rendu en Italie, prit le commandement de l'Armée de l'Empereur : il y fit l'expédition du siege de Rome, qui fut prise deux heures après sa mort.

Le 10 Juillet de la même année, le Procureur-Général requit que deux Conseillers fissent informer de la rebellion & du crime de leze-majesté de Charles de Bourbon. Il exposa que ce Prince avoit pendant trois ans persisté dans sa rebellion, & avoit pendant ce temps-là fait la guerre à son Roi & à sa Patrie : sa requisition tendoit, après l'information faite, à ce que l'on condamnât la mémoire de ce Prince, que l'on prononçât la reversion de ses biens féodaux à la Couronne, & la confiscation des autres. Arrêt intervint, par lequel on nomma un Président & deux Conseillers pour faire l'In-

formation. Voici les faits & articles sur lesquels le Procureur-Général exigea qu'on informât contre le Duc de Bourbon.

„ Que le Connétable, ingrat & mécon-
 „ noissant envers le Roi, médit de Sa Ma-
 „ jesté, & a été l'asyle des Mécontents.

„ Qu'il a dit souvent, qu'il vouloit ren-
 „ voyer au Roi l'épée & le collier de l'Or-
 „ dre, & servir l'Empereur : a fait dire
 „ à Venise, que le Roi lui ôtoit son bien.

„ Qu'il a envoyé diverses fois vers l'Em-
 „ pereur, pratiqué avec lui, & en a donné
 „ avis au Roi d'Angleterre, avec lequel
 „ il a traité.

„ A conspiré contre la personne du Roi,
 „ & avoit résolu de prendre Sa Majesté
 „ sur le chemin de Moulins, & de lui met-
 „ tre un chaperon sur la tête. (a)

„ Qu'il a souffert qu'en sa présence l'on
 „ ait parlé d'attenter à la personne du Roi,
 „ & de mettre à mort Messieurs ses enfants.

„ Qu'il a traité pour faire entrer en
 „ France l'Empereur par le Languedoc,
 „ & ses Lansquenets par la Bresse, & sac-
 „ cager Lyon.

„ Que le Roi d'Angleterre devoit, sui-
 „ vant le Traité, descendre en Picardie,
 „ & conquérir la Normandie.

„ Que l'Empereur devoit faire une des-
 „ cente en Bourgogne ; que Charles de
 „ Bourbon devoit épouser la sœur de l'Em-
 „ pereur ; & que le Sieur de Beaurain avoit
 „ traité le mariage.

(a) Ce fait-là fut rendu en ces termes.

„ Que Charles de Bourbon avoit voulu
„ pratiquer le Duc de Savoie , & voulu
„ corrompre plusieurs Seigneurs François.
„ Qu'il avoit fait munir Chantelle &
„ Murat. Qu'il envoya son Chancelier vers
„ le Roi , pour traiter avec Sa Majesté ,
„ comme s'il eût été un Roi ; & sur la ré-
„ ponse de Sa Majesté , il s'emporta , &
„ menaça le Roi ; il fit le malade , le Roi
„ le voulant mener en Italie ; au-lieu de
„ venir trouver le Roi , il se retira en Pays
„ ennemi.

„ Après cela , le Procureur-Général
„ communiqua ses articles de notoriété ,
„ qui avoient pour objet les crimes com-
„ mis par le Connétable contre le Roi ,
„ & l'Etat , & ses Alliés , sur lesquels le
„ Procureur-Général , Demandeur , & re-
„ quérant l'adjudication des trois défauts
„ qu'il avoit obtenus contre Charles de
„ Bourbon , il demandoit qu'on informât
„ de ces articles , afin de punir le crime ,
„ & d'instruire la postérité. Il ajouta que
„ Charles de Bourbon étoit Vassal du Roi ,
„ Pair & Connétable de France.

„ Qu'il s'étoit rendu auprès des enne-
„ mis du Roi , Sa Majesté l'ayant pressé
„ d'aller avec Elle en Italie ; qu'il avoit
„ embrassé le parti des ennemis , depuis
„ l'an 1523 jusques à sa mort.

„ Qu'il a envahi la Provence avec l'Ar-
„ mée des Impériaux , & assiégé Marseille.
„ Qu'il étoit avec les ennemis , le Roi
„ étant devant Pavie.

„ Que

„ Que Charles de Bourbon, pour-
 „ vant la conspiration, s'étoit transporté à
 „ Rome, où étoit le Pape, allié du Roi,
 „ avoit pris Rome, & quelques Serviteurs
 „ de Sa Majesté, où il fut tué.

„ Que son Armée a commis mille exé-
 „ crables méchancetés dans Rome.

*Sur tous ces faits, les Commissaires oui-
 rent onze témoins, qui constaterent la véri-
 té : ils attestèrent principalement les gran-
 des violences, qui avoient été commises au
 sac de Rome. Le Roi étant venu au Par-
 lement tenir son Lit de Justice, le Procu-
 reur-Général, parlant au Roi, assisté de
 ses Pairs, Princes du Sang, & de sa Cour
 de Parlement, requit défaut, & pour le
 profit conclut en ces termes :*

„ Que ledit de Bourbon fût déclaré avoir
 „ commis crime d'évidente rebellion ma-
 „ nifeste, transfugat, & notoire leze-ma-
 „ jesté, divine & humaine; & pour ne pou-
 „ voir exécuter en sa personne les peines
 „ corporelles qu'il avoit desservies, sa mé-
 „ moire soit damnée envers la postérité,
 „ en ordonnant que les armes & enseignes
 „ à sa personne appropriées, seroient rayées
 „ & effacées, & qu'il soit déclaré privé du
 „ nom de Bourbon, comme ayant dégé-
 „ néré des mœurs & fidélité de ses Prédé-
 „ cesseurs. Et au surplus les biens féodaux,
 „ qu'il tenoit de la Couronne, soient dé-
 „ clarés retournés & réunis à icelle, & ses
 „ autres biens non-féodaux confisqués,
 „ sans par ce déroger aux droits apparte-

„ nants à Sa Majesté par autres titres &
„ moyens, sur les Terres appartenantes au-
„ dit de Bourbon. Ces conclusions signées
„ des deux Avocats & Procureur-Géné-
„ ral. „

Le Roi ensuite écrivit aux Pairs Ecclésiastiques, afin qu'ils se trouvassent à Paris, le 12 Juillet, pour assister au Jugement du Procès : l'Archevêque de Rheims s'excusa sur sa maladie.

Le 26 Juillet le Roi vint au Parlement, assisté des Pairs & des Princes. Après que le premier Huissier eut appelé le Duc de Bourbon à la barre du Parlement, à la table de marbre, & au perron des grands degrés, en présence de deux Conseillers de la Cour, & qu'il eut rapporté que le Duc de Bourbon, ni personne pour lui, n'avoit comparu, l'Arrêt fut résolu, & la Compagnie se leva.

Le lendemain 27 Juillet, le Roi retourna au Parlement avec la même assistance : il fit prononcer, à huis ouvert, par le Chancelier au Parquet, & par le Greffier-Criminel à l'entrée du Parquet, l'Arrêt conclu le jour précédent, ainsi qu'il s'ensuit.

„ Vu par la Cour garnie de Pairs de
„ France, Princes & Gens du Sang, le
„ Roi seant & présidant en icelle, l'Arrêt
„ & Commission décernée en ladite Cour
„ pour prendre au corps Charles de Bour-
„ bon, & icelui amener ès Prisons de la
„ Conciergerie du Palais ; & par faute de
„ ce l'ajourner à trois brieFs jours à com-

„ paroir en ladite Cour en personne, sur
 „ peine de bannissement du Royaume, &
 „ de confiscation de corps & de biens; la
 „ relation & exploit du premier Huissier
 „ de ladite Cour, exécuteur dudit ajour-
 „ nement à trois briefts jours; les Lettres
 „ Patentés dudit Seigneur Roi, datées du
 „ 11 Juin 1524, par lesquelles, & pour les
 „ causes contenues en icelles, icelui Sei-
 „ gneur Roi a ordonné à ladite Cour, que
 „ nonobstant que ledit Sieur de Bourbon
 „ fût Pair de France, de procéder en l'ab-
 „ sence dudit Seigneur Roi, & de donner
 „ les trois défauts à l'encontre dudit de
 „ Bourbon, & instruire le Procès jusques
 „ en définitif exclusivement, dérogeant
 „ quant à ce à toutes Ordonnances & usa-
 „ ges à ce contraires; les trois défauts ob-
 „ tenus par le Procureur-Général dudit
 „ Seigneur, Demandeur en crime de re-
 „ bellion, félonnie, & crime de leze-ma-
 „ jesté au premier chef, à l'encontre du-
 „ dit Charles de Bourbon, Défendeur ès
 „ dits cas, la demande & profit desdits dé-
 „ fauts: Et tout ce que par le Procureur-
 „ Général dudit Seigneur Roi a été mis &
 „ produit par devers lui en ladite Cour.
 „ Et tout considéré:

„ Dit a été, que lesdits défauts ont été,
 „ & sont bien & duement obtenus; & par
 „ vertu & au moyen d'iceux, ledit Sei-
 „ gneur Roi séant en ladite Cour, auroit
 „ ordonné à sondit Procureur-Général tel
 „ profit. C'est à sçavoir qu'il a privé & dé-

„ bouté ledit de Bourbon, de toutes ex-
„ ceptions & défenses qu'il eût pu dire,
„ alléguer, & proposer en cette matiere;
„ l'a tenu & réputé, tient & répute pour
„ atteint & convaincu desdits cas, & l'a
„ déclaré & déclare criminel de leze-ma-
„ jesté, rebellion & félonnie; & a ordonné
„ que les armes & enseignes, appropriées
„ particulièrement à la personne dudit de
„ Bourbon, affichées es lieux & places pu-
„ bliques à son honneur en ce Royaume,
„ seront vuidées & effacées, & l'a privé &
„ prive de la cognomination de ce nom
„ de Bourbon, comme ayant notoirement
„ dégénéré des mœurs & fidélité des An-
„ tecessieurs de ladite Maison de Bourbon,
„ en damnant & abolissant sa mémoire &
„ renommée à perpétuité, comme crimi-
„ nel dudit crime de leze-majesté. Et au
„ surplus a déclaré & déclare tous chacuns
„ des biens féodaux qui appartiennent au-
„ dit de Bourbon, tenus de la Couronne
„ de France, médiatement ou immédiate-
„ ment, être retournés en icelle, & cha-
„ cun des autres biens, meubles & immeu-
„ bles, confisqués. Prononcé par Messire
„ Antoine Duprat, Chevalier, Chancelier
„ de France. A Paris, en Parlement, le
„ 26^e jour de Juillet 1527.

*L'exécution de cet Arrêt fut commise à
un Conseiller de la Cour, nommé Tavet : le
Roi approuva cette Commission. Mr. Pa-
pillon, Rapporteur du Procès, s'y opposa,*

mais inutilement. Le Commissaire partit de Paris, alla dans les Provinces du Royaume où le Duc de Bourbon avoit des biens; il y publia l'Arrêt, & mit le Roi en possession de toutes les Terres: il fit abattre ou effacer les armes du Duc de Bourbon, où il y avoit des épées de Connétable. Il reçut les oppositions de tous ceux qui avoient quelques prétentions sur les mêmes Terres: il déposséda les Officiers de Justice, les rétablit au nom du Roi, & leur fit prêter de nouveau serment. Pendant ce temps-là, les Ambassadeurs du Roi, qui étoient assemblés avec les Ministres de l'Empereur, en présence des Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, pour régler quelques articles du Traité de Madrid, quand ils examinerent ce qu'on avoit arrêté pour le Duc de Bourbon, passerent légèrement là-dessus, croyant bien que l'Empereur n'obligeroit point le Roi d'exécuter ce qui avoit été arrêté. Mais le Conseil de l'Empereur répondit en ces termes:

„ Cet Article touche feu Mr. le Duc
 „ de Bourbonnois, que Dieu absolve, &
 „ est si très-juste, que le Roi de France
 „ fait bien de non le contredire, comme
 „ il offre présentement; mais, attendu que
 „ depuis le trépas dudit feu Seigneur Duc,
 „ l'on a rendu naguères une Sentence con-
 „ tre lui, au détriment du contenu audit
 „ Article de Madrid, Sa Majesté entend,
 „ & ne peut délaïsser, qu'il faut ajouter
 „ audit Article, que ladite Sentence soit

„ annullée, délaissant toutes choses remi-
 „ ses en leur premier état, conformes au-
 „ dit Traité de Madrid; & au surplus que
 „ les Héritiers dudit Seigneur, Duc de
 „ Bourbonnois, puissent jouir du bénéfice
 „ dudit Traité de Madrid, selon lesdites
 „ réponses du 20 Juillet. Et aussi est be-
 „ soin d'ajouter, que le Pays de Dombes,
 „ tenu de l'Empire, soit réservé à Sa Ma-
 „ jesté, en telle maniere que le Roi de
 „ France n'ait point en soi entrepris, mais
 „ en faire désister ceux qui y sont entrés
 „ de sa part, afin que Sa Majesté, comme
 „ Souveraine dudit Pays de Dombes, fasse
 „ restituer ledit Pays à qui de droit il ap-
 „ partient. „

Comme l'Arrêt rendu contre le Duc de Bourbon ne pouvoit causer aucun préjudice aux droits de la Duchesse d'Angoulême, dans le Procès indécis qu'elle avoit intenté à ce Duc, le Roi transigea avec elle le 25 Août 1527, sur la succession de Suzanne de Bourbon, que réclamoit la Duchesse. Il fut stipulé, que les biens féodaux & arriere-féodaux, appartenants au Duc de Bourbon, retournés à la Couronne, & tous ses autres biens confisqués par Arrêt, à cause du crime de leze-majesté, appartenoient au Roi & à la Duchesse sa mère. On convint que le Duché d'Auvergne demeureroit au Roi, comme apanage de France. La Duchesse consentit, qu'après son décès, Dombes, Forest, Beaujolois, & Roannois, seroient le vrai apanage de la Maison de France, &

Seroient donnés au Fils aîné du Roi ; & le reste des biens appartiendroient au Duc d'Angoulême , troisieme fils du Roi , & lui tiendroient lieu d'une partie de son apanage , & seroient de nature d'apanage ; & le Roi céda à la Dame sa mere tout ce qui pouvoit lui appartenir dans ces biens-là.

Le 10 Juin 1529 , le Roi & Madame sa mere d'une part , & Antoine Duc de Lorraine , & Renée de Bourbon sa femme , d'autre part , transigerent.

Le Roi & sa mere céderent au Duc la Baronnie de Mercœur en Auvergne , avec les Terres de Fromental , Neslay & Gerzac , moyennant quoi ce Duc & sa femme renoncerent au droit qu'ils avoient pour la dot de cette Princesse , & à sa prétention dans la succession délaissée par ses freres.

On conclut dans ce temps-là le Traité de Cambray , où l'on voit l'attention qu'eut l'Empereur pour le Duc de Bourbon , & pour ses héritiers : il craignoit que l'exemple d'un Rebelle , dont il abandonneroit les intérêts , détournât ceux qui voudroient l'imiter.

Voici les termes du Traité de Cambray.

„ Que les héritiers de feue louable &
 „ recommandée mémoire Monsieur Char-
 „ les, Duc de Bourbonnois, & en suivant
 „ le Traité de Madrid , auront ès biens
 „ qui appartenoint audit Seigneur défunt,
 „ en son vivant, tant meubles qu'immeu-
 „ bles, tel droit, part, & portion, qu'elle
 „ leur fût advenue par son décès, s'il ne

„ se fût retiré hors du Royaume de France, & n'eût suivi le parti dudit Sieur Empereur, nonobstant quelconques Arrêts & Sentences prononcés durant la vie dudit feu Duc, & après son décès, unions & incorporations, cessions & transports, qui pourroient être faits de ces biens, ou de partie d'iceux : Et seront tous lesdits Arrêts & Sentences, Procédures, donations, cessions & incorporations, & autres Actes faits contre la personne dudit Sieur défunt, ses honneurs & biens, ou de sesdits héritiers, nuls & de nulle valeur, & tels se déclarent par ce présent Traité ; mais sur lesdits biens seront tels héritiers tenus de payer à Messire Henri de Marques de Zenette, Comte de Nassau, la somme de dix mille ducats d'or, que ledit Sieur prêta audit feu Sieur Duc de Bourbon, lui étant à Toledé, selon l'obligation que ledit Marquis en a dudit défunt.

Il est dit dans la suite de ce Traité :

„ Aussi les autres amis, alliés, & serviteurs dudit feu Sieur de Bourbon, tant Ecclésiastiques que Séculiers, à présent vivants, & les hoirs & successeurs des trépassés, jouiront pleinement dudit Traité de Madrid en tout ce qui peut les toucher, nonobstant quelconques Procédures, Sentences faites & prononcées, généralement & particulièrement, avant

„ & depuis ledit Traité de Madrid ; & se-
 „ ront par effet restitués en leurs biens ,
 „ dans six semaines après la ratification du
 „ présent Traité , & conforme à celui de
 „ Madrid.

En conséquence du Traité de Cambray du 17 Mai 1530 , le Roi , par provision , & du consentement de la Duchesse d'Angoulême sa mere , en attendant le Jugement des Procès pendans au Parlement de Paris , céda à Dame Louise de Bourbon , & à Louis de Bourbon son fils , Princesse & Prince de la Roche-sur-Yon , le Duché de Châtellerault , les Comtés de Forest , Beaujolois , & Dombes. Mais le Roi , par des Lettres du Mois de Janvier 1532 , cassa ce Traité , comme extorqué de lui par l'Empereur , pour tirer ses enfans de prison : & par d'autres Lettres de même date , réunit à la Couronne , en conséquence de la transaçon faite avec sa mere , qui étoit alors décédée , les Duchés de Bourbonnois , Auvergne , & Châtellerault , les Comtés de Forest , la Marche , Montpensier , Clermont en Auvergne , Dauphiné , Auvergne , les Seigneuries de Beaujolois , Dombes , Annonay , Roche en Regnier , & Bourbon Lanceys , les Vicomtés de Carlat & Murat , & autres Seigneuries qui furent de la Maison de Bourbon & de Montpensier , lesquelles le Roi avoit laissées à sa mere par la transaçon dont on vient de parler.

Par un Avis du 3 Avril 1537 , donné par le Conseil du Roi , contre Louise de Bour-

bon, & Louis de Bourbon, son fils, il est dit que tous les biens de la Maison de Bourbon, que Charles, jadis Duc de Bourbon, possédoit en France, appartenoient au Roi; que ledit Prince, ni sa merè, n'y ont rien, par quelque disposition que ce soit. Ceux qui donnerent cet avis, furent les Cardinaux de Tournon & du Bellay, Anne de Montmorency, du Bourg, Chancelier de France, Philippe Chabot, Poyet, Dertrandi, & Bochetel.

Au mois d'Août 1538, le Roi décerna ses Lettres, où, après avoir représenté l'avis de son Conseil, il dit qu'ayant égard à la parenté qui est entre lui & la Princesse & le Prince de la Roche-sur-Yon, il leur cede les Comtés & Seigneuries de Montpensier, de Dauphiné, d'Auvergne, de la Tour de la Bussière, & de Roche en Regnier, & leur donne la faculté de retirer les Châtellenies, Terres, & Seigneuries de Lespan, Chambon, Esnon & Ausance, sises au Pays de Cambraille, & la Terre d'Escole, proche de Montpensier. Ces Lettres furent vérifiées en Parlement. Et, par un Aîte, la Princesse & le Prince cedent au Roi tout ce qu'ils pouvoient prétendre sur les biens de la Maison de Montpensier, se départent de tous les Procès intentés pour ce regard, acceptent & ont agréable le contenu aux Lettres ci-dessus. L'Aîte fut passé à Champigny le premier Septembre 1538.

Enfin, par une dernière transaçon passée à Orléans le 27 Novembre 1560, tous

ces différends furent terminés. Par cette transaction il est dit : “ Que Louis de Bourbon, Duc de Montpensier, en Juin 1545, présenta Requête au Roi Henri II, pour lui demander raison du bien de la Maison de Bourbon ; ce qui n'eut point d'effet. François II, qui, par Lettres Patentes du 11 Novembre 1559, renvoya l'affaire à quatre Présidents du Parlement de Paris, & six Conseillers de cette Cour, pour la terminer, ouit son Procureur-Général, & le Duc.

Le Procureur-Général opposoit un Avis du 5 Avril 1538, donné au Privé Conseil, homologué au Parlement, & mis aux Chartres du Roi, & sur icelui fait une transaction en ladite année, vérifiée en la Cour : nonobstant cela, le Roi ordonna que ces Commissaires donneroient avis sur le fonds & sur cette fin de non-recevoir. Enfin, après de grandes Procédures, les Commissaires donnerent leur avis le 9 Septembre 1561, qui porte que les Duchés de Bourbonnois & d'Auvergne, Comtés de Montpensier, Clermont, la Haute & Basse Marche, & Gien, sont du vrai Domaine de la Couronne de France, & en tout cas réunis & retournés à la Couronne, par la mort de Charles de Bourbon sans hoirs mâles ; & quant aux autres biens dont jouissoit Charles lors de son partement de ce Royaume, que le Duc de Bourbon doit être mis en posses-

„ sion des Duchés de Châtellerault , Comté
„ de Forest, Terres & Seigneuries de Beau-
„ jolois & Dombes , pour en jouir par pro-
„ vision. Enfin , par plusieurs délibéra-
„ tions , le Roi ; assisté de la Reine sa
„ mere , des Cardinaux de Lorraine & de
„ Tournon , du Maréchal de Brissac , du
„ Chancelier de l'Hôpital , & de M. Gil-
„ les Bourdin , Procureur-Général , & au-
„ tres Seigneurs de son Conseil , & Dame
„ Jacqueline de Longwi, Duchesse de Mont-
„ pensier , Procuratrice de Louis de Bour-
„ bon , Duc de Montpensier son mari , fut
„ convenu que le Duché de Montpensier ,
„ Terres & Seigneuries donnés par le Roi
„ François I. à Louise de Bourbon , par
„ Lettres du mois d'Août 1538 , & depuis
„ érigés en Pairie sous le nom de Mont-
„ pensier , demeureront au Duc de Bour-
„ bon ; & outre cela sont délaissées à ce
„ Duc les Terres & Seigneuries de Beau-
„ jolois & Dombes , en l'état qu' Anne de
„ France & Charles de Bourbon en jouis-
„ soient. Et entend le Roi , que ce Duc &
„ ses Successeurs jouissent pour le regard
„ du Pays de Dombes , de tous droits de
„ Souveraineté , prérogatives , exemptions ,
„ immunité , & libertés , telles que les avoit
„ Dame Anne de France & Charles de
„ Bourbon , sans réserve aucune , fors la
„ bouche & les mains seulement. Pour le
„ Beaujolois , le Duc de Bourbon en jouira
„ en tous droits de Justice , excepté les Ai-
„ des , confiscations procédantes du crime

„ de lexe-majesté , & la Justice adminif-
 „ trée sous le nom du Roi , par Officiers par
 „ lui pourvus à la nomination du Duc. „

Le 17 Décembre 1560 , le Roi Charles IX
 envoya cette transaçon au Parlement pour
 la régistrer ; ce qui fut fait par Arrêt du
 25 Juin 1561. Telle fut la destination de
 tous les biens immenses du Connétable de
 Bourbon.

Cette Histoire ne seroit pas parfaite , si ,
 après avoir rapporté le Procès qu'on a fait
 au Connétable de Bourbon , on n'y ajou-
 toit pas celui qui a été fait à ses Complices.

Dans le temps qu'on forma le dessein
 d'arrêter le Connétable , qui échappa aux
 perquisitions qu'on fit de sa personne , on
 arrêta en divers lieux Antoinette de Cha-
 banes , Évêque du Puy ; Jacques Harault ;
 Évêque d'Autun ; Jean de Poitiers , Sieur
 de Saint-Vallier ; Aimand ; de Prye ; Des-
 cars , Sieur de la Vauguyon ; Bertrand Si-
 mon , Sieur de Bryon ; Gilbert Guy , Sieur
 de Baudemanche ; Hector Dangeray , dit
 Saint-Bonnet ; Pierre Papillon , Chancelier
 du Bourbonnois ; Desguieres , Sieur de
 Charency : Anne Pelouse , qui , ayant été
 interrogée , trouva le secret de s'évader.

Le Sieur de Saint-Vallier fut arrêté à
 Lyon. Le Sieur Brignon , premier Prési-
 dent de Rouen , qui avoit la garde d'un pe-
 tit Sceau près du Roi , interrogea cet Ac-
 cusé , étant assisté du Grand-Maître , & du
 Maréchal de Chabanes , ayant pris pour
 Ajoint Guillaume Budé , Sieur de Meilly ,

Histoire
 du Procès
 criminel
 qu'on a
 fait aux
 complices
 du
 Connéta-
 ble de
 Bourbon.

1523.

Maître des Requêtes, & ayant pour Greffier un Secrétaire du Roi. Dans ce premier Interrogatoire, il ne confessa rien : mais quelques témoins ayant été ouïs, qui révélèrent le crime, le Roi renvoya le Procès du Sieur Saint-Vallier, & les autres Complices qu'on avoit arrêtés, à Messire Deselve, premier Président de Paris, à un Maître des Requêtes, à un Président des Enquêtes, & à un Conseiller de la Cour. Ces Commissaires se transporterent à Loches, où étoient tous les Prisonniers. Saint-Vallier fut de nouveau interrogé : il persista à tout nier, comme auparavant ; mais étant confronté avec Hector Dange-ray, Sieur de Saint-Bonnet, qui soutint qu'il étoit présent lorsqu'il fut envoyé en Espagne avec le Sieur de Beurain, il résolut, deux jours après, de déclarer tout ce qu'il savoit de cette conspiration. Il dit que le Connétable, étant à Montbrison, l'appella seul dans son cabinet, & , lui donnant quelques bagues de prix, l'affura qu'il avoit pour lui une véritable amitié ; lui dit ensuite, qu'il avoit un secret à lui communiquer, mais qu'il falloit qu'il jurât sur une Croix qu'il ne le révéleroit point. Après avoir juré, le Connétable lui dit que l'Empereur offroit de lui donner en mariage sa sœur Éléonore, veuve du Roi de Portugal, & qu'après la mort de l'Empereur sans hoirs, la Reine Éléonore seroit héritière de tous ses États. *Tu verras*, lui dit-il, *le Seigneur de Beurain, Chambel-*

*lan de l'Empereur , qui viendra ce soir ;
tu entendras ce qu'il me dira.*

Sur les onze heures du soir le Connétable le mena dans un cabinet, où il vit Beurain , qu'il avoit laissé dans une autre chambre, & un Gentilhomme nommé Lollinghen , son Secrétaire , & son Barbier , qui entrèrent peu de temps après dans le cabinet. Le Connétable caressa beaucoup Beurain , lui présenta le Sieur Saint-Vallier , en lui disant qu'il étoit un de ses principaux amis. A l'instant Beurain donna au Connétable les Lettres que l'Empereur lui écrivoit , en lui disant : *Monsieur, l'Empereur se recommande à vous ; ces Lettres étoient en créance ; il n'ignore point que le Roi vous traite mal : il veut être votre ami envers tous , & contre tous ; & si vous répondez à sa bonne volonté , il vous fera un des plus grands Princes de l'Europe : il a sujet de se plaindre du Roi , qui ne lui tient point ce qu'il lui a promis.* Le Connétable remercia l'Empereur. Le Connétable lui demanda ses instructions & son pouvoir. Beurain refusa d'abord de les montrer ; mais il fit voir ensuite le pouvoir qu'il avoit de traiter le mariage entre le Connétable & Madame Eléonore , & à son défaut Madame Catherine , son autre sœur. Et pour accorder les articles suivans , il étoit porté dans son pouvoir , qu'au cas que l'Empereur & son frere mourussent sans hoirs , la Reine Eléonore succéderoit aux droits de l'Empereur , qui promettoit

d'apporter la ratification de son frere. Le Connétable promet de donner à la Reine Eléonore le Beaujolois, qu'il faisoit valoir vingt mille livres de rente. L'Empereur promettoit ensuite de ne point prendre de parti sans le consentement du Connétable. Beaurain fit voir encore les articles du Traité entre l'Empereur & le Roi d'Angleterre. Ce Traité portoit, que l'Empereur devoit entrer en France du côté de Narbonne avec une Armée de dix-huit mille Espagnols, dix mille Lansquenets, deux mille hommes d'armes, & quatre mille Gennétaires, avec une grosse artillerie. Le Roi d'Angleterre devoit faire une descente en France avec une Armée de quinze mille Anglois, & cinq cents chevaux, & de l'artillerie à l'avenant, c'est le terme de ce Traité. L'Empereur devoit lui envoyer trois mille Lansquenets & trois mille Chevaux: Madame Marguerite, Gouvernante de Flandres, devoit envoyer quatre mille Hannuyers, pour commencer la guerre sur la frontiere de Picardie. Toutes ces invasions se devoient faire en même temps, c'est-à-dire, au temps que le Roi auroit passé les Monts pour aller à Milan. Le Connétable ne devoit se déclarer, qu'après que l'Empereur & le Roi d'Angleterre auroient été dix jours devant une des Villes de France.

L'Empereur s'engageoit encore de donner au Connétable cent mille écus, & le Roi d'Angleterre autant. Le Connétable
les

les refusa , difant qu'il falloit employer ces fommes à la levée des Lanfquenets , qui devoient être commandés par le Comté de Fœlix. Le Connétable ne fit point alors de ferment d'observer ce qu'il promettoit : il dit à Beaurain , qu'il mettoit la derniere main à l'ouvrage ; il lui donna fa réponfe , qui étoit auffi en créance. Il commanda à Saint-Bonnet d'aller en Efpagne avec Beaurain : cet ordre fut donné en préfence de Saint-Vallier , qui fut témoin lorsque Beaurain envoya Lolinghen & fon Secrétaire pour faire part à l'Archiduc , frere de l'Empereur , & au Roi d'Angleterre , du Traité fait avec le Connétable. Après cela Beaurain affura ce Prince que les Suiffes ne prendroient point de parti pour le Roi : l'Empereur avoit acheté deux cents mille écus leur neutralité. Beaurain , dans la converfation qu'il eut avec le Connétable , dit qu'en négociant avec le Roi d'Angleterre , ce Monarque s'écria : *Eh moi , Beaurain , qu'aurai-je ?* Il lui répondit : *Sire , vous ferez Roi de France.* Ce Monarque lui repliqua : *Le Connétable aura bien de la peine à m'obéir.* Saint-Vallier ajouta , qu'il étoit affuré que le Connétable n'étoit lié à la Reine Éléonore par aucun ferment , & qu'il n'avoit même donné aucune parole ni aucun écrit là-deffus. Il dit encore , qu'après que Beaurain & Saint-Bonnet eurent été envoyés en Efpagne , il remontra au Connétable l'énormité de fon crime , & les grands maux qu'il alloit caufér à la France.

Ce Prince lui promit de n'y plus penser ; mais il lui recommanda le secret. Par une Lettre de Lolingen, interceptée, on apprit que Beaurain avoit laissé au Connétable un chiffre, & que Saint-Vallier en étoit dépositaire. Les Commissaires, qui faisoient cette Procédure à Loches, donnèrent leur avis ; après quoi le Roi renvoya leur Procès au Parlement de Paris, pour y procéder jusqu'à Arrêt définitif. Saint-Vallier subit un interrogatoire, où il persista dans ce qu'il avoit dit. Enfin, Arrêt intervint contre St. Vallier, le 16 Janvier 1523, qui porte “ que, pour raison de plusieurs
 „ conspirations, séditions & machinations
 „ commises par lui contre le Roi & son
 „ Royaume, il est déclaré criminel de leze-
 „ majesté, & comme tel condamné à avoir
 „ la tête tranchée, ses biens acquis & con-
 „ fisqués au Roi ; &, avant l'exécution,
 „ Saint-Vallier aura la question extraor-
 „ dinaire, pour savoir les complices de la
 „ conspiration. „

Le Roi manda à la Cour, qu'on n'ôtât point, sans l'avertir, le collier de l'Ordre à Saint-Vallier : son indisposition fut cause qu'on surfit l'exécution de l'Arrêt.

Le Chancelier vint au Parlement, dire que le Roi entendoit que l'Arrêt fût exécuté, & que Sa Majesté avoit nommé le Comte de Ligny pour ôter l'Ordre à Saint-Vallier. Arrêt intervint, qui ordonna que l'exautorisation seroit faite par ce Comte, en présence d'un Président, cinq Conseil-

lers, du Greffier-Criminel, & de cinq ou six Gentilshommes. Le Comte de Ligny, assisté de cette compagnie, prononça à Saint-Vallier l'Arrêt d'exautoracion : il lui demanda où étoit son Ordre. St. Vallier, se jouant sur ce mot d'*Ordre*, dit qu'il n'en avoit plus, dès qu'il n'étoit plus au service du Roi ; mais qu'à l'égard de l'Ordre de St. Michel, il l'avoit perdu le jour qu'il fut pris. Le Comte de Ligny lui présenta un collier, afin qu'il le prît, & qu'on pût faire la cérémonie de le lui ôter ; & comme il refusa de le prendre, le premier Président lui remontra qu'il falloit obéir au Roi ; alors il le prit, & on acheva cette cérémonie. On différa encore le reste de l'exécution de l'Arrêt, à cause de la maladie de Saint-Vallier. Le Chancelier manda que l'Arrêt fût exécuté, & que la question lui fût donnée ; mais comme il étoit toujours malade, Arrêt intervint, qui ordonna qu'il seroit seulement présenté à la question. Cela prouve que la Justice, quelque sévère qu'elle soit, se laisse toucher par l'état pitoyable des Criminels. Le premier Président, deux Présidents, & quatorze Conseillers, furent présents à ce supplice. Le temps de l'exécution approchant, on lui lut son Arrêt. Il subit encore un interrogatoire, & il dit qu'il s'en tenoit à ce qu'il avoit dit. Il demanda permission de tester ; on la lui accorda : les dispositions qu'il fit, furent en faveur de ses domestiques. Il fut interrogé sur ses complices ; il ne donna là-dessus au-

eun éclaircissement : il dit seulement, qu'il donnoit permission à son Confesseur de révéler sa confession. Étant conduit au lieu de l'exécution, il survint un Archer de la Garde du Roi, qui présenta des Lettres patentes qui commuoient la peine de mort dans une prison. On ramena Saint-Vallier à la Conciergerie. Diane, sa fille, si connue sous le nom de Diane de Poitiers, implora la clémence du Roi pour son pere. Voici ce que j'ai dit ailleurs, sur l'action que la pitié paternelle inspira à cette belle personne.

L'amour n'a pas de charmes plus puissants que ceux d'une Belle en pleurs, ses larmes amolliroient des cœurs de marbre ; ses yeux animés d'une douce tendresse, cet air que la douleur répand sur son visage, les bras qu'elle tend, & sa posture de suppliante, pendant que sa beauté commande & fait sentir qu'elle est la Maîtresse de ceux mêmes qui sont les Maîtres du monde ; tout cela fait un contraste ravissant à qui la fierté elle-même cede d'abord. Diane de Poitiers obtint, non-seulement la grace de son pere, mais elle enleva le cœur du Roi.

Ce Monarque, quelque temps après, fit expédier des Lettres qui commuoient la peine de mort dans une prison à perpétuité, entre quatre murailles de pierre, maçonnées dessus & dessous, auxquelles il ne devoit y avoir qu'une petite fenêtre, par laquelle on lui administreroit son boire & son manger ; le reste de l'Arrêt demeurant en son entier.

Peu de jours après, le Roi manda à la Cour de surseoir l'exécution de ces Lettres, & de laisser Saint-Vallier à la Conciergerie où il étoit. Sa Majesté, le dernier Mars 1524, envoya le Sieur Deveaux, Capitaine de ses Gardes, pour tirer Saint-Vallier de la Tour quarrée, pour le mener dans un lieu particulier que Sa Maj. avoit ordonné; & à quelque temps de là il fut délivré. Cette liberté fut l'ouvrage de Diane de Poitiers, qui y mit la dernière main.

Enfin, en l'année 1527, le Roi lui donna des Lettres de *Restitution, Grace, Abolition, & de Rappel (a)*, adressées à tous les Parlements de France, où l'on raconte disertement le fait du Procès, & on donne un tour favorable aux raisons qu'avoit eu Saint-Vallier de n'avoir point révélé la conspiration du Connétable. L'amour est un habile Orateur. De là on doit conclure, que, si les Accusés avoient des filles d'une beauté aussi rare que celle de Diane de Poitiers, & que les Souverains fussent aussi sensibles à leurs charmes que François I, ils échapperoient à la justice.

Brion, Écuyer, fut aussi arrêté en Franche-Comté, comme complice de la conspiration, & interrogé à Loches par le premier Président du Parlement de Rouen.

Il avoua qu'il savoit la conspiration, & les conditions du Traité que le Connétable avoit fait avec l'Empereur; qu'après la sortie du Connétable hors du Royau-

(a) Tous ces termes sont donnés aux Lettres.

me , craignant de tomber entre les mains du Roi , il prit la fuite : il dit que le Connétable s'étoit retiré avec seize Jacques , qui sont des especes de sacs ; qu'il y avoit dans chacune deux mille cinquante écus ; que Desguieres & lui en emportèrent chacun une , qu'ils laissèrent à Saint-Amour entre les mains de l'Allier & de Peloux , qui les leur avoient remises.

On avoit aussi arrêté Antoine Desguieres, Sieur de Charency, homme d'armes de la Compagnie du Connétable. Il dit qu'il avoit été choisi pour être du nombre des douze hommes d'armes que le Connétable vouloit mener avec lui au delà des Monts. Il fut interrogé aussi par le premier Président du Parlement de Rouen.

Les Commissaires donnerent leur avis, & dirent , qu'après la confession de Brion, il n'y avoit point lieu de l'appliquer à la question, *nihil restat cum eo agendum* : ce sont les termes de l'avis.

Al'égard de Desguieres, ils dirent aussi, *nihil cum eo agendum* ; c'est-à-dire, toute l'instruction est faite jusqu'à l'Arrêt définitif.

Le Procès fut renvoyé au Parlement de Paris. Arrêt du 23 Janvier 1523 , intervint contre Brion & Desguieres, accusés d'avoir accompagné le Connétable jusqu'à Herment , après avoir appris que le Roi le vouloit faire arrêter : le Connétable étant parti, ils suivirent l'Allier & Peloux , qui leur firent part du dessein du Connétable ; ils

porterent son argent dans des jacques, & ils n'avertirent point le Roi.

Ils sont condamnés à faire amende honorable au Parquet de la Cour, à la Table de marbre, & sur les grands degrés du Palais, en chemise, pieds & têtes nus, tenant une torche en leur main, disant que mal conseillés ils avoient commis les choses susdites, & icelles tenues & celées, sans en avertir le Roi, dont ils se repentent & en demandent pardon au Roi & à la Justice: ce fait, être réintégrés en tel Château & Place qu'il plaira au Roi, jusques à trois ans; & si a privé Desguieres à toujours de tous honneurs & stipendies qu'il eût pu avoir du Roi, & l'a déclaré, & aussi Brion, indignes à jamais d'être des Ordonnances du Roi.

Arrêt
contre
Desguie-
res &
Brion.

Le Roi vint au Parlement, il demanda raison des Jugements rendus contre les Accusés: le premier Président lui obéit.

A l'égard de Brion & de Desguieres, il dit qu'ils avoient été plusieurs fois interrogés, & il rapporta l'Arrêt rendu contre eux; sur quoi le Chancelier demanda, & leurs biens sont-ils confisqués? Le premier Président répondit que *non*, que leur supplice n'étoit qu'une rélegation qui n'emportoit point confiscation. Le Roi dit alors que, dans les crimes de leze-majesté, qui concernoient sa Personne & son Royaume, quoique les Accusés n'eussent point tramé la conspiration, pour peu qu'ils l'eussent favorisée, le Parlement devoit user envers eux d'une plus grande sévérité, mais sur-

tout s'ils ne lui avoient rien révélé avant que d'être arrêtés; & qu'il vouloit choisir des Commissaires dans d'autres Parlements, pour faire revoir ces Procès. Le Roi écrivit au Parlement, à peu près dans les mêmes termes qu'il lui avoit parlé. Le Procureur-Général requit qu'on fît des remontrances au Roi : on lui représenta de quelle conséquence il étoit de revoir des Procès déjà jugés; que c'étoit renverser l'autorité des Cours supérieures. On a rapporté les Lettres Patentes du Roi, qui nommoient des Commissaires, l'opposition du Procureur-Général à l'enregistrement des Lettres Patentes, & l'Arrêt qui ordonna que les Commissaires assisteroient au Procès qui n'avoit pas été jugé.

Les Commissaires, malgré cet Arrêt, ne laissèrent pas d'interroger de nouveau Brion & Desguieres; mais ils n'ordonnerent rien contre eux; en sorte que ces accusés furent retenus dans la prison jusqu'au mois de Mai 1528. Le Roi écrivit alors au Parlement, où il mande qu'étant parfaitement informé de l'Arrêt rendu contre eux, qu'ils ont exécuté, il entend qu'ils soient promptement délivrés. Sur quoi la Cour délibérant, après avoir vu l'Arrêt donné contre ces deux Prisonniers depuis quatre ans & neuf mois, *ordonna que cet Arrêt donné contre eux le 27 Juin 1523, seroit exécuté en ce qu'il restoit à exécuter: ce fait, qu'ils seroient pleinement délivrés, suivant les Lettres du Roi.*

Aimard de Prye fut aussi arrêté avec Saint-Vallier. Étant interrogé, il convint qu'il avoit su la conspiration, mais qu'il en avoit détourné le Connétable, & qu'il n'avoit jamais cru que le Connétable passeroit du dessein à l'effet; que dans cette opinion, il n'avoit point révélé au Roi la conjuration, craignant de faire encourir au Connétable la haine du Roi, qui ne l'emploieroit plus à son service, qui pouvoit lui être si utile. Le Procès renvoyé au Parlement, Aimard de Prye persista dans ce qu'il avoit dit. Le Roi, se plaignant du Parlement, députa des Commissaires, qu'il choisit dans d'autres Cours du Royaume, pour juger ce Procès avec le Parlement. De Prye dit, en présence de tous ses Juges, qu'il avoit tenu le langage de la vérité dans ses premières dépositions; & que, s'il n'avoit pas donné avis au Roi de la venue des Lansquenets en Bourgogne, il s'étoit reposé sur le Sieur Jonville, qui en avoit informé Sa Majesté.

Popillon, Sieur de Parray, ayant aussi été arrêté, fut interrogé à Blois par le Chancelier. Il déposa que le Connétable lui ayant communiqué le dessein de son mariage avec la Reine Éléonore, il tâcha de l'en dissuader, & il lui représenta que l'inimitié qui étoit entre le Roi & l'Empereur, devoit le détourner de ce mariage, qui irriteroit fort le Roi.

Le Connétable s'emporta fort contre lui, & lui dit, que, si l'Empereur vouloit con-

clure ce mariage, il se feroit malgré sa remontrance. Ce Prince, ayant pourtant réfléchi sur le discours de son Chancelier, avoit mandé son Confesseur pour l'absoudre du serment qu'il avoit fait d'exécuter les engagements qu'il avoit faits avec l'Empereur ; le Confesseur dut lui répondre : *Quand le serment est un crime, le parjure est une vertu.* Le Déposant parla ensuite au Confesseur, qui lui jura que le Connétable n'étoit plus dans la résolution de faire ce mariage : ce Prince lui confirma le lendemain la même chose ; c'est ce qui lui fit croire qu'il n'y pensoit plus, & que le dessein de la conspiration étoit évanoui dans son esprit.

Arrêt
contre
de Prye
& Popil-
lon.

Popillon, en présence de tous les Commissaires, persista dans tout ce qu'il avoit dit. Enfin, Arrêt du 2 Juillet 1524, par lequel la Cour *élargit de Prye & Popillon, & néanmoins ordonna que les Prisonniers demeureroient arrêtés en telle Ville qu'il plairoit au Roi, pour y demeurer; & leur seroit défendu d'en sortir, sous peine de la vie, & main-levée de leurs biens, l'aliénation de leurs immeubles à eux interdite.*

Le Roi n'approuva point cet Arrêt; il défendit au Parlement de l'exécuter, sous peine de la vie; ce sont les termes de la Lettre que le Roi écrivit au Parlement : il lui écrivit encore deux Lettres du 12 & 18 Juillet 1624, où il confirme la défense qu'il lui a faite.

Madame, mere du Roi, Régente, écrivit à la Cour le 17 Mai 1525, qu'elle vouloit que l'Arrêt contre le Sieur de Prye fût exécuté, excepté en ce qui regardoit la personne du Sieur de Prye, attendu sa vieillesse, voulant qu'il pût aller en liberté par-tout : la Cour se conforma à la volonté de la Régente. Depuis, Madame déclara que son intention étoit que le Sieur de Prye eût la liberté d'aliéner ses immeubles : Arrêt intervint, *qui lui accorda cette permission.*

A l'égard du Sieur Popillon, il mourut dans la Bastille le 15 Août 1524 ; & par Arrêt, *il fut permis à sa veuve & à ses enfants de faire enlever son corps de nuit, & enterrer où ils voudroient, sans luminaire ni aucun convoi.*

Angerai de Saint-Bonnet obtint des Lettres d'abolition, qui lui furent accordées à Blois, au mois de Décembre : elles contiennent une ample narration du fait : elles furent entérinées par Arrêt du 16 Janvier suivant. Gilbert, Sieur de Baudemanche, fut élargi purement & simplement. Descars, Sieur de la Vauguyon, fut interrogé, suivant l'ordre du Roi & de Madame, par M. de la Trimouille, en présence de trois hommes d'armes de la Compagnie de ce Seigneur. Descars étoit peu instruit de la conspiration : on lui demanda pourquoi il n'avoit pas averti le Roi de ce qu'il savoit : il répondit qu'il n'étoit certain de rien, & qu'il auroit cru commettre une

grande méchanceté, si dans le doute il avoit révélé une conjuration qui pouvoit être fautive. Après que les Accusés eurent été interrogés, on renvoya la suite de l'Instruction à Messire Jean de Selve, premier Président du Parlement de Paris; Jean Salat, Maître des Requêtes; Jean Papillon, Conseiller à la Cour, avec charges expresses de faire le Procès extraordinaire au Connétable, aux Evêques d'Autun & du Puy, à Saint-Vallier, de Prye, & autres Conjurés. Le Roi, par une Lettre du 1^{er}. Novembre, pressa les Commissaires de faire le Procès aux Complices : il ne trouva pas bon qu'ils lui eussent conseillé de renvoyer l'affaire au Parlement. Les Commissaires se transporterent à Loches, où avoient été conduits les Prisonniers. Descars, Popillon, Saint-Vallier, & les deux Evêques, de Prye & Dangeray, furent de nouveau interrogés : les dépositions des deux Evêques donnerent quelques lumieres de la Conjuración.

Les Accusés furent renvoyés au Parlement. Descars fut présenté à la question, où il témoigna de grandes foibleffes : par l'Arrêt du 7 Juillet 1524, & qui ne lui fut prononcé que le 24 Mai 1525, il fut élargi. Le même Arrêt ordonna qu'il auroit une Ville du Royaume pour prison ; on choisit la Ville d'Orléans pour son séjour pendant deux années : au mois de Juillet 1525, il eut permission d'aller dans une de ses maisons ; après la révision de son

Procès, il fut absous des cas à lui imposés, au mois de Juillet 1526.

Le Sieur de Warty, que le Roi avoit envoyé plusieurs fois vers le Connétable, déposa que ce Prince étoit averti du dessein que le Roi avoit de le faire arrêter, & dit que le Chancelier de Bourbonnois, Descars, Dargouge & Matignon, étoient instruits de la conspiration. Hector Dangeray, Sieur de Saint-Bonnet, fut oui : il révéla toute la conjuration : il dit qu'il avoit été choisi pour aller en Espagne avec le Sieur de Beurain.

Bertrand Simon, dit de Brion; Antoine Desgueres, Sieur de Charency, donnerent peu de lumieres dans leurs dépositions. Le Chancelier Duprat, ayant pris pour Adjoint Salat, Maître des Requêtes, voulut interroger l'Evêque d'Autun, & Pierre Popillon, Sieur de Parray, Chancelier du Bourbonnois : les deux Evêques furent élargis. On instruisit les défauts & contumaces, contre vingt-une personnes sorties du Royaume pour suivre le Connétable; savoir, *Jean de Vitry*, l'ainé, *Sieur de Lalliere*; *Antoine Despina*, l'ainé; *François de Tansanes*; *Jean Bavent*; *Philibert de Saint-Romain*, *Sieur de Lurcy*; *Barthelemy de Guerre*; *Guinart Escure*, Chambellan du Connétable; *Peloux*; *Jean de l'Hôpital*, Médecin du Connétable; *Beaumont*, son Maître-d'hôtel; *Lalliere le jeune*; *Simon*, Huissier de Salle; *Ponthus*, frere de *Lurcy*; *Vercler*; *la Motte*; *Desnoyers*; *Lal-*

liere, Religieux; le *Sieur de Varennes*; *Nagu*; *Pomperant*; le Seigneur de *Pentievre*; *Lurcylejeune*, & *Despina lejeune*. Enfin les Procès instruits contre eux, ils furent tous condamnés à mort par un seul Arrêt, donné le 13 Août 1524.

Tel fut le sort de ceux qui furent accusés d'être complices du Connétable de Bourbon.

On ne peut s'empêcher d'être frappé de la triste destinée de ce Prince, qui, étant pourvu de qualités éclatantes qui répondoient à son illustre naissance, ayant même les dons extérieurs de la nature, auroit été placé dans l'Histoire, dans le rang des plus grands hommes, s'il ne se fût pas révolté contre son Roi, & s'il n'eût pas employé contre ce Prince & son Royaume sa science militaire. Passant pour un des plus grands Capitaines de son temps, il avoit la qualité la plus brillante parmi les hommes qu'on puisse posséder, quoiqu'elle soit destinée à leur destruction. Il a terni cette qualité par l'usage qu'il en a fait; &, quelque admiration qu'il fasse naître, on déteste sa mémoire parmi les bons François. Son corps est à la Gayete (a). Voici ce qu'en dit le Duc de Guise.

„ En sortant du Château de Gayete,
„ on me fit voir le corps de Charles de
„ Bourbon, qui est debout dans une caisse
„ vis-à-vis de la Chapelle, appuyé sur un
„ Bâton de Commandant, avec son cha-

(a) Voyez les Mémoires du Duc de Guise.

„ peau sur sa tête, botté, & revêtu d'une
 „ casaque de velours verd, avec du galon
 „ d'or : il est fort bien conservé. Il étoit
 „ de fort belle taille, & des plus grands
 „ hommes de son temps.

„ On remarque tous les traits de son
 „ visage, & il paroît d'une mine fort fiere,
 „ & telle que pouvoit l'avoir un homme
 „ d'aussi grand mérite, & d'un courage
 „ aussi inébranlable qu'il le fit paroître à
 „ sa mort.

L'incor-
 ruption
 des corps
 n'est pas
 toujours
 une preu-
 ve de
 sainteté.

Au reste, j'avouerai que je n'ai trouvé
 que dans Varillas les Épisodes d'amour de
 la Duchesse d'Angoulême & du Connéta-
 ble de Bourbon, les ayant rendus dans mon
 style. On a accusé cet Historien de n'a-
 voir point apporté les garants des embel-
 lissements qu'il a, dit-on, voulu donner
 à son Ouvrage.

Les Historiens s'accordent seulement,
 en ce qu'ils disent que cette Princesse sen-
 toit dans son cœur de l'inclination pour le
 Connétable, & qu'elle la fit éclater lors-
 qu'il eut perdu sa femme. Cependant le
 Pere Daniel semble douter si cette passion
 n'avoit pas précédé ce temps-là; car il dit:
Quoi qu'il puisse être, soit que cette passion
fût ancienne, soit qu'elle fût nouvelle, elle
fit proposer au Connétable de se marier avec
elle. Il dit, en parlant de cette Princesse,
 qu'elle étoit fourbe, avare & vindicative.
 Ces trois vices unis à sa beauté, à son es-
 prit & à son autorité, la rendoient la per-
 sonne du monde la plus dangereuse & la
 plus séduisante.

Plusieurs circonstances de l'Histoire de Madame de Châteaubriant sont encore de la façon de Varillas, quoiqu'il ait mis à la marge de son Livre qu'elle est tirée des Archives de Châteaubriant. La fin tragique de cette Dame est pourtant certaine (a).

Cette Histoire a été depuis la matière d'un Roman : l'Auteur n'a pas su la mettre en œuvre avec beaucoup d'art ; il y avoit de l'étoffe pour faire une Histoire fort intéressante, mais il falloit qu'elle fût employée par un meilleur Ouvrier.

J'ai essayé, il y a plusieurs années, de m'exercer sur ce sujet. J'ai cru, qu'à l'occasion de l'Histoire de François I, je pouvois insérer ici mon Ouvrage, en faveur des gens du beau monde qui lisent mes *Causés célèbres* : ceux mêmes qui se révolteront contre ces hors-d'œuvre de l'Histoire du Connétable de Bourbon, pourront bien s'en amuser. Ne puis-je pas soutenir à ces Critiques, que je ne fors point de mon dessein ; que je raconte la Cause d'un mari, qui, dans son Tribunal domestique, jugea sa femme coupable envers lui, & exécuta son Jugement ? Il déroba à la Justice son glaive, & en arma son autorité maritale.

Voici

(a) Voici comment parle Chalons dans son Histoire de France.

La prison du Roi fut funeste à la Comtesse de Châteaubriant. Son mari prit ce temps-là pour lui faire sentir les effets de sa jalousie & de sa vengeance : il la fit mourir, en lui faisant ouvrir les veines.

Voici comme je commence, pour donner un air de vérité à mon Histoire, dont les principaux événements sont rapportés par les Historiens.

On m'a mis entre les mains un Manuscrit tiré des Archives de Châteaubriant, où il y a bien des circonstances qu'on ne trouve, ni dans Varillas, ni dans le Romaniste, ni dans les Intrigues Galantes de la Cour de France depuis la Monarchie. Le Manuscrit est écrit dans un Latin passable, en caractères gothiques, qu'on a peine à déchiffrer, & il a toutes les marques d'un Manuscrit du temps à peu près de François I.

Histoire
de la
Comtesse
de Châteaubriant,
jugée &
condamnée à
mort par
son mari.

Mademoiselle de Foix étoit fille de Phébus de Grailly, de la Maison de Foix : elle avoit trois frères aînés, connus dans l'Histoire sous les noms de Lautrec, du Maréchal de Foix, & du Seigneur d'Asparaut. Sa beauté, dès l'âge de douze ans, étoit si touchante, qu'elle auroit fait impression sur un cœur de marbre. Il n'étoit pas nécessaire que la beauté de son visage excusât les défauts de sa taille, de sa gorge, de ses bras, de ses mains, en un mot de tout ce qu'on voyoit en elle dès qu'elle se présentait ; car tout cela étoit admirablement beau, & étoit assorti & fait exprès pour ce visage charmant. Mon Manuscrit loue extrêmement ses yeux, dont il ne dit point la couleur ; son nez, sa bouche, & la blancheur éclatante de son teint. Il dit que le plus grand malheur d'un aveugle, qui l'auroit vue avant que de l'être, auroit été

d'être privé de la voir. Il lui donne un esprit aisé, délicat, mais sérieux & mélancolique; un grand sens, & du penchant à la vertu. C'étoit un trésor de beauté, de sagesse & d'esprit, qui tentoit tous ceux qui avoient des yeux, & qui troubloit tous les cœurs, mais qui tentoit bien davantage des connoisseurs qui se distinguoient dans le beau monde, parce que rien ne leur échappe. Ce qu'on remarquoit d'abord, étoit la vivacité de ses yeux, qui sembloient vous pénétrer de lumière lorsqu'elle vous regardoit.

Dès l'âge de douze ans, elle fut recherchée en mariage par le Comte de Châteaubriant, de la Maison de Laval, homme bizarre, cruel & jaloux, mais qui avoit eu l'art de cacher ses défauts: il la demanda à ses freres, & offrit de l'épouser sans dot. Ils la lui accorderent. Victime de l'obéissance qu'elle avoit pour eux, elle épousa le Comte, qu'elle ne se sentoit pas disposée d'aimer. Il la regarda comme un riche butin qu'on pouvoit lui enlever; il la confina dans son Château en Bretagne, & se confina avec elle, où il veilloit sur elle, comme le dragon sur la toison d'or. Il eut d'elle une fille, qui redoubla encore son amour & sa jalousie. Un Procès l'appella à la Cour de François I. Ce Prince avoit un air de grandeur & de majesté qui frappoit, & un esprit naturel, très-riche de lui-même, & qu'il eut soin néanmoins d'orner. Il avoit beaucoup de goût pour

le sexe; & il regardoit les Dames, à qui la nature avoit été libérale de ses graces, comme le plus bel ornement de sa Cour, & comme les délices des yeux & des cœurs. Il invita le Comte de Châteaubriant à faire venir sa femme à la Cour, parce qu'il savoit qu'elle avoit tout ce qu'il falloit pour y briller. Le Comte, qui avoit prévu les attaques qu'on lui feroit, avoit exigé de la Comtesse qu'elle ne viendrait point, quelque invitation qu'il lui fît, s'il ne lui envoyoit un petit bracelet qu'elle lui avoit fait de ses propres cheveux; qui étoient d'un blond cendré. Il dit au Roi qu'il manderait à sa femme de venir; mais qu'elle ne se rendrait point, parce qu'elle aimait la retraite, & haïssait le grand monde: il la dépeignit comme une femme sauvage, qui évitait les compagnies. François I, qui connoissoit les femmes, ne pensoit pas qu'une belle personne qui aime toujours à plaire, & qui en est sûre, pût être de cette humeur: il engagea plusieurs Seigneurs à persuader au Comte de faire ce qu'on exigeoit de lui. Lautrec souhaitoit ardemment de voir sa sœur; il entretenoit une intelligence avec une Demoiselle fort aimable, qui, dans une triste situation, s'étoit crue heureuse de vivre avec la Comtesse, dont elle étoit la première domestique, & comme une espèce d'Intendante. Elle avoit le bonheur d'être chérie de sa Maîtresse, qui lui fit part de la convention que son mari avoit fait avec elle avant son

départ. La Demoiselle le manda à Lautrec, & lui envoya un bracelet qu'elle avoit fait des cheveux de sa Maîtresse, pareil à celui que le Comte avoit, afin que l'autre en pût faire usage. Elle avoit grande envie de paroître à la Cour avec la Comtesse, croyant y trouver quelque occasion de se venger de sa fortune. Lautrec n'eut pas plutôt su le secret, qu'il en fit part à François I. Ce Monarque engagea les Seigneurs qui devoient agir auprès du Comte, à lui demander une Lettre pour la Comtesse, où il lui ordonneroit de venir à la Cour : il fit ce qu'on voulut, parce qu'il compta sur ce qu'il avoit exigé d'elle. On prend sa Lettre, on y met le bracelet de cheveux, on envoie un courier exprès à la Comtesse, qui partit sur le champ avec sa confidente. Son mari fut très-surpris quand il la vit. Lautrec lui confessa la supercherie qu'on lui avoit faite : il fut convaincu que sa femme avoit été surprise. La Demoiselle lui avoua le tour qu'elle lui avoit fait, ne craignant point sa colere, parce qu'elle étoit soutenue par Lautrec. Il prit son parti tout d'un coup, prévoyant bien qu'un Roi aimable, qui assiégeroit à la Cour la vertu elle-même, la feroit succomber : il quitta la partie, il se retira dans son Château, il abandonna son Procès, & sa femme, comme un homme désespéré, qui est à la veille de tout perdre, & qui ne peut pas se dérober à son malheur. La Comtesse l'auroit suivi, si ses fre-

res ne l'eussent retenue; elle prévint tout le danger qu'elle alloit courir. C'est ici où mon Manuscrit est fort curieux : soit que la Confidente fût le Latin, & qu'elle ait composé cet Ouvrage, ou soit qu'elle ait bien instruit l'Auteur, il s'attache à nous raconter tout ce que le Roi fit pour gagner la Comtesse, & la conduire au but que son amour se proposa; les combats de la vertu de la Comtesse, les mesures qu'elle prit, & comment, par degrés, elle succomba. Quoiqu'elle vît avec plaisir les effets que sa beauté produisoit par-tout, & comment elle effaçoit les plus belles femmes, celles-là mêmes qui avoient des graces plus touchantes que la beauté, elle n'avoit encore fait aucun usage de son cœur, elle ignoroit qu'il fût fait pour l'amour : elle vit d'abord François I, qui attacha tous ses regards sur elle, & qui lui parut sous la forme de l'homme du monde le plus amoureux. Toute la Cour la regarda comme une personne, qui, sans avoir le nom de Reine, en auroit bientôt toute l'autorité. Le Roi & toute sa Cour rendirent hommage à sa beauté. Pendant que le Monarque la pressoit de l'aimer, mille voix lui tenoient le même langage en faveur du Prince : elle n'avoit que sa vertu, & elle n'avoit aucun usage du monde. Sa Confidente, ambitieuse, loin de la secourir, la pouffoit dans le précipice, en lui représentant tout l'éclat de la fortune qui s'offroit à elle. Ses freres, balançant entre

l'honneur & l'ambition, ne la portoient, ni à seconder les desseins du Roi, ni ne l'en détournoient. Son mari avoit quitté le champ de bataille, & avoit cédé la victoire : quoiqu'elle n'eût que sa vertu seule contre tant d'ennemis, elle eut la fausse confiance qu'elle seroit supérieure au danger. Comme son imagination lui présenta, avec les crayons les plus vifs, le deshonneur qui la menaçoit, elle résolut de s'y dérober, à quelque prix que ce fût. La Cour où elle brilloit avoit trop d'attraits pour elle, pour qu'elle la quittât ; & elle étoit ravie que ses freres, qui l'y retenoient, & son Procès, lui fournissent le prétexte d'y demeurer ; mais afin de concilier le plaisir que ce séjour lui faisoit, avec la crainte du danger où elle étoit d'aimer un Prince si aimable, elle forma le dessein de l'éviter : elle l'exécuta d'abord ; mais les louanges que tant de bouches lui faisoient du Monarque, sur-tout de cette politesse & de ce respect pour le sexe qu'on lui attribuoit ; car il ne s'étoit pas encore fait connoître par ses entreprises amoureuses : son cœur, qui commença à s'appercevoir que l'amour étoit fait pour lui, & que nul sujet n'étoit plus propre à l'inspirer que ce Monarque, tout cela la déterminà à ne pas faire le personnage d'une femme qui fuit, mais de ne voir le Roi qu'en compagnie. François I, qui étoit très-épris, ne se rebuta point, il vit avec plaisir qu'on ne l'évitoit plus. Comme un

Amant qui veut faire des progrès, il demandoit un tête-à-tête ; c'est ce qu'on lui refusoit avec soin. Il dispensa des graces aux trois freres, & les mit de niveau, par les dignités qu'il leur donna, avec les plus grands Seigneurs de son Royaume. Il fit gagner à la Comtesse le grand Procès, peut-être injuste, qui avoit attiré son mari à la Cour, & qui auroit renversé sa fortune s'il eût succombé. Ce n'est pas d'aujourd'hui que Thémis est esclave de l'Amour, & que la belle Plaideuse lui met le bandeau sur les yeux dans un Procès inique. Tout ce que la fortune a de plus brillant, tout ce que l'amour a de plus attrayant, préparoit la défaite de la Comtesse. Le hazard voulut, que, malgré les précautions qu'elle prit pour éviter d'être seule avec le Roi, il la surprit lorsqu'elle étoit seule dans un petit cabinet ; tout l'appartement fut désert dans un moment. Le Roi se mit à genoux, & lui dit tout ce que la passion peut inspirer à un homme d'esprit qui aime bien. Après avoir balancé quelque temps entre sa passion & sa vertu, elle eut la force de s'échapper, & de sortir de l'appartement, quelque effort qu'il fît pour la retenir. Elle se fut si bon gré d'avoir évité le danger, qu'elle s'applaudit à elle-même, & qu'elle compta qu'elle seroit toujours maîtresse de son cœur : elle méprisa la précaution qu'elle avoit prise de ne parler au Roi qu'en compagnie ; il lui sembla qu'elle ne seroit ja-

mais d'intelligence avec lui, jusqu'à le laisser triompher de son honneur. Ainsi, séduite par sa passion, elle lui parloit souvent tête-à-tête : insensiblement elle lui tint le langage de l'amour, & lui découvrit des sentiments fort vifs sans aucun scrupule. Sa sévérité s'adoucit, & dégénéra en des complaisances qui donnoient sur elle de grands avantages : elle voyoit tout ce progrès ; elle n'avoit plus la force de s'y opposer, quoique dans le fond de son cœur elle reconnût qu'elle s'alloit perdre. Le Monarque fut si bien se prévaloir d'un état de langueur où elle tomba, qu'elle n'eut plus le pouvoir de soutenir sa vertu contre les appas du plaisir, & les enchantements de sa passion. Elle succomba, & ne connut l'état funeste où son amour la précipita, que quelques instants après qu'elle eut été la victime de l'amour du Prince : elle se déroba à ses yeux, & fut quelques jours qu'elle ne pouvoit pas le souffrir, ni se souffrir elle-même. Mais ces sentiments n'étoient que les dernières impressions que sa vertu lui avoit laissées, en s'évanouissant. Bientôt l'amour reprit le dessus, & le Prince ne fut pas obligé de faire une seconde conquête. Je fais bon gré à l'Auteur du Manuscrit, qui place une morale fort instructive, en nous faisant observer, que le peu d'expérience de la Comtesse, la faute que fit son mari de l'abandonner à elle-même, la présomption qu'elle eut, la conduisirent peu à peu à

sa perte. La voilà la Maîtresse déclarée de François I, à qui elle prodigue ses faveurs. Elle soutint les regards de toute la Cour, qui la considéroit sur ce pied-là. Elle s'aveugla jusqu'à croire que tous les Courtisans qui l'honoroient extérieurement, la respectoient au fond de leur cœur; que les honneurs dont elle jouissoit, & le rang qu'elle occupoit, la dédommageroient de la vertu qu'elle avoit perdue. Elle gémissoit pourtant de temps en temps, & ouvroit les yeux à la vérité, qui lui représentoit son état déplorable. L'amour du Prince se répandit dans tout le Royaume. Le Comte fut bientôt instruit de son déshonneur : une physionomie triste & embarrassée apprenoit d'abord aux rieurs le titre que le Monarque lui avoit donné. Il sembloit que ce titre fût un fardeau bien lourd; car il succomboit sous le faix, comme s'il n'eût pu le porter. Confiné dans une solitude, son chagrin lui tenoit fidelle compagnie. Il refusa avec hauteur des dignités que le Monarque lui fit offrir : plus scrupuleux que beaucoup de personnes, il ne voulut pas qu'on pût dire, qu'on avoit donné du relief à son infortune, & qu'il pardonnoit au Prince l'affront qu'il lui faisoit. Son imagination frappée lui représentoit, que, quand il seroit paré d'une dignité, son déshonneur en seroit dans un plus grand jour; parce qu'on croiroit qu'à ce prix, ou il auroit cédé la place au vainqueur, ou il se seroit consolé de son

malheur. Dans son chagrin, il querelloit tout le monde. Un jour, il fit sentir à un Officier subalterne qui servoit dans les Troupes, que son rang étoit très-mince. L'Officier lui dit très-délicatement : Nous sommes, vous & moi, ce que le Roi nous a faits. C'est ainsi qu'en mettant en parallèle son grade avec la disgrâce du Comte, il lui faisoit sentir son déshonneur, pour se venger de son mépris.

La Comtesse se familiarisa avec son état ; elle fit pleuvoir les grâces sur ceux qui s'attachoient à elle : sa Confidente, qui fut utile au Monarque, regorgea de biens, & fit un établissement avantageux.

François I. s'échappa d'entre les bras de la Comtesse, pour aller en Italie, où la guerre l'appelloit. Il perdit la bataille de Pavie, il y fut fait prisonnier. La Comtesse fut en proie à toute la haine de la Duchesse d'Angoulême, mere du Roi, & Régente du Royaume. La voilà plongée dans un abyme de chagrins ; elle n'eut d'autre asyle que le Château de son mari : elle lui écrivit qu'elle alloit se jeter à ses pieds, s'il vouloit le lui permettre. Il lui manda qu'elle pouvoit venir : dès qu'elle arriva, il la fit conduire, sans la voir, à un appartement tout tendu de noir, d'où elle n'avoit pas la liberté de sortir. Rien ne put le fléchir ; elle tenta vainement de lui demander la grace de le voir, pour se jeter à ses pieds. Ce barbare, se défiant de l'amour qui étoit au fond de son cœur, &

de l'éloquence de sa femme, & ayant résolu d'être fidèle à sa colère, fut inflexible. Elle lui écrivit une Lettre en ces termes :

„ Si je voulois excuser le crime dont je
 „ suis coupable envers vous, je vous dirois
 „ que je n'ai point cherché le danger où
 „ j'ai succombé ; que vous m'avez abandonnée dans le temps que j'y ai été exposée, lorsque vous seul pouviez me défendre ; que, soumise à vos volontés, je vous aurois suivie jusqu'au bout du monde, si vous me l'eussiez ordonné ; que votre Procès, qu'il falloit poursuivre, & la crainte de vous irriter, me retinrent à la Cour malgré moi. Que de combats ma vertu n'a-t-elle pas soutenus ! Il falloit me donner une force supérieure à celle de mon sexe, pour me rendre victorieuse : dans mon désordre, je n'ai jamais été tranquille, mon front rougissoit au milieu des honneurs qu'on me rendoit. Si vous m'eussiez tendu la main, je serois sortie du précipice. Mais je ne veux chercher aucune excuse, je vous confesse mon crime, pénétrée de toute l'horreur qu'il m'inspire. Je vous ai offensé cruellement, je vous en demande pardon, en embrassant vos genoux, les yeux baignés de larmes. Je suis indigne du titre de votre épouse ; regardez-moi comme votre esclave, faites-moi subir le traitement le plus dur, je l'ai mérité ; mais ne me confondez pas avec ces femmes nées, ce semble,

„ pour le crime, qu’elles commettent sans
„ aucuns remords. Souvenez-vous que
„ vous m’avez aimée avec la dernière ten-
„ dresse, & que ma vertu exilée a repris
„ sa place dans mon cœur; que j’ai, au
„ milieu de la confusion que mon crime
„ me cause, tous les sentiments qui me
„ rendoient aimable à vos yeux. Je ne
„ vous parlerai point de mes foibles char-
„ mes; je les déteste, parce qu’ils sont la
„ cause de mon malheur : je me défigu-
„ rerois moi-même, si je ne croyois qu’ils
„ peuvent m’être encore de quelque se-
„ cours pour amollir votre cœur. Vous
„ avez une autorité absolue sur moi ; em-
„ pruntez de Dieu, qui vous la donne,
„ son cœur & ses sentiments pour ceux qui
„ l’ont offensé : quelque horreur que je
„ vous aie inspirée, souvenez-vous que
„ je puis réparer l’offense que je vous ai
„ faite. Si vous me refusez la compassion
„ comme mon époux, ne me la refusez
„ pas comme un homme qui la doit à une
„ femme quelle qu’elle soit, & qui la lui
„ doit lorsqu’elle expie le crime qui la lui
„ avoit ôtée. Au nom de ma fille, à qui
„ je donnerai tous mes soins ; que vous
„ dirai-je ! au nom de l’humanité, (car
„ je n’ai plus que cette ressource dans vo-
„ tre cœur) laissez-vous fléchir ; que je
„ puisse me flatter, qu’après avoir fait la
„ pénitence la plus sévère que vous m’or-
„ donnerez, je ne serai plus horrible à vos
„ yeux. Si je ne puis point vous gagner,

„ ôtez-moi la vie promptement , & ne me
 „ faites pas mourir mille fois , en vous
 „ montrant toujours comme un homme
 „ animé d'une colere implacable. „

Cette Lettre n'adoucit point le Comte , il avoit un cœur de tigre : toujours amoureux , toujours furieux , il auroit mille fois trempé ses mains dans le sang de la Comtesse , s'il n'eût été retenu par la présence de sa fille , qui le désarmoit , lorsqu'il se livroit aux sentiments de sa rage. Je n'entreprendrai point d'exprimer tout ce qu'elle souffrit : non que sa table ne fût bien servie ; il sembloit qu'il vouloit engraisser la victime de sa haine , mais elle ne mangeoit que pour se soutenir. L'espérance , qui ne meurt point en nous , l'aidoit à se conserver. Il eut la barbarie de lui refuser sa fille , lorsqu'elle la demanda : cette enfant avoit près de huit ans , c'étoit l'image fidelle de sa mere ; telle étoit la beauté naissante de la Comtesse. On trompa un jour la vigilance du Comte , on la lui amena ; elle l'arrosa de ses larmes , & ne lui put dire que ces deux paroles entrecoupées de soupirs : Aimez votre pere ; n'ayez pas pour moi de l'horreur ; & ne m'imites pas.

Ce fut la seule entrevue qu'elle eut avec cette enfant. Le Comte , d'un endroit où il ne pouvoit être vu , venoit voir quelquefois la Comtesse : sa beauté , qui étoit encore dans tout son éclat , redoubloit ses feux & sa fureur tout à la fois , quand il pensoit que tant de charmes avoient été

possédés par un amant. Sa fille fut atteinte d'une maladie qui la conduisit au tombeau, & François I. recouvra sa liberté dans ce temps-là. Il craignit que ce Monarque amoureux ne rappellât la Comtesse. Rien ne retint plus sa fureur : il entra dans son appartement avec six hommes masqués ; les yeux étincelants de colere, il lui dit : Meurs, pour expier ton infamie & la mienne. Elle lui dit, en se possédant parfaitement, d'un ton de voix tendre & animé, qui auroit percé tout autre cœur que celui du Comte : Satisfaites votre fureur, mais ne vous en prenez pas à moi, si l'idée de mon supplice vous persécute après ma mort : depuis quelques jours j'ai désespéré de vous fléchir, vous prévenez ma priere ; toute la grace que je voulois vous demander, étoit une prompte mort. Elle détourna ses beaux yeux de dessus le Comte, & se livra aux ministres de sa cruauté. Quatre la tinrent, pendant que deux autres lui ouvrirent les veines des bras & des jambes. Le Comte eut l'inhumanité de rester jusqu'à ce que les veines de la Comtesse fussent taries, & qu'elle eût fermé les yeux. Le spectacle d'une épouse qu'il avoit aimée si ardemment, qu'il aimoit encore au milieu de sa fureur, & dont la beauté se conserva dans les horreurs de la mort ; d'une femme qui détestoit l'offense qu'elle lui avoit faite, & qui étoit dans l'état d'une victime la plus soumise, tendant le col au couteau qui l'égorgeoit ; tout cela ne l'ébranla point, il

consumma son dessein barbare, il n'écouta que sa rage ; elle ne fut assouvie que par la mort de la Comtesse. Il se retira ensuite en Angleterre, afin d'être à l'abri des poursuites de la Maison de Foix ; il s'attacha au Connétable de Montmorency, à qui il donna sa Terre. Le Connétable eut le crédit d'arrêter la Justice ; & François I, entre les bras d'une nouvelle Maîtresse, oublia sans peine la vengeance que lui demandoit la mort de la Comtesse.

Voici l'építaphe que Marot a fait pour la Comtesse de Châteaubriant.

Sous ce tombeau gît Françoise de Foix ,
 De qui tout bien tout chacun souloit dire ,
 Et le disant , onc une seule fois
 Ne s'avança d'y vouloir contredire.
 De grand'beauté, de grace qui attire ,
 De bon savoir, d'intelligence prompte ,
 De biens, d'honneurs, & mieux que je raconte ,
 Dieu éternel richement l'étoffa.
 O Voyageur, pour t'abrégér le Conte ,
 Cy gît un rien là où tout triompha.

Comme le Chancelier Duprat fut l'instrument dont la Duchesse d'Angoulême se servit pour ruiner le Connétable, j'ai cru que je devois faire connoître ce Magistrat.

Il s'éleva d'une condition obscure, à la première dignité de la Robe, & au Cardinalat. Il avoit été Solliciteur de Procès à Cognac pour la Duchesse d'Angoulême :

lui croyant un mérite solide, elle lui confia la conduite de son fils, qui fut Roi sous le nom de François I. Il prit sur ce Prince, héritier présomptif de la Couronne, un si grand ascendant, qu'il n'osoit lui résister. Louis XII épousa Marie, sœur d'Henri VIII, Roi d'Angleterre. Cette Princesse, jeune, & d'une beauté dont l'éclat éblouissoit, avoit des desirs extrêmement vifs. Dès qu'elle vit le Roi, qui étoit laid & vieux; & le Comte d'Angoulême, qui étoit jeune & beau; la haine qu'elle eut pour le premier, & la tendresse qu'elle eut pour le second, se fortifierent l'une par l'autre; les yeux de la Reine & du jeune Prince leur apprirent mutuellement leurs sentiments. La Reine lui donna un rendez-vous pendant la nuit : il y vola avec l'empressement de l'homme du monde le plus amoureux; il enfila un escalier dérobé, qui conduisoit chez la Reine : on lui ouvrit la porte; il alloit entrer, lorsqu'il fut enlevé par un homme robuste & puissant, qui l'emporta à force de bras dans son appartement; où cet homme, qui étoit Duprat, lui dit : N'êtes-vous pas fou, mon Prince, d'aller jouer un jeu à vous donner un Maître, & de sacrifier à un plaisir d'un moment la Couronne de France, qui vous est destinée? Ne voyez-vous pas que le Roi est sur le penchant du tombeau; loin de séduire la Reine, vous devez avoir des surveillants pour éclairer sa conduite, & l'empêcher de succomber. Le Prince, aveu-

glé

glé par son amour, avoit tenté vainement de se débarrasser des mains de Duprat : il lui répéta souvent, qu'il aimoit mieux cette bonne fortune que la Couronne : il revint pourtant à lui, & son ambition lui ouvrit les yeux ; il se défendit dans la suite des charmes de la Reine. Quel dépit n'eut-elle pas, vive comme elle étoit, lorsqu'elle vit que ses desirs étoient trompés, & que cette nuit délicieuse, qu'elle se promettoit, s'évanouissoit ! Comme la vieillesse est un tyran, qui défend de goûter les plaisirs de l'amour sous peine de la vie, Louis XII, en se livrant aux charmes de la Reine, vit bientôt la fin de sa carrière. On peut comparer le vieillard à un pélican, qui en s'épuisant pour donner la vie à des enfants, se l'ôte à lui-même. Duprat fut le premier qui fit à François I. un compliment sur son avènement à la Couronne ; il lui dit, d'un ton qui excédoit celui d'un Gouverneur de Prince, & qui approchoit fort de l'insolence : *Hé bien, Sire, à qui avez-vous obligation de votre Couronne ? N'est-ce pas à moi ? Vous seriez le plus ingrat de tous les hommes, si vous ne m'accordiez les premières dignités de la Robe qui vaqueront dans votre Royaume.* Le Roi eut la bonté de les lui promettre, & il lui tint parole ; car il le fit d'abord Maître des Requêtes, puis Président à Mortier, ensuite premier Président, & de là Chancelier de France : après la mort de sa femme il fut fait Archevêque de Sens, ensuite Car-

dinal, puis Légat à *Latere* perpétuel. Il gagna des biens immenses. Il offrit quatre cents mille écus comptants, afin de gagner le suffrage des Cardinaux, pour être élu Pape. Cette somme étoit exorbitante pour ce temps-là : s'il eût été de notre temps, combien de millions auroit-il offert ? Il fit part de son dessein au Roi. Ce Monarque, qui avoit besoin d'argent, en cherchoit par-tout ; il dit : M. le Légat, vous êtes trop gras pour aller à Rome, vous creveriez en chemin ; il faut vous dégraisser auparavant. En effet, il avoit un embonpoint prodigieux : il étoit tel qu'il est représenté dans la rue du Petit-Pont, contre la muraille en dehors de la salle qu'il a fait bâtir à l'Hôtel-Dieu, qu'on appelle la salle de M. le Légat. Le Roi donna ordre en même temps, qu'on enfonçât les coffres de ce Cardinal, qu'on prît ses meubles & ses effets qui étoient chez lui à Nantouillet, & défendit au Garde de son trésor & à ses Officiers de Finance, & aux Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-Ville, & même aux Rentiers & Fermiers du Cardinal, de lui payer un fol à l'avenir. C'est ainsi qu'il le dégrassa, afin de me servir de l'expression de ce Monarque. On dit que, dans le billet que ce Prince écrivit au Garde de son trésor, il employa ce vers de Virgile, qui finit sa troisième Eclogue.

Claudite jam rivos, pueri, sat prata bibere.

Bouchez tous les ruisseaux, les prés ont assez bu.

Dans le cinquieme Tome de la *Bibliothèque des Gens de Cour*, on a dit que François I. avoit employé ce vers en refusant une grace à ce Chancelier.

Prat, en Auvergnat, signifie *Pré*.

C'est ce Cardinal qui conseilla le concordat de Léon X & de François I. Ce Traité oblige tous les Evêques & tous les Abbés de donner d'avance la premiere année de leur revenu au Pape : jusqu'à ce qu'ils aient satisfait à cette Loi, ils sont exclus de l'Épiscopat, & du gouvernement des Monasteres ; auparavant il n'en coûtoit pas un sol pour être Evêque & Abbé. De là le fleuve d'or, qui coule de France à Rome (a) ; le Pactole n'est rien en comparaison. C'est ce même Cardinal qui rendit vénales les Charges de Judicature. Justinien dit, que le Sacerdoce de la Justice, aussi-bien que le Sacerdoce de l'Eglise, ne doit pas être mis à prix, mais qu'il doit être conféré gratuitement, c'est-à-dire, au mérite seul. Aussi Virgile a-t-il mis Thésée dans les Enfers, pour avoir mis la Justice à prix. (b)

(a) Par une admirable transmutation du plomb en or, cette Cour change quelques livres de plomb en une infinité de livres d'or. Voilà le désespoir de l'Alchymie.

(b) Louis XII se trouvant sans argent à son avènement à la Couronne, fut contraint de vendre quelques Charges de Magistrature ; mais c'étoient de celles qui ne donnoient aucun pouvoir sur la vie & les biens de ses Sujets : encore se repentit-il de cette action, ayant remboursé ceux qui en avoient acheté. Il aimeroit mieux aliéner son Domaine, que de vendre aucune Charge.

Après tout, malgré ces remarques & ces traits con-

Encore faut-il bien que je donne quelques coups de pinceau au portrait de François I, dont l'Histoire est si mêlée avec celle du Connétable de Bourbon. Il étoit beau, bien fait, brave, intrépide, mais mauvais politique; son génie n'étoit pas élevé, ses vues étoient courtes, & il étoit aisé à surprendre : il aimoit les Belles-Lettres, & avoit une éloquence naturelle; mais les actions peignent mieux les hommes, que les paroles. On voit jusqu'où alloit sa franchise & sa confiance, dans l'entrevue qu'il eut avec le Roi d'Angleterre, entre Ardres & Guines. Rien n'égala la magnificence de la Noblesse des deux Nations assemblées dans cette occasion. *Le Camp de drap d'or, & la grande dépense superflue*, dit le Seigneur du Bessay dans ses Mémoires, *fut telle, que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts, & leurs prés, sur leurs épaules.*

Comme ces Princes prenoient de grandes précautions pour ne se parler qu'avec des forces égales de part & d'autre, & qu'on observoit plusieurs formalités, François I. s'avisa tout d'un coup, un matin, d'aller à

tre la vénalité des Charges, voyons-nous que, depuis qu'elle a été introduite, la Justice en soit mal dispensée, & l'étoit-elle mieux? Combien d'illustres Magistrats pourroit-on citer dans tous les Tribunaux du Royaume, qui se sont immortalisés depuis François I? Voilà l'homme; il crie contre de prétendus abus, sans savoir pourquoi, il se laisse entraîner au torrent. De grands hommes ont crié, nos Peres ont crié. La vérité a beau élever sa voix contre de tels suffrages, on ne l'écoute pas.

Guines, où étoit le Roi d'Angleterre. Il trouva le Gouverneur du Château sur le pont, avec deux cents Archers de la Garde du Roi d'Angleterre, qui furent fort surpris de le voir. Il leur dit : “ Rendez-vous „ à moi, je vous fais mes prisonniers, & „ qu'on me conduise à l'appartement de „ mon frere le Roi d'Angleterre. „

Le Gouverneur l'y conduisit. Le Roi d'Angleterre fut pour le moins aussi étonné que ses gens l'avoient été, & dit au Roi : „ Mon frere, vous me faites le meilleur „ tour que jamais homme fit à personne, „ & me montrez la grande confiance que „ je dois avoir en vous. Je me rends vo- „ tre prisonnier dès cette heure, & vous „ donne ma foi. „ En même temps il tira de son col un collier qui valoit bien quinze mille Angelots (a), & le donna au Roi, en le priant de vouloir bien le porter tout ce jour-là pour l'amour de son prisonnier. Le Roi l'accepta ; &, en se le mettant au col : *Je le porterai*, reprit-il, *à condition que vous porterez aussi ce que je vous présente.* C'étoit un précieux bracelet, qui valoit bien le double du collier. Ils furent quelques heures ensemble, ensuite le Roi s'en retourna à Ardres. Le Roi d'Angleterre y vint le lendemain sans escorte &

(a) Ces Angelots étoient une monnoie d'or, que Henri VI, Roi d'Angleterre, étant maître de Paris du temps de Charles VII, fit faire. On les appelloit Angelots, à cause d'un Ange qui y étoit représenté, tenant les écussons de France & d'Angleterre.

sans Gardes, & depuis ce temps-là ils ne pensèrent plus qu'à se divertir.

Le Roi François I, si franc, si plein de confiance, & si peu rusé, avoit en Charles V, son ennemi, l'homme le plus fin, le plus artificieux, & le plus défiant : quel contraste !

J'ai cru qu'à l'occasion de la rebellion du Connétable de Bourbon, dans un Ouvrage tel que celui-ci, je devois parler du crime de leze-majesté, & rappeler tout ce qui concerne cet horrible attentat.

Traité du crime de leze-majesté.

Le crime de leze-majesté est une offense qui se commet contre les Rois & les Princes Souverains, qui sont les images de Dieu, & qui représentent, dans le gouvernement de leurs États, l'autorité que Dieu exerce dans le gouvernement de l'Univers.

Ce crime comprend plusieurs chefs. Le premier est la conspiration, ou conjuration contre l'État, ou la Personne du Prince, pour le faire mourir, soit par force & violence d'armes, poison, ou autrement.

Le second, est la conspiration contre ceux qui assistent le Prince en son Conseil-Privé, en des choses qui concernent le Prince & l'État.

Le troisieme, est la conjuration faite contre un Chef d'Armée, Gouverneur d'une Province, ou autre ayant semblable Charge du Prince, lorsque la conjuration regarde leur fonction & leur ministère.

Le quatrieme, est l'infraction du sauf-conduit accordé par le Prince à l'Ennemi, à ses Ambassadeurs, ou ôtages.

Le cinquieme, est le Traité qui se fait par un Sujet du Prince avec ses Ennemis, pour trahir sa Personne sacrée, son État, son Armée, ou ses Villes.

Le sixieme, est la sédition.

Le septieme, est la fabrication des monnoies, sans permission du Prince.

On commet aussi ce crime, quoique l'on ait la permission du Prince de faire de la monnoie, lorsqu'on la fait légère, ou d'un métal qui imite l'or ou l'argent, ou lorsqu'on la rogne ou la remarque : ceux qui répandent cette monnoie parmi le Peuple, en achetant ou échangeant, sont coupables de ce crime.

Le huitieme, est le duel.

Celui qui attente à la Personne de son Roi, qui conspire contre l'Etat, se révolte contre Dieu même ; c'est pourquoi on qualifie ce crime de sacrilege, *proximum sacrilegio crimen est quod Majestatis dicitur*. L. 1. in princip. ff. ad Legem Juliam Majestatis.

Tous les hommes, dit St. Paul, dans le Chap. XIII. de l'Eptre aux Romains, sont soumis à des Puissances souveraines ; il n'y en a point qui ne soient établies par Dieu même : ceux qui leur résistent, résistent à l'ordre que Dieu a mis dans ce monde, & encourent leur damnation. Les Princes ne doivent point imprimer de crainte

à ceux qui font bien , mais à ceux qui font mal , parce qu'ils font des Ministres de Dieu , préposés pour faire exercer la vertu : si vous la pratiquez , vous êtes à l'abri de la crainte de leur autorité , vous attirerez leurs louanges. On voit donc pourquoi Dieu les a armés du glaive qu'ils ont entre les mains : soyez-leur donc soumis ; mais que cette soumission ne soit pas seulement un effet de la crainte , mais de votre conscience. *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit ; non est enim potestas nisi à Deo ; quæ autem sunt , à Deo ordinatæ sunt ; itaque qui resistit potestati Dei , ordinationi resistit ; qui autem resistunt , ipsi sibi damnationem acquirunt. Nam Principes non sunt timori boni operis , sed mali. Vis autem non timere potestatem , bonum fac , & habebis laudem ex illâ ; Dei enim Minister est tibi in bonum ; si autem malum feceris , time ; non enim sine causâ gladium portat , Dei enim Minister est ; vindex in iram ei qui malum agit. Ideò necessitate subditi estote , non solum propter iram , sed etiam propter conscientiam.*

Ceux qui attentent à la vie de leur Roi , sont appelés parricides , parce qu'ils attaquent le Pere commun des Peuples.

Prendre les armes contre son Souverain , du consentement universel , est le plus grand de tous les crimes : ceux qui le commettent sont condamnés , non-seulement à perdre la vie , mais les biens sont confisqués au profit du Seigneur Souverain.

La plus célèbre Constitution que nous ayons sur ce sujet , est des Empereurs Arcadius & Honorius , au Code de Justinien.

Quisquis cum militibus scelestam inierit factionem , aut factionis ipsius suscepit Sacramentum , vel dederit de nece , etiam virorum illustriumque Consiliis , & Consistorio nostro interfunt cogitaverit , ipse ut pote Majestatis reus , gladio feriatur , bonis omnibus fisco nostro addiſtis. Quiconque avec des gens armés s'élèvera contre l'autorité par une sédition détestable , ou se fera une Loi de soutenir cette sédition , ou de la favoriser , ou qui méditera la mort des personnes distinguées qui sont dans notre Conseil & notre Sénat , qu'ils soient regardés comme criminels de leze-majesté , punis d'une peine capitale , & que tous ses biens soient confisqués à notre profit. Cette Loi a été observée par-tout , les peines ont été augmentées en plusieurs Royaumes.

L'Empereur Justinien , en la Novelle 134, C. 13 , l'a suivie. Voici ce qu'il dit : *Ut autem non solum corporales poenæ , sed etiam pecuniariæ , mediocres fiant , sancimus eos qui in criminibus accusantur , in quibus Leges mortem aut proscriptionem definiunt , si convincantur aut condemnentur , eorum substantias non fieri lucrum Judici-bus , aut eorum officiis , sed neque secundum veteres Leges Fisco eas applicari. Sed si quidem habeant descendentes , & ascendentes , usque ad tertium gradum , eas habere ; in Majestatis vero crimine condemnatis ve-*

terres Leges servari jubemus. Afin que les peines corporelles & les peines pécuniaires puissent être tempérées dans les cas où les Loix ordonnent la mort ou la confiscation, si les Criminels sont convaincus ou condamnés, nous ordonnons que les Juges ne pourront pas disposer à leur profit des biens des Criminels; ni suivant les Loix anciennes, ils ne pourront pas être appliqués au Fisc; mais nous voulons, que, si les Criminels ont des ascendants ou des descendants, jusqu'au troisieme degré, ces biens-là leur reviennent : Et pour les crimes de leze-majesté, il faut observer les Loix anciennes. A l'imitation de Justinien, l'Empereur Frédéric I. *L. 2. Feudor. t. 56. Quæ sint Regalia*, met au nombre des droits Royaux, *bona committentium crimen læsæ majestatis*, les biens de ceux qui commettent le crime de leze-majesté. Ce qui est fort remarquable, c'est que cette Loi se trouve rapportée dans le Droit Canon; & l'Empereur Charles IV l'a insérée tout au long dans la Bulle d'or, la plus célèbre Constitution d'Allemagne. Cette Loi est générale dans toutes les Nations. La France a augmenté beaucoup les chefs & les articles de ce crime, dont les autres Peuples ne se sont point avisés : la confiscation du corps & des biens, est la peine commune dans toute l'Europe.

Le Pape Honorius III, ainsi que le rapporte Matthieu Pâris, en l'an 1216, reconnut que, si Jean, Roi d'Angleterre,

avoit commis un crime de leze-majesté contre le Roi Philippe-Auguste, son Seigneur Suzerain, ses biens pouvoient être confisqués, & ses enfants en être privés.

Ce crime est distingué des autres en plusieurs points. Premièrement, ceux qui ne seroient pas admis à accuser qui que ce soit, sont néanmoins admis à se porter Accusateurs quand il s'agit du crime de leze-majesté.

Ainsi, ce crime peut être dénoncé & poursuivi par toutes sortes de personnes, dont la dénonciation ne seroit pas admise en tout autre crime, comme ceux qui sont notés d'infamie. *Vide l. 1. in Princ. & §. 1. l. 8. ff. ad leg. Jul. Majest.*

L'Esclave pouvoit autrefois déposer contre son Maître, l'Affranchi contre son Patron, dans une accusation de ce crime, suivant la Loi 1. au Cod. de *Quæst.*

Le fils peut même accuser son pere du crime de leze-majesté, & le pere son fils, quoiqu'une telle accusation soit capitale. On immole la piété paternelle, & la tendresse filiale, à l'amour que l'on doit au Prince & à l'Etat.

Secondement, à l'égard des Accusés, non-seulement ceux qui ont commis le crime de leze-majesté en sont punis, mais encore tous ceux qui ont trempé dans la conspiration, qui y ont prêté les mains. *L. 2, 3 & 4. ff. ad Leg. Jul. Majest. 3 & 7. ff. de re milit. 14. Cod. eod. parum refert suis manibus quis injuriam fecerit, an per alium.*

L. 1. §. de jectis. ff. de vi, & vi armat.
L. 130, ff. de Reg. Jur.

Un homme qui a commis un tel attentat, ou qui l'a fait commettre par un autre, est également coupable.

Tous ceux qui ont connoissance des projets & des conspirations qui se font contre le Souverain, ou contre l'État, sont coupables du crime de leze-majesté, lorsqu'au lieu d'en faire leur déclaration comme ils le doivent, ils demeurent dans le silence : la raison en est, parce qu'il n'y a point de devoir qui ne doive céder à l'intérêt du Roi & de l'État. Nous avons la fameuse Ordonnance de Louis XI, que l'on trouve dans le Code d'Henri III. Elle ordonne, que *dorenavant ceux qui sauront ou auront quelque connoissance de quelque conspiration contre le Roi, la Reine, le Dauphin, & l'Etat, seront tenus & réputés criminels de leze-majesté, & punis de semblables peines que les principaux auteurs, conspirateurs & conducteurs des crimes, s'ils révelent, ou envoient révéler, au Roi, ou à ses principaux Juges & Officiers des Pays où ils sont, le plutôt que possible leur semblera, après qu'ils en auront eu connoissance; auquel cas, & quand ainsi le révéleront, ils ne seront en aucun danger de punition des crimes, mais seront dignes de récompensation.*

Voilà l'Ordonnance, suivant laquelle M. de Thou, qui ne révéla point la conspiration de M. de Cinq-Mars, son ami,

fut condamné à mort. *Voyez le VIII^e Tome des Causes célèbres.* Ainsi, par Arrêt rendu au mois d'Octobre 1603, un Potagier du Roi Henri IV, avec lequel un Gentilhomme du Dauphiné avoit parlé de lui faire gagner quelque somme d'argent pour empoisonner le Roi, fut pendu pour ne l'avoir point révélé au Roi ou à la Justice. Bouchel, *verbo* leze-majesté.

Troisièmement, le dessein de faire quelque chose contre le Prince, ou contre l'Etat, rend coupable du crime de leze-majesté lorsqu'il y en a preuve, c'est-à-dire, que, quoique l'effet n'ait pas suivi la volonté de celui qui a formé un tel projet, il ne laisse pas d'être puni de mort lorsque sa détermination est prouvée.

Bouchel, dans sa *Bibliothèque du Droit François*, cite un Arrêt du 11 Janvier 1590, par lequel un Vicaire de St. Nicolas-des-Champs fut condamné d'être pendu pour avoir dit, *qu'il se trouveroit encore quelque homme de bien, comme Frere Jacques Clément, pour tuer le Roi Henri IV, ne fût-ce que lui.*

Un Gentilhomme, étant malade à l'extrémité, se confessa d'avoir eu la pensée de tuer le Roi, qui étoit Henri II. Le Confesseur en donna avis au Procureur-Général. Ce Gentilhomme, étant revenu de cette maladie, fut, sur cette confession, condamné d'être décapité aux Halles, ce qui fut exécuté.

Cependant, la seule pensée de commet-

tre tout autre crime, n'est point punie : *Nemo cogitationis poenam subire debet*, L. 18. ff. de poen. nisi conatus ad aliquem effectum perductus fuerit, ut docent Doctores ad L. 1. ff. quod quisque, &c. & ad L. 1. Cod. de Malefic. at vero in crimine læsæ majestatis sola cogitatio hujusce patrandi criminis poenam meretur, etiamsi ad nullum effectum perducta; sufficit de eâ constet : quod quidem singulari jure, ita fuit receptum, quo magis deterreantur homines ab hujusmodi criminis admittendi cogitatione.

Personne n'est puni pour un crime renfermé dans la pensée, il faut qu'il ait du moins un commencement d'exécution ; mais, dans un crime de leze-majesté, la seule pensée de ce crime est punie, quoiqu'il n'ait éclaté pas même par un commencement d'exécution, & il suffit que cette pensée soit évidente ; ce qui a été admis par une Loi singulière, afin de détourner les hommes de la pensée même de ce crime.

Voici pourtant ce que dit M. le Bret là-dessus : (a) Notre Coutume néanmoins, lorsque l'on soupçonne que quelqu'un a la volonté d'entreprendre sur la vie du Prince, est de ne pas procéder à la volée contre lui : on examine la vérité du fait, on prend garde s'il a eu long-temps cette pensée en l'esprit, & si, avec propos délibéré, il a recherché les occasions de l'exécuter : c'est

(a) Traité de la Souveraineté. Liv. 4, chap. 5.

ce que le Jurisconsulte Modestin veut dire lorsqu'il traite de ce sujet : Non in occasione ob principalis Majestatis venerationem, sed in veritate hoc crimen habendum est. Car ce seroit commettre une infigne cruauté, que d'abuser du respect & de la révérence que l'on doit au Prince, pour tourmenter ceux qui sont innocents. Ici seulement, la pensée qui n'est soumise qu'à la justice de Dieu, & qui se dérobe à celle des hommes dans les autres crimes, qui ne sont pas sortis de l'ame, & qui n'ont point pris leur essor en dehors, est recherchée & punie par celle des hommes, sans qu'ils attentent au domaine de Dieu; parce qu'un crime de leze-majesté humaine est un crime de leze-majesté divine, ainsi que le disent les Jurisconsultes.

C'est un crime de leze-majesté de répandre des Libelles diffamatoires contre l'honneur du Roi, sur-tout lorsqu'ils peuvent allumer le feu de la sédition dans l'esprit des Peuples : ce crime est punissable de mort, avec confiscation de biens envers le Roi; ceux qui impriment ces Ouvrages injurieux à Sa Majesté, sont punissables de peine afflictive, quelquefois même d'une peine capitale, c'est ce qui dépend des circonstances; telle est la disposition de l'Édit du Roi Charles IX, du mois de Décembre 1567, art. 13; d'Henri III, du mois de Janvier 1580. Moïse défend au Peuple d'Israël de ne point maudire le Prince du Peuple: *Diis non detrahes, Prin-*

Exod.
XXII.
28.

cipi populi tui non maledices. Qui Imperatorem contumeliâ effecerit, supplicio luet. Canon. 33. Apostolorum.

Dans le Chapitre 24 des *Constitutions des Apôtres*, on excommunie d'un horrible anathême ceux qui injurient le Prince : c'est sur ce cas que Zonare dit, que ce qu'on appelle communément injure à l'égard des Particuliers, on doit l'appeller impiété à l'égard du Prince Souverain.

Des railleries qu'on fait des Princes, méritent d'être punies. L'Histoire en rapporte plusieurs exemples. Lutorius Priscus fut condamné à perdre la vie, pour avoir composé des Vers lugubres durant la maladie de Drusus, comme s'il eût déjà été mort : *Fletus enim intempestivus risus est.* Des larmes hors de saison tiennent lieu d'une raillerie. Agrippa, fils d'Aristobule, fut mis en prison, par le commandement de Tibere, parce qu'étant à un festin avec Caius, il lui avoit dit que les Romains seroient un jour bienheureux de l'avoir pour Empereur, comme s'il eût voulu accuser le gouvernement présent de son Prince. Il y a eu pourtant plusieurs Rois de l'antiquité, qui ont fait gloire de mépriser des médisances & des injures ; ils ont estimé que la majesté du Prince ne pouvoit pas être ternie par des paroles outrageuses : *Majestatem Principis majorem esse, quàm ut cujusquam contumeliâ minui possit.* Suétone loue particulièrement la modération de Jules-César, qui ne se vengea jamais de ceux qui

qui avoient mis en lumiere des libelles dif-
famatoires contre sa réputation : *Si quæ di-
cerentur adversus se, inhibere maluit quàm
vindicare. Aulique Cecinnæ criminossimo
Libro, & Pitholai carminibus laceratam
existimationem suam, civili animo tulit.*

Pline donne des louanges délicates à
l'Empereur Trajan, parce qu'il n'a jamais
voulu permettre que l'on fît aucune re-
cherche contre ceux qui avoient malicieu-
sement inventé des impostures, pour noir-
cir son honneur & sa conduite : *Quasi con-
tentus esset magnitudine suâ quâ nulli ma-
gis caruerunt, quàm qui sibi Majestatem
vindicarunt.* Jamais les Princes ne sont plus
petits, que lorsqu'ils sont ardents à venger
les injures. Quand le Prince est assez bon
pour ne les pas punir, le Magistrat doit
alors faire son devoir. Mais il faut distin-
guer les médisances qui échappent, *ex lu-
brico linguæ*, par la volubilité de langue du
médisant : elles peuvent mériter quelque
indulgence ; mais on doit être très-réservé
quand on parle de son Prince. L'Ecclésiaste,
chap. XIX, dit : *Etiam in cogitatione tuâ
Regi ne maledicas, & in penetralibus cu-
biculi tui ne maledicas diviti, quia avis
Cœli deferet vocem ipsam, & habens alas
annuntiabit verbum.* Ne maudissez pas mê-
me intérieurement le Roi, ne faites pas
des imprécations contre un homme puissant
dans le fond de votre cabinet, parce que
l'oiseau du Ciel ira d'un vol rapide lui an-
noncer vos paroles piquantes. La Sentence

Latine dit qu'on ne doit point médire des Dieux, de son Roi, & de sa Maîtresse.

Quatrièmement, à l'égard des preuves qui peuvent convaincre l'Accusé de ce crime, la confession d'un Accusé en matière criminelle, n'est pas une conviction suffisante pour le faire condamner, *quia non auditur perire volens*; toutefois, en crime de leze-majesté, la confession peut emporter condamnation. *Voyez Peleus dans ses Actions. Livre 1, Action 13.*

Cinquièmement, les complices de ce crime sont foi les uns contre les autres. *M. Boyer dans sa Décision 108.*

Sixièmement, le crime de leze-majesté au premier chef est puni de la peine la plus rigoureuse, qui est celle d'être tiré à quatre chevaux; c'est le supplice qu'éprouva le Comte de Ganelon à Aix-la-Chapelle, par Ordonnance de Charlemagne, ainsi que le rapporte Gaguin: *Hæc à Ganelone, qui Marsilo infideli extremam Francorum aciem pecuniâ corruptus perdidit, clades illata est. Sed proditorem non deseruit, Carolus enim Ganelonem apprehensum Aguisgranum duci, ibi equis ferocissimis quatuor, pedibus manibusve distractum, membratim dissipari jubet.* La déroute de l'arrière-garde de l'Armée des François, fut l'ouvrage de Ganelon, qui fut corrompu à prix d'argent par Marsile. Mais le traître n'échappa pas à la peine de son crime; car ayant été pris, Charlemagne le fit conduire à Aix, où il fut attaché par les mains.

& par les pieds à quatre chevaux indomptables, qui le démembrèrent. Châtel & Ravallac éprouverent le même supplice.

Voici l'Arrêt rendu contre Jean Châtel le 21 Septembre 1595.

La Cour a déclaré & déclare Jean Châtel atteint & convaincu de leze-majesté divine & humaine au premier chef, pour le très-méchant & très-cruel parricide attenté sur la personne du Roi; pour réparation duquel crime a condamné ledit Jean Châtel à faire amende honorable devant la principale porte de l'Eglise de Paris, nud en chemise, tenant une torche de cire, du poids de deux livres, & illec à genoux, dire & déclarer que malheureusement & proditoirement il a attenté le très-inhumain & très-abominable parricide, & blessé le Roi d'un couteau en la face; & par fausses & damnales instructions, il a dit être permis de tuer les Rois; & que le Roi Henri IV à présent regnant, n'est en l'Eglise jusqu'à ce qu'il ait l'approbation du Pape, dont il se repent, & demande pardon à Dieu, au Roi, & à Justice; ce fait, être conduit en un tombereau en la place de Greve, illec tenaillé aux bras & cuisses, & sa main dextre tenant en icelle le couteau duquel il s'est efforcé de commettre ledit parricide, coupée, & après son corps tiré & démembré par quatre chevaux, & ses membres & corps jetés au feu, & consumés en cendres, & les cendres jettées au vent; ses biens acquis & confisqués au Roi. Avant laquelle execu-

Arrêt de la Cour, qui condamne Jean Châtel à être tiré à quatre chevaux, & à être brûlé.

tion sera ledit Jean Châtel appliqué à la question ordinaire & extraordinaire pour savoir la vérité de ses complices, & d'aucuns cas résultants du crime de leze-majesté, a fait inhibitions à toutes personnes, sur peine de crime de leze-majesté, de dire, ni proférer en aucun lieu public, ni autres, lesdits propos, lesquels ladite Cour a déclaré & déclare scandaleux, contraires à la parole de Dieu, & condamnés comme hérétiques par les saints Décrets.

Le supplice d'écarteler les Criminels de leze-majesté est ancien; car nous voyons dans Plutarque, qu'Alexandre-le-Grand, à qui on livra Bessus, qui avoit tué Darius son Roi, ayant assemblé à Bactres tous ses Généraux, fit amener Bessus en leur présence, & après lui avoir reproché sa perfidie, & lui avoir fait couper le nez & les oreilles, il l'envoya à Ecbatane, pour y souffrir le dernier supplice sous les yeux de la mere de Darius. On fit courber par force deux arbres l'un vers l'autre, & l'on attachâ à chacun de ces arbres un des membres du corps de ce parricide; ensuite, quand on leur eut laissé la liberté de retourner dans leur état naturel, ils se redressèrent avec tant de violence, qu'ils emporterent chacun le membre qui y étoit attaché, & l'écartelerent de la sorte.

Arrêt de la Cour, qui condamne Ravaillac L'Arrêt rendu contre Ravaillac, le 27 Mars 1610, porte : *Vu par la Cour les Grand'Chambre, Tournelle, & de l'Edit, assemblées, le Procès criminel fait par les*

Présidents & Conseillers à ce commis, à la Requête du Procureur-Général du Roi, à l'encontre de François Ravailiac, Praticien de la Ville d'Angoulême, prisonnier en la Conciergerie du Palais, informations, interrogatoires, confessions, dénégations, confrontations de témoins; conclusions du Procureur-Général du Roi, oui & interrogé sur les cas à lui imposés; Procès verbal des Interrogatoires à lui faits à la question le 15 de ce mois pour la révélation de ses complices. TOUT CONSIDÉRÉ, dit a été, que la Cour a déclaré & déclare ledit Ravailiac dûment atteint & convaincu du crime de leze-majesté divine & humaine au premier chef, pour le très-méchant, très-abominable & très-détestable parricide commis en la personne du feu Roi Henri IV, de très-bonne & très-louable mémoire; pour réparation duquel l'a condamné & condamne à faire amende honorable devant la principale porte de l'Eglise de Paris, où il sera mené & conduit dans un tombereau, là nud en chemise, tenant une torche ardente du poids de deux livres, dire & déclarer, que malheureusement & proditoirement il a commis le très-méchant, très-abominable, & très-détestable parricide, & tué ledit Seigneur Roi de deux coups de couteau dans le corps, dont il se repent, & en demande pardon à Dieu, au Roi, & à Justice; de là conduit à la place de Greve, & sur un échafaud qui y sera dressé, tenaillé aux marmelles, bras, cuisses, & gras de jambes,

sa main droite y tenant le couteau duquel il a commis ledit parricide, arsé & brûlée de feu de soufre, & sur les endroits où il sera tenaillé, jetté du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la cire & du soufre fondus ensemble. Ce fait, son corps tiré & démembré à quatre chevaux, ses membres & son corps consumés au feu, réduits en cendres jettées au vent, déclaré & déclare tous ses biens confisqués au Roi. Ordonne que la maison où il aura été né sera démolie; celui à qui elle appartient, préalablement indemnisé, sans que sur le fonds puisse être fait à l'avenir aucun bâtiment; & que dans la quinzaine après la publication du présent Arrêt, à son de trompe & cri public en la Ville d'Angoulême, son pere & sa mere vuideront le Royaume, avec défenses d'y revenir jamais, à peine d'être pendus & étranglés sans aucune forme ni figure de Procès. Défendons à ses freres & sœurs, oncles & autres, de porter ci-après le nom de Ravailac; & leur enjoignons de le changer sur les mêmes peines; & au Substitut du Procureur-Général du Roi de faire publier & exécuter le présent Arrêt, à peine de s'en prendre à lui; & avant l'exécution d'ice-lui Ravailac, ordonne qu'il sera derechef appliqué à la question pour la révélation de ses complices.

On observera que cet Arrêt enchérit dans le supplice de Ravailac sur celui de du Châtel; en voici la raison : C'est que Jean

Châtel avoit à la vérité eu intention de tuer le Roi , & l'avoit bleffé : mais Ravaillac l'avoit effectivement fait mourir des coups qu'il lui avoit donnés.

Ravaillac, sur le point d'être exécuté, ayant demandé au Peuple un *Salve Regina*, il lui fut refusé ; & le Peuple cria qu'il ne lui en falloit point, parce qu'il étoit condamné comme Judas.

Enfin, Ravaillac se retournant vers son Confesseur, le pria de lui donner l'absolution ; mais le Confesseur, la lui refusant, lui dit que cela étoit défendu pour crime de leze-majesté au premier chef, tel qu'étoit le sien, s'il ne vouloit révéler ses complices.

Donnez-la-moi, dit Ravaillac, *à condition qu'au cas que ce que je vous ai protesté n'avoir point de complices, soit vrai.* Je le veux, répondit le Confesseur, à cette condition ; qu'au cas qu'il ne soit pas ainsi, votre ame, au sortir de cette vie, s'en ira droit à tous les diables. Je l'accepte, & la reçois, dit Ravaillac, à cette condition.

Septièmement, en fait de crime, la règle est qu'il n'y a que celui qui l'a commis, qui en doive porter la peine : *Pœna manet suos auctores, & nemo debet ex alieno delicto prægravari, nisi fuerint admissi criminis participes, ne ulterius progrediatur pœna quàm reperiatur delictum.*

Néanmoins, quand il s'agit du crime de leze-majesté, quoique les enfants du coupable de ce crime soient innocents, il ne

laisse pas de retomber sur eux, & ils sont privés de la succession, quoiqu'elle leur appartienne par le droit de la nature.

La peine du crime de leze-majesté retombe sur toute la famille indirectement, afin d'imprimer plus de crainte, & que les peres soient détournés de ce crime par l'appréhension de rendre leurs enfants malheureux, & que les enfants mettent tout en usage pour empêcher leur pere de le commettre dès qu'ils connoîtront leur dessein. C'est par cette raison qu'on ordonne que les enfants du coupable n'aient aucune part dans ses biens, & qu'ils seront tous confisqués.

Dans les Articles des droits de Justice faits alors de la rédaction de la nouvelle Coutume de Paris, Art. IV. de la Haute-Justice, il est dit : “ Le Haut-Justicier a
,, droit de confiscation de biens, meu-
,, bles & héritages, étant en sa Justice,
,, sinon pour crime de leze-majesté divine
,, & humaine, & fausse monnoie, esquels
,, cas les biens confisqués appartiennent
,, au Roi, & la confiscation est ordonnée
,, dans les Pays mêmes où elle n'a pas
,, lieu. ”

Huitièmement, il faut encore remarquer à ce sujet, que la confiscation, adjudgée pour crime de leze-majesté au premier chef, est déchargée de toutes dettes & hypothèques de douaire envers la femme, les enfants, & de la substitution & estimation des biens.

Voici ce que porte l'Article de la Déclaration du Roi François I, du mois d'Août 1539. " Ordonnons que ceux qui
 „ auront aucune chose conspiré, machi-
 „ né, ou entrepris contre notre Personne,
 „ nos enfants, & postérité, ou la Répu-
 „ blique de notre Royaume, soient étroi-
 „ tement & rigoureusement punis, tant
 „ en leur personne qu'en leurs biens, tel-
 „ lement que ce soit chose exemplaire à
 „ toujours, sans que leurs apparents hé-
 „ ritiers, mâles ou femelles, parents en
 „ ligne directe ou collatérale, ou autres
 „ personnes, puissent prétendre aucun
 „ droit de succession, substitution, ou de
 „ retour esdits meubles ou immeubles,
 „ féodaux ou roturiers, avec tous & cha-
 „ cun les droits, raisons, & actions qui
 „ peuvent compéter & appartenir à tels
 „ machinateurs ou conspirateurs, lors des-
 „ dites entreprises & machinations; soit
 „ qu'iceux biens fussent en leur titre &
 „ pleine disposition, ou qu'ils fussent su-
 „ jets à substitution, retour par testament,
 „ ou disposition d'eux, ou de leurs prédé-
 „ cesseurs en quelque maniere que ce soit,
 „ nous soient, & à notre Fisc ou Domai-
 „ ne, déferés & appliqués, & sans aucune
 „ desdites charges, même quand il y
 „ aura crime de leze-majesté, joint avec
 „ félonnie. „

L'Article II. du même Édit, porte en-
 core, touchant les biens substitués : " Or-
 „ donnons qu'esdits cas ainsi commis con-

„ tre Nous, nos enfants, & posterité, mē-
 „ mement quand il y aura crime de leze-
 „ majesté joint avec crime de félonnie,
 „ outre les biens féodaux possédés par les-
 „ dits Criminels, qui sont retournés, ou
 „ retourneront à Nous comme Seigneur
 „ Souverain, & Féodal de tous nos Su-
 „ jets & Vassaux, soit que lesdits Fiefs
 „ soient tenus de Nous en Fief ou arriere-
 „ Fief, les autres biens desdits Criminels,
 „ meubles, immeubles, allodiaux, ou ro-
 „ turiers, desquels biens il n'est encore
 „ discuté à qui ils appartiennent, & s'ils
 „ doivent être chargés de substitutions,
 „ ou conditions de retour, soient appli-
 „ qués à Nous, notre Fisc, ou Domaine,
 „ sans les charges de substitution ou de
 „ retour, tellement que notre Fisc soit pré-
 „ féré ès biens aux substitués, & qu'il les
 „ exclue, ainsi qu'il seroit les enfants de
 „ tels Criminels, si aucuns en avoient.

Tous les biens du condamné pour crime de leze-majesté au premier chef, appartiennent donc au Roi au moyen de la confiscation, quoique situés dans les Jurisdiccions des Seigneurs Hauts-Justiciers, au profit desquels, hors ces cas, la confiscation des biens assis en leur Jurisdiction, appartient. *Guy Pape, décision 341. Chopin, du Domaine, Livre 2, titre 7; & Livre 3, titre 7. Papon, Liv. 24, titre 13, nombre 1.*

Le Roi prend les biens du condamné en qualité de premier Créancier privilégié qui exclut tous les autres. *Mornac, ad*

Leg. 31. ff. de Pignorib. & Hypot. Bacquet, des Droits de Justice, chap. 15, n. 14. Bouguier, Lettre 8, nomb. 14, & Brodeau sur la Coutume de Paris, art. 183, nomb. 14.

Neuvièmement, tout crime s'éteint par la mort du coupable, qui survient avant le Jugement de sa condamnation, *Morte rei crimen extinguitur* : d'où il s'ensuit que régulièrement la confiscation de biens n'a lieu, que lorsque le corps est confisqué par Justice.

Néanmoins, à l'égard du crime de leze-majesté au premier chef, la mort du Criminel n'empêche point que son Procès ne lui soit fait, ou ne soit continué ; & s'il est convaincu, quoiqu'après son décès, sa mémoire est condamnée avec confiscation de ses biens & application de son cadavre au supplice. *Leg. ult. ff. ad Leg. Jul. Cesar. Majest. Leg. ult. Cod. eod. & Leg. penult. ff. de accusationib.* Cette disposition des Loix Romaines est observée parmi nous, comme il est pleinement prouvé par l'exemple suivant.

Nicolas l'Hôte, natif d'Orléans, Commis de M. de Villeroy, Secrétaire d'Etat, trahit Henri IV, & M. de Villeroy son Maître, en donnant avis au Roi d'Espagne de toutes les délibérations qui se faisoient au Conseil du Roi : comme ce crime fut découvert, l'Hôte se voyant poursuivi par le Prévôt de Meaux, se jeta dans la rivière de Marne, aux environs de la ville de Meaux, & se noya. Son corps fut tiré

de l'eau, & amené au Châtelet de Paris, où il fut vu pendant deux jours, ensuite il fut embaumé, & mis dans le cimetière des SS. Innocents. On créa un Curateur à son cadavre, & on lui fit son Procès; & sur les preuves qui résultoient des informations, l'Hôte fut atteint & convaincu du crime de leze-majesté au premier chef.

Pour réparation de quoi, par Arrêt du 15 Mai 1604, il fut ordonné que son corps seroit traîné sur une claie, & en place de Greve, delà tiré à quatre chevaux, & les quartiers mis sur quatre roues aux quatre principales avenues de la Ville de Paris; ce qui fut exécuté.

Dixièmement, les dénonciateurs qui succombent faute de preuves, ne sont pas condamnés aux dommages & intérêts, à moins qu'ils ne soient convaincus de calomnie; afin que la crainte d'être condamnés à des dommages & intérêts, n'empêche point de révéler un crime d'Etat, & que l'on ne demeure point dans un silence préjudiciable au bien du Royaume. Enfin, quoique les crimes se prescrivent par vingt ans, *L. 12. Cod. ad Leg. Cornel. de falsis. L. 2 & 3. ff. de acquir. rer. dom. cap. cum numerabiles §. intelleximus, extra de exceptionib.* néanmoins, l'action criminelle, la peine & la punition du crime de leze-majesté ne tombent point en prescription, tant ce crime est odieux & détestable, en sorte que ceux qui en sont coupables peuvent être pour-

suivis, quelque temps qu'il y ait que ce crime ait été commis.

Au reste, la connoissance des crimes de leze-majesté ne peut appartenir aux Juges des Seigneurs, elle n'appartient qu'aux Baillifs & Sénéchaux, & autres Juges Présidiaux.

Il faut excepter le crime de leze-majesté au premier chef, dont la connoissance appartient au Parlement, lequel est seul compétent d'en connoître, ou bien les Commissaires députés par le Roi pour en connoître souverainement.

Les Romains, frappés de l'horreur de ce crime, ordonnerent que toutes les personnes, de quelque qualité, condition & dignité qu'elles fussent, pourroient être appliquées à la question, & souffrir les mêmes tourmens que les plus vils du Peuple; comme il est dit *in L. si quis alicui, & in L. nullus, C. de quæstionibus* : bien qu'en tous les autres crimes on les en ait exemptés, suivant la disposition de la Loi *Milites C. de quæst.* & de la Loi *Divus ff. eod.* Voyez le Droit ancien.

Les peines dont les Romains punissoient ce crime, étoient aussi rigoureuses que celles qu'ils avoient ordonnées contre les sacrilèges & contre les parricides; & ils défendoient que l'on donnât sépulture aux corps de ceux que l'on avoit exécutés, quand même les parents les auroient demandés, comme il est dit *in L. 1. ff. de cadaverib. punitor.* Ce qu'ils avoient appris

des Loix des Athéniens, dont Thucydide fait mention, lorsqu'il dit que les os de Thémistocle furent ensevelis secrètement par ses amis. Probus dit la même chose dans la vie de ce grand Capitaine. Pour rendre la mémoire de ces criminels infames à la postérité, on abattoit leurs maisons, ainsi que le témoignent Cicéron, Varron, Pline & Tite-Live : mais ce qui étoit de plus rigoureux, on faisoit mourir aussi les enfants des condamnés, craignant que quelques jours ils ne suivissent l'exemple du crime de leurs peres, & comme dit Ammian Marcellin, *Liv. 28, ne ad parentum exempla subcrescerent.*

Ils allerent encore plus avant ; car ils envelopperent toute la parenté, les alliés, & les amis des coupables, dans une même condamnation ; ce qu'ils pratiquerent contre les parents de Séjan. Cette même sévérité étoit en usage parmi les Macédoniens, dit Quinte-Curce au Liv. 6 ; mais cela fut depuis retranché par la Loi *Sancimus, c. de poen.* laquelle bien qu'elle fût conçue en termes généraux : *Ut peccata suos tenerent Auctores, & ibi esset poena, ubi & noxia.* Néanmoins il n'y fut rien changé pour les enfants qu'ils croyoient être plutôt héritiers des vices de leurs peres que de leurs vertus. Depuis, toutefois, l'Empereur Arcadius, touché de compassion, voulut qu'on leur sauvât la vie ; il se contenta seulement de les priver de la succession de leurs peres ; car bien que par la *Novelle 134. §. ult.*

comme nous l'avons dit, l'Empereur eût permis aux parents, tant descendants qu'ascendants, jusques au troisieme degré, & à leur défaut aux fils, de se porter héritiers, & de recueillir les biens de ceux qui avoient été condamnés pour d'autres crimes, néanmoins il excepta le crime de leze-majesté, & ordonna que les enfants, outre la perte de l'honneur, *in perpetuâ egestate fordescerent, & ut mors eis esset solatio, & vita supplicio* : afin qu'ils languissent dans une pauvreté perpétuelle, qu'ils regardassent la mort comme un soulagement de leurs peines, & la vie comme un supplice. Dans la suite ce même Empereur en excepta les filles, ayant voulu qu'elles pussent prendre dans les biens maternels leur falcidie, *ad mediocrem alimoniam*, afin qu'elles eussent du moins ce qu'il falloit pour vivre. La compassion naturelle que l'on a pour un sexe foible, & le penchant qu'on a pour lui, qui oblige à le respecter, sont les motifs de la Loi.

Les femmes des condamnés pouvoient aussi recouvrir leurs deniers dotaux, & leurs biens particuliers, suivant le §. *uxores* de la Loi *Quisquis*.

Les Législateurs furent si sévères contre ce crime, qu'ils firent d'expresses défenses à toutes personnes, de quelque condition qu'elles fussent, d'intercéder pour ceux qui seroient accusés. *Notabiles non esse sine veniâ qui pro talibus unquam apud nos intervenire tentaverint*. On envisageoit aussi

comme coupables ceux qui avoient suivi les chefs de la conspiration : *Id quod de prædictis eorumque filiis cavimus, etiam de satellitibus, consciiis, & ministris simili severitate censemus*, dit la même Loi *Quisquis*. Ils avoient néanmoins cette coutume de leur prescrire un temps pour revenir, & se ranger à leur devoir ; comme ils firent contre ceux qui avoient conspiré de rappeler Tarquin dans la Ville ; car après avoir fait mourir les enfants de Brutus, qui étoient les principaux chefs de la conspiration, ils donnerent vingt jours à tous les autres pour retourner en la Ville ; & le temps étant expiré, ils déclarerent bannis à perpétuité, avec confiscation de tous leurs biens, comme le rapportent *Tite-Live*, au Livre 2 ; *Plutarque en la vie de Publicola*, & *Denis d'Halicarnasse*, au Livre 5. Ce qu'ils observoient d'ordinaire lorsque plusieurs étoient accusés d'un même crime, comme *Pline* le dit dans l'Épître qu'il écrit à *Trajan*, où il parle de la recherche qui se faisoit alors contre les Chrétiens.

Ce crime avoit cela d'extraordinaire, que l'on donnoit une récompense à ceux qui l'avoient découvert, bien qu'ils fussent du nombre des complices, comme les Romains le pratiquerent en la même conjuration que les enfants de Brutus avoient faite pour remettre Tarquin dans son Royaume ; car ils donnerent la liberté, le droit de Cité Romaine, & une grande somme
d'ar-

d'argent à Vindicius, esclave d'Aquilius, parce qu'il avoit révélé le dessein des Conjurés. *Isque primum dicitur vindictâ liberatus*, dit le Jurisconsulte, *Pompon. l. 2. ff. de orig. Jur.*

Ce crime avoit encore cela de particulier, que, bien que le coupable fût décédé avant sa condamnation, on ne laissoit pas de continuer la poursuite contre lui comme s'il eût été vivant, dit la Loi *meminisse*, & la Loi *post divi. ff. eod. Nam ex quo sceleratissimum quis consilium capit, exinde quodammodo suâ mente punitus est*, dit le Jurisconsulte Martian, ensuite de quoi non-seulement on condamnoit sa mémoire, mais aussi on confisquoit ses biens, & l'on revoquoit toutes les aliénations qu'il avoit faites depuis l'accomplissement de son mauvais dessein ; bien que régulièrement en tous les autres crimes, toutes les procédures criminelles prissent fin par la mort de l'accusé, & que l'on conservât ses biens aux héritiers, suivant la disposition de la Loi, *Aufertur. §. in reat. ff. de Jure fisci*. Voilà le Droit ancien.

La folie n'excuse point les coupables. Les criminels de leze-majesté sont privés de la sépulture. *Lib. 12, tit. 11. Papon, lib. 20, tit. 1, n. 4.* Voyez les Ordonnances recueillies par Fontanon, *tome 4, page 1357. Bouchel, verbo leze-majesté, tome 2.*

On a compris aussi, dans ce même crime, les rebellions des Communautés, des Villes contre leurs Princes souverains, qui

ont toujours été d'autant plus odieuses, qu'elles ont un plus grand nombre de complices, & que l'exemple en est de plus grande conséquence; & bien que quelques-uns de nos Docteurs, & entre autres Oldrade en *ses Conseils* 65, 66 & 67, avancent, qu'une Communauté n'est point coupable de rebellion, s'il ne paroît que le complot en ait été fait d'un commun consentement, & par une délibération publique; & qu'autrement on ne doive punir que les Particuliers, & les auteurs de la révolte; néanmoins on tient que, si l'occasion est si pressante, qu'on n'ait pas le loisir de faire cette distinction, le plus prompt & le plus sévère remède est le plus assuré. Ce que Quintus Fulvius pratiqua heureusement contre les rebelles de Capoue, dont il fit mourir quatre-vingt sans en parler à son Collegue, ni attendre les commandements du Sénat: *Ita ad Capuam res compositæ consilio ab omni parte laudabili, severè & crudeliter in maximè noxios animadversum*, dit Tite-Live.

Le Roi Charles VI imita cette action, quand il voulut punir la rebellion que firent les Parisiens durant son absence, sous la conduite d'Hugues Aubriot, Prévôt de Paris, & de M. Jean Desmares, Avocat-Général du Parlement: car sitôt qu'il fut entré dans la Ville, il en fit pendre un grand nombre aux fenêtres & aux gouttieres de leurs maisons, & décapiter trois cents des plus notables; & pour ceux qui furent mis

dans les prisons , il leur donna la vie , à la priere des Princes du sang , à la charge qu'ils perdroient la moitié de la valeur de leurs biens. Il fit aussi désarmer tous les habitants , & priva le Prévôt des Marchands , & les Echevins , de leurs états & de leur Jurisdiction. Il y a des crimes dont on ne peut différer la punition qu'avec danger : *Punire debemus , postea scribere , si sit seditio , vel alia justa causa , quæ moram non recipiat*, dit un de nos Jurisconsultes , in *L. si quis. §. autem. ff. de injust. rup.* Hors ces cas extraordinaires , le meilleur parti est de se contenter de punir les Chefs , & de pardonner au reste du Peuple.

La peine imposée par la Loi pour les crimes de leze-majesté , *per Legem Julianæ Majestatis* , parle seulement de l'Empereur. On comprend par conséquent le Monarque , ou le Souverain ; on renferme ceux qui ont une souveraineté subordonnée. Ainsi , par Arrêt du Sénat de Savoie , l'an 1495 , dans le temps que l'Empereur étoit Seigneur suzerain du Duc de Savoie , Jean Largiret , Docteur en Droit , qui avoit conspiré contre ce Prince , fut condamné comme criminel de leze-majesté. Un homme qui auroit conspiré contre la personne du frere du Roi , ou contre l'héritier présomptif de la Couronne , seroit réputé coupable du même crime. C'est ainsi que Salcede fut envisagé ; ayant voulu attenter contre Monsieur à Anvers , il fut condamné par Arrêt du 25 Octobre 1582. L'Arrêt

porte, que sa tête sera envoyée à Anvers, pour être mise en tel endroit qu'il sera avisé par la Justice des lieux, que son corps sera tiré à quatre chevaux à la Place de Greve, & mis en quatre quartiers, qui seront attachés à quatre potences.

La Cour, par Arrêt du 25 Février, l'an 1457, déclara que ceux qui appelloient du Roi au Pape, ou à l'Empereur, seroient criminels de leze-majesté.

Celui qui reçoit des Lettres ou des Messagers de la part d'un Prince étranger, ennemi du Roi avec qui il est en guerre, est criminel de leze-majesté, s'il n'en donne avis au Roi ou à ses Officiers, ainsi qu'il est enjoint par l'Édit du Roi François, donné à St. Germain-en-Laye, en Juillet 1534.

Les Evêques, accusés de ces sortes de crimes, sont soumis à la Jurisdiction du Parlement.

M. Le Bret dit, que de tout temps un Astrologue, qui emploie sa science, quelque fausse qu'elle soit, pour connoître la durée de la vie d'un Prince, a été réputé criminel de leze-majesté.

Du commencement, on punissoit ce crime de l'interdiction du feu & de l'eau, comme nous l'apprenons d'Ulpien dans ses fragments; mais depuis, en vertu de la Constitution de l'Empereur Constantius, on le punit de mort, *qui ipsam pulsabat majestatem*, dit le texte de la Loi 7, c. de *malef. & math.* C'est pourquoi Domitien, au rapport de Tacite, fit mourir Pompo-

nianus. *Quod Imperatoriam genesin habere vulgò ferebatur, quæ diem mortis illius indicaret.* C'est-à-dire, qu'il avoit tiré l'horoscope de l'Empereur, qui indiquoit le jour de sa mort. On ne peut comprendre combien sont dangereux de tels personnages, qui tirent des horoscopes qui peuvent faire des impressions sur l'esprit du Peuple, exciter des séditions, & troubler le repos de l'Etat.

M. Le Bret dit encore, qu'on peut renfermer, sous le nom du crime de leze-majesté, ceux qui attentent à la personne des Magistrats : mais c'est lorsqu'ils dispensent la Justice, & font le devoir de leurs charges : car le Roi, qu'ils représentent, & qui leur a communiqué une portion de son autorité & de sa Justice, est alors offensé, & l'injure rejaillit sur Sa Majesté. *Senatus enim pars Principis, & Principes pars Senatûs*, dit la Loi. La Justice du Sénat est une partie de celle du Prince, & le Prince est le Chef du Sénat.

Julius Clarus, *Liv. V. Sententiarum, de crimine læsæ majestatis*, dit que celui qui attente à la personne d'un Cardinal, commet un crime de leze-majesté, parce que, dit-il, il est frere du Pape, & son Colleague. Il dit qu'un homme qui attente à la vie d'un Prince, & qui n'est pas son sujet, ne commet pas un crime de leze-majesté. Dumoulin est de ce sentiment : *Crimen læsæ majestatis non committitur nisi per subditum locum* 2, pag. 132. *Consil. 42. N. 14;*

mais je soutiens le contraire, parce que *tout Roi est Roi par-tout.*

Le crime de leze-majesté est tel, qu'il produit dans un Prince du sang une indignité qui le rend incapable de succéder à la Couronne, suivant un Arrêt de la Cour des Pairs de France, de l'an 1457, contre Jean second, Duc d'Alençon; en la présence du Roi Charles VII. Cette Procédure fut depuis abolie.

J'ai cru, qu'à la fin de ce Traité, je devois placer les Remontrances que fit le Parlement, pour engager Henri IV à faire punir sévèrement le Comte d'Auvergne, criminel de leze-majesté, & ses complices. Ce Prince étoit porté à la clémence, parce que la Marquise de Verneuil, sa maîtresse, sœur de cet accusé, avoit trempé dans cette conspiration; il ne vouloit pas déshonorer un autel auquel il avoit sacrifié. Henriette Balzac d'Entragues, Marquise de Verneuil, qui a régné long-temps dans le cœur d'Henri IV, a été la plus agréable & la plus enjouée de ses maîtresses; & peut-être la plus infidelle; elle avoit mille ressources dans l'esprit pour faire durer la passion du Roi. Tous les artifices que les femmes coquettes mettent en usage pour animer & irriter une passion, elle les pratiquoit avec un art qui surpassoit celui de la coquetterie même. Il est étrange, que possédant le cœur d'un grand Roi, elle soit entrée dans un complot que le Marquis d'Entragues, son pere, avoit tramé

contre lui avec les Espagnols. Il est encore bien plus surprenant, que le meilleur de tous les Princes ait été en bute à tant de conjurations contre son Etat & sa Personne, qu'il ait enfin péri par cette voie, tandis que l'Histoire nous présente des tyrans, des usurpateurs, qui sont morts tranquillement dans leur lit. Le Comte d'Auvergne avoit déjà eu part à la conspiration du Maréchal de Biron; la Marquise sa sœur lui avoit procuré sa grace. Cette dernière conspiration fut confiée à tant de personnes, qu'elle fut bientôt divulguée.

Henri IV offrit encore de faire grace au Comte d'Auvergne, pourvu qu'il vînt à la Cour, & se repentît de son crime; mais il se défia de la clémence du Roi. Deure, Murat & Nérestan l'arrêterent en Auvergne; ils trouverent moyen de l'attirer à Clermont, sous prétexte de la revue de la Compagnie du Duc de Vendôme. Une Dame de ce Pays-là, qui l'aimoit passionnément, fut tellement affligée lorsqu'elle fut qu'il étoit prisonnier, qu'elle n'épargna rien pour le sauver, pendant qu'on le menoit à Paris, sur la Loire: mais ses efforts furent inutiles. Le Marquis d'Entragues fut mis à la Conciergerie, & Madame de Verneuil arrêtée par le Chevalier du Guet, dans la maison d'Audicourt, rue St. Paul, & gardée à vue.

On travailla au Procès du Comte d'Auvergne, & de ses complices mêmes, avec beaucoup de diligence. La Reine, qui haïs-

soit la Marquise de Verneuil personnellement, non-seulement comme maîtresse du Roi, mais comme la cause de plusieurs brouilleries qu'elle avoit eu avec ce Monarque, & comme ayant été offensée par plusieurs railleries piquantes que la Marquise avoit fait d'elle, étoit sa partie secrète. Le Roi, qui vouloit ménager la Reine, témoigna autant de ressentiment qu'elle. Le Parlement, plein de zèle, alloit fort vite; mais le Roi, la Reine, le Parlement, avoient des vues bien différentes : le Roi ne vouloit pas, par la raison que j'ai dite, punir une maîtresse pour laquelle il avoit encore un reste de tendresse; il craignoit que cet exemple n'effrayât celles à qui il adresseroit ses vœux. La Reine vouloit, au contraire, que cette punition frappât tellement l'esprit des Dames galantes de sa Cour, qu'elles n'osassent pas écouter l'ambition qui les faisoit aspirer au cœur du Roi. Le Parlement vouloit que, malgré la clémence de ce Monarque, on imprimât, par la sévérité du châtimement, de la frayeur dans le cœur des scélérats, qui seroient tentés de conspirer contre l'Etat, & la personne du Monarque. Le Roi vouloit encore humilier l'esprit fier de sa maîtresse, par la crainte qu'elle auroit de la rigueur de la Justice; & que cette crainte, qui ne s'effaceroit jamais de son esprit, la mît dans une dépendance absolue de ce Monarque : car il ne renonçoit pas à aimer cette infidelle conspiratrice. On ne

conçoit pas comment un si grand Prince , qui a fait de si belles actions , qui a conquis son Royaume par sa valeur , à la pointe de l'épée , ait été toute sa vie asservi à l'amour , jusqu'à gémir dans l'esclavage de cette passion.

Les Accusés subirent plusieurs Interrogatoires. Le Comte d'Auvergne rejettoit tout sur la Marquise de Verneuil , sa sœur , persuadé que le Roi ne se résoudroit jamais à la perdre. Le Marquis d'Entragues , au contraire , disculpoit la Marquise , & prenoit tout sur son compte , aimant mieux risquer trois ou quatre ans de vie languissante qui pouvoient lui rester , (car il avoit alors plus de 73 ans) que de mettre sa chere fille en danger de perdre la tête sur un échafaud. Les preuves s'étant trouvées suffisantes , & leurs intelligences avec les Ambassadeurs d'Espagne, Taxis & Suniga , étant bien éclaircies , l'Arrêt étoit prêt d'être prononcé , lorsque le Roi ordonna qu'on en fûrît la prononciation. Ayant accordé depuis les Lettres d'abolition au Comte d'Auvergne , le Parlement fit des Remontrances au Roi , très-vives & très-pressantes.

Remontrances faites au Roi par Maître Louis Servin , Avocat dudit Seigneur , suivant l'Ordonnance de la Cour , sur le refus fait par le Sieur Comte d'Auvergne , de répondre aux Interrogatoires à lui faits par les Commissaires députés à l'instant , à raison des Lettres d'abolition ,

Brevets de Sa Majesté, dont il étoit porteur; avec la Réponse du Roi sur les Remontrances, & l'Arrêt de la Cour sur les Conclusions des Gens du Roi.

Du Mercredi 29^e jour de Décembre 1604.

M. DE HARLAY, Chevalier, Premier-Président.

<i>Présidents,</i>	<i>Conseillers,</i>	<i>Messieurs,</i>
M. N. Potier.	Fleury.	Dehere.
M. J. Forget.	Thurin.	Besnard.
M. J. de Thou.	Montelon.	Deslandes.
M. A. Seguiet.	Briçonnet.	Midorge.
M. A. Camus.	Bavin.	Bragelogne.
	Scarron.	Le Grand.

Ce jour, les Grand'Chambre, Tournelle, & de l'Édit, assemblées, les Gens du Roi parlant, M. Louis Servin, Avocat dudit Seigneur, ont dit, &c.

J'ai cru que je devois faire grace au Lecteur d'un Discours savant, mais qui n'est que savant : pour posséder une pareille science, il ne faut que des yeux & de la mémoire. L'objet de M. Servin est de représenter au Roi que sa clémence lui peut être funeste, que les coupables envers qui il veut l'exercer, en sont indignes. Pour en venir là, quel détour ne prend-il pas ? il cite force passages des Anciens, son Discours en est hérissé. Bon Dieu, quelle éloquence ! quelle différence entre les Remon-

trances que le Parlement a fait dans ce siècle, & celle-là ! Quelle dignité dans celles-ci ! Une éloquence mâle en est l'ame, nul ornement superflu, l'Orateur va à son but sans s'écarter, par une voie où chaque démarche le représente toujours plus éloquent, plus fort, & plus persuasif ; il déploie toute la majesté de la Cour, & en même temps toute la tendresse & le respect de cette auguste Compagnie pour le Roi. Ce qui éclate dans le Discours de M. Servin, à travers toutes ses figures & son érudition, c'est un grand zèle pour le Roi.

Voici ce que le Roi répondit à ce Discours savant. Dans sa Réponse simple, on admire sa franchise, sa probité, & la considération qu'il a pour son Parlement.

Réponse du Roi.

„ Avant de répondre à vos Remontrances, je vous veux dire, que je suis grandement satisfait de ma Cour de Parlement, & de vos desirs ; très-content de ce que vous m'avez témoigné de sa fidélité & affection. Je vous dis encore que j'en ai beaucoup de contentement, & vous en remercie tous : mais je desire que vous sachiez ce qui s'est passé au sujet du Comte d'Auvergne, afin que connaissiez comme il a fallu manier cette affaire, & qu'ainsi que Dieu m'a assisté, j'ai été bien conseillé par mes Serviteurs. Du commencement, comme le Comte

„ d'Auvergne fut parti d'auprès de moi ,
„ j'envoyai Descures vers lui , dire qu'il
„ revînt ; il dit à Descures qu'il viendrait ,
„ mais qu'il avoit chose sur le cœur où il
„ étoit intéressé , sans dire quoi. Je ren-
„ voyai Descures pour la seconde fois , pour
„ savoir ce qu'il vouloit dire , & l'assurer
„ que s'il parloit franchement , & disoit
„ tout ce qui pouvoit être de l'affaire , je
„ lui ferois grace , pourvu qu'il déclarât
„ entièrement la vérité : il demanda une
„ abolition , je la lui envoyai : il ne la
„ trouva suffisante ; il demanda un Brevet
„ que vous avez vu , je le lui ai fait bailler.
„ Il a recherché tous artifices pour s'échap-
„ per à ne venir point , se doutant que sa
„ sœur avoit découvert quelque chose , &
„ que Morgan a parlé ; il m'écrit qu'il
„ viendra , ce qu'il ne fait point : & pour
„ m'amuser & tenir en suspens , il me fait
„ dire , qu'ayant un Traité à commencer
„ en Espagne , il est meilleur qu'il ne vien-
„ ne sitôt me trouver ; me supplie de per-
„ mettre qu'il continuât le Traité pour
„ tromper l'Espagnol ; & après , qu'il me
„ découvriroit tout ; je n'ai voulu pren-
„ dre cette voie , ce n'est un avantage que
„ je veuille , sur ceux qui pourroient être
„ mes ennemis.

S'étant arrêté sur ce propos , les Gens
du Roi lui demandèrent s'il lui plaisoit
qu'ils fissent entendre toutes ces particulari-
tés à la Cour. Il leur dit que oui ; & parlant
du Comte d'Auvergne , il ajouta : “ Il m'a

„ écrit qu'il viendrait, ce qu'il n'a pas fait,
 „ & m'a tenu en suspens, & enfin me mande
 „ par une Lettre qu'il ne pouvoit venir,
 „ & iroit plutôt aux extrémités de la terre
 „ habitale, disant qu'il m'y vouloit servir;
 „ vous pouvez penser quel service il m'y
 „ pourroit rendre : le voyant désespéré, &
 „ que l'abolition & le Brevet, que je lui
 „ avois fait bailler, n'auroient été que sous
 „ condition qu'il me viendrait trouver, &
 „ me diroit toute la vérité, puisqu'il n'est
 „ venu & ne tient sa parole, croyant qu'il
 „ ne se rendrait jamais à son devoir, j'ai
 „ été contraint de le faire prendre; je
 „ veux bien que vous sachiez tout cela,
 „ & le disiez à mon Parlement, & que je
 „ tiens ma conscience déchargée devant
 „ Dieu, & ne pense faire contre ma pa-
 „ role, à laquelle je ne manquerai jamais,
 „ n'ayant rien promis en ce fait que sous
 „ condition qui n'a été accomplie. Puis
 „ il dit, c'est ce que je dis à vos Remon-
 „ trances, & dont je remercie ma Cour
 „ de Parlement, & vous mes Gens de ce
 „ qu'avez tous fait : j'ai reconnu par vos
 „ effets l'affection qu'avez tous en ma Per-
 „ sonne & à mon État, comme vous venez
 „ de confirmer par vos Remontrances. Je
 „ vous permets de faire votre devoir en
 „ vos Charges, & continuer vos poursui-
 „ tes, & remets à mon Parlement la Justice
 „ de ce fait, à laquelle j'entends qu'il soit
 „ passé outre, sans s'arrêter aux Lettres
 „ d'abolition & Brevet de Juillet & Août,

„ sur quoi vous m'avez fait vos Remontrances. „

Les Gens du Roi , dans la première séance qui fut tenue ensuite au Parlement, dirent qu'ils requéroient, pour le devoir de leur Charge, que le Comte d'Auvergne fût tenu de répondre sur les faits sur lesquels ils entendoient le faire interroger, qu'on passât outre à l'instruction de son Procès, sans s'arrêter aux Lettres & Brevet d'abolition qu'il avoit obtenus, se réservant, où il feroit refus de répondre, de faire un requisitoire tel que de raison.

Monsieur le Premier-Président répondit aux Gens du Roi, qu'ils avoient rempli parfaitement l'attente de la Cour, en exécutant heureusement son Ordonnance, & faisant de vertueuses Remontrances dignes d'eux; qu'ils avoient mis en usage toutes les voies de la persuasion, & qu'ils avoient trouvé le chemin du cœur de Sa Majesté, & qu'elle leur en avoit donné des témoignages très-glorieux à eux & à la compagnie. Qu'on ne pouvoit pas remplir plus avantageusement la place qu'ils tenoient dans la Justice, que l'action publique qu'ils avoient faite étoit très-agréable à la Cour, & qu'elle les remercioit.

Je n'ai retranché de cette Réponse de Monsieur le Premier-Président, que quelques termes d'un François suranné.

Après quoi on a délibéré, & intervenu l'Arrêt qui s'ensuit.

Vu par la Cour, les Grand'Chambre, Tournelle, & de l'Édit, assemblées, les Lettres Patentes du mois de Juillet dernier, Signé HENRI; & sur le repli, par le Roi, de Neuville, & scellées de cire verte, d'abolition oûtroquées à Messire Charles de Valois, Comte d'Auvergne, avec le Brevet du seizieme Août, Signé HENRI, plus bas de Neuville, & scellé du cachet, représenté, & mis par devers la Cour suivant l'Arrêt du 18 Août, qui est intervenu sur le Procès-verbal des Commissaires députés pour l'interrogatoire & registre de ce jour du rapport de la volonté du Roi; sur les remontrances à lui faites sur icelles Lettres & Brevet, par Ordonnance de la Cour, du 23 dudit mois, conclusion du Procureur-Général du Roi, & tout considéré :

La Cour, sans s'arrêter ausdites Lettres & Brevet, a ordonné & ordonne que le Procès sera fait & parfait audit de Valois, lequel sera tenu de répondre aux Interrogatoires qui lui seront faits par les Commissaires à ce députés, sur peine d'être atteint & convaincu des cas à lui imposés. Fait en Parlement le 22 Décembre 1640.



ARRÊT

DE LA COUR DU PARLEMENT,

Contre MM. les Comtes D'Auvergne,
D'Entragues, Marquise de Ver-
neuil, & THOMAS MORGAN,
Anglois.

Du premier jour de Février 1605.

VU par la Cour, les Grand'Chambre,
Tournelle, & de l'Edit, assemblées, le Pro-
cès criminel fait par les Commissaires par
elle députés, à la Requête du Procureur-
Général du Roi, à l'encontre de Messire
Charles de Valois, Comte d'Auvergne, M.
François de Balzac, Chevalier des Ordres
du Roi, Sieur d'Entragues, Dame héri-
tiere de Balzac, Marquise de Verneuil,
& Thomas Morgan, Gentilhomme Anglois,
prisonniers; ledit de Valois au Château de
la Bastille, lesdits d'Entragues & Morgan
en la Conciergerie du Palais, & ladite Mar-
quise en la garde du Chevalier du Guet,
accusés de conspiration contre le Roi & son
Etat; Lettres d'abolition obtenues par ledit
de Valois au mois de Juillet, & Brevet dû
16 Août. Arrêt du 29 Décembre, par le-
quel, après très-humbles remontrances fai-
tes au Roi sur icelles, avoit été ordonné que,
sans s'arrêter auxdites Lettres, le Procès
seroit fait & parfait; Informations & In-
terrogatoires desdits de Valois, de Balzac,
Dame

Dame Marquise de Verneuil, & Thomas de Morgan, confrontations, declarations desdits de Valois & de Balzac, des 18 & 23 Juin : missives dudit de Valois au Roi, mémoires & instructions; autres missives dudit de Balzac, tant audit de Morgan qu'à ladite Marquise; mémoire par articles écrit de sa main; autre instruction dudit de Valois, envoyé contre le commandement du Roi, pour traiter avec les Étrangers. Lesdites déclarations, missives, mémoires & instructions par eux reconnus; quatre missives du Roi écrites audit de Valois, mentionnées en la Requête présentée le 29 Janvier par ledit de Valois; conclusions du Procureur du Roi : ouïs, & interrogés par ladite Cour, lesdits Accusés sur les cas à eux imposés; le tout considéré : Il sera dit que ladite Cour a déclaré & déclare lesdits de Valois, de Balzac & Morgan, atteints & convaincus de crime de leze-majesté au premier chef, pour réparation duquel les a privés & prive de tous états & dignités, & les a condamnés & condamne d'avoir la tête tranchée sur l'échafaud, qui pour ce sera dressé en place de Greve; a déclaré & déclare tous & chacun leurs biens, acquis & confisqués au Roi; & ceux qu'ils tiennent immédiatement dudit Seigneur, réunis au Domaine de la Couronne, sur lesquels sera préalablement pris la somme de 20000 liv. moitié sur les biens dudit de Balzac; & sur ceux dudit de Morgan 500 liv. d'amende, à laquelle les a condamnés & condamne, applicables au pain

des pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais, & nécessités de ladite Cour : & pour le regard de ladite Marquise, ordonne qu'il sera plus amplement informé contre elle, cependant sera menée & conduite, sous bonne & sûre garde, en l'Abbaye de Beaumont-lez-Tours, pour y demeurer; lui faisant inhibitions & défense de communiquer avec autres que les Religieuses de ladite Abbaye, ni en sortir, sur peine d'être atteinte & convaincue du crime à elle inspiré. Fait en ladite Cour, le premier jour de Février 1605.

Signé VOISIN.

Le Roi commua la détention de la Marquise de Verneuil au Couvent de Beaumont, en une rélegation dans sa maison de Verneuil, où elle fut conduite, avec défenses expresses d'en sortir; & il surfit la prononciation de l'Arrêt contre le Comte d'Auvergne, le Marquis d'Entragues, & de Morgan; & depuis il commua leur peine dans une prison perpétuelle, & les déchargea de la condamnation pécuniaire; & par des Lettres patentes, qui furent entérinées au Parlement, on donna la liberté à la Marquise, & elle fut déclarée innocente; & les autres accusés eurent leur liberté au bout de quelques années. La Marquise de Verneuil reprit son grand rôle de maîtresse du Roi; c'est-à-dire, qu'elle rentra dans sa charge. L'amour n'en a point de plus belle à donner, mais y en a-t-il de plus dangereuse?



CONDAMNATION

D'UNE FILLE,

ACCUSÉE D'ÊTRE SORCIERE.

QUAND on s'est rendu célèbre par des aventures merveilleuses, on acquiert le droit d'intéresser les Curieux dans tous les événements qu'on a ensuite. Qui est-ce qui n'est pas susceptible de curiosité ? n'est-ce pas l'apanage de l'homme ?

Magdeleine de Mandols de la Palud, si fameuse par le Procès de Gaufridy, & par le titre odieux d'amante de ce célèbre Magicien, & de Princesse du Sabbat, attachée à ce premier titre, avoit laissé, dit-on, prendre à la magie de si fortes racines dans son cœur, qu'étant délivrée du pouvoir que les démons avoient sur elle, elle se livra à eux sans de grands efforts : dans le premier Procès, on la regarda comme la victime de la séduction de Gaufridy, & on lui fit grace; dans le second, elle fut poursuivie & punie, parce qu'elle ne profita point de la grace que le Parlement de Provence lui avoit fait, & qu'elle retourna à son vomissement. Rien n'est plus propre, selon moi, à guérir la tentation que des malheureux ont d'être Magiciens, que les funestes histoires qu'on raconte de ceux

qui ont eu cette abominable passion ; chargés du poids de la haine universelle , ils lisent , sur le front de ceux qui les voient , le mépris & l'horreur qu'ils inspirent ; on les envisage comme des fléaux de la société civile , on les craint comme des personnes transportées du mauvais esprit , qu'il faut exterminer sur la face de la terre ; ils sont toujours dans le sein de la misère , dont ils ne peuvent s'affranchir. Convenons que le partage que le démon leur fait , n'est guere attrayant , en supposant la vérité des histoires qu'on en rapporte ; car je tiens toujours là-dessus un juste milieu entre les crédules & les incrédules ; & je découvrirai mes sentiments à la fin de ce Procès , que je vais rapporter , conformément à l'histoire secrète de la Procédure.

Histoire
de la Pro-
cédure de
Magde-
leine Ho-
doul.

Le 6 Février 1653 , sur la requisition du Sieur Deserre , Procureur du Roi à la Sénéchaussée de Marseille , qui avoit appris que Magdeleine Hodoul , fille de Jean Hodoul , étoit maléficiée ; le Sieur Beaufset , Lieutenant-Général en cette Jurisdiction , se transporta chez le sieur Hodoul , où il reçut la plainte de sa fille. Elle lui exposa , qu'au mois d'Octobre dernier , son pere lui commanda de porter dans sa campagne le reste du bled qu'il falloit pour achever d'ensemencer une terre ; elle rencontra dans son chemin une femme qui cueilloit des olives sur les arbres , & qui murmuroit des paroles qu'elle ne prononçoit pas distinctement : c'étoit une petite

conversation infernale qu'elle avoit avec elle-même. Magdeleine Hodoul poursuivit son chemin , elle consigna le bled aux ouvriers de son pere ; en s'en retournant, elle passa devant la Chapelle de Notre-Dame de Grace , qui étoit dans la Bastide de Magdeleine de la Palud : comme elle voulut prendre de l'eau-bénite dans le bénitier qui est en dehors, faire ensuite sa priere à la sainte Vierge, elle sentit une main invisible qui la repoussoit ; elle vit une fumée noire & épaisse qui remplissoit la Chapelle ; elle éprouva en même-temps une extrême lassitude dans ses membres, comme si elle eût été toute meurtrie de coups. En passant devant la Chapelle, elle vit la même femme qu'elle avoit entendue murmurer , qui filoit sa quenouille à la porte de la Chapelle ; elle rencontra son pere , qui vit qu'elle avoit beaucoup de peine à se traîner, & qui lui demanda ce qu'elle avoit ; elle répondit : Hélas , mon pere, je n'en fais rien ! mais je ne puis pas mettre un pied devant l'autre. Dès qu'elle fut de retour, elle se mit au lit, d'où elle n'étoit pas sortie lorsqu'elle rendit sa plainte ; elle ne pouvoit prendre que des bouillons, qu'elle vomissoit dès qu'elle les avoit avalés. Elle perdit la parole aux Fêtes de Noël ; elle imitoit les cris des bêtes, de l'ours, du chien, du chat, & elle témoignoit avoir des visions : elle avoit de fréquentes convulsions, symptômes favoris du démon , par lesquels il semble distinguer

ceux en qui il habite : telles sont les faveurs du Prince infernal ; qui croiroit qu'elles eussent tant d'attraits pour ses favoris ? On la crut à l'agonie , on lui donna l'Extrême-Onction ; enfin on la crut maléficiée. Il y a cela d'admirable dans les tourments que le démon fait ressentir , que , quelqu'excessifs qu'ils soient , celui qui les souffre ne meurt point , & , lorsqu'on croit qu'il n'a plus de part à la vie , il revint à lui-même comme s'il n'avoit rien éprouvé. Magdeleine Hodoul ne témoignoît avoir aucune complaisance pour le démon , puisqu'elle disoit courageusement : *Si tu dis que je suis à toi , tu en as menti , car je suis fille de Dieu.* Mais le démon , qui n'est pas sensible au démenti , parce qu'il doit y être fait , continuoît d'agiter Magdeleine Hodoul. De bons Religieux firent des prières pour elle inutilement ; on lui porta des Reliques ; elle dit dans sa plainte , qu'on les lui ôtoit , sans voir qui lui jouoit ce tour-là ; elle apostrophoit un personnage invisible , en lui disant : *Rends-moi mes Reliques , elles ne sont pas à toi.* Un jour qu'elle eut une grande envie de vomir , se sentant attaquée de vives douleurs , & tourmentée par de violentes convulsions , elle demanda de l'eau avec beaucoup d'empressement ; quand elle en eut pris , elle vomit des pelotons de la grosseur d'une noix , composés de diverses matières , comme poil , étoupe , laine , plumes , épingles , graisses , pailles , cire blanche ,

cigales, pieds d'oies, ailes d'oiseaux, plumes à écrire ; elle a vomi plus de quinze fois de pareilles matieres. Sa dévotion la porta à aller en litiere dans une Chapelle, célèbre par la piété des Fideles, elle y communia, & se sentit extrêmement soulagée : mais cette treve, que le démon fit avec elle, ne dura pas long-temps ; dès qu'elle fut de retour chez elle, ses tourments l'agiterent de nouveau ; son bras gauche étoit tourné de forte qu'on voyoit dessus ce qui devoit être dessous. Pour faire une pareille opération, sans estropier Magdeleine Hodoul, il faut que le démon soit habile Anatomiste, & habile Artiste. Deux jours avant la Fête de la Purification, elle commanda au démon, par les mérites de la Communion qu'elle avoit faite, de désenparer son corps ; elle s'aspergea d'eau-bénite, mais cet esprit infernal, qui n'est pas docile au commandement qu'on lui fait, lui répondit, *pas sitôt* : elle vomit ensuite du poil, & d'autres matieres, parmi lesquelles il y avoit un rouleau de papiers, où on lut le mot *Arabie*, & on sentit dans la chambre une odeur de soufre très-puante ; car le caractère du démon est de ne pas respecter les nez humains. Le Sieur Hodoul avertit Messire Puget, Evêque de Marseille, de l'état où étoit sa fille ; il l'alla voir, & l'exorcisa : telle étoit l'exposition que fit cette fille à son Juge ; on ne peut pas la soupçonner de fraude & de manège ; d'ailleurs, ceux qui soutiennent le maléfice, trouvent

là-dedans des circonstances, comme celles du dessous du bras tourné en dessus, qui ne permettent pas, selon eux, de méconnoître le démon. On ne voit pas dans quel but elle auroit joué ce personnage, & le fruit qu'elle en auroit recueilli; car je ne dissimule point, que dans toutes les histoires que l'on fait là-dessus, quelque consacrées qu'elles soient par la Justice qui y met son sceau dans les Procès qu'elle fait aux Sorciers, je soupçonne toujours de la fourbe dans ces malheureux, à moins que je ne voie des effets qui ne peuvent pas absolument être produits par les Loix de la communication des mouvements: quelque merveilleux qu'ils soient, ils ne me font pas illusion; parce que je sais que d'habiles fourbes peuvent faire des choses étranges; la seule impossibilité physique me ferme la bouche.

Dans le même temps que Magdeleine Hodoul fit son exposition, elle fut agitée de convulsions devant son Juge, & vomit des matieres mêlées de laine, de paille, de plume, & le reste, & fit des mouvements extraordinaires; le Juge, assisté du Procureur du Roi, en dressa un Procès-verbal.

Sur la requisition de cet Officier, il permit d'informer, & cependant décréta Magdeleine de la Palud de prise-de-corps, & ordonna que deux Médecins feroient le rapport de l'état & de la qualité de la maladie, & diroient si les matieres que ren-

doit Magdeleine Hodoul, elle les dégorgeoit naturellement.

Magdeleine de la Palud, épouvantée du Décret de prise-de-corps rendu contre elle, sur la plainte de Magdeleine Hodoul, s'évada, & vint à Aix, où elle s'adressa aux Religieux de la Trinité : pour les mettre dans ses intérêts, elle leur donna sa Chapelle de Notre-Dame de Grace, par Acte passé pardevant Notaire : ils avoient dessein d'y bâtir un Couvent de leur Ordre. Ce présent leur étoit fait de la main d'une personne qui passoit pour Sorciere, mais ils n'y regardoient pas de si près.

Voici le rapport que les Médecins firent de la maladie de Magdeleine Hodoul.

Nous, Docteurs en Médecine, soussignés, & ensuite de l'Ordonnance rendue par M. le Lieutenant du Sénéchal Civil & Criminel de Marseille, du 6 Février 1653, mise au bas du Procès-verbal fait à la Requête de M. le Procureur du Roi, le même jour & mois, portant à nous Commission de voir & visiter Magdeleine Hodoul, & faire rapport de l'état & qualité de la maladie d'icelle, & si les matieres qu'elle a vomi peuvent être avalées & dégorgees naturellement; en satisfaisant à ladite Ordonnance, nous nous sommes transportés au domicile de ladite Magdeleine Hodoul, laquelle avons trouvée; où, après l'avoir visitée, & interrogée de quoi elle se plaignoit, nous a répondu qu'elle avoit grande douleur au côté

gauche, tirant à la région de l'estomac, avec des vomissements fort fréquents & violents, & qu'elle avoit encore depuis quelques jours la plante du pied, du même côté, renversée du dedans au dehors, lequel ayant voulu nous forcer de remettre, il fut à nous impossible; lui causant des douleurs insupportables; & pendant le même temps elle se releva du lit avec des efforts extraordinaires, & mouvements convulsifs de tout son corps, avec la force & violence desquels elle poussa & vomit un peloton de laine, de la grosseur d'un petit œuf rempli d'épingles, & pailles longues & menues; & peu de temps après elle fit un crachat tout enveloppé de poil assez menu; & à la présence dudit Sieur Lieutenant, il nous fut apporté un plat dans lequel il y avoit un grand nombre de semblables pelotons de matieres, toutesfois différentes; savoir, des étoupes, laines, & bourres mêlées, des épingles droites & courbées, des tuyaux de paille avec sa racine, des plumes de la longueur du doigt, y ayant encore du poil assez long, & quantité de petites plumes; comme aussi il nous fut présenté par ordre dudit Sieur Lieutenant, un grand bassin apporté du Palais, avec grande quantité de pareilles matieres rejetées les jours précédents; le tout ayant été mis au feu par les Prêtres à ce députés; & de plus faisant réflexion à ce que l'un de nous ayant été appelé, il y a environ trois mois, & au commencement de la maladie, par le pere de la susdite Hodoul, pour tâ-

cher de lui ordonner des remèdes convenables, laquelle pour lors se trouvoit atteinte d'un vomissement continuel des aliments, sans qu'elle pût retenir aucune chose de quelque nature que ce fût, se plaignant d'une douleur d'estomac, avec apparente élévation de ladite partie, & rétention totale des excréments, ayant opinion que ce fût une passion iliaque, ou miseréré; il apporta tous les remèdes propres à semblable maladie, & entr'autres plusieurs lavements sans qu'elle en rendît aucune portion, & que son ventre en fût pour cela plus grossi, ni qu'elle en sentît aucun détriment ni soulagement, comme aussi plusieurs fomentations & demi-bains, lesquels elle ne pouvoit souffrir en aucune façon, disant qu'elle aimoit mieux mourir que d'y rentrer, vu les grandes douleurs qui la tourmentoient. Ayant de plus aperçu diverses fois qu'elle étoit travaillée de mouvements convulsifs, approchant des épileptiques, sans perdre néanmoins le sentiment, qui la laissoit à demi-morte, & long-temps abattue, après lesquels symptômes elle revenoit à soi, comme si elle n'eût rien souffert, ni enduré, conservant ses forces sans aucune diminution; ce qui donna à connoître qu'il y avoit de l'extraordinaire & du surnaturel dans cette maladie, & obligea ses parents de recourir à l'Eglise, & pour lors elle commença de vomir les matieres & corps étrangers ci-dessus mentionnés; ce qui a été vu & remarqué par l'un de nous diverses fois; à ces fins, le tout par nous bien

considéré, & mûrement examiné, certifions & attestons que la maladie dont ladite Magdeleine Hodoul se trouve atteinte, n'est point naturelle, ni formée par cause ordinaire; & que les corps étrangers qu'elle a vomis, ne peuvent être avalés, engendrés, ni regorgés d'un corps naturellement, ains par voie de charme, sortilege, & maléfice; telle est la vérité selon Dieu & notre conscience, en nous réservant 6 liv. chacun pour nos vacations. Fait à Marseille ce 6 Février 1653.

Signés, GAZANERY,
& BEAU, *Medécins.*

Le Juge se transporta ensuite dans la Bastide de Magdeleine de la Palud, qu'il trouva presque démeublée; nul Livre de magie, nulle marque qui décelât la Magicienne, & qui se ressentît du Grimoire: il remarqua qu'on avoit emporté tous les ornements de la Chapelle.

M. le Procureur-Général du Parlement de Provence, ayant appris l'évasion de Magdeleine de la Palud avec un Prêtre Italien, obtint un Arrêt le 11 Février, qui ordonna qu'elle & le Prêtre seroient arrêtés, & que le Supérieur du Couvent de la Trinité seroit oui incessamment. Messieurs Balons de Saint-Julien, & François Trichaud de Saint-Martin, Conseillers au Parlement, se transporterent au Couvent des Religieux de la très-sainte Trinité, qui le visiterent par-tout, & n'y

trouverent que le Prêtre Italien, qui y étoit caché.

La Cour, extrêmement attentif pour découvrir la magie de Magdeleine de la Palud, & pour la punir si elle étoit coupable, afin qu'il ne lui échappât point les moindres circonstances dans cette affaire, fit interroger, par des Commissaires, le Supérieur du Couvent, le Portier, le Bourgeois qui avoit logé Magdeleine de la Palud, & le Prêtre qui étoit avec elle dans sa Bastide.

On apprit par la bouche des Religieux, que l'horreur qu'inspire une Magicienne, ou qui passe pour telle, ne les avoit pas empêché de la laisser séjourner dans une chambre qui étoit à la porte de leur Couvent; qu'ils avoient même engagé un Bourgeois à la recevoir chez lui. On dira peut-être que la charité dont brûloient ces Religieux, leur fit vaincre la répugnance qu'ils avoient pour la Magicienne. En effet, quand on est embrasé du feu de la charité, que ne fait-on pas? Mais, malheureusement, Frere Jacques, Religieux Trinitaire, dit au Bourgeois qu'il falloit retirer la Magicienne, parce qu'elle vouloit faire du bien au Couvent : ne seroit-ce point là la véritable source de l'hospitalité?

Le Prêtre Thomas, qui n'avoit demeuré avec Magdeleine de la Palud que pendant huit mois, ayant été précédé du Pere Channonas, qui y avoit demeuré pendant huit ans, fut entendu. Il fit dans ses réponses l'apologie de Magdeleine de la Palud; il

la fit passer pour une Sainte sublime : il sentoît bien que le crime de la prétendue Magicienne rejaillissoit sur lui, & que, si elle avoit l'ame noire, il persuaderoit mal la blancheur de la sienne; mais il ne fit qu'augmenter les soupçons des Commissaires curieux & méfians, qui lui firent passer le guichet : on donna aux Religieux leur Couvent pour prison.

On interrogea aussi la Servante, qui n'avoit été avec Magdeleine de la Palud que pendant quatre mois : elle mit un sceau sur sa bouche, de sorte qu'il ne tint pas à elle que Magdeleine de la Palud ne passât pour une personne très-régulière, & qui fréquentoit très-souvent les Sacrements. Le manteau de l'hypocrisie, qui couvre souvent bien des désordres, ne fait qu'ajouter le dernier degré à la scélératesse : on met à profit la duperie des hommes, en se jouant de la religion : c'est ce que j'appelle fermer sur sa tête l'abyme de l'impiété.

Par l'Information du Juge de Marseille, on constata les vomissemens de matieres hétérogenes dont on a parlé, & le maléfice de Magdeleine Hodoul, qui en accusoit Magdeleine de la Palud ; mais tout cela est mêlé de puérilités & de niaiseries, que je rapporterois si je n'avois que des enfans pour Lecteurs : des témoins, présents à l'exorcisme de l'Evêque de Marseille, en font l'histoire. Ils rapportent les conjurations que fit ce Prélat au démon, le commandement qu'il lui fit de quitter le corps

de Magdeleine Hodoul. Le démon lui demanda un lieu où il se pût retrancher ; le Prélat lui adresse le pied gauche de la Maléficiée : ce fut alors que ce pied fut renversé contre nature, le dessous étant dessus. S'il m'étoit permis de censurer ce Prélat, je dirois qu'il ne devoit donner aucun retranchement au démon dans aucun membre de la Maléficiée. Le Sauveur des hommes, qui chassa une légion de démons du corps de plusieurs possédés, leur assigna un troupeau de pourceaux, où ils se réfugièrent, & le précipiterent dans la mer. Sur ce grand exemple, l'Evêque pouvoit assigner des animaux pour asyle au démon ; mais il devoit lui disputer dans le corps de la Maléficiée jusqu'au moindre pouce de terrein.

On voit, dit-on, à travers ces dépositions, que Magdeleine Hodoul étoit véritablement maléficiée, & que le maléfice étoit l'ouvrage de la Palud. Mais, suivant le sort de ces aventures merveilleuses, surtout dans l'esprit du Peuple, la vérité est ici mêlée de beaucoup de fables, qu'il faut bien se garder d'adopter. On a dit qu'il ne faut ajouter foi qu'à la moitié des médifances qui se publient à la Cour. Je dirai que dans l'histoire des véritables Sorciers & Maléficiés, qui sont possibles, mais qui sont extrêmement rares, on doit purger ces histoires des fables qui les corrompent.

Que les Sorciers soient possibles, l'Écriture sainte, qui est la règle de notre foi,

comme je l'ai dit ailleurs , nous le démontre.

Cette même Information prouve que Magdeleine Hodoul avoit bien des convulsions , mais prouve en même temps qu'elle étoit bien novice au prix de nos Convulsionnaires modernes , qui ont porté cette science à sa perfection. Qu'on me permette cette raillerie , puisque les gens sensés du parti où les Convulsionnaires se rangent , les proscrivent unanimement.

L'Evêque fit plusieurs interrogats au démon , qui , bien loin de défendre Magdeleine de la Palud , qu'il dit être sa femme , la trahit , en révélant qu'elle faisoit des sortilèges & des impiétés dans sa Chapelle , & qu'elle couvroit ses crimes du voile de l'hypocrisie.

Le démon avoit promis , en présence de M. l'Evêque , qu'il sortiroit le Samedi suivant , mais il fallut un second exorcisme pour cela : on connut qu'il avoit abandonné la place , parce que le pied gauche de Magdeleine Hodoul avoit repris sa forme naturelle , & qu'elle fut plus tranquille.

Il y a apparence que le démon revint , puisque long-temps après elle en fut agitée , & délivrée entièrement après que le Procès fut fait & parfait à Magdeleine de la Palud : tant il est vrai que le démon est tenace , & qu'il ne quitte pas facilement un poste qu'il a pris.

Les Commissaires du Parlement , attentifs à s'instruire des démarches que Magdeleine

deleine de la Palud avoit faites depuis son évasion de Marseille, apprirent, qu'ayant repris le chemin de cette Ville, elle retourna à Aix, sur ce qu'on lui dit qu'on la cherchoit par-tout à Marseille : elle fut si bien observée, qu'enfin on l'arrêta. Un témoin, en racontant ce qu'elle avoit fait à Aix depuis son évasion, la désigne comme une femme de bonne mine, ce qui s'accorde avec l'histoire, qui lui donne de la beauté dans le temps qu'elle avoit captivé le cœur de Gaufridy ; c'est ce qui prouve, malgré le Proverbe, que toutes les Sorcieres n'ont pas une mine affreuse ; aussi celle-ci étoit décorée du titre d'épouse du démon.

Le premier Juge ne continua pas son Instruction : le Parlement voulut la poursuivre, à l'exemple du Parlement de Paris, qui, par un Arrêt de 1601, rapporté par le Pere Le Brun dans son *Histoire des Pratiques superstitieuses*, tom. 1, liv. 2, ch. 3, a ordonné que les Sorciers soient envoyés à la Conciergerie par les Juges subalternes ; *ains enjoint les envoyer incontinent & sans délai ès prisons de la Conciergerie, à peine de privation de leurs Charges.* Le Pere Le Brun, qui rapporte cet Arrêt comme une preuve que le Parlement de Paris croit les Sorciers, ne voit pas que les Incrédules lui répondront que cette Cour a voulu par-là préserver les premiers Juges de l'illusion : pour moi, je crois qu'elle a voulu s'attribuer le discernement des véritables Sorciers d'avec les faux.

Magdeleine de la Palud fut interrogée. Elle dit d'abord que le Peuple étoit étrangement prévenu contre elle : on lui attribuoit toutes les maladies de corps & d'esprit dont plusieurs personnes étoient affectées ; on n'en alloit pas chercher la cause plus loin que dans sa magie. En effet, rien n'est plus surprenant que l'opinion du vulgaire ; une réputation de magie ou de sainteté s'encrera tellement dans son esprit, que rien ne pourra la déraciner : la raison a beau vouloir sapper les fondemens de cette réputation merveilleuse, elle parlera à des gens sourds : vous serez Saint ou Sorcier, parce qu'ils le veulent ; ce que vous toucherez sera converti en Reliques, ou sera enforcé : ils ne gardent point de milieu, ou ils vous mettront dans la première Hiérarchie de sainteté, ou dans le rang des Princes des Magiciens, & quelquefois cette réputation s'acquiert à grand marché.

Magdeleine de la Palud fait toute l'histoire de sa vie ; il semble que vous entendiez la vie d'une Sainte. Elle a fait vœu de pauvreté & de chasteté ; elle approche souvent des Sacramens ; elle fait choix des plus habiles Directeurs ; elle s'exténue de macérations ; elle distribue aux pauvres tout ce qu'elle gagne par ses travaux manuels ; elle descend aux exercices les plus humiliants ; elle se prosterne à la porte d'une Eglise ; ceux qui en sortent lui passent sur le ventre, & la foulent aux pieds : elle fait des pèlerinages pour se rendre dans

des lieux célèbres par la piété des Fideles, & honorer des Saints qui ont un grand nom parmi le Peuple; enfin, dans tous les temps, sa vie est pleine de bonnes œuvres. On juge qu'elle a passé par la vie purgative, illuminative, & qu'elle est enfin arrivée à la vie unitive, & qu'il n'est aucune voie dans la spiritualité qu'elle n'ait pratiquée : cependant elle est accusée des plus grands excès d'impiété & de magie. Comment a-t-elle pu accorder Jesus-Christ avec Bélial ?

Il est étonnant que, faisant tout ce qu'il falloit pour acquérir la réputation d'une Sainte auprès du Peuple, elle ait la réputation d'une Sorciere : voilà un terrible *qui pro quo*.

Elle ne s'adonnoit pas seulement à la vie contemplative, mais encore à la vie active. Elle alloit dans les Villages, catéchisant & enseignant les principes de la Religion : elle se consacra à Manosque, à enseigner les petites filles à lire & à coudre ; elle se faisoit une étude particuliere de les former à la piété : enfin, après la mort de son pere, sa mere, & son frere, elle se retira dans sa Bastide, où elle fonda une Chapelle; elle s'appliqua uniquement à se sanctifier elle-même. C'est ainsi qu'elle dit qu'elle a passé toute sa vie ; c'est toujours la même Sainte dans toutes ses différentes occupations : encore une fois, quel contraste surprenant entre sa vie & l'accusation qu'on lui intente !

Dans la suite de son Interrogatoire, elle confesse qu'elle a été possédée du démon par Louis Gaufridy, mais qu'elle n'a jamais donné son consentement à cette possession, & qu'elle n'a jamais eu aucune marque sur son corps imprimée par le malin esprit. Mais, pour savoir à quoi s'entendre là-dessus, on n'a qu'à lire l'Histoire de Gaufridy, dans le sixieme tome des *Causes célèbres*. Elle dit, qu'après avoir été délivrée du démon, elle prit un habit d'Hermite, & voyagea pendant six mois dans cet habit : elle crut, dit-elle, trouver le modele de cette vie errante & vagabonde dans la vie des Saints : elle nia avoir maléficié & ensorcellé diverses personnes que le Juge lui nomma. Plus habile à se défendre que Louis Gaufridy, elle ne donna dans ses réponses aucune prise sur elle.

Un Accusé a besoin d'une grande présence d'esprit, pour ne pas se couper & se démentir, quand il est interrogé par un Juge habile qui sait tirer avantage de tout. Les femmes qui ont de l'esprit, enchérissent sur les hommes qui en ont, lorsqu'elles répondent devant le Juge, parce que la plupart possèdent le don de la présence d'esprit au souverain degré ; elles savent concilier les contradictions les plus apparentes, & se retourner fort à propos quand il le faut.

M. Trichaud de Saint-Martin, Conseiller au Parlement, Commissaire de la

Cour, se rendit à Marseille pour venir entendre plusieurs témoins. Il se fit d'abord remettre la Procédure que le Juge de Marseille avoit fait, & le dépouilla de l'instruction. Il conféra avec l'Evêque, & lui demanda l'Information qu'on avoit dit qu'il avoit faite : l'Evêque lui répondit, qu'il n'en avoit fait aucune. M. le Commissaire fit faire une description des ornements de la Chapelle de Magdeleine de la Palud, lesquels étoient entre les mains de ceux à qui elle les avoit déposés, & de deux statues de la Vierge, dont on disoit que Magdeleine de la Palud en idolâtroit une, & honoroit le démon sous cette forme. C'est ainsi qu'on prétendoit qu'elle abusoit de la figure de la Vierge, dont la dévotion, qui est si enracinée dans le cœur des Fideles, est si consolante.

Il se transporta chez Magdeleine Hodoul, & autres personnes qu'on disoit maléficiées, & en fit conduire une en prison.

Il entendit Jean Hodoul, pere de Magdeleine Hodoul, qui lui fit l'histoire de l'exorcisme de la fille par l'Evêque de Marseille. Comme on en a parlé, on n'en rapportera que les circonstances qu'on n'a pas dites. L'Evêque lui dit : Je te commande, de la part de la très-sainte Trinité, & du caractère que j'exerce, de me dire ton nom. La Possédée, regardant le Prélat avec un air hagard & féroce, lui répondit : Je suis Belzébut. L'Evêque l'interpella de dire de quelle légion il étoit : Je suis, dit-

il, de la seconde. Le Prélat continua de l'interroger, & la Possédée lui répondit à ses demandes. *Qui t'a introduit dans le corps de cette fille?* C'est Magdeleine de la Palud. Comment connois-tu Magdeleine de la Palud? Je suis son mari. Depuis quel temps es-tu dans le corps de cette Possédée? Depuis quelques mois. Quel usage faisoit Magdeleine de la Palud de l'image qu'elle montroit à tout le monde? C'est une idole, qu'elle honoroit sous mon nom. Me connois-tu? Tu es l'Evêque de Marseille. Quel cas fais-tu de ma dignité? Elle est très-grande, puisque tu représentes ton Maître & le mien.

La Possédée est-elle fille de bien? Oui. Y a-t-il long-temps qu'elle s'est confessée? Tu le fais mieux que moi. Sais-tu parler Latin? Je fais toutes sortes de Langues, mais Dieu ne me permet pas de les parler.

Voilà à peu près la conversation qui se passa entre l'Evêque & le démon, suivant le pere de Magdeleine Hodoul. On ne gêne ici la croyance de personne : tout ce qu'on voit là-dedans, c'est qu'il n'y a aucune apparence que le pere & la fille aient eu dessein de tromper personne; on ne voit dans ce Procès, à leur égard, aucun vestige ni aucun soupçon de fourberie.

M. de St. Martin entendit un Apothicaire, qui confirma que la maladie de la fille du sieur Hodoul n'étoit pas naturelle; & entendit aussi un Prêtre de l'Oratoire, Confesseur de Magdeleine Hodoul, qui

embellit de nouvelles circonstances l'histoire de l'exorcisme de cette fille, en disant que le démon répondoit d'un ton différent de celui que parloit la fille : comme un habile Organiste à la source des sons de la voix, il la modifioit comme il vouloit. Il dit que le Prélat, ayant demandé au démon ce que c'étoit que la seconde légion ; que le démon répondit, c'est l'Ordre des Chérubins. Il rapporte que l'Evêque convoqua nombre de Théologiens, à qui il fit le récit de la maladie de Magdeleine Hodoul : ils convinrent tous qu'elle étoit l'ouvrage du maléfice & du sortilège.

Le Sieur Gazanery, Médecin de la malade, fut oui : il déposa que la maladie n'étoit pas naturelle ; que depuis trois mois elle n'avoit retenu aucun des aliments qu'elle avoit pris, & que cependant son embonpoint n'étoit pas diminué, & que depuis que le démon avoit désarmé le pied de la malade, elle maigrissoit ; ce qui prouve qu'il étoit la cause de son embonpoint.

Un témoin déposa, qu'il croyoit que Magdeleine de la Palud avoit été grosse, qu'il falloit qu'elle fût accouchée ; il rapporta des circonstances qui dénotoient un accouchement récent.

Un autre témoin dit l'avoir vue dans une assemblée qui représentoit le Sabbat, où elle déposante étoit par hasard : elle orna son récit de tout ce qu'elle crut pouvoir le rendre merveilleux.

Enfin, tous les témoins qu'entendit M. de Saint-Martin, s'accordèrent à faire voir que Magdeleine de la Palud faisoit un mélange affreux des exercices de la piété avec ceux de la magie; en sorte que ceux de la piété étoient évidents & au grand jour, & on soupçonnoit les autres qu'elle recéloit : on en jugeoit par les effets d'enfermement qu'on lui attribuoit; mais le soupçon étant universel, on le convertissoit en certitude. Magdeleine Hodoul, qui fut entendue, ne répondit que dans son jargon de Provence; & comme elle ne savoit pas un mot de François, on a jugé que c'étoit le démon, qui, dans ses exorcismes, avoit répondu en bon François par sa bouche. Il faut croire qu'il se pique quelquefois d'être Puriste.

La Servante de la Palud fut interrogée de nouveau à Aix, par M. Ballon, Conseiller : elle raconta, par oui-dire de plusieurs personnes, qu'un Gentilhomme, habillé de verd, étoit allé à la Métairie de sa Maîtresse, qu'il l'avoit demandée, & que ne l'ayant pas trouvée, il avoit dit qu'il viendrait une autre fois; qu'on disoit que c'étoit le démon qui étoit le mari de Magdeleine de la Palud, qu'il la battoit souvent : ce mari-là avoit des manières bien populaires, car les maris du Peuple battent leurs femmes; ce Gentilhomme l'a battue plusieurs fois, & sans qu'on le vît, ce qui effraya tellement des personnes qui étoient présentes, qu'elles s'en évanouirent : ce

sont ces mêmes personnes qui l'ont rapporté à ce témoin. Magdeleine de la Palud eut la même aventure à Manosque : avoit-elle besoin d'être battue par son mari, ou ce mari n'étoit-il qu'un franc brutal ?

On peut dire que, puisque le démon s'habille de verd, cette couleur ne fera plus regardée comme le symbole de l'espérance, mais comme le symbole du désespoir.

M. de Saint-Martin fit procéder à l'inventaire des Reliques & des Ornaments que Magdeleine de la Palud avoit remis au Sieur Louis Viguiier, Bourgeois de Marseille.

Je ne puis m'empêcher de dire sur les Reliques, qu'on doit mesurer au respect qu'on doit avoir pour les véritables, qui sont bien prouvées par des Certificats en forme, & par une tradition constante, le mépris qu'on doit avoir pour les fausses, qui ne sont point prouvées, & auxquelles une fourbe pieuse a donné l'être.

Telles sont toutes ces têtes de St. Jean-Baptiste, dont certainement il ne peut y en avoir qu'une de véritable. Aussi le savant Ducange, en baisant une tête qu'on lui donnoit pour celle de St. Jean-Baptiste, dit : Dieu soit loué, voilà la quatrième tête de St. Jean-Baptiste que je baise. Si on recevoit toutes les Reliques de ceux qui tendent des pièges à la piété des Fideles, il faudroit supposer qu'il y a bien des Saints qui ont eu plus de deux bras & plus de

deux jambes; & s'il y a quelques Reliques suspectes de faux, ce sont sans doute celles de Magdeleine de la Palud, qui n'étoit pas en bonne odeur. On établit le Gardien des Reliques & des Ornaments, dépositaire de la Justice. La source de respect qu'on a pour les vraies Reliques, qui sont si légitimement honorées, est celle du mépris qu'on a pour les fausses. M. Ballon interrogea une seconde fois Magdeleine de la Palud, il usa de la liberté que l'Ordonnance donne aux Juges, de réitérer les Interrogatoires des Accusés dans le cours du Procès.

Le second Interrogatoire eut plusieurs séances; il eut d'abord pour objet sept Lettres & deux Billets que lui avoit écrit le Pere Goit, Religieux de St. Antoine : ces pieces, qu'on avoit trouvées à la Bastide de Magdeleine de la Palud, étoient au Procès. Dans l'un de ces Billets il y avoit plusieurs mots mystérieux, qui formoient une espece de chiffre, & dans les Lettres on voyoit quelque épanchement de cœur; la moindre ouverture de cœur avec une personne accusée de magie est très-suspecte, parce qu'on soupçonne que le démon est de la confidence, & on ne peut pas nier qu'un tel confident ne soit très-indiscret & très-dangereux : cependant, comme il y avoit apparence que ce Religieux pouvoit regarder Magdeleine de la Palud comme une fille de bien, & qu'elle rendit raison au Commissaire du sens vraisemblable des Lettres & des Billets, on n'en put tirer

aucune induction , ni contre elle , ni contre le Religieux.

Interrogée sur plusieurs personnes qu'on l'accusoit d'avoir maléficiées , & qu'on lui cita en détail , elle se retrancha constamment dans la négative. Le Juge vint jusqu'à lui demander , si , avant que de prendre un repas , elle ne jettoit pas , suivant le bruit populaire , sous la table un morceau de pain qui s'évanouissoit : on vouloit faire entendre , que ce morceau de pain étoit la part du démon , parce qu'elle n'avoit ni chien ni chat : c'est-à-dire , qu'elle le traitoit comme un chien. On l'interrogea sur les profanations du St. Sacrement , qu'on l'accusa d'avoir faites : elle prétendit s'en justifier , en disant que son bon Ange l'avoit communiee plusieurs fois. Elle dit , qu'après la mort de Gaufridy , n'étant pas encore délivrée de sa possession , le Pere Michaëlis , Jacobin , Inquisiteur , & son Confesseur , dont on a parlé dans l'Histoire de ce Magicien , lui permit de porter sur elle , dans un corporal , une hostie consacrée , dont il la communioit tous les quinze jours , en la remplaçant par une hostie pareille ; qu'elle eut cette faveur singulière pendant plusieurs mois , jusqu'à ce qu'elle fût délivrée.

Dans les premiers siècles de l'Eglise , les Fideles emportoient chez eux le St. Sacrement , sur-tout dans les temps des persécutions , & communioient chez eux suivant leur dévotion. Mais la discipline de

l'Eglise ayant changé , le Pere Michaëlis étoit très-blâmable , si Magdeleine disoit la vérité.

L'Interrogatoire d'un Accusé est la Procédure la plus importante , & la plus essentielle , d'une Information. Un habile Juge , qui fait cette Procédure , fait ordinairement accoucher un Accusé , malgré lui , de la vérité , pour me servir de l'expression de Socrate ; il saisit toutes les conséquences qui naissent des réponses de celui qu'il interroge , il le presse , il l'intimide , il soulage sa pudeur , il lui arrache des aveux décisifs , comme des suites naturelles de ce qu'il vient de lui dire. Il faut dire à la louange de M. Ballon , qu'il étoit un grand Maître dans l'art d'interroger un Accusé , & que Magdeleine de la Palud eut besoin de toute son habileté pour lui échapper. On ne voit pas que dans ses réponses elle ait donné aucun avantage sur elle , si ce n'est peut-être dans l'histoire qu'elle fit de la permission que lui donna le Pere Michaëlis ; encore ne répondrois-je pas que ce bon Religieux n'eût eu cette simplicité.

Les réponses de Magdeleine de la Palud donnerent lieu à M. Foris , Avocat-Général , faisant les fonctions de Procureur-Général en cette partie , de faire un Requisitoire en ces termes :

Vu lesdits Interrogatoires de Magdeleine de la Palud , ensemble toute la Procédure

qui a été faite, tant en cette Ville d'Aix, qu'en la Ville de Marseille, par le Lieutenant, & par M. le Conseiller de Saint-Martin, Commissaire député par la Cour, en acceptant les Confessions de la Répondante comme judiciaires, irrévocables; attendu qu'icelle a dénié la plus grande partie des faits importants qui résultent des Charges, requérons le Procès extraordinaire lui être fait, & parfait, à la forme accoutumée: & parce que M. le Conseiller de Saint-Martin, ayant procédé à l'audition de Louise Reboulse, servante de ladite Palud, il l'a fait constituer prisonniere aux prisons de la Ville de Marseille, & qu'elle est nécessaire en l'instruction du Procès; requérons icelle être traduite aux prisons de ce Palais, comme aussi résulte tant des présentes réponses, qu'autres preuves du Procès, que ladite de la Palud a fait un séjour d'environ deux années dans la Ville de Manosque; & qu'il y a eu des plaintes contre icelle, qui pourroient servir au Procès; pourquoi requérons en être informés par le Lieutenant-Criminel du ressort, auquel sera enjoint d'informer la Cour de ses diligences: d'autant que la Répondante a, par ses réponses, avoué d'avoir porté plusieurs années le St. Sacrement sur sa personne extérieurement, & qu'elle ne propose pour les auteurs de la permission qu'elle dit en avoir eue, que des personnes décédées, requérons, que tant sur ce point que sur autres résultants de la preuve, & des mêmes

confessions concernant le même sujet, il soit fait une assemblée de Maîtres, Professeurs, & autres Docteurs en sainte Théologie, pour examiner & résoudre devant la personne de M. le Commissaire & la nôtre, les points importants qui naissent de cette preuve & confession, pour servir, à la délibération qu'ils en feront, au Jugement du Procès, ainsi que la Cour trouvera être par raison : & néanmoins attendu les circonstances qui en résultent, & que la Répondante a été autrefois dans le Procès de Louis Gaufridy, trouvée marquée de la marque du démon, requérons icelle être vue, & visitée par les Médecins & Chirurgiens qu'il plaira à la Cour de commettre ; pour, en présence de M. le Commissaire & la nôtre, être procédé à la visite & recherche desdites marques, étant pour un préalable ladite de la Palud vêtue d'un autre habit que celui qu'elle porte d'ordinaire, ses cheveux coupés & rasés en tous les endroits de son corps à la forme accoutumée, pour, le rapport fait, être procédé ainsi que de raison.

L'Arrêt fut conforme au Requisitoire, excepté l'assemblée des Théologiens, à laquelle on ne jugea pas à propos d'avoir recours : voici en conséquence le rapport des Médecins & Chirurgiens.

Les Experts peuvent faire des visites du corps des malades dans le dessein de les guérir : les gens sages ne les regardent point comme indécentes ; à plus forte raison la

Justice, pour éclaircir une vérité importante & nécessaire, peut user de pareille voie ; elle consacre toutes ses démarches par la pureté de ses vues. Je me suis seulement attaché à purger ce rapport d'expressions qui n'étoient pas infiniment chastes. D'ailleurs, ce rapport peut servir de modele aux Juges & aux Experts, non que les Médecins & Chirurgiens de ce temps-ci ne soient plus habiles Physiciens que ceux de ces temps-là, ils ne prendroient pas des marques insensibles répandues sur le corps d'un accusé de magie, comme des preuves de la magie ; ils savent que nous pouvons avoir sur le corps des endroits insensibles naturellement.

Nous, François Merindol, & Jean-Pierre Martelly, Conseillers-Médecins ordinaires du Roi, & ses Professeurs en l'Université de cette Ville d'Aix ; Raimond Muletty, & Antoine Chais, Maîtres Chirurgiens Jurés, & Anatomiste Royal en ladite Université, suivant la Commission à nous donnée par nos Seigneurs du Parlement, portant de visiter Demoiselle Magdeleine de la Palud, attestons nous être acheminés dans le Palais ce 17 Mai 1653, environ les deux heures après-midi : où étant arrivés, avons prêté le serment en tel cas requis, pardevant M. André de Ballon, Sieur de Saint-Julien ; Scipion de Foresta, Sieur de Colongue, Conseiller du Roi audit Parlement, & Maître Christoffle de Fauris, Sieur de

Saint-Clément, Conseiller du Roi & son Avocat-Général, Commissaires en cette partie, députés; à quoi satisfaisant, avons procédé en présence desdits Sieurs Commissaires au fait de notre Commission comme s'ensuit :

Premièrement, on auroit fait changer les habits & vêtements que ladite de la Palud avoit sur elle, fait raser tout le poil de son corps, & laver aux endroits nécessaires, lui avons fait couvrir & bander les yeux, & visiter très-exactement toutes les parties externes & apparentes de son corps; lequel avons trouvé assez entier selon son âge, & tacheté d'une grande quantité de marques : sur lequel nombre en avons remarqué trois plus grandes & plus considérables que toutes les autres; l'une est dessous l'aisselle droite, à côté du tetin, de la grandeur d'une grosse lentille, de couleur rousseâtre; l'autre au dessous du nombril, tirant au côté droit, de couleur aussi rousseâtre, & de grandeur environ d'un petit denier, montrant être une vieille cicatrice un peu enfoncée; toutes lesquelles marques, tant grandes que petites, avons très-soigneusement piquées avec diverses aiguilles, que nous avons préparées & disposées pour ce sujet, ayant parcouru toutes les parties qui peuvent être vues, jusques à celles qui doivent être cachées, & piqué tous les endroits que nous avons estimé être nécessaires; faisant même semblant de la piquer à un endroit, pour nous parfaitement éclaircir de l'autre, réitérant par diverses fois lesdites piquures; à toutes généralement,

néralement, elle nous a donné témoignage de ressentiment, faisant plainte, & portant ses mains à l'endroit où nous avions piqué : & pour être ce que dessus véritable, avons fait & signé le présent rapport, selon Dieu, & nos consciences.

A Aix, ce 17 Mai 1653.

Et ont signé, FRANÇOIS MERINDOL, *Médecin*, & JEAN-PIERRE MARTELLY, *Médecin du Roi*; RAIMOND MULETY, & ANTOINE CHAIS, *Mattres-Chirurgiens, Anatomiste Royal.*

Par Arrêt du 21 Mars, la Cour donna une Commission au Sieur Colombe, Lieutenant-Général de Forcalquier, de se transporter à Manosque, pour informer secrètement de la vie & des mœurs de Magdeleine de la Palud, pendant le séjour qu'elle avoit fait en cette Ville.

L'Information de cet Officier fut à l'avantage de Magdeleine de la Palud ; elle avoit joué dans cette Ville le rôle d'une personne mortifiée, consommée dans les bonnes œuvres ; elle avoit fait illusion à beaucoup de personnes par son hypocrisie : les hommes, qui jouent cette comédie, n'approchent pas, à beaucoup près, des femmes qui la représentent ; leurs pieges sont plus délicats, on s'en méfie moins, ou plutôt les gens les plus fins y donnent tête baissée. Il y eut pourtant, dans cette Information, des témoins qui déposèrent

que, suivant l'opinion populaire, elle étoit cause de la grêle qui arriva : quelques gens prièrent les Consuls de la chasser de leur Ville.

Un autre témoin dit, que, dans une conversation, elle prit le parti de Gaufridy, en qui, dit-elle, elle n'avoit remarqué aucun vice. On dira qu'elle n'avoit garde de blâmer le Maître dont elle étoit la digne élève.

On récola & confronta les témoins : le Sieur Hodoul, pere de la maléficiée, ajouta, que, parmi les matieres hétérogenes que sa fille avoit vomie, il y avoit des perles qui dispafoissoient.

Confronté à Magdeleine de la Palud, celle-ci a déclaré qu'elle ne le connoissoit point.

Presque tous les autres témoins ont persisté dans leurs dépositions, sans y rien ajouter ni diminuer ; elle n'a même proposé presque aucun reproche contre eux.

Françoise Fregieze ajouta plusieurs confidences, que Magdeleine de la Palud lui avoit faites, qu'elle disoit tenir de l'épouse de ce témoin ; savoir, qu'un homme s'étoit tué, & donné trois coups de couteau, à minuit, sur la Place de Marseille ; qu'une fille de cette même Ville avoit accouché d'un enfant qu'elle avoit étouffé, & mis le corps auprès d'un grand puits, & caché derrière une grosse pierre. L'événement avoit vérifié toutes ces connoissances. Magdeleine de la Palud lui dit encore, qu'une

femme-de-chambre avoit eu un enfant à Avignon, qu'elle avoit reçu cet enfant dans le temps que la mere le vouloit jetter dans les lieux. Ce témoin lui ayant demandé comment elle pouvoit être en même temps à Marseille & à Avignon, Magdeleine de la Palud lui a répondu, c'est un mystere que vous ne savez pas : ce témoin lui ayant encore demandé ce qu'elle avoit fait de cet enfant, elle repliqua qu'elle y avoit pourvu.

L'Accusée, à qui on lut cette déposition, dit qu'elle ne se souvenoit pas des deux premiers faits; mais qu'à l'égard du troisieme, il est vrai, qu'étant à Avignon, elle entendit les cris d'une femme qui étoit dans les douleurs de l'enfantement, & qu'elle accourut à elle : celle-ci étoit dans les lieux de la maison où logeoit l'Accusée; & comme elle étoit sur le point de jetter l'enfant dans les lieux communs, Magdeleine de la Palud la tira par ses habits, & reçut entre ses mains l'enfant, qui étoit un garçon, & elle le porta à l'Hôpital de Saint-Bernard d'Avignon, où il fut baptisé.

Le Juge lui demanda les noms de son Hôte, de la mere de l'enfant, du parrain, de la marraine, & si elle déclara l'accouchement : l'Accusée répondit qu'elle ne se souvint d'aucun nom; que pour conserver l'honneur de la mere, elle ne fit aucune déclaration.

Jeanne Roubin ajoute que, depuis qu'elle

a vu le Sabbat où étoit Magdeleine de la Palud , de trois jours en trois jours elle tomboit en défaillance ; que les Médecins lui ont dit que la cause étoit un débordement d'eaux dans le cerveau ; que ce débordement avoit été causé par la frayeur : elle soutint que ce qu'elle vit n'étoit point une illusion.

Magdeleine de la Palud , dans sa confrontation , dit qu'elle ne la connoissoit pas.

Guillaume Jourdan ajouta , qu'il avoit vu le Prêtre Chanonas , après avoir dit la Messe dans la Chapelle de l'Accusée , s'approchant d'elle pour la communier , avoit retiré la sainte hostie , & l'étoit allé consumer.

L'Accusée a répondu , qu'elle avoit été communiee , & que les hosties que le Prêtre Chanonas avoit retirées , étoient celles qu'il avoit de reste , & qu'il avoit destinées pour communier des personnes qui avoient manqué de venir.

Magdeleine de la Palud , uniquement attentive à sa défense , paroît habilement tous les coups qu'on lui portoit. Si tous les Accusés avoient le même art qu'elle , ils se déroberoient souvent à leur condamnation.

M. le Conseiller Ballon dressa un Procès-verbal , qui fit foi qu'un enfant , qu'on disoit maléficié , témoigna une grande répugnance quand on le voulut faire approcher de Magdeleine de Mandols , & qu'il n'en approcha qu'après une extrême résistance : cela ne paroît pas surprenant ; il

n'est pas nécessaire de recourir à une cause surnaturelle. On avoit fait entendre à cet enfant, que Magdeleine de Mandols l'avoit maléficié, qu'elle seule étoit la cause de l'état douloureux où il étoit réduit ; ainsi son imagination s'étoit fait de la Magicienne une idée effrayante. Ce n'étoit pas la physionomie de Magdeleine de Mandols qui caufoit cet effet, puisqu'on a vu, que, quoiqu'âgée, elle avoit encore une figure prévenante. Aussi M. Ballon a-t-il mis à la fin de son Procès-verbal, pour servir & valoir ce que de raison, clause, à la faveur de laquelle on peut dresser des Procès-verbaux des choses mêmes qui ne sont pas d'un grand usage dans un Procès.

On fit une sommation au Greffier de l'Évêque de Marseille, afin que le Prélat envoyât au Parlement l'Information qu'il avoit faite au sujet de Magdeleine de la Palud : il déclara authentiquement qu'il n'en avoit fait aucune.

Marguerite Comtesse, veuve d'un Ouvrier, déposa pardevant M. Ballon, que son Confesseur l'avoit obligée de dire à la Justice que Magdeleine de la Palud chargea deux Carmes, Novices, qui l'étoient venu voir, de jetter une phiole d'encre au visage d'une femme qui l'avoit mise en colere, qu'elle les déguisa par cette belle action ; la Déposante prêta une de ses jupes pour ce bon office. Ce témoin-là révélait sa turpitude. Elle dit encore, que, lorsque Magdeleine de la Palud fut déli-

vrée du démon, qu'un Religieux lui conseilla d'aller en esprit de pénitence à la porte du Temple des Huguenots, dans le temps qu'ils en sortiroient, & là de souffrir qu'ils la foulassent aux pieds & lui crachassent dessus ; ce qu'elle exécuta, & esfuya tous ces opprobres : le Ministre la ménagea.

La premiere action qu'on impute à l'Accusée, n'est pas celle d'une Sorciere, mais celle d'une femme piquée. Il y en a qui poussent bien plus loin leur ressentiment, & qui ne sont pas Sorcieres pour cela.

La seconde action, qui seroit l'ouvrage indiscret d'un Religieux, en la supposant, prouveroit qu'elle seroit capable des exercices de la pénitence les plus humiliants.

Le Procès étant instruit, M. Rabasse, Procureur-Général, donna ses Conclusions, dont voici la teneur :

Vu le Procès criminel, & Procédures faites de l'autorité de la Cour, à notre Requête, querellant en crime de sortilege & mauvaise vie contre Magdeleine de Mandols de la Palud, querellée & prisonniere détenue aux prisons de ce Palais : vu aussi les Réponses de Jeanne Julienne, Servante de Magdeleine de la Palud, comme aussi celles faites par Frere Thomas de la Magdeleine, Prêtre Italien, tous deux prisonniers aussi aux prisons de ce Palais ; l'aveu par la déposition de plusieurs témoins, reçu,

nommés par celle de Jean Hodoul, confirmé par plusieurs autres : il résulte du sortilege commis de la personne de Magdeleine Hodoul, sa fille, jusques à ce point, qu'ayant jugé qu'elle étoit possédée du malin esprit, par la force des exorcismes, ayant ladite fille confessé que le démon qui la possédoit, se nommoit Belzébut, époux de Magdeleine de la Palud, & que par son consentement il étoit entré dans le corps de Magdeleine Hodoul, ayant ladite fille vomie plusieurs pelotons de laine, d'étoupes, de fil, de plumes & d'épingles, qui sont les vrais effets des sortileges; & il paroît que dans le Procès qui fut fait à feu Louis Gaufridy, le même démon qu'il donna par exprès à Magdeleine de la Palud, se nommoit Belzébut. Et résulte aussi par la déposition de plusieurs témoins, que la même de la Palud étant venue voir la Demoiselle Meynard, après plusieurs discours qu'elles eurent ensemble, ayant mis la main sous le menton de son fils, qu'elle menoit par la main, & lui ayant proféré certains mots, l'enfant perdit aussi-tôt la parole, & demeura en cet état fort long-temps, jusqu'à ce que par la ferveur des prières que la mere & ses parents firent à Dieu & à la sainte Vierge, il recouvra la parole; mais la même Magdeleine de la Palud l'étant de nouveau venue visiter, & ayant tiré de son sein une Croix qu'elle portoit, & l'ayant fait baiser audit enfant, il perdit de nouveau la parole; se plaignant ladite Meynard que la nuit elle

voyoit dans sa chambre des pourceaux , des crapauds , & des chats ; & représentant à ladite de la Palud le mal qu'elle avoit causé à son fils , ladite de la Palud lui répondit , qu'il valoit mieux que le fils fût malade que le pere , & que ce ne seroit pas pour longtemps. Il résulte encore qu'elle a commis une grande profanation du St. Sacrement , ayant même confessé qu'elle l'a porté plusieurs années sur son corps , plié dans du linge ; & que son Confesseur lui ayant défendu de se communier si souvent , son bon Ange lui porta trois hosties , qu'elle reçut.

Il résulte encore par la déposition d'un seul témoin , qu'appréhendant que ladite de la Palud , qui étoit devenue enflée , ne fût grosse d'enfant , ayant couché avec elle diverses nuits , elle entendit & vit que ladite de la Palud faisoit les mêmes gestes qu'une femme qui est prête d'accoucher , & quant & quant après , elle ouit une voix d'un petit enfant nouvellement né , ce qui lui donna sujet de la quitter ; mais étant revenue & ayant visité les linceuls , elle les trouva secs ; mais entre deux matelats , elle trouva des caleçons teints de la même teinture que celle des femmes qui ont nouvellement fait des enfants. Il y a autre preuve par la déposition des témoins singuliers , qui est néanmoins reçue aux crimes de sorcellerie , que ladite de la Palud étoit en réputation d'être Sorciere , & qu'on entendoit le cri de plusieurs chiens & chats à sa Bastide , & qu'un d'eux étant même commis pour la

garde d'icelle, il entendit un grand bruit sur le toit, comme si l'on rouloit des pierres. Il y a encore preuve par un témoin singulier, qu'une pauvre femme affligée d'une fluxion qui l'empêchoit de parler, étant venue pour visiter le corps du bienheureux Evêque de Marseille, & ayant été logée dans la maison de ladite de la Palud, elle fut tourmentée toute une nuit par des bruits effroyables que le démon excitoit, s'apparoissant à elle avec des cornes; & en ayant fait plainte à ladite de la Palud, elle se mit à rire; & que par la déposition d'autres témoins singuliers, il résulte qu'elle a commis plusieurs sorcelleries; & en dernier lieu, qu'ayant autrefois confessé d'être Sorciere, & d'avoir pactisé avec le démon; ayant même, lors du Procès fait à Louis Gaufridy, été trouvée marquée de plusieurs marques, qui furent effacées par la force des exorcismes : toutes lesquelles preuves & considérations seront capables de la rendre certainement convaincue du crime de sorcellerie, & la faire punir avec la même rigueur que la Loi ordonne contre les prévenus de semblables crimes; néanmoins nous pensons, que, par une prison perpétuelle, & une longue pénitence, elle pourra mériter de la miséricorde de Dieu pardon de ses crimes & péchés. A cette cause, nous requérons que pour les causes résultantes du Procès, Magdeleine de la Palud soit condamnée d'être & demeurer enfermée entre quatre murailles, pour y passer le reste de

ses jours ; & pour cet effet lui sera assigné telle chambre , ou tel lieu , ou un tel Monastere , qu'il plaira à la Chambre arbitrer , pour y être enfermée durant toute sa vie , & confinée , avec défense d'en sortir , à peine de la vie. Requérons néanmoins que tous & chacun ses biens seront acquis au profit de Sa Majesté , déduit néanmoins sur iceux telle somme que ladite Chambre arbitrera , pour être employée à la nourriture & entretien de ladite de la Palud. Et en ce qui concerne Frere Thomas de la Magdeleine , Prêtre Italien , & Jeanne Julienne , Servante de ladite de la Palud , attendu que dans le Procès il n'est aucune preuve , ni même aucune conséquence , pour les convaincre , n'empêchons les prisons leur être ouvertes. Délibéré ce 17 Juillet 1653.

Signé , R A B A S S E.

Magdeleine de la Palud témoigna tant d'empressement de voir la fin de son Procès , se flattant que le succès lui en seroit favorable , qu'afin de n'en pas retarder l'Instruction , elle demanda qu'aux Commissaires , qui s'absenterent , on subrogeât d'autres Conseillers , ce qu'elle obtint. L'espérance ne meurt presque jamais dans le cœur des criminels ; souvent même elle les étourdit sur les preuves de leurs crimes les plus convaincantes. Elle fut enfin entendue sur la sellette ; & Frere Thomas , & Jeanne Julienne , Servante de Magdeleine de la Palud , furent amenés derrière le Barreau.

Magdeleine de la Palud persifla toujours à nier. Elle convint qu'un Ange, habillé de blanc & de rouge, l'avoit communiqué, soit que ce fût un mauvais Ange qui se transfigurât en Ange de lumière. Elle désavoua la grossesse qu'on lui imputoit avec toutes les circonstances d'un accouchement ; elle attribua cette grossesse à une hydropisie, dont elle fut guérie par un remède qu'un Religieux lui donna. Il seroit à souhaiter, pour l'honneur de bien des filles, que les symptômes de l'hydropisie & de la grossesse fussent à peu près les mêmes, parce qu'elles pourroient donner le change. On lui demanda si elle avoit été au Sabbat, & si conformément à un témoignage de l'Information, dans un voyage qu'elle fit pour se rendre à Manosque, elle avoit été préservée de la pluie, pendant que ses compagnes avoient été inondées ; elle nia le Sabbat, & désavoua le miracle magique : enfin, elle ne s'écarta pas de son système & de son plan de défenses.

Le Prêtre Thomas, & la Servante, qui pouvoient être innocents, ne donnerent dans leurs réponses aucun avantage sur eux.

La Cour rendit l'Arrêt suivant :

Vus par la Cour le Procès Criminel & Procédures faites, tant par le Lieutenant du Sénéchal au Siege de la Ville de Marseille, que par autorité de la Cour, & Chambre y ordonnée en temps de vacations, à la

Requête du Procureur-Général du Roi, son Substitut audit Siege, querellant en crime de sortilege, maléfices, idolâtrie, sacrilèges, profanations du saint Sacrement, mauvaise vie, & infanticide, contre Magdeleine de Mandols de la Palud, Demoiselle de la Ville de Marseille, querellée, & prisonniere détenue aux prisons de ce Palais; & encore ledit Procureur-Général du Roi, querellant en connivence à ladite mauvaise vie, contre Messire Thomas de la Sainte-Magdeleine, Prêtre originaire d'Italie, & Jeanne Julienne, du lieu d'Oppétédo, demeurant au service de Magdeleine de la Palud, querellés & prisonniers détenus aux prisons. Jugement des objets baillé par icelle contre les témoins à elle confrontés. Conclusions du Procureur-Général du Roi; ouïs ladite de la Palud, Thomas de la Sainte-Magdeleine, & Jeanne Julienne, dans la Chambre: Vu Conseils, & le Rapport de Messire Charles de Guérin, Conseiller du Roi, Commissaire député. TOUT CONSIDÉRÉ: La Cour, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, pour les causes résultantes du Procès, a condamné & condamne ladite Magdeleine de Mandols de la Palud à être & demeurer fermée entre quatre murailles, pour y passer le reste de ses jours; & pour cet effet sera remise dans une chambre d'un Monastere ou Hôpital, à l'indication du Procureur-Général du Roi, & jusqu'à ce que le lieu soit en état, & qu'elle soit remise dans ladite chambre, tiendra prison;

lui a fait, & fait inhibitions & défenses de sortir de ladite chambre ou prison, à peine de la vie : la condamne néanmoins à cinquante livres envers le Roi, cinquante livres à œuvres pies ; lesquelles cinquante livres à œuvres pies seront remises pour devers le Greffe criminel de la Cour. Ordonne néanmoins que les fruits de ses biens seront employés pour la nourriture & entretien d'icelle, préférablement aux amendes ci-dessus adjugées. Et en ce qui est de Thomas de la Sainte-Magdeleine & Jeanne Julienne, ordonne que les prisons leur seront ouvertes, & l'écroue barrée par le Greffier-Criminel, ou son Commis.

Signé, GUERIN. DE FORESTA.

Tel fut le sort de Magdeleine de la Palud. On ne peut pas, par cet Arrêt, décider si la Cour l'a jugée atteinte & convaincue de magie. On voit par les conclusions, que M. le Procureur-Général l'a regardée comme une Magicienne : si la Cour l'avoit pensé de même, ne lui auroit-elle point fait subir une peine plus sévère ? Ne peut-on pas dire que les Juges ne peuvent point condamner à des prisons perpétuelles, parce qu'ils ne peuvent faire subir aux Criminels que des peines portées par les Ordonnances ? Ils pouvoient bannir Magdeleine de la Palud, & ensuite s'adresser au Roi, pour obtenir que le Prince la condannât à être renfermée dans une prison perpétuelle.

Au fond , peut-on dire que la magie de Magdeleine de la Palud fut bien prouvée ? Je respecte les lumieres des Cours supérieures ; j'ai une vénération particuliere pour le Parlement de Provence , qui est célèbre par son équité ; mais , sans donner atteinte à ces sentiments , qu'on me permette de dire ce que je pense , je le sou mets aux lumieres des gens éclairés.

On ne voit dans le Procès d'autres preuves de la magie de Magdeleine de la Palud , que les dépositions des témoins qui soutiennent qu'elle est l'auteur de deux ou trois maléfices. Par quelle voie peut-on savoir ce fait , qu'elle a toujours constamment nié ? L'a-t-on vue opérer sur ces maléficiés ? A-t-on vu qu'il y eût une liaison nécessaire entre son action & les faits qu'on lui attribue , en sorte que cette action en ait été la véritable cause ?

Y a-t-il eu un maléfice , c'est-à-dire , un sort jetté sur Magdeleine Hodoul , que l'on puisse dire lui être arrivé indépendamment de sa volonté , ou de la connoissance des hommes ? Mais supposons ce sortilege jetté , est-il l'ouvrage de Magdeleine de la Palud ? Quelle preuve en a-t-on ? Et si la preuve n'en est pas constante , est-elle Magicienne ? a-t-elle dû être condamnée ? Mais comme j'ai parlé souvent de cette maniere , & qu'on a prétendu que je n'avois pas expliqué mes sentiments avec la dernière clarté , j'ai cru que je ne devois ici rien laisser à desirer.

Premièrement, je suis persuadé que les Sorciers sont possibles ; mais je crois en même-temps qu'ils sont fort rares, & que le plus sûr est de rejeter la plupart des histoires qu'on fait là-dessus.

Secondement, je pense qu'il y a des effets surnaturels, qui ont un caractère, par lequel on connoît qu'il ne peut pas être attribué à Dieu ni aux bons Esprits.

Troisièmement, je crois que les mauvais esprits, à qui ces effets extrêmement rares peuvent être attribués, ont un pouvoir très-borné, qu'ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent, & quand ils le veulent. Telle est la victoire que Jésus-Christ a remportée sur les Puissances de l'enfer, il les tient enchaînées ; sa sagesse ne nous y livre, malgré notre dérèglement, que dans quelque cas particulier. On ne peut point pénétrer les desseins de Dieu ; mais, je le répète encore, ces cas sont excessivement rares.

Quatrièmement, les effets merveilleux où nous croyons voir des marques qui nous donnent lieu de juger que le démon en est la cause, peuvent avoir leur source dans le mécanisme de la nature : il ne s'ensuivroit pas que, parce que certains Physiciens demeurent court, ces effets n'ont pas cette cause ; connoissent-ils tous les ressorts de la nature ?

A Dieu ne plaise que je veuille, sur le fondement de ce principe, autoriser des pratiques superstitieuses ; nous ne devons

point y recourir dès que nous soupçonnons seulement qu'elles n'ont pas des causes naturelles, & que les plus habiles Physiciens ne nous guérissent pas de nos soupçons & de nos doutes; l'amour que nous devons avoir pour notre Religion, nous conduit là.

Cinquièmement, afin de venir aux exemples que j'ai rapportés, je dis qu'il n'est pas douteux qu'Urbain Grandier ne fût innocent du crime de magie dont il étoit accusé; on n'a allégué contre lui que des témoignages de fausses possédées. Si le démon ne seroit pas un témoin suffisant par son caractère de séducteur & de menteur, ceux qui le représentent peuvent-ils être témoins? Reçoit-on le mensonge & la supposition, comme une preuve testimoniale?

A l'égard de l'histoire de Gaufridy, j'ai observé que M. Duvair, Premier-Président du Parlement de Provence, qui le jugea, ne le croyoit pas Sorcier; mais Gaufridy a justement été condamné d'être brûlé, pour avoir séduit Magdeleine de la Palud, & d'autres personnes du sexe, par la voie de la confession, & pour en avoir abusé, & à cause de sa volonté déréglée, & de son cœur corrompu qui l'avoit rendu un Sorcier d'imagination, aussi criminel que s'il l'eût été réellement, & parce qu'il infectoit tout le monde d'une telle magie, & les portoit au culte du démon.

Quant à Magdeleine de la Palud, je ne vois point, dans le Procès qu'on lui a fait, des preuves évidentes qui établissent qu'elle
ait

ait été Magicienne, qu'elle ait rien fait de surnaturel qui portât le caractère du démon : mais elle a eu cette réputation ; les Juges ont pensé qu'elle avoit le cœur très-corrompu, & que cette corruption & les maux qu'elle pouvoit causer, étoient très-contagieux ; ils ont jugé dans l'obscurité des preuves de la magie, qu'on la devoit enfermer, & ce parti-là étoit le plus sûr. N'est-on point coupable, quand une foule de preuves, quoiqu'elles n'aient pas le dernier degré de clarté, déposent qu'on est Magicien ?

Sixièmement, dans les histoires rares des vrais Magiciens, il les faut purger encore de bien des fables, il en faut retrancher le Sabbat, & toutes les circonstances qui l'embellissent.

L'opinion que l'on suppose qu'un Magicien n'a plus de pouvoir lorsqu'il est en Justice, quel fondement a-t-elle ? Son pouvoir, n'étant pas un pouvoir permanent, mais accidentel, ainsi que celui du démon, cesse souvent, soit qu'il soit en Justice, ou qu'il n'y soit point. Tels sont mes véritables sentiments, qui s'accordent avec ceux que ma religion m'a inspiré.

J'ai cru, puisque j'étois sur cette matière, que je devois rapporter un Jugement de Prélats & Docteurs de Sorbonne ; ce Jugement de quatre Evêques, de quatre Docteurs, sans être infallible, est considérable.

Nous soussignés, ayant entendu le récit qui nous a été fait par Monseigneur l'Evêque de Châlons-sur-Saône, de ce qui s'est passé en sa présence dans la visite & les exorcismes auxquels il a vaqué pendant quatorze jours, par l'ordre du Roi, & la Commission de Monseigneur l'Archevêque de Besançon, de plusieurs filles, tant Religieuses que Séculières, qui paroissent vexées & travaillées de mauvais esprit en la ville d'Auxonne, assisté de plusieurs Ecclésiastiques par lui choisis, personnes de mérite & probité, & du Sieur Morel, ancien Médecin de la ville de Châlons, connu par sa doctrine & son expérience; tous lesquels sont convenus dans le même sentiment, après que ledit Seigneur Evêque nous a rapporté :

Intelligence des Langues.

Premièrement : Que toutes lesdites filles, qui sont au nombre de dix-huit, tant séculières que régulières, & sans excepter une, lui ont paru avoir le don de l'intelligence des Langues, en ce qu'elles ont toujours répondu fidèlement au Latin qui leur étoit prononcé par les Exorcistes, qui n'étoit point emprunté du Rituel, & encore moins concerté avec eux : souvent même elles se sont expliquées en Latin, quelquefois par des périodes entières, quelquefois par des discours achevés : Qu'une d'entre elles, nommée Anne l'Ecossois, dite de la Purification, l'un des Exorcistes lui parlant en Irlandois, a témoigné l'entendre fort bien, & le lui a expliqué en Langue Françoisse plusieurs fois.

Secondement : Que toutes, ou presque

toutes, ont témoigné avoir connoissance de l'intérieur & du secret de la pensée, quand elle leur a été adressée, ce qui a paru particulièrement dans les commandements intérieurs qui leur ont été faits très-souvent par les Exorcistes en diverses occasions, auxquels elles ont obéi très-exactement pour l'ordinaire, sans que les commandements fussent exprimés, ni par paroles, ni par aucun signe extérieur, dont ledit Seigneur Evêque a fait plusieurs expériences; entre autres en la personne de Denise Parisot, Servante du Lieutenant-Général d'Auxonne, (a) à laquelle ayant fait commandement dans le fond de sa pensée, de venir le trouver pour être exorcisée, elle y est venue incontinent, quoique demeurant dans un quartier de la Ville assez éloigné; disant audit Seigneur Evêque, qu'elle avoit été commandée par lui de venir, ce qu'elle a fait plusieurs fois: & encore en la personne de la sœur Marguerite Jamin, dite de l'Enfant Jesus, Novice, qui, en sortant de l'exorcisme, lui dit le commandement intérieur qu'il avoit fait au démon pendant l'exorcisme: & en la personne d'Humberte Borthon, dite de St. François, à laquelle ayant commandé mentalement au plus fort de ses agitations, de venir se prosterner devant le St. Sacrement, le ventre contre terre, & les bras étendus, elle exécuta le

Connoissance des pensées les plus secretes.

(a) Il est visible que tous les commandements énoncés dans cette consultation, que les Exorcistes faisoient à ces possédées, étoient adressés directement au démon. Note de l'Auteur de la Relation.

commandement au même instant qu'il eut été formé, avec une promptitude & une précipitation toute extraordinaire. Les autres Ecclésiastiques, qui avoient l'honneur d'assister ledit Seigneur Evêque, selon qu'il nous l'a rapporté, en ayant tiré des preuves semblables tous les jours plusieurs fois, cette expérience étant fort commune chez eux, & cette pratique ordinaire pour les faire obéir.

Prédic-
tions.

Il peut y
avoir là-
dedans de
la super-
cherie.

Troisièmement : *Qu'elles ont prédit en diverses occasions les choses qui devoient arriver, particulièrement touchant les maléfices & les sorts qui se devoient trouver, non-seulement en divers lieux du Monastere où ils ont été trouvés en effet, mais encore dans les corps des autres filles, auxquelles elles n'avoient pas parlé, qui les ont rendus & vomis à l'heure précisément que les premières avoient marqué. (Les démons, selon qu'il paroît, se détruisant ainsi les uns les autres à leur confusion.) Quelquefois elles ont découvert au Seigneur Evêque, & à quelques-uns des Ecclésiastiques, des particularités fort secretes touchant ses affaires domestiques, & le temps du voyage qu'il étoit obligé de faire à Paris, que lui-même ne connoissoit pas encore; ce qui s'est trouvé très-véritable par l'événement, quoique l'un & l'autre ne puissent être connus par soupçons ni par conjectures.*

Aver-
sion des

Quatrièmement : *Qu'elles ont presque toutes universellement témoigné, sur-tout dans la chaleur de leurs agitations, une grande aversion des choses saintes, particulièrement*

des Sacrements de Pénitence & d'Eucharistie, étant nécessaire souvent d'employer plusieurs heures pour en confesser une, à cause des résistances extrêmes, & des cris dont leurs confessions sont interrompues, & qu'on ne surmonte qu'à force d'imprécations, & de commandement au démon. Avant la Communion, elles étoient saisies de convulsions & de mouvements apparemment involontaires; dès qu'elles avoient reçu la sainte hostie, elles faisoient des cris & des burlements effroyables, se roulant par terre, la sainte hostie demeurant toujours sur la pointe de la langue, qu'elles avançoient & retiroient horriblement au commandement de l'Exorciste, sans faire néanmoins aucune injure ou irrévérence au saint Sacrement, quelquefois l'espace d'une demi-heure plus ou moins; & quand les especes étoient avalées, la fille demeurait tranquille dans le moment, & sans mémoire de tout ce qui s'étoit passé; qu'elles ont témoigné des répugnances & des fureurs extraordinaires à l'approche des Reliques des Saints, qu'elles ont souvent reconnues & nommées tout haut, sans les avoir apperçues, & sans en avoir rien appris; que presque toutes (Monseigneur ayant quelquefois imposé secrètement les mains, & sans qu'elles pussent le connoître,) ont témoigné le sentir, en criant que cette main leur étoit insupportable, & qu'elle étoit si pesante, qu'elles en étoient brûlées; que dans la chaleur des exorcismes, & sur-tout pendant la sainte Messe, elles ont souvent proféré des blasphèmes,

choses
saintes.

Horreur
à l'appro-
che des
reliques.
Distinc-
tion des
reliques.

Blasphê-
mes.

& des exécutions si horribles & si fréquentes contre Dieu & sa sainte Mere, qu'il étoit impossible de les ouïr sans frayeur, & qui ne peuvent sortir vraisemblablement que de la bouche du démon.

Cinquièmement : Qu'étant pressées de donner des marques surnaturelles pour justifier la présence du démon, elles semblent y avoir obéi ; entr'autres, une nommée Denise Parisot, servante, commandée par Monseigneur de faire cesser le poulx entièrement au bras droit, pendant qu'il battoit au gauche, & puis transférer le battement du bras gauche au bras droit, pendant qu'il cesseroit au gauche, elle l'a exécuté ponctuellement en présence du Médecin qui l'a reconnu & déposé, & de plusieurs Ecclésiastiques : que la sœur de la Purification a fait la même chose deux ou trois fois, l'une & l'autre pleine de santé, agissant & parlant à son ordinaire, le faisant battre & cesser selon ce qui lui étoit commandé par l'Exorciste : que la sœur Marguerite Jamin, dite de l'Enfant-Jesus, a fait la même chose ; & qu'au commandement de l'Exorciste, ayant fait enfler sa poitrine d'une grosseur monstrueuse au seul commandement, accompagné du signe de la Croix, elle désenfla au même instant, & cela par trois fois avec un effet surprenant, & aussi prompt que la parole. Que la sœur Lazare Arivey, dite de la Résurrection, vint à l'un des Ecclésiastiques, portant dans sa main, un assez long-temps, un charbon de feu tout allumé, & sans en témoigner aucun senti-

Cessation
de poulx.

Gonfle-
ment de
poitrine.

Il y a des
Charla-
tans qui
en font
autant.

ment, & plusieurs autres effets de pareille nature, qu'il seroit difficile de rapporter.

Sixièmement : Qu'au simple commandement de l'Exorciste, elles ont paru quelquefois dans une insensibilité prodigieuse, & entre autres la nommée Denise. Monseigneur ayant fait commandement au démon de suspendre les sens de la fille, encore qu'elle ne sentît aucune douleur, & ayant déclaré qu'elle étoit en cet état, une épingle lui fut enfoncée par le Médecin dans le doigt au lieu où s'attache le haut de l'ongle, qu'il disoit être le plus sensible, elle témoigna n'en rien sentir du tout ; qu'étant commandée d'arrêter le sang, l'épingle fut retirée de la place sans tirer de sang ; étant commandée de le laisser couler, il coula aussi-tôt avec abondance ; & après que le commandement lui eût été fait encore de l'arrêter, il cessa de couler ; ce qui fut encore fait quelques jours après en la personne de la sœur de la Purification, la peau du bras lui ayant été percée de part & d'autre, par une aiguille enfoncée jusqu'à la tête dans les doigts, sans qu'il y parût, ni douleur, ni sang, & sans que la fille parût ni malade, ni assoupie, mais parlant, & pressant les assistants d'y employer le fer & le feu, protestant de n'en rien sentir absolument : Que quelques-unes d'entre elles, particulièrement la sœur de la Purification, ayant été empêchée de sortir du Monastere une nuit qu'elle devoit être enlevée au Sabbat, selon que les autres avoient assuré l'Exorciste les jours précédents, à l'heure même de

Suspensions de sensa-
tions.

Aiguille
enfoncée.

Affoupissement.

Accident pareil dans la catalepsie.

Roi deur de bras. Regard fixe.

Corps étrangers.

cette assemblée prétendue, elle étoit tombée tout d'un coup dans une espece d'affoupissement, & d'insensibilité merveilleuse, qui avoit duré cinq quarts-d'heure & plus, aliénée de tous ses sens, sans mouvement, sans parole, & sans connoissance, les bras croisés sur la poitrine, & si roides, qu'il fut impossible de les ouvrir; & les yeux fermés, & puis ouverts, mais fixes, & arrêtés; & sans rien voir, selon qu'il paroissoit, en ce que passant les mains, elle ne filloit point les paupieres, telle qu'une personne morte, ou privée de l'usage de tous ses sens. Qu'étant revenue de cette extase, elle disoit avoir été transportée au Sabbat en esprit, & disoit tout ce qu'elle y avoit vu. (a)

Septièmement : Qu'elles ont paru jetter souvent au fond de l'estomac, après plusieurs heures de conjurations & d'exorcisme, de certains corps étrangers, qu'elles appellent des sorts & des maléfices de différentes especes, des morceaux de cire, des ossements, des cheveux, des cailloux d'une grosseur & d'une taille qu'il est mal-aisé de croire qu'ils puissent passer par la gorge naturellement, com-

(a) La prédiction que le démon fit de ce Sabbat par la bouche de ces possédées, les effets qu'il causa sur le corps & les sens de celle-ci, & les impressions qu'il fit sur son imagination, de ce qu'elle disoit y avoir vu, (si ce n'étoit pas lui encore qui parloit par sa bouche en le racontant) ne furent qu'un stratagème de cet esprit rusé pour faire illusion aux Exorcistes & aux assistants, & affermit par-là davantage la crédulité sur ces exécrables assemblées; par conséquent on ne peut rien conclure de cet Article pour la réalité du Sabbat. Cette Note est de l'Auteur de la Relation.

me nous l'avons jugé, nous ayant été représentés tels, se trouvant plus larges & plus épais qu'un écu blanc. Que la nommée Denise, entre autres, après trois heures d'exorcisme & de violences extraordinaires, avoit jetté par la bouche une grenouille ou crapaud vivant, de la largeur de la paume de la main, qui fut brûlé au même temps.

Cela est encore imité par les Charlatans.

Crapaud vomé.

Huitièmement : *Que les démons, dont les filles se disoient possédées, pressés de sortir par la voie des exorcismes en la présence du St. Sacrement, ont paru donner des signes surnaturels & convaincants : Qu'ayant reçu commandement de sortir de la nommée Denise, & pour signe, de casser une vitre qui leur fut montrée du doigt par mondit Seigneur, la fille fut délivrée, & la vitre cassée en effet ; que la sœur Humberte Borthon, dite de St. François, se trouva absolument & entièrement guérie du jour de la Présentation de la Vierge 1661 ; & pour preuve de sa délivrance, jetta par la bouche un taffetas plié, dans lequel parut écrit en lettres rouges le nom de MARIE, & quatre autres capitales, qui marquoient les noms de St. Hubert, & du bienheureux François de Sales ; que la sœur, dite de la Purification, avoit été délivrée de plusieurs démons le jour de St. Grégoire le Thaumaturge, & pour signe de cette grace, rendit par la bouche un morceau de drap dans un cercle de cuivre, dans lequel étoit écrit le nom de Grégoire. Que le même jour de la Présentation, la sœur de la Purification, pour marque d'une autre*

Vitre cassée.

Taffetas vomé.

Drap dans du cuivre.

Écriture
en gros
caracte-
res.

délivrance de plusieurs démons chassés de son corps, dans le commencement de l'exorcisme, fit paroître dans un instant, sur son bandeau, en gros caractère comme de sang, Jesus, Maria, Joseph, ce bandeau ayant été vu tout blanc par les Exorcistes un moment auparavant.

Convul-
sions vio-
lentes.

Nos Con-
vulsion-
naires
sont bien
plus ha-
biles.

Corps
posé sur
l'esto-
mac.

Corps en
cercle.

Corps
en arc.

Neuvièmement : Que parmi les mouve-
ments & postures violentes dont elles sont agi-
tées pendant l'exorcisme, quelques-unes ont
paru si extraordinaires, qu'elles ont été ju-
gées passer non-seulement le pouvoir d'une
fille, mais encore les forces de la nature. Que
la sœur Borthon, dite de St. François, com-
mandée d'adorer le St. Sacrement, s'est pro-
sternée, touchant la terre de la pointe de l'es-
tomac, la tête, les pieds, les mains, aussi-
bien que le reste du corps, portés en l'air.
Que la sœur de la Résurrection a fait la même
chose ; qu'elle y a paru quelquefois prosternée
tout le corps plié comme un cercle, en sorte
que la plante de ses pieds venoit la toucher
au front ; que les nommées Constance & De-
nise ont été vues quelquefois renversées con-
tre terre, qu'elles touchoient seulement du
sommet de la tête & de la plante des pieds,
tout le reste du corps en l'air, & elles mar-
choient en cet état ; que toutes, ou presque
toutes, demeurant à genoux & les bras croi-
sés sur l'estomac, se sont courbées en arrie-
re, de sorte que le haut de la tête alloit join-
dre la plante des pieds, la bouche venoit bai-
ser la terre, & former de la langue un signe
de croix sur le pavé ; que quelques-unes, en-

tre autres la sœur Catherine, dans l'exorcisme avoit paru la tête renversée, les yeux ouverts, en sorte que la prunelle s'étant retirée absolument sous la paupière supérieure, on ne voyoit que le blanc des yeux, perdant apparemment l'usage de la vue dans ce moment, ce qui étoit effroyable à voir; que la nommée Denise, qui paroît jeune & infirme, étant agitée, a pris avec deux doigts un vase d'une espèce de marbre, rempli d'eau bénite, si pesant, que deux personnes des plus robustes auroient peine de soulever & tirer de son piedestal, & cependant elle l'a renversé par terre avec autant de facilité qu'elle auroit eu pour un morceau de pierre; qu'il leur est arrivé souvent aux unes & aux autres, dans la chaleur de leur transport, de frapper de la tête contre la muraille, ou sur le pavé, plusieurs fois par des coups, & si violents & si rudes, qu'apparemment elles en devoient être offensées avec effusion de sang, sans qu'il ait paru, ni meurtrissure, ni contusion, ni marque.

Vue
égagée.

Trans-
port d'un
vase de
marbre.

Coups
de tête
contre les
murs.

Dixièmement : Que de toutes ces filles, qui sont de différentes conditions, il y en a de séculières, de novices, de postulantes, de professes; il y en a de jeunes, il y en a qui sont âgées; quelques-unes sont de la Ville, les autres n'en sont pas; quelques-unes sont de bonne condition, d'autres de basse naissance; quelques-unes riches, d'autres pauvres, & de moindre condition; qu'il y a dix ans, ou plus, que cette affliction est commencée dans ce Monastere; qu'il est mal-aisé

que, depuis un si long-temps, un dessein de fourberie & de fripponnerie pût conserver le secret parmi des filles en si grand nombre, de conditions & d'intérêts si différents. Qu'après une recherche, & une enquête la plus exacte, le Seigneur Evêque n'a trouvé personne, soit dans le Monastere, soit dans la Ville, qui ne lui ait parlé avantageusement de l'innocence, & de la régularité, tant des filles, que des Ecclesiastiques qui ont travaillé devant lui aux exorcismes; & il témoigne les avoir reconnu de sa part en leurs déportements pour des personnes d'exemple, de mérite & de probité, témoignage qu'il croit devoir à la justice & à la vérité.

Joint à ce que dessus, le Certificat à Nous présenté du Sieur Morel, Médecin, présent à tout, qui assure que toutes ces choses passent les termes de la nature, & ne peuvent partir que de l'ouvrage du démon; le tout bien considéré, Nous estimons que toutes ces actions extraordinaires en des filles, excèdent les forces de la nature humaine, & ne peuvent partir que de l'opération du démon, possédant & obsédant ces corps; c'est notre sentiment. Fait à Paris, ce 20 Janvier 1662.

Signés,

† MARC, Archevêque de Toulouse.

† NICOLAS, Evêque de Rennes.

† HENRY, Evêque de Rhodes.

† JEAN, Evêque de Châlons sur Saône.

Franc. Annat. MOREL. NIC. CORNET.

Mr. GRANDIN. Frere PHIL. LE ROY,
tous Docteurs.

Le principal point de cette affaire est la parfaite vérification des faits, de sorte qu'ils soient à l'abri de toutes supercheries. Par exemple, je me défierois fort de ces vomissements de toutes sortes de matieres, après que nous avons vu des Bateleurs & des Charlatans faire de pareilles choses.

Je ne dois pas oublier une preuve de magie, que le Pere Le Brun rapporte en son *Histoire critique des Pratiques superstitieuses*, tome 2, liv. 6, chap. 4. Cette preuve paroît frappante.

Après avoir dit qu'un Officier de considération vit jeter des personnes dans le Rhin à Mayence, en 1730, pour savoir si elles étoient forcieres, ce qu'on connoîtroit, si elles n'enfonçoient point dans l'eau, il dit :

„ Un Savant, d'un mérite très-distingué, Le Pere
 „ a vu la même épreuve, il y a long-temps Malle-
 „ à Sedan ; & une autre personne digne branche.
 „ de foi, qui demeueroit, il y a trente ans,
 „ sur les confins de Lorraine & de Cham-
 „ pagne, a aussi vu faire l'expérience plus
 „ de trente fois dans ces quartiers, d'une
 „ maniere qui l'étonnoit. Comme bien des
 „ gens passioient pour Sorciers, les Ma-
 „ gistrats ordonnoient assez souvent qu'on
 „ feroit cette épreuve ; & l'on voyoit des
 „ personnes maigres, qui en toute occa-
 „ sion auroient enfoncé comme une pier-
 „ re, demeurer néanmoins tout-à-fait sur
 „ l'eau comme du liege ; & , ce qui est
 „ plus étonnant, on ne pouvoit quelque-

„ fois les faire enfoncer dans l'eau , ni avec
 „ une perche, ni en pesant ou sautant sur
 „ eux. Alors tout le monde convaincu que
 „ c'étoient là des Sorciers, on les faisoit
 „ évader sans bruit, si c'étoient des person-
 „ nes considérables, ou bien on les exiloit
 „ dans les formes.

„ Depuis cent dix ans, que l'épreuve
 „ par l'eau froide est renouvelée en Fran-
 „ ce, elle n'a jamais cessé en plusieurs en-
 „ droits de Bourgogne. Quelquefois on la
 „ fait sans autorité de Justice; & quelque-
 „ fois des Juges, peu instruits, se sont avi-
 „ sés de l'ordonner. Je ne parlerai que des
 „ faits arrivés depuis peu, & que je fais
 „ avec toute la certitude qu'on peut sou-
 „ haiter, dans les faits qu'on n'a pas vu
 „ soi-même.

„ Il y a près de trois ans, qu'auprès de
 „ la Ville de St. Florentin, en Bourgogne,
 „ un Ouvrier, qu'on soupçonnoit être Sor-
 „ cier, fut menacé par le Peuple d'être
 „ baigné. Cet homme, qui ne se croyoit
 „ nullement Sorcier, & qui savoit d'ail-
 „ leurs qu'il enfonçoit dans l'eau, lors-
 „ qu'il ne se donnoit aucun mouvement,
 „ croyant pouvoir faire cesser tous les bruits
 „ qu'on répandoit contre lui, s'avisa de
 „ dire tout haut qu'on le baigneroit quand
 „ on voudroit, & qu'il feroit volontiers
 „ l'expérience : le lieu de l'épreuve & le
 „ jour furent assignés. On s'y rendit de
 „ tous les Villages d'alentour; & ce pau-
 „ vre malheureux jetté dans l'eau, pieds

„ & poings liés , demeura toujours sur
 „ l'eau , lors même que des enfans se jet-
 „ toient sur lui pour tâcher de le faire en-
 „ foncer. Cela est causé que cet Ouvrier ,
 „ qui tenta si mal à propos cette épreuve ,
 „ est réduit présentement à l'indigence ,
 „ personne ne voulant le faire travailler ,
 „ parce qu'il passe plus que jamais pour
 „ Sorcier , quoique le Curé du lieu atteste
 „ qu'il est des plus réglés & des plus dévots
 „ de sa Paroisse.

„ Mais l'épreuve qui s'est faite à Mon-
 „ tigny-le-Roi , à trois lieues d'Auxerre ,
 „ a fait beaucoup plus de bruit. Plusieurs
 „ personnes de ce lieu , hommes & fem-
 „ mes , accusées depuis long-temps de sor-
 „ tilege , dirent à Monsieur le Curé de la
 „ Paroisse de Montigny , qu'elles étoient
 „ disposées à faire l'épreuve de l'eau froide ,
 „ pour se justifier devant tout le monde
 „ des calomnies dont on les noircissoit , &
 „ s'offroient à être baignées publiquement.
 „ Le Peuple , curieux de ces sortes de spec-
 „ tacles , en parut ravi , & l'épreuve se fit
 „ le Mercredi suivant , cinquieme de Juin ,
 „ dans la riviere de Senin , près de l'Ab-
 „ baye de Pontigny. Le jour venu , on
 „ sonna la cloche pour la solennité de
 „ l'expérience , plutôt que pour avertir le
 „ Peuple , que la curiosité n'attiroit que
 „ trop. On alla en foule à une lieue de
 „ là , près de l'Abbaye de Pontigny , sur le
 „ bord de la riviere de Senin , où l'on vit
 „ un grand nombre de personnes des lieux

„ voisins, Curés, Religieux, Gentilshom-
 „ mes, & autres personnes de tout sexe
 „ & de tout âge. Voici le Procès-verbal
 „ dont on m'a envoyé copie collationnée
 „ par le Notaire.

*Ce jourd'hui, cinquieme jour du mois de
 Juin 1696, à l'heure d'environ huit heures
 du matin, se sont adressés pardevant moi
 Claude Hay, Notaire Royal en la Prévôté
 Royale de Montigny-le-Roy, pour Mon-
 seigneur le Prince de Condé, Seigneur du-
 dit lieu; Vincent Baudot Maréchal, Jeanne
 Monteau sa femme, Suzanne d'Appougny,
 veuve de Claude Lesbœufs, tous demeurant
 audit Montigny; Étienne d'Appougny, La-
 boureur, demeurant à Merry, Paroisse du-
 dit Montigny, & Marie Liger sa femme;
 lesquels m'ont dit & fait entendre, que plu-
 sieurs habitants dudit Montigny les traitent
 & qualifient tous de Sorciers, & disent qu'ils
 le sont; & pour leur faire voir & connoître
 qu'ils ne sont pas de cette qualité de Sor-
 ciers, & qu'ils ne l'ont jamais été, ils se
 sont soumis, & se soumettent tous volontai-
 rement de se faire baigner dans un endroit
 qui se trouvera le plus profond dans la ri-
 viere de Senin, pour voir s'ils n'iront point
 au fond de l'eau, en y allant, ou non, en
 dresser mon Procès-verbal. C'est pourquoi
 ils m'ont tous prié & requis de me vouloir
 transporter avec eux à ladite riviere de Se-
 nin avec mes témoins ci-après nommés; ce
 que je leur ai octroyé, dont Acte fait &
 passé*

passé en présence de *Mre. Jean Bouffard*, Lieutenant au Bailliage de Blagny, & y demeurant. La minute des Présentes est signée desdits d'*Appougny* & *Baudot*, & desdits autres témoins, & de moi Notaire susdit soussigné.

Ce fait, & à l'instant, je, Notaire susdit & soussigné, assisté des témoins ci-dessus nommés, me suis transporté avec lesdits *Baudot* & sa femme; *Étienne d'Appougny*, veuve *Desbœufs*; *Claude Regnard*; *Claudine Rian*, veuve de *Jean Jolliton*, tous dudit lieu de *Montigny*, à ladite rivière de *Senin*, au dessus du gué du bas des pierres, proche & au dessous de l'*Abbaye de Pontigny*, où étant sur le bord de l'eau de ladite rivière, qui est un endroit le plus profond qu'ils ont pu trouver, tous lesquels se sont fait baigner volontairement, & iceux fait lier aux mains & aux pieds par *Claude Masse*, *Cordonnier*, & *Jean Thibault*, *Laboureur*, demurant audit *Montigny*, & *Nicolas Rousseau*, *Laboureur* demurant à *Venouffe*, qui s'y est trouvé, & autres, & ensuite ont été jettés les uns après les autres dans ladite rivière, en présence de plus de six cents personnes; par lequel bain s'est trouvé que ledit *Vincent Baudot* a enfoncé dans l'eau une fois seulement, en ayant été trouvé délié en le retirant, & l'autre fois n'a pas été au fond de ladite eau; à l'égard de ladite veuve *Desbœufs*, elle a enfoncé deux fois dans l'eau avec la femme dudit d'*Appougny*; & quant auxdits d'*Ap-*

pougny, Regnard, & ladite veuve Joliton, ils n'ont nullement enfoncé dans l'eau, non plus que des gourdes dont les enfants se servent pour apprendre à nager, & dont, & de tout ce que dessus, ai, Notaire susdit soussigné, dressé le présent Procès-verbal, pour servir en temps & lieu, ainsi qu'il appartiendra, dont j'ai fait Acte. La minute des Présentes est signée par lesdits, & de moi Notaire susdit soussigné. Icelle contrôlée à Seignelay par Noiret, Commis, le 11 Juin 1696.

„ Comme ce Procès-verbal est extrê-
 „ mement succinct, parce qu'avant de le
 „ faire contrôler, on en ôta, dit-on, plu-
 „ sieurs circonstances, soit parce que le
 „ Notaire s'étoit mal énoncé, soit pour
 „ diminuer la confusion de quelques per-
 „ sonnes, il est bon d'ajouter ici : Pre-
 „ mièrement, que l'expérience se fit plus
 „ modestement qu'elle ne se faisoit autre-
 „ fois ; car, au-lieu que les personnes que
 „ l'on jettoit dans l'eau étoient toujours
 „ toutes nues, on leur laissa en cette oc-
 „ casion la chemise ; ce qui rend plus ex-
 „ cusable, du côté de l'honnêteté, plu-
 „ sieurs personnes qui assisterent à l'épreu-
 „ ve. On nous a pourtant écrit de nou-
 „ veau, que quelques-uns de ceux qui
 „ ne pouvoient enfoncer, craignant que
 „ la chemise ne les empêchât, la quitte-
 „ rent, mais ils ne laissèrent pas de sur-
 „ nager.

„ Secondement : Que les personnes qui
 „ ne purent enfoncer dans l'eau , étoient
 „ plutôt maigres que grasses , & qu'il y
 „ en avoit même de fort maigres. Je me
 „ suis informé de cette circonstance , parce
 „ que les hommes maigres doivent aller
 „ au fond de l'eau plus vîte que ceux qui
 „ sont gras.

„ Troisièmement : Qu'on les jetta plus
 „ d'une fois dans la rivière , & qu'on les
 „ laissa furnager durant un temps considé-
 „ rable , environ une demi-heure. On jetta
 „ même quelques-uns des furnageants jus-
 „ ques à quatre & cinq fois , sans qu'ils en-
 „ fonçassent.

„ Après cette épreuve étonnante , où
 „ il y a visiblement du surnaturel , toutes
 „ ces personnes ainsi liées , devant aller na-
 „ turellement au fond , ceux qui avoient
 „ furnagé passèrent pour Sorciers ; on n'en
 „ douta point , & l'on ne fut en peine que
 „ de la Procédure qu'on devoit garder à
 „ leur égard. M. M. . . . , qui étoit Re-
 „ ceveur de la Terre de Montigny-le-Roy,
 „ & chargé par son bail des Procès crimi-
 „ nels , pour éviter un trop grand embar-
 „ ras , empêcha qu'on ne poursuivît ces
 „ prétendus Sorciers. D'ailleurs , les Juges
 „ de Montigny , ayant donné avis de l'é-
 „ preuve au Conseil de M. le Prince ; ce
 „ Conseil sage & éclairé répondit , que ce
 „ n'étoit pas là une conviction , & qu'il
 „ ne falloit plus réitérer ces sortes d'é-
 „ preuves. Ainsi on laissa ces malheureux

„ en repos , & quelques-uns ont quitté le
 „ Pays avec leur famille.

„ Huit ou neuf ans auparavant , il s'é-
 „ toit fait une semblable épreuve par l'au-
 „ torité du Bailli de Montigny ; & ceux
 „ qui avoient succombé dans l'épreuve ,
 „ ne furent pas non plus poursuivis en
 „ Justice , toutes choses ayant été assou-
 „ pies par une voie qui appaise beaucoup
 „ de différends.

„ C'est un bien qu'en toutes ces occa-
 „ sions les Juges n'aient pas poursuivi , &
 „ passé outre ; car , selon les maximes équi-
 „ tables du Parlement de Paris , dont le
 „ Ressort comprend le Présidial d'Auxer-
 „ re , les Juges , qui autorisent ces sortes
 „ d'épreuves , peuvent être pris à partie
 „ en réparation d'injure.

„ L'épreuve , dit le Pere Le Brun , n'est
 „ pas naturelle ; elle est superstitieuse , ca-
 „ pable de confondre les innocents avec
 „ les coupables : on y tente Dieu ; elle est
 „ défendue expressément par l'Eglise ; &
 „ les Curés qui l'autoriseroient , mérite-
 „ roient d'être mis en pénitence par leur
 „ Evêque. Mais il y a lieu d'espérer que
 „ ces épreuves , qui ont été si communes
 „ au voisinage d'Auxerre , ne seront ja-
 „ mais renouvelées. „

Hommes
 & fem-
 mes qui
 ne peu-
 vent en-
 foncer
 dans
 l'eau.

Quoi de plus singulier qu'un grand nom-
 bre de personnes , qui s'accusoient mutuel-
 lement de sortilege , n'aient pu enfoncer
 dans l'eau où elles avoient été jettées pieds
 & poings liés , comme le Procès-verbal de
 ce Chapitre en fait foi ?

Suivant le sentiment du favant Pere Le Brun, Dieu, que l'on tente, permet, pour punir ceux qui commettent ce crime, que le démon, qui produit cet effet merveilleux, opere en ceux qui sont Sorciers, comme en ceux qui ne le sont pas : voilà pourquoi on a dit, que de ne pas enfoncer dans l'eau, n'étoit pas une conviction de magie. Pour moi, je demande toujours, quand on me rapporte des faits merveilleux, les a-t-on bien examinés? S'est-on bien garanti de la surprise des habiles fourbes? A-t-on pris toutes les précautions imaginables? Je soumets dans ce cas mon jugement aux gens éclairés qui ne passent pas pour crédules.

Puisque je suis sur les sortileges, je rapporterai une histoire qu'on trouve dans un Historien contemporain de Charlemagne. Il dit que ce Prince étoit si éperdument amoureux d'une de ses maîtresses, qu'il ne pouvoit pas la perdre de vue; jamais l'amour n'a enchaîné plus fortement aucun de ses captifs. Cette maîtresse étant morte, il ne pouvoit pas s'éloigner de son corps : il ne s'appercevoit point de la puanteur du cadavre. Un Évêque se persuada que la magie pouvoit être la cause de cette passion; il remarqua que la défunte avoit au doigt un anneau, il le lui ôta, & se le mit lui-même à un doigt. Charlemagne revint alors de son enlancement, & se trouvant infecté de l'odeur du cadavre, il le fit enterrer; il s'attacha à l'Évêque, qu'il

ne pouvoit pas quitter. Le Prélat, qui reconnut par-là que l'anneau étoit magique, le jetta dans le Rhin. Charlemagne n'eut plus aucun goût pour l'Évêque ; tout son plaisir dans la suite étoit de se promener au bord du Rhin, vis-à-vis l'endroit où l'on avoit jetté l'anneau constellé. Si mon Lecteur est tant soit peu Cabaliste, & qu'il aime tout ce qui est merveilleux, je lui fers un mêts de son goût ; mais s'il ne donne pas dans la cabale, & qu'il n'aime pas à se repaître d'histoires magiques, qu'il ne me traite pas de visionnaire, qu'il ne soit persuadé auparavant de ma crédulité. Pourquoi donc, me dira-t-il, nous donnez-vous cette histoire ? Pourquoi, lui demanderai-je à mon tour, nous a-t-on donné l'histoire des Fées ? Est-il surprenant que je donne celle-ci, puisqu'un Auteur contemporain en a fait les fraix ? Il est bon que je prenne toutes mes précautions dans un siècle où l'on chicane tant, & où l'on jette un ridicule sur toutes les histoires qui approchent du merveilleux. Jugez si l'on n'affubleroit pas d'un bonnet du Régiment de la calotte, un Auteur qui parleroit d'anneaux constellés, & d'opérations magiques, comme ajoutant foi aux effets merveilleux qu'on leur attribue : c'est pourquoi je fais ici ma profession d'incrédulité là-dessus.





LE SPECTRE,

O U

L'ILLUSION RECONNUE.

SI le Peuple reçoit avidement le merveilleux, quelque faux qu'il soit, combien, parmi les honnêtes gens, y a-t-il de personnes qui sont Peuple, & pour qui il a un grand appât? Plus un événement est extraordinaire, plus il doit être examiné scrupuleusement, avant que d'y ajouter foi. Les gens crédules usent d'une règle toute contraire; ils n'examinent que la superficie, ils digèrent sans peine les absurdités, ils trouvent le merveilleux trop beau pour qu'il ne soit pas vrai, & ils ne veulent pas empoisonner le plaisir qu'ils ont à le croire, quand ils disent, ce seroit dommage que cela fût faux! ils sont déjà en garde contre tout ce qui pourroit les désabuser, & se sont munis contre tous les raisonnements. Ainsi on ne doit pas trouver étrange, que l'Histoire suivante ait eu un grand crédit, jusqu'à être favorisée par le premier Juge.

Honoré Mirabel, Paysan du lieu de Pertuys, étoit valet dans la Bastide de Gay, au territoire de Marseille. Las de sa vie pénible & laborieuse, qui l'assujettissoit à

supporter le faix du jour & de la chaleur, il chercha dans son génie quelque expédient pour s'affranchir de sa condition : il résolut de se donner pour un homme riche, par l'invention d'un trésor. Après avoir rassemblé son petit conseil en lui-même, on va voir comment il arrangea son histoire. Je la raconterai d'abord suivant son système, & dans cette idée je l'embellirai de traits qui se présenteront à moi.

Il dit qu'il étoit couché, dans le mois de Mai, à onze heures du soir, sous un amandier de la Bastide de la Demoiselle Gay. Sans doute il n'étoit pas curieux d'être couché mollement. Il vit au clair de la lune un homme à la fenêtre d'une Bastide voisine, qui n'étoit qu'à cinq ou six pas de lui ; elle appartenoit à une femme nommée Placasse. Comme cette Bastide étoit inhabitée, la vue de cet homme le surprit ; il crut avoir droit de lui demander compte de ce qu'il faisoit là ; mais, quelques questions qu'il lui fît, le personnage joua le même rôle que la statue au festin de Pierre, quand on boit à sa santé. Le silence obstiné que cet homme garda, piqua Mirabel ; comme s'il eût été un redresseur de torts, il vouloit approfondir le mystère : la porte de la Bastide étant ouverte, & sans serrure, il eut envie d'aller lier conversation avec cet inconnu : il monta, mais après avoir bien cherché il ne trouva personne. Il s'imagina alors que c'étoit un fantôme, un spectre, un reve-

nant, tout comme il vous plaira l'appeler. Comme il ne se donne pas plus de courage qu'il n'en avoit, dans cette idée qui le frappa, la frayeur lui donna des ailes, il descendit le degré, franchissant les marches quatre à quatre ; il alla ensuite puiser de l'eau dans un puits qui étoit tout auprès ; car on est bien altéré quand on a peur. Tandis qu'il buvoit, il entendit derrière lui une voix cassée, telle que l'ont Messieurs les Revenants, nullement propre pour la musique ; elle l'appella par le nom de son Pays : Pertuyfan, lui dit-elle, on a enterré ici un trésor, tu n'as qu'à creuser, il sera à toi ; fais-moi dire des Messes. Ce langage apprend que c'étoit une ame Catholique, qui souffroit, & qui quêtoit des prières. Il vit tomber une petite pierre dans un endroit, il crut qu'elle lui marquoit le lieu où il falloit creuser.

En supposant cette histoire vraie, on demandera pourquoi ce Revenant eut cette prédilection pour Mirabel ; son ame étoit-elle de meilleure trempe que celle d'un autre ? Il ne put pas soutenir le poids de sa fortune ; pour se soulager, il alla en faire part au nommé Bernard, valet de la Fermière de la Bastide de Paret. Ils allerent ensuite creuser ensemble ; il n'étoit pas encore cinq heures ; la Fermière étoit présente. Ils trouverent d'abord un paquet de mauvais linge, sur lequel ayant donné un grand coup avec une pioche, ils entendirent tinter : ce son les réjouit beaucoup.

C'étoit un spectacle plaifant, de voir ces trois perfonnes émerveillées ; & fans doute la Fermiere, encore plus curieufe à caufe de fon sexe, étoit plus faifie que les autres. Perfonne n'ofait toucher à ce paquet, de peur qu'il ne fût peftiféré ; la crainte de la mort étoit plus forte que leur avarice. Mirabel s'avifa de faire un croc avec une branche d'amandier, pour retirer le paquet. Quand il l'eut, il le porta dans fa chambre, toujours fufpendu à fon croc. Sans doute que la branche d'amandier n'étoit pas légère, puisqu'elle foutenoit un poids qui étoit, comme on le verra, bien confidérable. Quand il l'eut porté dans fa chambre, il le trempa dans un vaiffeau plein de vin, faute de vinaigre : il ouvrit alors le paquet, & il croyoit n'avoir pas affez d'yeux pour y voir l'or qu'il contenoit. Il compta plus de mille pieces d'or ; c'étoit des efpeces Portugaifes : il ne pouvoit pas fe raffaier de les voir. Il dit fans doute en lui-même, comme ce Riche de l'Évangile, en s'applaudiffant à la manifeftation de ce tréfor : *Comede & epulare, anima mea* ; mange & bois, mon ame. Le plaifir de boire étoit celui qui le captivoit le plus. Bacchus eft la divinité des Payfans. Ici l'hiftoire manque de vraifemblance ; car on dit que Bernard & fa maîtrefle perdirent de vue le tréfor. Je pourrois le croire à l'égard de Bernard ; mais, fâchant de quelle trempe l'ame de la femme eft faite, que la curiofité eft une paffion qui la ty-

LUC.
E. XII.
VERF. 19.

rannise, je ne croirai point que la femme ait abandonné Mirabel & son trésor. Ils vinrent à lui pour lui demander où il l'avoit mis ; mais il les dépaysa : son unique soin fut de mettre son trésor à l'abri des voleurs. Il ne dit point comment il se délivra des importunités de Bernard & de la Fermière ; je conçois que celle-ci fut bien plus pressante que l'autre. On pensera sans doute que Mirabel perdit le sommeil, & que, s'il savoit chanter, il perdit même la voix, ainsi que le Savetier de la Fable de La Fontaine. Il fit dire quelques Messies pour le repos de la bonne ame de ce Revenant : il étoit à craindre, que, s'il y eût manqué, on l'eût trouvé un beau matin dans son lit le col tordu. Il se fit saigner quatre fois, pour prévenir les suites de la révolution que la frayeur avoit faite en lui.

Fable
CXLIII.
Le Save-
tier & le
Finan-
cier.

On a vu que son ame n'avoit pas été assez forte pour porter le poids d'une si grande nouvelle ; il étoit encore menacé d'être étouffé, s'il ne la répandoit. Un tel secret étoit trop pesant pour lui. Pour prévenir ce malheur, il en fit part à un Magasinier de Marseille, nommé Auquier, qui étoit comme lui de Pertuys ; il prit le prétexte de lui demander conseil sur l'usage qu'il devoit faire de son trésor. L'attrait que Mirabel avoit à faire part de sa fortune, venoit de ce qu'il pensoit qu'il étoit un important personnage, parce qu'il étoit riche, qu'il avoit tout le mérite d'un Monsieur bien hupé ; car, quand on croît

en mérite , on aime à montrer aux autres ce progrès , & on veut qu'ils nous voient tel que nous nous voyons nous-mêmes. Auquier médita alors de déniaiser le Paysan. D'abord il lui persuada de bien cacher son trésor , parce que , si l'on savoit qu'il avoit de vieilles especes , on les lui confisqueroit ; alors , adieu tout son mérite. Auquier ne le quitta plus : amoureux des beaux yeux de son trésor , on eût dit qu'il trouvoit de grands charmes dans sa conversation , dans sa compagnie : il le menoit de cabaret en cabaret , où il le régaloit ; il lui prêta jusqu'à quarante livres. Mirabel n'osoit pas faire usage de son trésor , à cause de la crainte que lui avoit imprimé Auquier.

Enfin , celui-ci fut si bien trouver le chemin du cœur du Paysan , par l'étude qu'il en avoit fait dans les repas qu'il lui avoit donné , où rien n'étoit échappé au Paysan dans le vin , qu'il l'engagea à lui confier son trésor : afin de lui donner plus de confiance , il lui montra chez lui une corbeille où il y avoit beaucoup d'especes d'or & d'argent. Cet objet étoit propre à persuader Mirabel qu'Auquier étoit dans une situation aisée. Ils convinrent ensemble de se trouver le 6 du mois de Septembre , à dix heures du soir , à une des portes de la Ville , où le Paysan remettroit à Auquier son trésor.

Dans le temps que le Paysan étoit en chemin pour aller au rendez-vous , & qu'il

en étoit fort près, il rencontra Gaspard Deleuil, l'un de ses amis : il apperçut alors Auquier ; il dit à Gaspard Deleuil de l'attendre là , à l'entrée d'un petit bocage. Il aborda ensuite Auquier, à qui il remit deux petits sacs, l'un fermé par un ruban de fil de couleur d'or, l'autre par un cordon de fil. Auquier lui remit un billet conçu en ces termes :

Je reconnois devoir à Honoré Mirabel la somme de vingt mille livres , que je promets lui payer à sa volonté , le quittant des quarante livres qu'il me doit. A Marseille , ce 27 Septembre 1726.

Signé AUQUIER.

Si l'on croit l'histoire du Paysan , il changea son trésor contre une feuille de chêne , puisque le billet s'est trouvé faux. Si le Spectre eût prévu que le Paysan seroit pris pour dupe , il ne lui auroit pas sans doute révélé le lieu du trésor. On voit que Messieurs les Revenants n'ont pas la clef de l'avenir.

Le Paysan , qui ne pouvoit rien cacher , & qu'on pouvoit bien comparer à Pasquin , qui ayant un bâillon à la bouche , dit , *jo crepo* , je creve , avoua à Auquier qu'il avoit encore quatre pieces d'or : celui-ci l'obligea à les lui remettre , en lui disant qu'il s'exposoit , en les gardant , à se faire des affaires fâcheuses avec la Justice de la monnoie. Il alla ensuite joindre

Gaspard Deleuil, qui l'attendoit ; il partit peu de temps après pour Pertuys, sans doute pour y faire voir à ses compatriotes, en sa personne, un Payſan bien-aiſé, dont le cœur ne pouvoit pas ſuffire à la joie que lui cauſoit ſa fortune. De retour de ſon voyage, il alla voir Auquier, qui le retint à ſouper. Il prit congé de ſa maîtrefſe ; elle n'étoit pas aſſez grande Dame pour avoir un valet devenu Monſieur. Étant en chemin pour aller retirer ſes hardes de la Baſtide, il fut attaqué auprès des Minimes, par un homme d'une taille gigantesque, qui lui donna bruſquement un coup de couteau, qui lui perça ſa chemiſe & ſa veſte. Étoit-ce un autre Revenant ? étoit-ce un émiſſaire d'Auquier ? Un Revenant, qui quête des prières, donne-t-il des coups de couteau ? Un émiſſaire d'Auquier, qui auroit voulu le tuer, s'en ſeroit-il tenu là ? On ne nous a point éclairci là-deſſus, on a laiffé le champ libre aux conjectures ; c'eſt un Pays bien vaſte. Le Payſan crut deviner l'auteur des coups de couteau ; il ouvrit les yeux ; il ſoupçonna Auquier ; il lui demanda ſon tréſor, ou le payement du billet.

Auquier dénia tout, comme un homme qui ne prétendoit pas avoir trompé infructueuſement le Payſan, & qui crut qu'il pouvoit lever le maſque impunément.

Le Payſan ſe pourvut en Juſtice, & rendit ſa Plainte. Il demanda permiffion d'informer, & que le Lieutenant-Criminel ſe

transportât dans la maison d'Auquier, pour y être procédé à un Procès-verbal de perquisition.

Je viens de raconter cette histoire suivant qu'elle s'est arrangée tout exprès dans le cerveau du Payfan, & j'ai fait les réflexions où elle m'a conduit. Mais l'événement ayant vérifié que c'est ici un fourbe de Payfan suscité par un autre fourbe, nous devons considérer le Payfan sous une autre face; loin que ce soit une dupe, c'est un trompeur. Le spectre n'est qu'une illusion, le trésor qu'une chimère : ces deux points principaux sur lesquels roule toute l'histoire, étant détruits, toutes les circonstances dont elle est ornée s'évanouissent.

La fable pourtant fit fortune dans l'esprit du premier Juge. Il permit d'informer. Le 17 Octobre 1726, il se transporta dans la maison d'Auquier avec son Greffier, suivi de Mirabel. Le Procès-verbal de perquisition fait foi qu'on n'a trouvé aucune pièce d'or, ni aucune pièce de vaisselle : à l'ouverture d'une garde-robe, Mirabel reconnut une petite corbeille d'osier, dont il avoit parlé dans sa plainte.

Auquier fut ensuite interrogé, & dit qu'il avoit connu Mirabel depuis le mois de Mai; qu'il avoit mangé avec lui une fois dans sa boutique, & une fois au cabaret; qu'il lui avoit prêté deux écus; que ce Payfan lui avoit dit qu'il avoit trouvé un trésor, qu'il lui avoit promis de le lui remettre sur la sûreté d'une Obligation pas-

sée devant Notaire : il dénie tous les autres faits renfermés dans sa Plainte.

A la fin du Procès-verbal, le Lieutenant-Criminel déclare, qu'en visitant les hardes & habits de la femme d'Auquier, il avoit trouvé, à une jupe d'un petit enfant, un ruban de fil de couleur d'or, semblable à celui dont étoit lié un des sacs qui renfermoit une partie du trésor remis à Auquier, comme Mirabel l'a dit dans sa Plainte.

La corbeille d'osier, le ruban de fil de couleur d'or, l'aveu que fit Auquier que Mirabel lui avoit dit qu'il avoit trouvé un trésor ; la promesse, selon Auquier, que lui fit le Paysan de le lui remettre, l'offre qu'il lui fit de lui en passer obligation, toutes ces foibles lueurs du crime dont Auquier est accusé, parurent des lumieres éclatantes aux yeux du Juge. Qu'un innocent accusé est malheureux, quand le cerveau de son Juge est organisé d'une telle façon, qu'il prend de foibles indices pour de fortes présomptions ! Avec les meilleures intentions du monde, ce Juge frappera l'innocence du glaive de la Justice ; toute sa bonne-foi ne servira qu'à le mieux opprimer.

L'information fut faite ensuite : elle est composée de seize témoins ; dont les trois premiers étoient très-propres à confirmer la prévention du Juge.

Le premier est Magdeleine Caillot, Grangere de Paret. Elle dépose que Mirabel, revenant un jour de son travail, lui parut
triste

triste & troublé, & lui dit qu'il venoit de voir un mort à la fenêtre de la Bastide de Placasse. Son récit est semblable à l'aventure que nous avons racontée, & que Mirabel a rapportée dans sa Plainte. Touchant la découverte du trésor, elle a vu, avec Bernard, son valet, creuser la terre, & retirer un linge qui enveloppoit quelque chose de fort lourd, qu'elle crut être du métal, par le tintement qu'il a rendu du coup de pioche qu'on a donné dessus, & qu'elle n'a pas osé toucher, crainte du mal contagieux. Elle raconte ce que Mirabel lui avoit dit de la remise des especes faite à Auquier, & en dit avoir vu une qu'elle décrit ayant un cordon & une croix au milieu, de la largeur d'une piece de deux liards; elle reconnut le sac & le ruban de fil remis au Greffier, pour être les mêmes que Mirabel lui avoit montrés : elle ajouta que Mirabel se plaignit un jour à elle d'avoir été attaqué par un homme, qu'il croyoit être Auquier, qu'il en reçut un coup de couteau; qu'il lui fit voir sa veste & sa chemise percées.

Le second témoin est Gaspard Deleuil : il raconte l'histoire du mort & du trésor trouvé, qu'il avoit appris de Mirabel : & dit que le 6 Septembre au soir, il avoit rencontré celui-ci ayant un paquet sous le bras, qu'il le pria de s'arrêter lorsqu'il fut près de la *Porte des Fainéants*; que Mirabel s'avançoit alors vers un homme à qui il remit son paquet, & de qui il reçut en même

temps un morceau de papier; que s'étant de nouveau joint à Mirabel, il apprit que c'étoit Auquier, Magasinier, à qui Mirabel venoit de remettre les especes trouvées, sous la sûreté d'un billet.

Ce témoin dit de plus, que le lendemain, à la pointe du jour, ayant repassé au même endroit, il trouva à terre une piece d'or, qu'un Marinier du Levant changea pour trente-une livres dix sols : il parle ensuite de l'homme à haute taille, & du coup de couteau dont Mirabel s'étoit plaint à lui.

Le troisieme témoin, nommée François Fourniere, fait le récit du spectre & du trésor trouvé, que Mirabel lui avoit appris; & dit qu'ayant pressé Mirabel de lui faire voir les especes, il la mena dans sa chambre, & tira d'un tas de fumier un sac rempli de pieces d'or; qu'elle examina une de ces pieces, qui étoit de la largeur d'une piece de deux liards.

Elle ajouta, qu'ayant entendu crier au voleur auprès de sa Bastide, vers le Couvent des Minimés, elle fut à sa fenêtre dans la nuit, & vit courir un homme du côté de la Ville. Après que Mirabel l'eut mis au fait de cette aventure, il lui fit voir sa veste & sa chemise percées d'un coup de couteau.

Elle dit encore, qu'ayant su de lui qu'Auquier dénioit la remise des especes, elle lui reprocha son infidélité, & qu'à ce reproche Auquier ne fut que répondre, *qu'il trembla & devint pâle comme un mort*, lui disant seulement de ne pas parler si haut.

Que l'on se mette à la place d'un Juge qui reçoit une Accusation d'un grand crime : il s'attache à découvrir le coupable ; & quand après avoir assemblé les indices, les présomptions, réuni toutes les preuves, il croit l'avoir découvert, il s'applaudit intérieurement ; jaloux de sa découverte, son imagination l'embellit, elle s'imprime bien avant dans son ame ; c'est son ouvrage, c'est une création ; son devoir, qui le presse, l'oblige de mettre à profit ses lumières ; alors un innocent, contre qui des indices & des présomptions s'élèvent, comment peut-il se sauver ? L'horreur du crime, l'obligation de le punir, la crainte de résister à la vérité, tout concourt à l'accabler.

Ici l'accusation étoit fondée sur la vision d'un Spectre, d'un Revenant, sur la conversation qu'il avoit eue avec l'Accusateur. Une pareille aventure, en la supposant possible, parce qu'on ne doit point donner des bornes à la puissance de Dieu, & parce qu'on cite quelques exemples des Ecrivains sacrés, n'arriveroit que pour des causes de la dernière importance, qui auroient déterminé l'Auteur de la nature. Quelle cause voit-on ici ? On enrichit un Payfan, en proie, par sa facilité, à tous ceux qui le veulent duper : il est presque aussitôt dépouillé de son trésor, qu'il l'a découvert. Quel grand dessein la Providence auroit-elle eu en enrichissant ce Payfan ?

Si le Lieutenant-Criminel eût fait cette réflexion solide, elle lui auroit rendu suf-

pects tous les indices de son Procès-verbal, & toutes les dépositions de l'Information qui favoriseroient la Plainte. Mais, allez prêcher cette morale à un Juge jaloux de ses idées & de sa découverte, vous mortifiez son amour-propre, il ne vous écoute pas.

Les autres témoins parlent de l'argent remis à Auquier, ainsi qu'ils l'avoient appris de la bouche de Mirabel. Il paroît en même temps que Mirabel, après l'époque du trésor trouvé, ne laissoit pas d'emprunter des uns & des autres; qu'Auquier mangeoit quelquefois avec lui en divers cabarets, & que l'on étoit surpris de le voir ainsi familier avec un Paysan.

Un seul témoin dit qu'Auquier attendit un soir Mirabel dans un cabaret aux portes de la Ville, jusqu'à neuf heures; & pria l'Hôtesse, en sortant, de le faire avertir sur le champ s'il venoit.

Auquier fut décrété d'ajournement personnel le 24 Octobre, & répondit sur les charges le 21 Novembre. Il soutint n'avoir, ni reçu aucunes especes de la part de Mirabel, ni fait aucune promesse d'en payer la valeur; il reconnut que la juppe où étoit le ruban de fil couleur d'or, étoit de sa fille, & soutint n'avoir jamais reçu aucun sac de Mirabel.

Comment ne fut-il décrété que d'ajournement personnel par un Juge prévenu, qui donnoit dans les Revenants, & qui crut peut-être qu'il devoit venger la piété du

Payfan, frustré de la récompense qu'il méritoit pour avoir fait dire des Mèlles pour un mort ?

Sur la vérification du billet, signé *Louis Auquier*, les Experts déclarèrent que l'écriture & le seing avoient beaucoup de ressemblance avec les piéces de comparaison écrites par Auquier ; mais que l'écriture étoit contrefaite , & qu'ils ne pouvoient assurer qu'Auquier fût l'auteur de la *contrefaçon*. D'autres Experts déclarent, que le ruban du sac, remis au Greffe, est de la même qualité, couleur, & largeur du ruban de la juppe de la petite fille d'Auquier.

Le Procès ayant été perfectionné par récolement & confrontation, le Lieutenant-Criminel rendit sa Sentence le 10 Septembre 1727, portant qu'Auquier passeroit le guichet, & seroit appliqué à la question.

On ne peut s'empêcher de déplorer le sort de ceux qui tombent entre les mains de Juges prévenus. L'exemple du Sr. Auquier nous fait voir, que, si sa destinée eût dépendu entièrement des premiers Juges, son innocence, s'il n'avoit pu résister à la question, auroit succombé sans ressource, étant voilée à leurs yeux sous le dehors du crime.

L'affaire étant portée par appel au Parlement d'Aix, voici comment s'expliqua le Défenseur d'Auquier.

S'il est triste au Sr. Auquier, innocent, de subir une accusation calomnieuse, ou-
vrage de la noire malignité & de la cupi-
Désenfe de l'Accusé.

dité démesurée d'un Payſan, il a du moins l'avantage, que la machination eſt ſi mal concertée, qu'elle ne ſauroit faire aucun effet. Jamais on n'appliqua mieux ce langage du Prophete Roi : *Mentita eſt iniquitas ſibi* *. On évoque une ombre, on rap-

* Pf.

xxvi. 7.

pelle un mort de ſon tombeau, pour faire le fondement de l'impoſture. Cette hiſtoire eſt ſi mal tiffue, qu'elle eſt marquée, non ſeulement au coin de la fiction, mais d'une fiction groſſiere. Il eſt étrange qu'elle ait pu faire la moindre impreſſion ſur le premier Juge; car elle ne paroît pas propre ſeulement à tendre un piège à la crédulité elle-même.

A-t-on pu croire l'apparition d'un eſprit, qui eſt venu expreſ de l'autre monde pour indiquer un tréſor à l'Accuſateur? Si cette hiſtoire eſt incroyable, l'accuſation qui porte là-deſſus, de quel poids eſt-elle? S'il n'y a point d'eſprit qui ſoit apparu, il n'y a point eu de tréſor indiqué : l'Accuſateur n'a donc jamais été poſſeſſeur d'aucun tréſor, il n'en a donc point remis à l'Accuſé; & par conſéquent, voilà le crime évanoui. Ainſi, pour ſuppoſer l'Accuſé coupable, combien de chimeres & d'illuſions ne faut-il pas admettre? Il faut faire revenir un mort de l'autre monde : il faut que ce mort, ou ce ſpectre, ſoit aſſez officieux pour enſeigner à ce Payſan le lieu d'un tréſor, par une grande prédilection pour lui : il faut que ce Payſan, riche tout d'un coup par cette voie, ait

en assez de simplicité pour se laisser dépouiller par un homme qui ne lui a donné d'autre sûreté qu'un faux billet.

Quand des témoins irréprochables déposeroient tous ces faits incroyables, en balançant leur témoignage contre la nature de ces faits, ils ne pourroient jamais obtenir d'être crus, parce qu'alors ils lutteroient contre le témoignage de tout l'Univers, & ils ne pourroient pas par conséquent l'emporter : mais ce n'est pas seulement à cause d'une apparition d'esprit, que tout l'Univers dépose contre des témoins qui l'attesteroient ; mais ici c'est contre toutes les circonstances de cette histoire, que toute la saine partie du monde s'élèvera. Croira-t-on que, sans savoir précisément ce que valoient les especes qui composoient le trésor, il les eût remises au Sieur Auquier sur un billet tel qu'il le lui donna ? Il ne dit point qu'elles valussent vingt mille livres, ni même qu'elles aient été estimées : il ne dit point qu'il ait vu écrire le billet par Auquier : comment savoit-il donc qu'Auquier avoit fait ce billet, & comment a-t-il pu le prendre pour un billet d'Auquier, & dans cette ignorance se dépouiller d'un trésor, la nuit, sans témoins ? D'ailleurs, pourquoi ce mystère ? puisque tout le monde étoit imbu qu'il avoit un trésor, grace aux soins qu'il avoit pris de répandre cette nouvelle. Il n'avoit même pu, selon lui, se contenir, dès que le spectre le lui eut indiqué. Croira-t-on que

cette femme & son valet, qui furent présents à la découverte de ce trésor, n'aient pas été tentés d'y prendre part, & qu'ils l'aient perdue de vue, & que le Payfan ait pu les leurrer là-dessus? Cette femme & son valet étoient-ils exempts de cupidité & de curiosité? Sont-ce des gens d'une nouvelle fabrique? Sont-ce des ames d'une autre trempe que celle des autres? Par quel prodige ce sac ou cette toile qui enveloppoient le trésor, ont-ils été conservés? Étoit-ce une toile ou un sac incorruptibles? Une fable si absurde, fondée sur une apparition d'esprit aussi incroyable, comment a-t-elle pu trouver quelque créance dans l'esprit des Juges? Comment, sur une Plainte faite sur le modele d'un Conte de Fée, le Lieutenant-Criminel a-t-il pu ordonner qu'il se transporterait dans la maison d'Auquier, pour y faire une perquisition sans aucunes conclusions du Procureur du Roi?

Quand il se seroit agi d'un vol qui n'auroit pas eu pour fondement un conte absurde, auroit-il dû, sans une Information précédente, ordonner ce transport? Pouvoit-il ignorer les réglemens de la Cour, qui défendent aux Juges de faire des Procès-verbaux de perquisition dans la maison de l'Accusé, avant l'Information? Si ces réglemens s'observent à l'égard des domiciliés, à plus forte raison à l'égard d'un Marchand dont le crédit se perd si aisément, & se recouvre si difficilement : &

on n'ignore pas que la perte de son crédit creuse le précipice de sa fortune. Ainsi un Juge, par une procédure inconsiderée, peut causer la ruine d'un innocent. D'ailleurs ne vit-il pas, après la perquisition qu'il fit jusques dans les matelats & dans les paillassés, qu'il n'y avoit, ni pieces d'or de Portugal, ni autres especes, ni cuillers ni fourchettes d'argent? Mais ne trouvant aucunes pieces de conviction, il s'avise d'en faire une d'un ruban de couleur d'or, de la longueur d'une aune, & il observa que ce ruban étoit de la même couleur que celui dont Mirabel lui avoit dit que le sac, remis à Auquier, étoit lié. Le ruban qu'il trouva, étoit cousu à une robe d'enfant. Est-il bien étrange que Mirabel ait parlé de ce ruban qu'il a vu à cette robe? Et sans la prévention du Lieutenant-Criminel, il n'auroit pas donné à ce ruban le caractère d'une piece de conviction; il en fut pourtant tellement frappé, qu'il entendit de nouveau Auquier & son épouse; il lui fit représenter son livre de raison; & s'imaginant être dans la voie de la vérité qui s'élevoit contre ce Marchand, il mit tout en usage par les questions artificieuses qu'il lui fit, en le tournant de tout côté pour l'engager à la révéler.

Cette prévention du Juge fut contagieuse à tout le monde. On regarda l'Accusé comme un homme coupable du vol du trésor, & déjà convaincu; on ne lui laissa pas même l'ombre de son honneur.

Ce dépouillement fut l'ouvrage du Juge ; il ordonna que Gay, propriétaire de la Bastide où demeuroit Mirabel ; que Bernard, Paysan , à qui Mirabel disoit avoir déterré un trésor en sa présence, fussent ouïs. Gay découvrit l'illusion, puisqu'il déposa que Mirabel lui avoit dit qu'il avoit découvert un trésor, mais qu'il n'en avoit rien cru ; qu'il n'avoit vu aucune piece d'or. Bernard, qui étoit un témoin nécessaire, & très-propre à éclaircir la religion du Juge, ne fut point assigné. Ce témoin laissa un grand vuide dans la Procédure ; comment le Juge a-t-il pu la poursuivre ? Mais un homme prévenu aime tellement sa prévention, qu'il évite les lumieres qui peuvent la dissiper. Qu'on examine l'Information , on ne trouvera point de preuve du crime dont on a chargé l'Accusé.

Magdeleine Caillot , premier témoin, parle bien de la découverte du trésor, & dit qu'elle a vu des especes ; mais elle ne parle que par oui-dire de Mirabel, de la remise du trésor à l'Accusé.

Gaspard Deleuil, deuxieme témoin, raconte l'histoire du mort & du trésor, qu'il dit avoir apprise de Mirabel. Il dépose qu'il rencontra ce Paysan portant un paquet sous le bras, s'avancant vers un homme à qui il remit ce que ce paquet contenoit. Il dit qu'il apprit que cet homme s'appelloit Auquier, qui remit en même temps un papier à Mirabel. C'est un témoin unique, qui parle d'une remise d'un paquet : il ne dit

point que ce fut la remise du trésor, il ne fait point si c'est à Auquier à qui on fit cette remise, il dit qu'on lui apprit que c'étoit lui; ne peut-on pas l'avoir trompé? & Mirabel, dans le dessein d'accuser Auquier, ne peut-il pas avoir joué ce rôle, & fait cette feinte avec une personne apostée? En un mot, on ne voit là-dedans aucuns faits, en les enchaînant les uns avec les autres, qui puissent manifester le crime d'Auquier.

Tous les faits que dépose Françoise Fourniere, troisieme témoin, ne sont pas plus concluants. Il est vrai qu'elle dépose, qu'ayant reproché à l'Accusé qu'il recéloit le trésor de Mirabel, elle dit qu'il ne sut que répondre; que les paroles lui moururent dans la bouche, qu'il devint pâle comme un mort, mais qu'il lui dit de ne pas tant élever la voix. Le silence d'Auquier, en supposant ce fait vrai, qu'il nie formellement, & sa pâleur, auroient eu leur source dans l'étonnement qu'il eut de se voir accusé d'un pareil crime. Comment ce témoin, qui prétend avoir rendu pâle Auquier comme un mort, & qui adopte la fable que lui a raconté Mirabel, n'a-t-il pas dit qu'il étoit pâle comme le mort que ce Payfan avoit vu?

Il est superflu d'examiner les dépositions des autres témoins, qui ne parlent que par oui-dire; on comprend que, si de pareilles dépositions peuvent faire preuve en Justice, il seroit très-aisé à un Accusateur d'é-

tablir une calomnie, en la répandant & la faisant circuler d'oreille en oreille.

Fable
CXLVII.

On n'ignore pas que dans le progrès d'une histoire, sur-tout si elle est merveilleuse, elle emprunte toujours de nouveaux embellissements : ainsi l'œuf, qu'un homme dit à sa femme avoir pondu, suivant la Fable de la Fontaine, circulant de commere en commere, dont chacune y ajoutoit d'autres œufs, à la fin de la journée il se trouva que le pondeur avoit fait cent œufs : image véritable du sort qu'ont ces sortes d'histoires merveilleuses qui se débitent dans le monde.

Croiroit-on que, sur le fondement d'une telle Information, Auquier eût été condamné à souffrir la question ordinaire & extraordinaire, & que, n'étant que décrété d'ajournement personnel, on lui ait fait passer le guichet? Quel est l'innocent qui ne puisse être exposé à un pareil danger, si les Juges sont capables d'envisager de pareilles dépositions comme des preuves du crime?

Auquier ne peut trop se récrier sur les perquisitions qu'on a faites chez lui avant l'Information, qui l'ont décrié absolument. Un homme, dont la probité est entière, tout d'un coup est jugé capable des plus grandes noirceurs. Ce passage rapide d'une réputation honorable à un si grand décri, qui fait une subite révolution dans tous les esprits; qui seroit à l'épreuve d'un tel changement? Y a-t-il un poids plus accablant?

Aussi Airault remarque dans son *Traité de l'Ordre Judiciaire*, l. 3, part. 2, n. 14, que ces sortes de perquisitions sont défendues aux Juges. *Les Anciens*, dit-il, *donnoient ces permissions, encore qu'il n'y eût charge ni information préalable, & nous ne le faisons point, sinon avec quelque connoissance de cause, c'est-à-dire, Information précédente; toutefois il y a aujourd'hui plus de danger à octroyer telles permissions qu'il n'y avoit anciennement.*

Ce n'est qu'en deux cas que ces perquisitions peuvent être permises; après une Information qui donne quelque preuve ou indice violent contre un Accusé, ou en cas de flagrant délit. Corbin en rapporte un Règlement du Parlement de Paris; & la Cour en fit un semblable le 26 Janvier 1647, rapporté par Boniface en la premiere Compilation. part. 3, pag. 54. *Qui fit inhibitions & défenses à tous les Juges de la Province, d'ordonner des perquisitions des choses dérobées dans la maison d'autrui, excepté en cas de précédente information ou de flagrant délit.* Dans la nouvelle Compilation des Oeuvres du Sieur du Perrier, il y a un autre Arrêt de l'année 1541, qui, pour une semblable perquisition, condamna Maître Icard, Avocat, à une amende envers Maximin Bremond.

Auquier se plaint encore des Interrogatoires qu'il a subi, sans qu'il y eût eu une Information, & sans que le Procureur du Roi eût donné des conclusions contre lui.

L'Information est la base de toute la Procédure. Un pareil Interrogatoire ne peut être fait à un Accusé, que dans le cas du flagrant délit, où l'on a ordonné qu'il seroit décrété.

Mais le comble de l'injustice, c'est la condamnation de l'Accusé à la question ordinaire & extraordinaire, tandis que son accusation n'a d'autre fondement qu'une chimere, l'apparition d'un esprit qui a découvert à l'Accusateur un trésor. Quand il y auroit dans l'Information une preuve aussi véritable qu'elle est fausse, que l'Accusé a recélé le trésor, il ne pourroit point être condamné, parce que l'existence de ce trésor est fondée sur une illusion.

Suivant les regles qui s'observent en matiere criminelle, plus encore en matiere civile, en faveur de l'innocence, *quæ verisimilia non sunt, habent in se speciem falsitatis*. Ce qui n'est pas vraisemblable, est réputé faux, comme l'établit Calde en fait de délit, sur la Loi premiere, *Cod. de servis fugitivis*. C'est une regle d'autant plus inviolable qu'elle entraîne l'esprit, & que l'évidence du fait l'emporte sur toute autre preuve, selon des Docteurs : *Probatio quæ fit per evidentiam facti, est omnium potentior, ut nulla certior sit*.

C'est de ce principe que dérivent les regles marquées par tous le Criminalistes, que, quand cent témoins déposeroient le contraire de ce qui résiste à la nature & aux lumieres du bon sens, ils ne feroient

aucune preuve, c'est un axiome de droit ; & les témoins qui déposent ainsi des choses extraordinaires & improbables, sont réputés suspects & faux, suivant la remarque de Barbosa dans ses axiomes de Droit, *in verisimile*, après une infinité de Docteurs qu'il rapporte : *Quare, dit-il, testes deponentes non verisimilia præsumuntur falsi, aut saltem de falso suspecti, ac proinde illis ex justâ causâ minimè credendum* : ce qu'il répète dans son Répertoire *Prædicarum Quæstionum in vers. Testis* ; & Décius dans son Conseil 685, num. 8, établit la même règle : *In testibus consideratur quod est verisimile, & contra testes deponentes contra verisimile est præsumptio falsitatis & non probant.*

Supposons que, sur le fondement de la Fable qui a cours dans la célèbre Maison de Luzignan, des témoins déposassent que la Fée Mélusine, qui avoit une queue de serpent, & qui se baignoit tous les Samedis dans une cuve de marbre, eût enseigné un trésor à une personne à qui un voleur l'auroit enlevé ; que diroit-on d'un Juge, qui, sur le fondement de pareilles dépositions qui se soutiendroient parfaitement, & qui ne se démentiroient en rien, témoins irréprochables si l'on veut, condamneroit un Accusé ? Ne seroit-ce pas un homme dévoué à la féerie ?

Auquier a non-seulement l'avantage, que sa condamnation a pour principe une fable ; mais encore les témoins qui la dé-

posent, en parlant par oui-dire, ne sont pas témoins oculaires du crime auquel la fable sert de fondement; & ceux qui attestent cette chimere, ne peuvent jamais par leur déposition lui donner une réalité, & ne peuvent que remporter le titre de visionnaires.

D'ailleurs toutes les regles s'élevent ici contre la condamnation à la question ordinaire & extraordinaire. Premièrement, le grand principe en fait de question est, qu'elle ne peut jamais être ordonnée que le corps du délit ne soit constant, *nisi constet prius de delicto*, suivant tous les Docteurs.

Julius Clarus, dans sa *Pratique criminelle*, quest. 64, nomb. 3, dit expressément: *Debet autem Judex ante omnia considerare primò ut constet de delicto*, & *Judices qui consideratè procedunt neminem ponunt ad torturam nisi prius de delicto appareat*: le Juge doit préalablement examiner si le délit est constant, & les Juges prudents ne condamnent point à la question, que le crime ne soit certain; mais l'Ordonnance de 1670, titre 19 des Jugements & Procès-verbaux de Tortures, article premier, a fait une Loi inviolable là-dessus, & elle ne permet point d'ordonner la question s'il n'y a preuve considérable contre l'Accusé d'un crime qui soit constant. Voilà le fondement des Jugements qui condamnent à la question.

Par cette preuve considérable que demande

mande l'Ordonnance, on entend des indices très-pressants, qui conduisent à croire que l'Accusé est coupable. Or, dira-t-on qu'un trésor révélé par un Revenant, un trésor par conséquent chimérique, puisse faire un corps de délit constant, & qu'il puisse y avoir des indices pressants de l'enlèvement de ce trésor?

Secondement, c'est une regle certaine, que, lorsque des indices sont combattus par d'autres indices, il n'y a point lieu à la question. Ici, non-seulement l'accusation n'est fondée sur aucun indice certain, mais elle porte sur une fable qui tombe d'elle-même. Les premiers Juges auroient-ils pris pour un indice la pâleur que le troisieme témoin vit à l'Accusé lorsqu'il lui reprocha son prétendu crime? Mais la cause de cette pâleur attribuée au crime, est une opinion particuliere de ce témoin. Or les témoins sont crus sur les faits qu'ils affirment, mais leurs opinions ne sont pas adoptées : *Testes de credulitate non probant, & testificans de his quæ sunt in animo, non creditur*. Suivant Farinacius dans sa *Pratique criminelle*, part. 2, quest. 65, num. 158.

Cette pâleur pouvoit avoir sa cause dans le trouble de l'innocence soupçonnée.

L'Accusé alléguera encore une défense péremptoire; c'est qu'il offre de prouver, que le sixieme Septembre, où Mirabel dit qu'il lui remit son trésor, il fut tout ce jour-là à Pertuys, distant de huit lieues de

Marseille. *L'alibi* est de tous les faits le plus justificatif, le plus pertinent & le plus décisif, & détruit invinciblement un fait attesté par deux témoins irréprochables. il résulte de là, que l'Accusé doit être absous avec dommages & intérêts, proportionnés au préjudice que son crédit & sa réputation ont souffert. Le Juge ne doit point craindre de les porter trop haut, quand il considérera qu'on ne peut jamais rétablir l'innocent accusé, dans la place qu'il occupoit dans l'esprit des hommes avant son accusation.

Défense
de Mirabel.

Le Défenseur de Mirabel dit que le Sieur Auquier, après avoir abusé de la simplicité de ce Payfan ; & lui avoir enlevé son trésor, en l'engageant à le lui remettre sur la foi d'un faux billet, n'ayant pu surprendre les premiers Juges, ni leur dérober son crime, espere d'imposer aux lumières de la Cour. Comment a-t-il pu se flatter, que la vérité, qui parle contre lui dans la bouche des témoins de l'Information, n'aura aucun accès dans l'esprit des Juges du Parlement, qui est en possession de pénétrer jusques dans leur cœur ?

Comment s'est-il flatté, que les caractères de cette vérité, qui ont été saisis par les premiers Juges, ne passeroient à la Cour que pour des signes équivoques, & qu'il recueilleroit impunément le fruit de son crime ? Peut-il ignorer, que ce qui échappe à la pénétration des premiers Juges, se présente aux lumières de la Cour ? La simpli-

citée, la facilité du Payſan, en proie à l'adresse, à la dextérité, & aux artifices du Sieur Auquier, s'offriront d'abord à ſes regards. Elle verra que cette timide colombe, dans les ſerres du vautour, ne pouvoit éviter d'être ſa victime.

L'Avocat de Mirabel raconte enſuite tout le fait du Procès, & toute la Procédure. Après quoi il dit que la principale défenſe de l'Accuſé conſiſte à mettre les rieurs de ſon côté, en tournant en ridicule l'apparition de l'eſprit que vit le Payſan, & en prétendant que le retour des morts eſt chimérique. Comment a-t-il pu ſ'élever contre une vérité atteſtée par les Écrivains ſacrés, par les Peres de l'Egliſe, & par la Faculté de Théologie de Paris? L'ombre de Samuël n'apparut-elle pas à Saül, & ne lui dit-elle pas : *Quare inquietasti me ut ſuſcitarer?* Pourquoi avez-vous troublé mon repos, en m'obligeant à vous apparôître? * Et ne voyons-nous pas dans l'Eccléſiaſtique, qu'il eſt parlé de cette apparition, qu'il y eſt dit que Samuël, après ſa mort, ſit connoître au Roi ſa fin; qu'il ſortit de terre pour élever ſa voix, & lui annoncer l'extermination de ſa race impie, ſuivant la Prophétie? *Et poſt hoc dormivit, & notum fecit Regi, & oſtendit illi finem vitæ ſuæ, & exaltavit vocem ſuam de terrâ in Prophetiâ delere impietatem gentis.* (a) Eccleſ. XLVI. 23.

Reg.
XXVII.
15.

(a) On a donné depuis peu une Diſſertation du Pere Le Brun, Tome IV. de l'Histoire des Pratiques

Ne voyons-nous pas, après la mort de JESUS-CHRIST, des morts qui ressusciterent, & qui apparurent à plusieurs personnes : *Et monumenta aperta sunt, & multa corpora Sanctorum qui dormierant, surrexerunt, & exeuntes de monumentis post resurrectionem ejus, venerunt in sanctam Civitatem, & apparuerunt multis.* Matth. XXVII. 52, 53.

Saint Félix, au rapport de St. Augustin, apparut après sa mort aux habitants de Nole, assiégés par les Barbares. La Faculté de Théologie de Paris n'a-t-elle pas décidé, le 23 Janvier 1724, que les morts revenoient : *Nos autem vestræ piæ petitioni satisfacere cupientes, modo sequenti præfatæ quæstioni respondentes, animas defunctorum divinitus, seu divinâ virtute ordinatione, & permissione, interdum ad vivos redire exploratum est?* Desirant de satisfaire à votre pieuse demande, & d'éclaircir la question que vous nous avez proposée, nous avons décidé, après un mûr examen, que les ames des morts, par une vertu surnaturelle, & une permission divine, revenoient quelquefois vers les vivants. Cette décision est

superstitieuse, chez la Veuve Delaulné, rue St. Jacques, où il prouve que l'ombre de Samuël, qui apparut à Saül, n'étoit pas un spectre, mais Samuël lui-même. On voit que, par ce passage de l'Ecclésiastique, l'Avocat de Provence avoit fait cette preuve avant lui, & tous deux l'ont fait après St. Augustin. Le Pere Le Brun dit que cette apparition fut l'ouvrage de Dieu. Le démon commença le jeu, dit-il, Dieu voulut bien finir l'action.

conforme à ce que la Sorbonne avoit déjà prononcé dans l'année 1518.

D'ailleurs, nous ne soutenons pas ici que c'est précisément l'ame d'un mort qui ait apparu : ce peut être celle d'un esprit bon ou mauvais. A l'égard des apparitions des esprits sous la figure humaine, nous voyons que les Apôtres les ont cru. Ils pensèrent que JESUS-CHRIST, marchant sur les eaux, étoit un fantôme, & ils crièrent, saisis de frayeur : *At illi, ut viderunt eum ambulantem supra mare, putaverunt phantasma esse, & exclamaverunt.* Marc. vi. 49.

Lorsque JESUS-CHRIST, après sa résurrection, entra dans le Cénacle, les portes fermées, les Apôtres ne le prirent-ils pas pour un Esprit ? *Conterriti & conturbati existimabant se Spiritum videre* : & il fut obligé de leur dire : Pourquoi vous troublez-vous ? Pourquoi vos cœurs sont-ils agités de diverses pensées ? Voyez mes mains & mes pieds, reconnoissez que c'est moi. Touchez & voyez ; car les Esprits n'ont ni chair ni os, comme j'en ai : *Et dixit eis, quid turbati estis, & cogitationes ascendunt in corda vestra ? Videte manus meas & pedes, quia ego ipse sum. Palpate & videte, quia Spiritus carnem & ossa non habet, sicut me videtis habere.* Luc. xxiv. 37, 38 & 39.

A l'égard de l'apparition des malins esprits, que d'exemples n'en avons-nous pas dans l'ancien Testament & dans le nouveau ?

Mirabel n'expliquera pas ici, si l'esprit, qui lui apparut, étoit l'ame d'un mort, ou si c'étoit un bon ou un mauvais esprit. Il lui suffit, que, quand il croiroit que l'apparition d'un mort est possible, il penseroit comme auroit pensé plusieurs Compagnies souveraines, qui ont décidé que l'apparition des corps morts pouvoit faire résoudre des baux à loyer. Papon, dans ses *Arrêts*, *Liv. 20, tit. 5, n. 9*, observe que, par ces motifs, le Parlement de Paris a souvent ordonné la résolution des baux. Charondas, *Liv. 8, Responf. 77*, rapporte un Arrêt semblable. Covarruvias, *Liv. 4, chap. 6*, de ses *Résolut.* est du même avis, aussi-bien que Mornac sur la Loi, *Habitatores 27. ff. Locat. & Conduct.* Et s'il y a quelques Docteurs qui aient décidé le contraire, ce n'est pas qu'ils n'aient pensé que les morts ne revenoient point, ou que les esprits n'apparoissoient point; mais ils ont cru que les uns & les autres ne pouvoient pas causer une frayeur capable de rompre un bail, tel que la Loi l'exige : *Metus cadens in constantem virum*; parce qu'ils ont pensé qu'on pouvoit s'apprivoiser avec cette frayeur, dont la force diminueroit par degré, jusqu'à ce qu'on pût la supporter.

Mais à quoi bon agiter cette question? Quand on accorderoit au Sieur Auquier, que le retour d'un mort, & l'apparition d'un esprit, feroient une illusion, il n'en seroit pas moins coupable à cause du fait, qui est toujours certain, que Mirabel a

trouvé un trésor, & que le Sieur Auquier l'en a dépouillé par ses artifices. Pour prouver l'existence du trésor, il n'est pas nécessaire que le retour d'un mort & l'apparition des esprits ne soient point une chimere : il suffit que Mirabel puisse fortuitement avoir trouvé un trésor. On ne dira pas, que l'invention d'un trésor soit une chimere.

L'Information, qui est un tableau de la vérité, prouve l'invention du trésor; puis-que Magdeleine Caillot dit qu'elle étoit présente, lorsque Mirabel creusa la terre pour le chercher; qu'elle vit le linge où il étoit enveloppé, qu'elle entendit tinter les especes, qu'elle en vit une de la largeur d'une piece de deux liards, ayant un cordon & une croix au milieu.

Gaspar Deleuil, second témoin, rapporte toutes les circonstances de la remise du trésor à Auquier. Voilà l'enchaînement de l'invention du trésor, avec la remise qui en fut faite; & si l'on y joint tous les artifices que l'Accusé a mis en usage pour obliger Mirabel à lui remettre le trésor, artifices établis par plusieurs dépositions, on ne doutera point du crime d'Auquier, ou du moins que le Juge n'ait pu être bien fondé pour le condamner à la question.

A l'égard des artifices, il y a des témoins qui déposent, que l'Accusé avoit inspiré à Mirabel, qu'il couroit un grand danger en gardant de vieilles especes. D'autres témoins attestent, qu'Auquier l'a ré-

galé plusieurs fois au cabaret. Il est certain qu'il a mis tout en usage pour dépouiller Mirabel de son trésor; qu'il l'a caressé, régala, & lui a inspiré de la crainte. Si à tous ces artifices on rapproche d'autres faits, on verra que bien des lumières nous conduisent à la connoissance de son crime.

Un témoin dépose, que le reproche qu'il lui en fit, lui causa une pâleur subite. Et qu'on ne dise pas que l'innocence soupçonnée peut avoir été la cause de cet effet. Quand elle est traduite devant le Juge, elle peut être déconcertée de l'appareil de la Justice; lorsqu'elle lit dans tous les yeux qu'elle est présumée coupable, il n'y a que trop d'exemples de la vertu opprimée : mais elle ne pâlera point sur un reproche que lui fera une seule personne, qui n'a d'autre preuve que son opinion injurieuse : opinion erronée, fort aisée à détruire. L'innocence est timide si l'on veut, mais elle ne se déconcerte que lorsqu'elle a sujet de craindre les funestes effets de la malice.

Si l'on ajoute encore le rapport des Experts, qui disent que l'écriture du billet remis à Mirabel, étoit contrefaite, & qu'elle étoit semblable à celle des pieces de comparaison, écrites de la main d'Auquier, on sera convaincu qu'Auquier a falsifié ce billet pour leurrer Mirabel.

La vérité se réserve cette ressource à travers la falsification, quelque déguisée que

soit l'écriture du Faussaire ; les Experts, la comparant avec sa véritable écriture, reconnoissent que la fausse est de lui ; qu'il n'a pas pu lui ôter entièrement l'air de son écriture , & que sa main a conservé dans l'écriture fausse des traits semblables à celle de l'écriture véritable.

Il est donc constant , suivant le rapport , qu'Auquier a contrefait son écriture. Pourquoi l'a-t-il contrefaite, que pour retirer du Payfan au moins 20000 livres contenues dans le billet falsifié ? Le Payfan lui a donc remis cette valeur, en prenant le faux billet ; Auquier l'a donc volé en la lui extorquant ; où le Payfan pourroit-il avoir trouvé cette valeur, sans l'invention du trésor ? Voilà des faits liés, suivis, qui nous mènent dans la voie du crime du Sr. Auquier. Dira-t-on, après cela, qu'ils n'étoient pas suffisants pour la condamnation à la question , puisqu'ils pouvoient suffire pour sa condamnation définitive ? Et si l'Ordonnance criminelle exige, pour la condamnation à la question, la preuve du crime , & le corps du délit constant, ces deux conditions ne se rencontrent-elles pas dans cette espece ? Qu'on ne dise pas que le crime étant fondé sur l'apparition des esprits, ou sur le retour d'un mort, qui sont des chimères, toutes les preuves sont détruites par la supposition de ces faits illusoires. On a fait voir par des autorités respectables , que le retour d'un mort, & l'apparition des esprits , sont

possibles. D'ailleurs , on a montré , qu'en supposant , qu'ils ne fussent pas vraisemblables , il suffisoit que Mirabel eût trouvé un trésor , & que le crime , constaté par la déposition des témoins , avoit un fondement inébranlable dans l'invention fortuite d'un trésor. Il n'en faut pas davantage.

Quant à l'*alibi* dont Auquier demande la preuve , offrant d'établir , que le jour qu'on dit que les especes lui furent remises , il étoit à Pertuys : ce prétendu *alibi* n'est pas pertinent , parce qu'il n'est pas impossible qu'il ait été ce même jour-là à Pertuys & à Marseille. Ainsi la Cour , dans la Cause du nommé Decany , du lieu de Rognes , n'a pas admis un Accusé du vol de la vaisselle d'argent du Marquis de Caumont , à prouver que le jour de ce vol arrivé à Avignon , il étoit à Montpellier , où il se faisoit traiter du mal vénérien ; parce qu'il n'est pas impossible que dans le même jour il n'eût été à Montpellier & à Avignon , qui n'en est distant que de douze lieues.

D'ailleurs , ici il se peut faire que Mirabel peut s'être trompé sur la date du jour qu'il remit les especes , & avoir dit le 6 Septembre pour le 7. Ainsi la preuve que feroit Auquier , ne concluroit rien : il ne pourroit pas se prévaloir de l'erreur qu'auroit fait Mirabel sur la date de la remise du trésor , puisqu'elle est certaine par l'Information.

Après cela , il semble qu'il soit inutile

de détruire quelques observations de l'Accusé, sur ce qu'il dit que le sac ou le linge qui contenoit le trésor, auroit dû être pourri : il n'a pas vu l'état où il étoit. On lui dira, qu'il étoit presque usé, & il l'auroit été entièrement, si les briques dont il étoit environné, ne l'eussent conservé. Il veut encore que la femme & l'homme étant présents lorsqu'on déterra le trésor, la première ait eu plus de curiosité pour ne le pas perdre de vue, & tous deux plus de cupidité pour en retenir leur part.

A l'égard de la curiosité de la première, qui lui a dit qu'elle n'en a pas suivi les mouvements, ne voit-on pas dans le récit qu'a fait Mirabel, qu'il lui donna le change sur le lieu où il avoit mis le trésor, qu'ils n'osèrent pas toucher, crainte qu'il ne fût pestiféré ? Si leur cupidité ne demanda pas de partager, c'est qu'il étoit évident qu'ils ne pouvoient pas en disputer l'entière propriété à Mirabel.

On comprendra facilement, qu'il n'a pas été difficile à Auquier, âgé de cinquante ans, homme rusé & artificieux, plein d'expérience, rompu par l'usage du monde, de prendre un ascendant sur l'esprit & le cœur d'un Payfan, mineur, simple, facile, & propre à recevoir toutes sortes d'impressions ; il n'a pas fallu qu'Auquier se soit mis en de trop grands frais pour le tromper. La Loi 1. au Dig. de *Minoribus*, dit que l'âge des mineurs est fragile, qu'ils sont exposés aux pièges & aux em-

bûches qu'on leur veut tendre , & que n'ayant pas la force de les parer , leur foiblesse exige qu'on vienne à leur secours. *Nam cum inter omnes constet fragile esse , & infirmum ejusmodi ætatum consilium , & multis captionibus impositum , multorum insidiis expositum auxilium eis , prætor pollicitus est , & adversus captiones opitulationem.*

Sur quoi est fondée la réparation que demande Auquier ? On voit qu'on lui a fait grace en le condamnant à la question , tandis qu'il y a un corps de délit , & une preuve si considérable qui s'élève contre lui , & qui est suffisante pour le faire condamner à la restitution d'un trésor.

D'ailleurs , nous voyons que M. le Premier-Président de Lamoignon , dans le Procès-verbal de l'Ordonnance , tit. des Jugements & Procès-verbaux de torture , dit que *la question n'est pas ordonnée comme une peine ; & qu'elle n'infame point celui qui y est appliqué ;* ce qui est conforme à la Loi Nullum 14. Cod. ex quibus causis , infamia irrog.

Mirabel parla ensuite de la Requête qu'il avoit présentée , où il s'étoit rendu Appelant de la Sentence , en ce qu'elle n'avoit point condamné Auquier à la restitution des especes , prétendant qu'il y avoit assez de preuves pour opérer cette condamnation. Il insinue aux Juges , qu'il y a du moins lieu de le condamner à la question , avec la réserve des preuves , & que ce n'est

pas le cas de faire dépendre son absolution de la fermeté, qu'il aura à ne point avouer son crime ; au-lieu qu'en réservant les preuves, s'il a cette fermeté à la question, il pourra toujours être condamné à la restitution des especes, & à une peine afflictive, & non à une peine capitale, suivant l'Ordonnance.

Enfin, Mirabel implore l'équité des Juges par les motifs les plus pressants, qu'il va chercher jusques dans le fond de leur cœur, & se repose sur le soin qu'ils auront de venger sa simplicité, sa facilité, dont Auquier a abusé, en le dépouillant d'un trésor que Dieu lui avoit envoyé : il prétend que les Juges seconderont en cela les desseins de la Providence, dont ils sont les Ministres ; parce qu'on voit clairement, que par une bonté spéciale, elle a voulu l'enrichir.

Auquier mérite d'être puni, comme s'étant opposé aux desseins de cette divine Providence.

Le Parlement d'Aix rendit un Arrêt le 17 Février 1728, par lequel il ordonna que Bernard, valet de la Bastide de Paret, seroit oui d'Office.

En exécution de l'Arrêt, Bernard fut oui, & dit qu'il avoit prêté vingt livres à Mirabel, qu'il connoissoit familièrement, comme étant de la même Ville de Pertuys, & que celui-ci lui raconta un jour du mois de Mai 1729, à sept ou huit heures du soir, qu'un mort lui avoit indiqué de l'ar-

gent, & que le lendemain, à sept heures du matin, il fut le prendre pour creuser ensemble à l'endroit marqué; qu'il y alla, mais que la Fermiere, sa Maîtresse, n'y étoit pas.

Qu'ils creuserent un pan & demi en quarré sans rien trouver; qu'il en fit des reproches à Mirabel, & le quitta.

Que quelques heures après, ils retournerent creuser une seconde fois, & qu'alors la Fermiere de Paret y étoit; mais qu'il ne trouva rien, ne vit aucun linge, & n'entendit aucun tintement.

Qu'un autre jour Mirabel lui dit avoir trouvé dix-huit pieces d'or, ensuite douze pieces, une autre fois treize, & enfin trente-cinq, sans lui avoir jamais montré ni indiqué aucune de ces pieces, n'ayant fait aucune recherche à ce sujet, non plus que sa Maîtresse.

Qu'il avoit porté 20 sols à un Prêtre, de la part de Mirabel, pour dire des Messes.

Que Mirabel lui avoit parlé de l'or remis à Auquier, & du billet de vingt mille livres, & ne lui avoit pas dit qu'il eût couru risque d'être assassiné, bien qu'il couchât alors avec lui.

Que Mirabel lui fit voir un papier, qu'il disoit lui avoir coûté un écu; sur quoi le billet ayant été exhibé par le Greffier, Bernard déclara, qu'il lui paroissoit être le même.

Voilà une déposition qui commence à découvrir la vérité. Mirabel, qu'on nous

a dépeint simple, facile, s'y enfermant de lui-même, ne se présente pas à nous sous cette idée dans cette déposition : c'est un homme faux, qui a quelque dessein artificieux dans la tête qu'il veut exécuter, qui se prépare des témoins pour les mettre en usage dans la suite.

Auquier ayant été de nouveau interrogé, offrit de prouver, que le 6 Septembre, jour de la prétendue remise du trésor, il étoit à Marseille, distant de huit lieues.

Mirabel obtint une continuation d'Information, & fit entendre deux nouveaux témoins.

Le premier déposa seulement, que Mirabel fréquentoit Auquier. Le second, nommé Pierre Caillot, déposa qu'un nommé Barthelemy, chez qui Mirabel logeoit, & qui le gouvernoit, l'avoit sollicité de témoigner qu'Auquier lui avoit avoué qu'il avoit remis les espèces de Mirabel à un Capitaine de Vaisseau du Ponant : il dit, qu'indigné de cette sollicitation, il l'avoit pris par la main, en lui disant : *Vous êtes un malheureux*, & l'avoit chassé de sa maison, où celui-ci l'étoit venu trouver. Voilà le mystère d'iniquité qui commence à se développer.

Auquier présenta Requête le 23 Mai suivant, pour être reçu à la preuve de quatre faits justificatifs.

Le premier, que le 6 Septembre 1716, Mirabel avoit soupé à Pertuys. Le second & le troisième, que postérieurement à ce

jour-là, auquel Mirabel prétend lui avoir remis les especes d'or, à dix heures du soir, il avoit dit que son trésor étoit caché dans la terre, & avoit mené ses deux beaux-freres de *Pertuys* à *Saint-Jean du Désert*, pour le leur faire voir : que là il les avoit placés aux avenues, faisant semblant de creuser, & qu'il avoit attaché une chemise à une Croix, & la tenant élevée, étoit venu à eux en criant, *voici le mort*. Fourberie qui fut découverte par ses deux beaux-freres, dont l'un mourut, peu après, des impressions de la peur.

Le quatrieme fait, que Mirabel empruntait de l'argent de part & d'autre, sous prétexte qu'il avoit de l'or caché, & ne rendoit jamais rien.

Ces faits justificatifs, qui furent prouvés, dévoilerent entièrement le Paysan.

Il y eut Arrêt le 2 Juin 1728, portant, qu'*avant dire au fond, il seroit fait rapport par deux nouveaux Experts, de l'état & description du billet de vingt mille livres, & que M. le Procureur-Général se pourvoiroit par Censures ecclésiastiques, sur les faits résultants de la procédure.*

Après que le Monitoire eut été publié, les témoins furent recensés en continuation d'Information, c'est à-dire, ouïs de nouveau pardevant le Juge, sur la révélation qu'ils avoient faite au Curé en vertu du Monitoire, au nombre de cinquante-trois : la preuve des faits justificatifs fut complete.

Voici un incident, qui fera voir que Mirabel,

rabel, dépeint comme un homme facile, avoit le don d'inventer des ruses, & fa-voit se replier sous différentes formes.

Un des témoins, nommé Lydoux, Avocat de la ville de Marseille, remit, en déposant, une piece sur laquelle Mirabel l'a-voit consulté; elle est sur une feuille de papier timbré, conçue en ces termes :

Extrait des Registres du Présidial & Sénéchaussée de Marseille, en la Cause de Bourgarelle Placasse, Demanderesse contre Honoré Mirabel fils, âgé d'environ 19 ans, Défendeur. Vu la Requête, & Exploit du 22 Avril dernier, duement contrôlé, l'Enquête faite contre ledit Mirabel, sur le déni par lui fait de la somme de trente mille livres, trouvée par ledit Mirabel dans les biens de ladite Placasse, situés au quartier Saint-Jean du Désert, comme ledit Mirabel s'en est vanté, l'avons condamné à restituer la somme de trente mille livres à ladite Placasse, dans la quinzaine pour tout délai; icelui passé, il y sera contraint par corps & saisie de biens : condamné pareillement ledit Mirabel aux dépens de la présente Instance; que nous avons réglés à la somme de vingt-sept livres onze sols quatre deniers, payable dans la quinzaine. Fait par Nous, Juge de ladite Sénéchaussée de Marseille, le 15 Mai 1726.

Signé, LE FEVRE, Greffier.

Le même témoin ayant ajouté, que sur la fausseté évidente de cette Piece, il avoit demandé à Mirabel le nom de celui qui la lui avoit remise, Mirabel avoit répondu, que c'étoit un homme à lui inconnu. M. le Procureur-Général fit arrêter le même jour Mirabel, & obtint que la Ferrière de Paret fût ajournée en personne.

La déposition de cet Avocat, qui donna lieu à faire arrêter Mirabel, fait naître une question.

Un Avocat, obligé à garder les secrets qu'on lui confie, doit-il les révéler en Justice ? Je citerai ici mon propre exemple.

Assigné pour déposer dans une Enquête, à laquelle on procédoit par l'autorité des Consuls de Paris, je ne crus pas que je dusse dire un fait que des Parties m'avoient confié, & qui pouvoit porter préjudice à la mienne. Je me présentai aux Consuls, & leur déclarai que, lié par la religion du secret, & par la loi de mon ministère, je ne pouvois rien leur dire, & que, s'ils doutoient de mon obligation, Mr. l'Avocat-Général, qui étoit le Chef de l'Ordre dont j'avois l'honneur d'être membre, la leur attesterait. Ils n'exigerent point de moi que je déposasse, & leur Greffier rédigea ma réponse. Ainsi je ne doute point, qu'en matière civile, un Avocat n'est point obligé de déposer contre sa Partie un fait qu'elle lui a confié : il doit se regarder comme un Confesseur, astreint à la Loi inviolable du secret ; & je regarde le viole-

ment qu'il en fait, comme une trahison & un indigne abus de la confiance qu'on a eue en lui. Il s'agit de savoir, si en matière criminelle, il peut violer le secret qu'on lui a confié. Je croirois que si ce violement tend à inculper sa Partie, il ne le doit pas; ainsi je blâmerois cet Avocat qui révéla la consultation de Mirabel. Pour qu'il y fût obligé, il faudroit que sa déposition fût seule capable de sauver l'innocent, & qu'il n'y eût point d'autre voie que celle-là, & qu'il en fût bien persuadé. Voilà ce que je pense là-dessus, tant je crois l'Avocat lié par son ministère, & engagé à garder les secrets qu'on lui a confiés, par les Loix les plus pressantes de la société civile.

Mirabel fut ensuite interrogé le 2 Octobre : il soutint que tout ce qu'il avoit dit dans son exposition étoit vrai.

Il se défendit sur la fausseté du billet, en disant que c'étoit Auquier qui l'avoit ainsi contrefait, pour n'être point tenu à lui rendre ses vingt mille livres : il dit à l'égard de la fausse Sentence, qu'elle lui avoit été remise par un homme inconnu, & qu'il ne s'en étoit jamais servi pour prouver la vérité du trésor trouvé.

Voit-on dans ces réponses un Paysan simple & facile? ou plutôt, n'est-ce pas là un homme habile, caché sous l'écorce d'un Paysan? Combien en trouve-t-on dans cette condition dont l'esprit est un diamant brut, qui jette un grand brillant

quand il est taillé , c'est-à-dire quand il effuie quelques revers ?

Il y eut le même jour Arrêt , qui ordonne qu'il sera poursuivi par récolement & confrontation , tant contre Auquier que contre Mirabel & Magdeleine Caillot, Fermière de Paret.

On n'avoit point encore d'exemple que l'Accusé & l'Accusateur fussent poursuivis conjointement dans une même Procédure : on citoit un ancien Statut qui l'ordonne ainsi ; mais il ne paroît pas qu'il eût jamais eu d'exécution. En effet, lorsqu'après cela , en jugeant l'un & l'autre , les Juges sont de différents avis , les uns pour absoudre l'Accusé , les autres pour absoudre l'Accusateur , les deux Accusés sont nécessairement absous ; comme il arriva trois ans après sur la Procédure faite à l'exemple de celle-ci , contre le Pere Girard & la Cadiere. Le renouvellement des Loix abandonnées expose nécessairement à tomber dans les mêmes inconvénients qui ont donné lieu à les abolir , par le non-usage.

Cette remarque a été faite par un Magistrat fort judicieux , qui dispensa la Justice dans ce Parlement : mais on peut lui répondre , que , dans le Procès du Spectre , les deux Accusateurs accusés n'eurent pas ce sort-là , & qu'il n'y en eut qu'un qui succomba. Il est juste , que lorsque l'Accusateur , par l'événement de l'Instruction , se trouve coupable , qu'il soit poursuivi ;

car le crime ne doit point demeurer impuni : on pourroit suspendre son Procès jusqu'à ce qu'on eût jugé son accusation ; après le Jugement , on commenceroit un nouveau Procès , dans lequel on le poursuivroit , afin de ne pas tomber dans la nécessité de les absoudre tous deux par le partage des voix , quoiqu'il y eût un Accusé coupable.

Magdeleine Caillot ayant été arrêtée , répondit , le 21 Novembre 1728 , qu'elle n'avoit jamais vu aucune des pieces d'or trouvées , & qu'elle n'avoit jamais cru rien de tout ce que Mirabel disoit là-dessus : que , si elle avoit déposé le contraire , c'est que celui-ci l'avoit priée de le dire de même.

Ainsi l'on voit que ce rusé Payfan , par la voie de la subornation des témoins , vouloit faire réussir son accusation calomnieuse.

Pendant le cours des récolements & des confrontations des témoins , Etienne Barthelémy fut constitué prisonnier , & interrogé.

Il avoua avoir défrayé Mirabel pendant la poursuite du Procès , & dénia d'avoir proposé à aucun témoin , de dire qu'Auquier eût avoué d'avoir remis des especes à un Capitaine de Vaisseau.

Voilà le principal ouvrier de la trame ourdie contre Auquier , entre les mains de la Justice.

Le 6 Décembre de la même année 1728 , il fut procédé au Rapport ordonné par l'Arrêt du 2 Juin. Les Experts furent d'a-

bord de deux avis différents; mais après avoir demandé un tiers, ils déclarerent tous ensemble, que l'écriture du billet de vingt mille livres étoit de toute autre main que de celle d'Auquier.

Il est évident que le dangereux Payfan employoit une écriture fausse : on avoit tâché d'imiter le caractère d'Auquier, pour faire réussir l'accusation qui lui avoit été intentée. Corruption de témoins, écriture fausse, le double Payfan avoit tout mis en usage.

Mirabel, interrogé de nouveau, soutint toujours comme vrai tout ce qu'il avoit dit dans sa Plainte.

On voit qu'il eut assez de présence d'esprit pour ne pas se déconcerter.

Il intervint Arrêt le 18 Février 1729, par lequel *Auquier fut mis hors de Cour & de Procès, & Mirabel condamné aux Galeres perpétuelles, & à être préalablement appliqué à la question : Caillot est condamnée à dix livres d'amende.*

Il y a quelques années qu'il est d'usage en ce Parlement d'appliquer à la question, en certains cas, les condamnés à vie aux Galeres, en regardant cette peine comme celle de la mort naturelle; & l'expérience a fait voir, que ceux qui sont ainsi condamnés, sont plutôt portés à dire la vérité, que dans les questions préparatoires.

En effet, Mirabel déclara le même jour à la question, qu'Étienne Barthelemy, ennemi déclaré d'Auquier, l'avoit porté à

former son accusation, après lui avoir remis le billet de vingt mille livres dont il s'étoit servi, & ensuite la Sentence sur laquelle il avoit consulté l'Avocat Lidoux; qu'il avoit reçu du même Barthelemy une piece d'or, & qu'il l'avoit montrée à un des témoins, nommé Taucro, & non à Caillot, ni à Fourniere; que c'étoit Barthelemy qui indiquoit les témoins, & qui avoit indiqué principalement & fait déposer Gaspard Deleuil.

Il soutint que dans l'un des deux sacs qu'il remit à Auquier, & qui renfermoient le trésor trouvé, il y en avoit un qui étoit lié avec un ruban de couleur d'or.

Nous avons vu le danger que l'innocence d'Auquier avoit couru devant le premier Juge. Rien ne fait mieux voir la nécessité de l'établissement des Cours souveraines; elles ne manquent jamais d'ordonner de plus amples instructions, lorsque la vérité n'est pas éclaircie; elles embrassent toutes les voies nécessaires pour la mettre dans son jour. Il est vrai que les premiers Juges, quelque éclairés qu'ils soient, marchent toujours d'un pas timide, parce qu'ils appréhendent de donner prise sur leur conduite, par leurs Procédures: au-lieu que le Juge Souverain marche d'un pas ferme, & ose tenter des Procédures extraordinaires, que la nécessité de la Cause lui inspire, & qu'il entreprend avec succès.

Le 21 du même mois, il y eut Arrêt, portant que Gaspard Deleuil & Françoise

Fourniere seroient pris au corps , & qu'il seroit plus amplement informé contre eux , & contre Barthelemy.

Après l'Instruction de ce nouveau Procès , par récolement & confrontation , il a été rendu un autre Arrêt , qui condamne Gaspard Deleuil & Fourniere à la question , avec la réserve des preuves : il fut exécuté le même jour ; l'un & l'autre persisterent à soutenir les faits qu'ils avoient affirmé dans leurs fausses dépositions.

Après leurs exploits de torture , il y eut un dernier Arrêt le lendemain 15 Décembre 1729 , par lequel Barthelemy est condamné aux Galeres à vie : *Gaspard Deleuil & Françoise Fourniere sont condamnés à être pendus par les aisselles , comme faux témoins ; ce qui fut exécuté le même jour.*

Tel fut le succès de la Cause du Spectre , où l'on voit un Payfan , fuscité par un fourbe , intenter une accusation calomnieuse contre un innocent , recélant la noirceur de son ame sous le voile de la simplicité ; il pratique tous les artifices que l'iniquité inspire. La catastrophe funeste de son corrupteur , & la sienne , font goûter à l'ame un véritable plaisir , que nous éprouverions presque toutes les fois que de pareils fourbes entreprennent d'opprimer l'innocence , si la suffisance des Juges égaloit leur intégrité.

J'ai dit *presque* , parce qu'il y a des crimes ensevelis dans des ténèbres si épaisses , qu'ils échappent aux lumieres des Juges les plus éclairés. Mais ces exemples rares , qui

en ont assuré l'impunité, & qui ont fait succomber l'innocence, semblent n'arriver par la permission divine, que pour faire sentir à l'homme la foiblesse de ses lumieres, & pour l'engager à rendre hommage à la science infinie du Souverain Etre, & à reconnoître un autre monde où ce désordre sera réparé; & l'ame immortelle des scélérats, qui s'est dérobée à la punition, subira la peine qui lui est due.

La Fable de ce Spectre me rappelle l'histoire suivante, qu'un homme d'esprit m'a racontée très-sérieusement.

Un Gentilhomme, qu'on appelloit Tibergeau, voyageoit en Bretagne avec un de ses amis. Ils coucherent dans une hôtellerie d'un village : pendant cette nuit, Tibergeau entendit du bruit au milieu de la chambre; il ouvrit ses rideaux, il vit trois ou quatre domestiques, qui mirent la nappe sur une grande table; ils dressèrent un buffet magnifique, orné de vases d'or. Un Lecteur vif m'interrompra, pour me dire, que tout ce qui reluit n'est pas or; il me demandera, qui m'a appris que ces vases étoient de ce métal? Mais que celui qui m'interrompt attende jusqu'à la fin de l'histoire, il sera convaincu que je ne parle pas en l'air. Cette table fut couverte de plats en un moment. On voyoit un rôti, des ragoûts, tout cela de la meilleure apparence du monde. Tibergeau voulut appeler son compagnon, mais il eut affaire à un dormeur impitoyable, qu'il ne put jamais

éveiller. Une compagnie, ou céleste ou diabolique, tout comme il vous plaira l'appeler, se mit à table. Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est qu'ils avoient une faim de diable, car ils ne laisserent rien dans tous les plats, de plusieurs services que l'on présenta. Il est inutile de dire, que les mets étoient délicats & bien apprêtés, & que ces Messieurs firent une chere excellente. Hé, qui la feroit donc ? Au fruit, un Convive, qui paroissoit être distingué des autres, se fit verser du vin dans une coupe d'or : il se tourna ensuite vers le Gentilhomme, en lui disant : Tibergeau, à ta santé, tu me feras raison. Je n'ai point dit au commencement de l'histoire, que le Gentilhomme fut saisi de frayeur, parce que j'ai bien jugé que tous mes Lecteurs ne lui feroient pas plus de grace qu'ils se la feroient à eux-mêmes, s'ils se mettoient à sa place. Le devoir d'Historien m'oblige pourtant de dire ici, que la frayeur de Tibergeau redoubla quand il se vit apostrophé de la sorte ; & elle fut au souverain degré, quand un domestique lui apporta une coupe d'or pleine de vin, afin qu'il fît raison. Il vit bien qu'il ne pouvoit pas reculer, il se fit honneur de la chose, il se mit en devoir de boire, après avoir fait une petite inclination de tête vers les Convives. Comme la liqueur qu'il buvoit étoit fort délicieuse, il la but jusqu'à la dernière goutte : il crut sans doute qu'il falloit enivrer sa frayeur. Ses sens fu-

rent enchantés par cette boisson ; il s'endormit jusqu'au lendemain , qu'il s'éveilla ayant une coupe d'or à la main. Il vit d'abord dans la chambre plusieurs vases d'or étalés à terre. L'Hôte , qui fut l'aventure , & l'ami de Tibergeau , voulurent profiter de ces richesses. Il s'éleva entre eux un grand Procès , qui fut porté à une Cour souveraine. Mais quand les Juges furent bien au fait , ils comprirent que la fête se faisoit uniquement à l'honneur de Tibergeau ; que cette vérité étoit bien prouvée par le sommeil dont les Génies avoient assoupi l'ami de ce Gentilhomme , afin que l'on comprît que lui seul méritoit d'être le spectateur de ce régal magnifique. Ainsi la Cour souveraine adjugea la vaisselle d'or à Tibergeau : un Arrestographe de cette Cour a inséré dans son Recueil cet Arrêt équitable. Un Arrêt ne doit-il pas fermer la bouche à tous les Incrédules ? Si l'on en trouve encore , ne faut-il pas convenir que l'incrédulité est incurable ?

Le Lecteur éclairé verra bien , par le ton que je prends , ce que je pense de cette histoire.

A l'égard des Revenants dont j'ai parlé dans la Cause du Spectre , voici une histoire extraordinaire , & si bien circonstanciée , qu'elle embarrassera d'abord un Incrédule. (a)

(a) Elle est dans les Mémoires de Rochefort : je la rapporte dans son style , qui est très-naturel. Ces Mémoires sont très-suspects.

Le Marquis de Rambouillet, frere aîné de Madame la Marquise de Montausier, & le Marquis de Precy, aîné de la Maison de Nantouillet, tous deux âgés de vingt-cinq à trente ans, étoient intimes amis, & alloient à la guerre comme y vont en France toutes les personnes de qualité. Un jour qu'ils s'entrenoient ensemble des affaires de l'autre monde, après plusieurs discours qui témoignaient assez qu'ils n'étoient pas trop persuadés de ce qui s'en dit, ils se promirent l'un à l'autre, que le premier qui mourroit, en viendroit apporter des nouvelles à son compagnon : au bout de trois mois, le Marquis de Rambouillet partit pour la Flandre, où la guerre étoit alors, & le Marquis de Precy, arrêté par une grosse fièvre, demeura à Paris. Six semaines après il entendit tirer les rideaux de son lit; & se tournant pour voir qui c'étoit, il apperçut le Marquis de Rambouillet en buffle & en bottes. Il sortit de son lit pour sauter à son col, afin de lui témoigner la joie qu'il avoit de son retour; mais Rambouillet, reculant quelques pas en arriere, lui dit que ces caresses n'étoient plus de saison; qu'il ne venoit que pour s'acquitter de la parole qu'il lui avoit donnée; qu'il avoit été tué la veille, en telle occasion; que tout ce qu'on disoit de l'autre monde étoit très-certain; qu'il devoit songer à vivre d'une autre maniere; qu'il n'avoit point de temps à perdre, parce qu'il seroit tué dans la premiere occasion où il

se trouveroit. On ne peut exprimer la surprise où fut de Precy à ce discours : ne pouvant croire ce qu'il entendoit, il fit de nouveaux efforts pour embrasser son ami, qu'il croyoit le vouloir abuser, mais il n'embrassa que du vent : & Rambouillet, voyant qu'il étoit incrédule, lui montra l'endroit où il avoit reçu le coup, qui étoit dans les reins, dont le sang paroïssoit encore couler. Après cela le fantôme disparut, & laissa de Precy dans une frayeur plus aisée à comprendre qu'à décrire ; il appella en même temps son valet-de-chambre, & réveilla toute la maison par ses cris ; plusieurs personnes accoururent, à qui il conta ce qu'il venoit de voir : tout le monde attribua cette vision à l'ardeur de sa fièvre, qui pouvoit altérer son imagination ; & on le pria de se recoucher, en lui montrant qu'il falloit qu'il eût rêvé ce qu'il disoit. Le Marquis, au désespoir de voir qu'on le prenoit pour un visionnaire, raconta toutes les circonstances que je viens de dire ; mais il eut beau protester qu'il avoit vu & entendu son ami en veillant, on demeura toujours dans la même pensée ; jusqu'à ce que la Poste de Flandres, par laquelle on apprit la mort de Rambouillet, fût arrivée. Cette première circonstance s'étant trouvée véritable, & de la manière que l'avoit dit Precy, ceux à qui il avoit conté l'aventure, commencerent à croire qu'il en étoit quelque chose, parce que Rambouillet ayant été tué précisément la veille

du jour qu'il l'avoit dit, il étoit impossible qu'on l'eût appris naturellement. Dans la suite, Precy, ayant voulu aller, pendant des guerres civiles, au combat de St. Antoine, il fut tué.

Cette histoire, en la supposant sincère, ne me guérira point de mon incrédulité sur les Revenants. Il étoit certain que l'imagination de Precy lui pouvoit fort bien représenter les objets qu'il crut voir, & l'affecter, tellement qu'il crut que ses sens l'appercevoient. Il est bien des exemples de ces effets de l'imagination, soit que l'on dorme, ou que l'on veille.

Mais, dira-t-on, cette mort de Rambouillet annoncée si juste, & la mort de Precy prédite avec la même justesse, ne prouvent-elles pas que le Revenant vint faire l'oracle? Rien de plus naturel & de plus ordinaire que la mort d'un homme de guerre dans une occasion. Il faut dire la même chose de notre de Precy, qui s'exposa dans une bataille qui fut très-animée; on dit qu'il s'exposa tellement, qu'il eût été surprenant qu'il en fût revenu. Il pouvoit bien arriver, après cette vision, que la mort de Precy ne la vérifiât point. Combien citeroit-on de pareilles visions, où il y eut des prédictions qui n'ont point été accomplies? Il n'est pas surprenant, après cela, qu'il se rencontre quelque vision qui paroîtra prophétique. Sans être Prophète, on peut prédire qu'un tel effet arrivera, parce qu'il sera ordinaire; & son accom-

plissément semblera prouver que celui qui n'est rien moins qu'un Prophète, l'étoit. Ajoutez, qu'on aide toujours un peu à la lettre de ces sortes de prédictions, parce que l'on aime le merveilleux, & qu'on est ravi de l'embellir par les circonstances qu'on lui prête. Ainsi on a pu ajouter après coup, à la prédiction, l'endroit de la blessure.

Un Auteur moderne raconte une histoire bien propre à nous désabuser des Revenants.

Ardivilliers est une Terre assez belle en Picardie, aux environs de Breteuil. Il y avoit un esprit, & ce maître-lutin y faisoit un bruit effroyable. Toute la nuit c'étoient des flammes qui faisoient paroître le Château tout en feu. C'étoient des hurlements épouvantables, & cela n'arrivoit qu'en certains temps de l'année, vers la Toussaint. Personne n'osoit y demeurer que le Fermier, avec qui cet esprit étoit apprivoisé : si quelque malheureux y couchoit une nuit, il étoit étrillé d'importance, les marques en demeuroient sur la peau pendant plus de six mois : voilà pour le Château. Les Payfans d'alentour voyoient bien d'autres objets ; car tantôt quelqu'un avoit vu de loin une douzaine d'autres esprits en l'air sur ce Château : ils étoient tout de feu, ils dansoient un branle à la payfanne : une autre fois on avoit trouvé dans une prairie je ne sais combien de Présidents, Conseillers en Robes rouges, mais sans doute ils étoient encore tout en feu. Là ils étoient assis, & jugoient

à mort un Gentilhomme du Pays, qui avoit eu la tête tranchée il y avoit bien cent ans. Un autre avoit rencontré la nuit un Gentilhomme, parent d'un Président, Maître du Château; il se promenoit avec la femme d'un autre Gentilhomme des environs; on nommoit la Dame; ce parent & cette Dame étoient vivants; on ajoutoit qu'elle s'étoit laissée cajoler, & qu'ensuite elle & son galant avoient disparu. Ainsi plusieurs personnes avoient vu, ou tout au moins oui dire, des merveilles du Château d'Ardinvilliers : cette farce dura plus de quatre ou cinq ans, & fit grand tort au Président, qui étoit contraint de laisser sa Terre à très-vil prix; mais enfin il résolut de faire cesser la lutinerie, persuadé par beaucoup de circonstances, qu'il y avoit de l'artifice de quelqu'un en tout cela. Il va à sa Terre, vers la Toussaint, couche dans son Château, fait demeurer dans sa chambre deux Gentilshommes de ses amis, bien résolus au premier bruit, ou à la première apparition, de tirer dessus avec de bons pistolets. Les esprits, qui savent tout, furent apparemment ces préparatifs, pas un d'eux ne parut. Ils redouterent celui du Président, qu'ils reconnurent avoir plus de force & de subtilité qu'eux; ils se contenterent de remuer des chaînes dans une chambre au dessus de la sienne, au bruit desquelles la femme & les enfants du Fermier vinrent au secours de leur Seigneur. Ils se jetterent à genoux pour l'empêcher de monter dans

dans cette chambre. Hé ! Monseigneur, lui crioient-ils, qu'est-ce que la force humaine contre des gens de l'autre monde ? M. de Fecaucourt, avant vous, a voulu tenter la même entreprise, & en est revenu avec un bras tout disloqué. M. de Vasselie pensoit aussi faire le brave, il s'est trouvé accablé sous des bottes de foin, & le lendemain il en fut bien malade.

Enfin, ils alléguèrent tant de pareils exemples au Président, que ses amis ne voulurent pas qu'il s'exposât à ce que l'esprit pourroit faire pour sa défense. Ils en prirent seuls la commission ; ils monterent tous deux à cette vaste & grande chambre où se faisoient le bruit, le pistolet dans une main, & la chandelle dans l'autre : ils ne voyoient d'abord qu'une épaisse fumée, que quelques flammes redoubloient en s'élevant par intervalles : ils attendent un moment qu'elle s'éclaircisse, l'esprit s'entrevoit confusément au milieu. C'est un Pantalon tout noir, qui fait des gambades, & qu'un autre mélange de flamme & de fumée dérobe encore à leur vue. Il a des cornes & une longue queue ; enfin, c'est un objet qui donne de l'épouvante. L'un des deux Gentilshommes sent un peu diminuer son audace à cet aspect : Il y a là quelque chose de surnaturel, dit-il à l'autre ; retirons-nous : mais cet autre, plus hardi, ne recule pas. Non, non, répondit-il, cette fumée sent la poudre à canon, & ce n'est rien d'extraordinaire ; l'esprit même

ne fait son métier qu'à demi , de n'avoir pas encore soufflé nos chandelles : il avance à ces mots, poursuit le Spectre, le choisit pour lui lâcher un coup de pistolet ; le tire , & ne le manque pas ; mais il est tout étonné , qu'au-lieu de tomber , ce fantôme se retourne , & se fixe devant lui. C'est alors qu'il commence lui-même à avoir un peu de frayeur : il se rassure toutefois , persuadé que ce ne pouvoit être un esprit ; & voyant que le Spectre affreux n'osoit attendre , & évitoit de se laisser saisir , il se résolut de l'attraper , pour voir s'il seroit palpable , ou s'il fondroit entre ses mains : l'esprit étant trop pressé , sort de la chambre , & descend par un petit escalier qui étoit dans une tour ; le Gentilhomme descend après lui , & ne le perd point de vue ; traverse cour & jardin , & fait autant de tours qu'en fait le Spectre ; tant qu'enfin ce fantôme étant parvenu à une grange , qu'il trouva ouverte , se jetta dedans ; & s'y voyant enfermé , aima mieux disparaître , que de se laisser prendre ; il fondit contre le mur même où le Gentilhomme pensoit l'arrêter , & le laissa fort confus : l'ayant vu ainsi fondre , il appella du monde , & se fit apporter de quoi enfoncer le palis où le Spectre s'étoit évanoui ; il découvrit qu'il y avoit là une trappe , qu'on fermoit au verrouil , après qu'on y étoit passé ; il la força , & descendit , trouva le Pantalon , & de bons matelats qui le recevoient doucement , quand il s'y jettoit la tête la pre-

miere ; il l'en fit sortir. Le caractère qui rendoit l'esprit à l'épreuve du pistolet , étoit une peau de buffle ajustée à son corps. Le galant avoua toutes ses souplesses , & en fut quitte pour payer à son maître les arrérages de cinq années , sur le pied de ce que la terre étoit affermée avant les apparitions.

Il y a deux choses à admirer dans cette histoire , les tours d'adresse de l'esprit , & l'intrépidité du Gentilhomme : l'absence du Fermier donna peut-être lieu de penser qu'il étoit le Héros de la Piece.

La plupart des histoires que l'on nous fait des Revenants , n'ont pas un fondement plus solide que celles des esprits d'Ardivilliers.

La sagesse de Dieu ne lui permet de sortir des loix qu'il s'est prescrites dans l'ordre de la nature , que pour des causes qui le méritent ; selon son jugement , celui des hommes seroit une fausse regle.

Le retour de l'ame des morts conversant avec les hommes , est contre les regles de la nature. *Spiritus vadens , & non rediens*, dit David : dès qu'un esprit est entré dans la région de l'Éternité , il ne retourne plus dans ce monde. La vivacité de notre imagination peut nous causer les apparitions d'esprit. J'ai connu une Dame de mérite , fille d'un Magistrat , qui m'a assuré qu'après la mort de son pere , elle le voyoit entouré de clients dans son cabinet. Elle savoit que son imagination la trompoit dans le temps qu'elle lui offroit cet objet.

Un Médecin, dans une Differtation qu'il nous a donnée des esprits, raconte qu'une Servante de la rue St. Victor, étant descendue dans la cave, en remonta avec une frayeur sans égale, en s'écriant qu'elle venoit de voir une ame entre deux tonneaux. On se moqua d'elle : les plus hardis y descendirent, mais ils en remontèrent aussi promptement & avec autant de frayeur que cette pauvre Servante. Tout aussi-tôt le bruit courut par tout le quartier, qu'un esprit revenoit dans cette cave ; & il se trouva plus de vingt témoins oculaires, qui tous la rapportèrent comme la chose du monde la plus assurée. Tant de circonstances sont bien capables d'embarasser des esprits foibles : néanmoins, admirez les effets du hazard & de la foiblesse humaine ! Le chariot de l'Hôtel-Dieu, ayant versé près de cette maison où l'on disoit que l'esprit revenoit, & les corps étant tombés sur le pavé, il en passa un par le soubirail de la cave, lequel tomba entre deux muids, & y demeura tout droit. Voilà ce qui donna lieu à cette fausse croyance.

Ce Médecin est aussi persuadé, que les apparitions peuvent être l'ouvrage de l'imagination. Il confirme son opinion par une autre histoire.

Un jeune homme, dit-il, ayant passé une partie de la nuit avec une femme qu'il aimoit, s'en retourna coucher dans son lit ordinaire ; mais il n'eut pas sitôt dormi une heure ou deux, qu'en s'éveillant il apper-

cut près de son lit sa maîtresse, qui lui dit quelque chose dont il ne se souvint pas, & puis disparut. Ce jeune homme appelle aussitôt son valet, & lui demande si toutes les portes sont bien fermées; son valet lui répond qu'il n'y avoit rien d'ouvert, & notre amoureux se rendort; mais il se réveilla encore, & revit pour la seconde fois le même objet, qui disparut. Il ne faut pas demander s'il en fut épouvanté, & si cette vue ne lui causa pas alors autant de frayeur, qu'elle lui donnoit ordinairement d'amour & de joie. Je ne m'étonne point, poursuit le Médecin, de cette apparition. Un homme encore tout enflammé, & qui vient de goûter tous les plaisirs dont on peut jouir avec une beauté qu'on aime, a pu conserver quelque temps dans son imagination les traits de l'objet de son amour : la substance du cerveau, qui est fort délicate, peut demeurer ébranlée par l'impression que fait un tel objet; & même les amoureux voient continuellement ce qu'ils aiment, quoiqu'ils en soient séparés.

Ce Médecin rend ensuite la cause physique de l'effet de son imagination.

Si les objets, dit-il, ne se font sentir que par l'impression qu'ils causent sur l'organe, & par l'ébranlement qu'ils font des petites fibres de ces mêmes organes, ne peut-on pas croire que cet ébranlement peut demeurer quelque temps après que les objets ne sont plus présents? La douleur d'un coup de pierre demeure long-temps après

le coup. Ce jeune homme avoit la tête remplie des idées de sa Demoiselle, il pensoit continuellement à elle, & il la voyoit même toujours étant éveillé : ainsi, n'étant qu'à moitié éveillé dans son lit, ses esprits, qui étoient encore dans une confusion qui l'empêchoit de connoître distinctement ce qui remuoit son imagination, firent qu'il crut voir au dehors de lui, ce qui n'étoit qu'en lui. La même chose peut arriver à un homme parfaitement éveillé, si l'impression se fait sentir si avant dans le cerveau, qu'il en soit continuellement ébranlé. De plus, si le mouvement des organes se communique au cerveau, pourquoi le mouvement du cerveau ne pourra-t-il pas se communiquer aux organes, & les mouvoir avec la même modification que feroient les objets extérieurs, pour leur faire voir au dehors la même chose qui seroit empreinte dans le siege de l'imagination ? Il se peut faire aussi, dit-il, en mettant en œuvre une autre raison, qu'une rate pleine d'humeurs, brûlée, & un sang épaissi, envoient des vapeurs grasses, ou, pour mieux dire, des exhalaisons à la tête, qui prennent telle ou telle figure, ainsi que les nuées représentent à l'imagination des objets différents. Ces figures peuvent paroître à certaines heures réglées, selon que l'humeur s'échauffera, & cela fait des apparitions quotidiennes, tierces, ou quartes, ainsi que des fièvres.

Il peut arriver aussi, continue-t-il, que

des vapeurs gluantes s'éleveront également de toutes les parties d'un corps qui pourrira sous terre, lesquelles gardent la même situation entre elles qu'elles avoient au moment qu'elles sont sorties du cadavre, représenteront une ombre ou une fumée de la figure du corps qui les a produites, ainsi qu'il est quelquefois arrivé la nuit dans des Cimetieres ; & si la même chose n'arrive pas le jour, c'est à cause que l'air de la nuit resserre ces vapeurs, & ne permet pas qu'elles se dissipent comme elles font dans un air plus échauffé durant le jour.

D'ailleurs, il est possible que l'apparition des Spectres ait une cause naturelle par une autre raison.

Les Chimistes montrent que la Palingénésie, ou la résurrection des plantes est fort possible.

D'habiles Chimistes, en fort grand nombre, ont fait des expériences, par lesquelles, en mettant les cendres d'une plante dans une phiole, ces cendres s'exhalent, & s'arrangent autant qu'elles peuvent, selon la figure que leur a d'abord imprimé l'Auteur de la nature. L'Abbé de Vallemont, dans un Traité qu'il a fait de la curiosité de la Nature & de l'Art, enseigne le secret pour faire cette Palingénésie. Il dit que le Pere Schot, Jésuite, a assuré que dans le temps qu'il étoit à Rome, il eut la satisfaction de voir cette rose qu'on faisoit sortir de ses cendres, toutes les fois qu'on le vouloit, avec un peu de chaleur.

Le même Auteur, que nous avons cité, enseigne le secret d'une eau minérale, qui fait reverdir une plante morte qui a sa racine, & qui la met en même état que si elle pouffoit en pleine terre.

De cette Palingénésie des plantes, on est venu à la Palingénésie des animaux. M. Digby, d'animaux morts, pilés & broyés, en a tiré de vivants de la même espece. Mais rapportons ce que dit Gaffarel, un très-habile Chimiste.

M. Duchêne, dit-il, un des meilleurs Chimistes de notre siècle, rapporte qu'il a vu un très-habile Polonois, Médecin de Cracovie, qui conservoit dans des phioles la cendre de presque toutes les plantes : de façon que, lorsque quelqu'un, par curiosité, vouloit voir, par exemple, une rose dans ces phioles, il prenoit celle dans laquelle la cendre du rosier étoit gardée, & la mettant sur une chandelle allumée, dès qu'elle avoit un peu senti la chaleur, on voyoit remuer la cendre, qui s'élevoit comme un petit nuage obscur, qui, après quelque mouvement, venoit enfin à représenter une rose si belle, si fraîche, & si parfaite, qu'on l'eût jugée être palpable & odorante, comme celle qui vient du rosier. Ce savant homme dit qu'il avoit souvent tâché de faire la même chose, & que n'ayant pu en venir à bout, le hazard lui avoit fait voir à peu près le même prodige. Comme il s'amusoit avec M. de Luynes de Formenteries, Conseiller au Parlement, à voir la

curiosité de plusieurs expériences, ayant tiré le sel de certaines orties brûlées, & mis la lessive au ferein d'hiver, le matin il la trouva gelée; mais avec cette merveille, que les espèces des orties, leur forme & leur figure, étoient si naïvement & si parfaitement représentées sur la glace, que les vivantes ne l'étoient pas mieux. M. Duchêne, étant comme ravi, appella M. de Luynes, pour être témoin d'un spectacle si curieux; &, à la vue de ce prodige, il conclut en ces termes :

Ce secret nous apprend, qu'encor que le corps
meure,
Les formes sont pourtant aux cendres leur demeure.

A présent, ajoute Gaffarel, ce secret n'est plus si rare; car M. de Claves, un des excellents Chimistes de notre temps, le fait voir tous les jours. D'où l'on peut tirer cette conséquence, que les ombres des trépassés, qu'on voit souvent paroître aux Cimetières, sont naturelles, étant la forme des corps enterrés en ces lieux, ou la figure extérieure; non pas l'âme, ni des fantômes bâtis par les démons, ni des Génies, comme quelques-uns l'ont cru. Il est certain que ces apparitions peuvent être fréquentes aux lieux où il s'est donné des batailles; & ces ombres ne sont que les figures des corps morts, que la chaleur ou un petit vent doux excitent & élèvent dans

l'air. C'est une belle question , continue Gaffarel , savoir si ces formes admirables , sorties des cendres des corps , peuvent servir d'argument infaillible de la résurrection ignorée de plusieurs Philosophes. *Gaffarel , Curiosités inouïes , page 100.*

Barthelemy , qui conseilla le Payfan , ignoroit sans doute , qu'en lui suggérant l'imagination d'avoir trouvé un trésor , il l'exposoit à un Procès avec ceux qui pouvoient avoir droit à ce trésor trouvé. Barthelemy , qui fut instruit après coup , que partie du trésor pouvoit être réclamée , ou par le Roi , ou par le Propriétaire , ou par le Seigneur , fabriqua une fausse Sentence , pour faire voir que le Payfan avoit esquivé un pareil Procès. J'ai cru que je devois rapporter un Précis de la Jurisprudence , sur les Droits du Roi , du Seigneur , & des propriétaires , dans les trésors trouvés.

Par une ancienne Ordonnance du Roi St. Louis , il est dit , que tout trésor , qui consiste en or , appartient au Roi , à l'exclusion des Seigneurs & des Particuliers. Cependant Berthelot , dans son *Traité de la connoissance des Droits des Domaines du Roi* , rapporte des Arrêts du Parlement , qui font voir que la question a été jugée diversement : tantôt on n'en a donné que la moitié au Roi , & l'autre moitié à l'inventeur ; tantôt le tiers au Seigneur Haut-Justicier , le tiers à l'inventeur , & l'autre tiers au propriétaire du fonds. Suivant la Coutume d'Anjou & du Maine , les tré-

fors d'or trouvés appartiennent au Roi. Il faut remarquer, que, si le trésor se trouve en masse, en barre, ou en lingots d'or, il appartient entièrement au Roi : s'il est en pieces d'or, le Seigneur Haut-Justicier y a un droit pour la part qui lui doit revenir.

Si le trésor a été trouvé dans un grand chemin royal, la moitié en appartient au Roi, à l'exclusion du Seigneur Haut-Justicier, & l'autre moitié à l'inventeur. Si c'est dans un chemin Seigneurial ou Vicomtier, comme l'appelle Bacquet, ou dans des lieux & places publiques, la moitié en appartient au Seigneur Haut-Justicier, & l'autre moitié à l'inventeur. Si le propriétaire trouve le trésor dans son fonds, ou dans un grand chemin, ou dans un chemin Seigneurial ou Vicomtier, quoiqu'il réunisse les deux qualités d'inventeur & de propriétaire, même dans son fonds, il n'a que la moitié du trésor. Toutes ces regles doivent s'observer, à moins que la Coutume n'en dispose autrement.

Si le trésor se trouve dans une Église, ou un Cimetiere, la moitié est à la Fabrique, & l'autre moitié à l'inventeur.

Si un trésor a été trouvé par un art magique, alors on en frustre celui qui l'a trouvé, & il est puni ; & il appartient tout entier au Roi, ou au Seigneur Haut-Justicier. Je crois que tous ceux qui se disent Magiciens, sont des fourbes, & que les faux Magiciens doivent être punis comme les vé-

ritables, parce qu'ils ont le cœur également gâté & corrompu, qu'ils sont impies, & abusent de la crédulité du Public.

Celui qui a trouvé un trésor, & qui le re-
cele au propriétaire & au Seigneur, quand
il est découvert, est privé de sa part dans
le trésor : le Roi, le Seigneur Haut-Justi-
cier, le propriétaire, peuvent agir contre
lui criminellement.

Le mercenaire, ou le domestique, qui a
trouvé le trésor dans le fonds de son maî-
tre, n'y a aucun droit. Si l'on veut éclair-
cir cette Jurisprudence à fond, il faut con-
sultier M^{re}. Dumoulin, *Tome 2, page 591* ;
Papon, *Livre 13, titre 7* ; M^{re}. Expilly,
Plaidoyer 37 ; le *Traité des Domaines du*
Roi & des Seigneurs particuliers, par Ber-
thelot, *chap. 34* ; Bacquet, *chap. 32, n. 29* ;
ou *chap. 20, n. 4* ; Carondas, *Rép. Liv. 3,*
ch. 20 ; La Peirere, au mot *Trésor* ; Gos-
son, *sur l'art. Quest. 10. de la Coutume*
d'Artois ; Le Grand, *sur Troyes, art. 178,*
n. 24, ad. 33 ; Bouchel, *verbo Trésor* ; Cho-
pin, au second Livre du *Traité des Do-*
maines de France, tit. 5, art. 11 ; Le Bret,
Liv. 5, Décis. 4 ; Pline, *Epist. 36*. A l'é-
gard de la Loi, il faut voir le §. 7, 8 & 9.
Instit. de rerum divis. 2, 1. Leg. 6, §. 3,
l. 9. de rer. 1, 8.

L'usufruitier n'a point de droit au tré-
sor trouvé. *L. 7, §. 12, ff. Sol. Mat. 24, 3.*
Il a été décidé, qu'un trésor trouvé dans
un Monastere appartient aux Moines, sui-
vant un Arrêt rapporté par Le Bret, dans

l'endroit qu'on a cité. Il a aussi été décidé, qu'un Légataire qui auroit trouvé une cassette pleine d'or, en démolissant une maison qui lui auroit été léguée, devoit rendre le trésor à l'héritier, suivant Gossion, dans l'endroit qu'on a cité.





M A R I A G E,
F A I T À L' E X T R Ê M I T É,
R É P R O U V É.

RIEN ne mérite mieux la peine de l'Ordonnance, que les mariages qui sont faits à l'extrêmité. Dans ces derniers moments, on accorde aux loix de la conscience la dignité d'épouse à une fille déréglée, parce qu'on n'est plus sensible aux loix de l'honneur du monde : en couronnant son dérèglement, on lui fait un sacrifice de sa honte. Si on rougit de prendre une telle femme, c'est parce qu'on prévoit qu'on ne rougira pas long-temps, & que cette confusion ne fait pas une profonde impression dans un mourant, qui est occupé des pensées de l'éternité, à laquelle il se livre tout entier : il se déshonore volontiers, parce que son déshonneur est la porte de son salut, & qu'il ne balance pas entre un intérêt si précieux & l'intérêt du monde. Mais les Loix, qui ne songent qu'à conserver l'harmonie qui y doit regner, & à maintenir les biens dans les familles, proscrivent les effets civils de ces mariages indécents, & perpétuent les biens en ceux qui doivent les posséder, pour soutenir l'hon-

neur de leur naissance. Cette Cause en renferme un juste exemple.

Le Sr. Jean-François Arson étoit d'une famille honnête, originaire de Saint-Malo. Il fit une grande fortune dans le commerce. Il possédoit une maison de campagne au village de Montreuil, près Vincennes, où il alloit assez fréquemment. Parvenu à l'âge de plus de cinquante-cinq ans, il n'avoit fait paroître aucune inclination pour le mariage; il ne songeoit qu'à faire réussir son commerce, & à jouir seul de son bien. Il étoit obligé d'avoir chez lui un Commis assidu, pour tenir ses Registres, écrire les Lettres nécessaires, & veiller aux correspondances. Gautier de Vignolles quitta, en 1710, l'emploi de Clerc de M^{re}. Dupradel, Avocat au Conseil, pour prendre celui de Commis du Sieur Arson, qui n'en a point eu d'autre jusqu'à son décès.

La maison de Montreuil du Sieur Arson eut de nouveaux charmes pour lui, depuis qu'il devint amoureux de Magdeleine Savard. Elle étoit fille d'un Jardinier du lieu, qui étoit locataire d'une petite maison du Sieur Arson. Une jeune fille de la campagne, qu'on éblouit par l'or, ne résiste pas long-temps; la misère qu'elle éprouve, lui fait embrasser avidement le moyen d'en sortir, & sa vertu ne se défend que pour la forme. On a dépeint celle-ci comme une fille qui n'avoit pas des dons propres à exciter l'impatience; on a voulu dire, que ses agréments étoient médiocres, & ne pou-

voient pas inspirer des desirs bien vifs. Mais si le Sieur Arson étoit amoureux, il étoit impatient. Les laides, qui se font aimer, inspirent des desirs pressants; parce que, dit La Bruyere, c'est par des charmes plus forts que ceux de la beauté. Il est superflu, dit-on, de démêler quel fut le premier coupable. Si l'on consulte la vraisemblance, on ne doit pas douter que le Sieur Arson ne fût le premier. Elle n'avoit pas été formée à la Ville dans des Ecoles de coquettes, & par conséquent elle n'avoit pas appris à faire des avances, en franchissant les bienséances de son sexe. Quoi qu'il en soit, ses complaisances ne furent point stériles; deux Extraits baptistaires, l'un du 19 Juin 1722, & l'autre du 3 Février 1724, annoncent sa fécondité, & la date de ses dérèglements. Les enfants ont été baptisés sous les noms de pere & mere; Magdeleine Savard y est qualifiée de femme du Sr. Arson; mais il n'a signé aucun de ces Actes; il y est même déclaré absent. Elle se hâtoit de prendre une qualité à laquelle elle aspirait; elle n'avoit pas été assez habile pour faire acheter sa conquête par le mariage: mais quand on a manqué le Sacrement, en se livrant à un amant, on y revient rarement; c'est le chef-d'œuvre d'habileté d'une coquette. Le scandale public de sa conduite, répandu dans la Paroisse de Montreuil, retentit jusqu'aux oreilles du Magistrat de police: des ordres supérieurs l'enleverent de son Village, & la conduisirent, le 22 Mai 1727, dans

dans la Maison de Force, où elle demeura jusqu'au 5 Avril 1728.

Ce séjour humiliant, s'il ne corrigeoit pas Magdeleine Savard, devoit du moins apporter du dégoût dans les affections du Sieur Arson. Mais, triste effet d'une habitude déréglée ! à peine Magdeleine Savard eut-elle recouvré sa liberté, qu'elle fit perdre au Sieur Arson, par de nouveaux excès, le souvenir de la prison honteuse de sa concubine. Pour se mettre à l'abri d'une retraite forcée aussi infame, elle engagea le Sieur Arson à lui assurer un asyle dans sa maison à Paris ; elle vint partager avec lui les soins domestiques : Servante & Maîtresse tour-à-tour (a), elle avoit l'art de regner sur son Maître en lui obéissant. Mais les allarmes la poursuivirent jusques dans son asyle : elle eut recours à la protection de M. l'Archevêque de Paris ; elle lui présenta un Placet, dans lequel elle explique naïvement les circonstances de sa détention dans la Maison de Force pendant près d'une année : elle supplie M. l'Archevêque de la garantir des persécutions auxquelles l'exposent les impostures débitées contre elle ; & , pour exciter la compassion du Prélat sur l'innocence de ses mœurs & la sagesse de sa conduite, cette fille, calomnieusement accusée de vivre dans le libertinage, lui offre avec ingénuité ses prières, & celles de ses deux enfants.

(a) On appelle en latin le Maître qui aime sa Servante, *Ancillariolus*.

Les dérèglements de Magdeleine Savard devinrent moins éclatants , à mesure que les années du Sieur Arson s'augmentoient , & que son tempérament s'affoiblissoit ; les liens de la débauche formerent ceux de l'obsession domestique. Magdeléine Savard ne songea plus qu'à s'affujettir entièrement le Sieur Arson , & à se rendre maîtresse absolue dans sa maison. Elle appella une de ses sœurs pour faire la cuisiniere du Sieur Arson ; elle ne négligea pas de mettre dans ses intérêts Vignolles son Commis , par l'appât d'une récompense. Un Maître , amoureux de sa Servante , en devient esclave : de tous les jougs c'est le plus pesant ; l'amour seul le fait supporter.

La famille du Sieur Arson , écartée de chez lui ; cet homme , réduit à la compagnie de sa Concubine , d'un Commis , d'une Servante , traînoit des jours misérables : sa santé , altérée par les excès du vin & de la débauche , dépérissoit à vue d'œil ; des infirmités de toute espece se déclaroient successivement , & présageoient une fin prochaine.

En 1734 les maladies de la pierre & de la gravelle , dont il étoit attaqué depuis long-temps , parvenues à leur dernier période , se firent sentir dans toute leur violence. L'opération n'étoit pas praticable sur un corps exténué , elle auroit précipité sa mort ; les Médecins ne voulurent point la hasarder ; il ne s'agissoit que de prolonger ses douleurs : le Sieur Arson fut con-

damné à ne point quitter le lit, ou sa chambre. La dépendance servile dans laquelle ses maux le plongeient, fortifioit l'empire que Magdeleine Savard s'étoit acquise : néanmoins le Sieur Arson conservoit encore assez de sentiment, pour ne point céder aux instances intéressées que sa concubine employoit pour le résoudre au mariage.

Au commencement du mois de Mars de l'année 1735, les douleurs qui accabloient le Sieur Arson, devinrent si aiguës, qu'il n'étoit plus possible de les apaiser : sa raison & ses sens s'anéantissoient dans ces moments critiques ; les sollicitations & les artifices de Magdeleine Savard n'avoient point de résistance à vaincre : on fit signer, le 6 Mars, un contrat de mariage au Sieur Arson, dans lequel la Concubine se fit assurer douze cents livres de rente viagère de douaire préfix, & un préciput de trois mille livres. Les instants étoient précieux pour remplir les formalités apparentes du mariage ; le moindre soulagement que l'art procuroit au Sieur Arson, lui rendoit la force de témoigner son aversion pour la cérémonie déshonorante à laquelle on le destinoit. Mais enfin, abattu sous le poids de la maladie, livré & soumis à la tyrannie d'une femme ambitieuse & avide, effrayé par la représentation des devoirs de sa conscience, qui n'avoit point été troublée jusqu'alors, le Sieur Arson n'avoit plus d'autre liberté à ménager, que celle de mourir

en repos ; il abandonna son esprit & sa personne aux volontés de ceux qui l'environnoient. Le 20 Mars Magdeleine Savard fit publier un ban dans la Paroisse de Saint-Eustache : la dispense des deux autres fut obtenue avec la permission de faire la célébration dans le temps du Carême , & de joindre les fiançailles au mariage. Le 22 le Sieur Arson , jetté dans une chaise à porteurs , pour faire le court trajet de la rue des Vieux Augustins à Saint-Eustache , fut apporté moribond aux pieds des Autels , & reçut , sans sortir de sa chaise , le Sacrement des vivants. Le Sieur de Vignolles , conducteur de l'intrigue , servit de témoin , assisté de deux Clercs & d'un Serviteur de l'Eglise , que le hazard fit rencontrer. A la suite de l'Acte de mariage est énoncée la déclaration des Conjointes , que de leurs œuvres sont issus une fille & un garçon , qu'ils reconnoissent leur appartenir.

Le jour de la pompe nuptiale pensa être celui d'un funebre appareil : l'accablement & la défaillance firent tomber le Sr. Arson en léthargie ; il n'étoit pas permis de lui administrer avec décence les secours spirituels ; mais Magdeleine Savard avoit encore le temps de pourvoir à ses intérêts temporels. Au milieu des agitations du malade expirant , qui achevoit de se défendre des attaques de la mort , elle surprit sa signature au bas d'un Testament tout dressé , qui fut daté du 24 Mars , & le lendemain 25 , le Sieur Arson mourut.

Et thalami & tumuli sic fuit una dies.

Le flambeau de l'hymen servit , pour ainsi dire , de torche funebre.

Les scellés furent apposés dans la maison du défunt. Ses freres & sœurs, héritiers présumptifs, ont été assez heureux d'empêcher la diversion des effets que renfermoit la maison : ils ignorent si Magdeleine Savard , & Vignolles, ne se sont point emparés de ceux dont la nécessité du commerce rend la soustraction plus aisée.

Ces deux personnages, établis dans l'appartement du Sr. Arson, & se considérant comme les maîtres de tous ses biens, représenterent les titres qu'ils s'étoient fabriqués à eux-mêmes, le Contrat de mariage & le Testament. Ce dernier Acté n'étoit pas le moins intéressant ; Magdeleine Savard avoit eu l'imprudence d'y insérer, que lors de sa confection, le Sr. Arson, malade dans son lit, étant prêt de soutenir une opération dangereuse, n'avoit pas voulu décéder *ab intestat* : ce qui justifie le péril de la maladie, prévue depuis un temps considérable.

Dans cette pensée d'une mort peu éloignée, qui devoit tourmenter en effet le Sieur Arson depuis long-temps, Magdeleine Savard fait nommer ses deux enfants mineurs, légataires universels, avec charge de substitution réciproque, en cas de décès en minorité. Il n'étoit pas juste d'oublier Vignolles, qui avoit contribué avec tant

de zele & de constance au succès des entreprises de la Concubine : elle s'acquitte envers lui des devoirs de la reconnoissance, par un legs modéré à la somme de cent mille livres. Il y a toute apparence qu'elle avoit des vues sur le légataire, & qu'une générosité aussi étendue ne devoit pas être sans retour. Ce legs est accompagné d'éloges & de témoignages de la confiance intime du Testateur pour Vignolles; il est caractérisé l'ancien ami du Sr. Arson, demeurant avec lui depuis long-temps; il est prié affectueusement de prendre le soin de la tutelle, régie & administration des personnes & biens des enfants mineurs, conjointement avec leur mere. Le Testateur ne veut pas que ses enfants puissent contracter aucun mariage sans l'avis de Vignolles, étant persuadé qu'il aime ses enfants, & leur est affectionné : il le conjure de lui accorder la continuation de l'amitié qu'il a toujours eue pour lui, & de la perpétuer à sa famille : il ne manquoit plus au Sieur Arson que de lui remettre entre les mains Magdeleine Savard, & de lui proposer son exemple à suivre. C'est au Sieur Vignolles que l'exécution testamentaire est confiée, dans l'intention de le rendre dépositaire de tous les papiers & effets de la succession du Sieur Arson, au moment de son décès.

La levée des scellés, & la confection de l'Inventaire, ont produit différents incidents qu'il est inutile de détailler. Il suffit

d'observer que, par des Ordonnances du Lieutenant-civil, sans préjudicier aux droits des Parties, Magdeleine Savard a été nommée tutrice de ses enfants, & le Sieur Vignolles est demeuré saisi, en faveur de sa qualité d'Exécuteur testamentaire, des titres & du mobilier de la succession ; en sorte que les héritiers sont privés encore actuellement de la connoissance qu'ils devroient avoir des affaires du Sieur Arson.

Ces héritiers, qui tiennent le premier degré en ligne collatérale, & qui forment trois branches, se sont réunis pour faire réduire les effets du mariage de Magdeleine Savard, dans les bornes étroites dans lesquelles les Loix les resserrent, & pour attaquer les odieuses dispositions que la séduction & l'intrigue ont forcé le Sieur Arson de souscrire dans les derniers abois, qui font douter si le Testateur appartenoit, ou à la vie, ou à la mort : ils ont demandé contre la veuve, qu'elle fût privée de tous effets civils, & que ses enfants fussent déclarés incapables de toutes successions légitimes & testamentaires, directes ou collatérales. Ils ont conclu, tant à l'égard de cette Veuve, que de Vignolles, que le Testament du Sr. Arson fût déclaré nul ; & en cas de difficulté, que, sans s'arrêter au legs universel, ni à celui de cent mille livres dont Vignolles étoit gratifié, les biens du Sieur Arson fussent partagés entr'eux *ab intestat*.

Les Défendeurs ont craint de soutenir leurs intrigues devant le premier Magistrat,

que la discussion de quelques Référés (a), dans le cours de l'Inventaire & de l'instruction, avoit déjà éclairé : ils ont préféré de laisser obtenir aux héritiers une sentence par défaut. Elle prononce définitivement, contre Magdeleine Savard, la déchéance de tous effets civils; & contre les enfants, l'incapacité absolue de toutes successions : en conséquence, elle ordonne que, sans avoir égard au legs universel fait à leur profit, qui est déclaré nul, la succession du feu Sr. Arson sera partagée entre les héritiers légitimes; & par rapport à la nullité du Testament, & à la délivrance du legs particulier fait à Vignolles, la Sentence remet la Cause au premier jour.

Magdeleine Savard a interjetté appel de cette Sentence : le fidele Vignolles n'a point voulu diviser sa Cause de celle de l'Appellante, il a fait évoquer en la Cour les demandes concernant le Testament. Ainsi deux objets principaux fixent l'attention de la Justice; l'un, qui regarde les effets du mariage de Magdeleine Savard, relativement à elle & à ses enfants; l'autre, qui tend à la nullité entière du Testament, ou du moins à la proscription du legs universel, & de celui de cent mille livres.

Premier Objet.

Les mariages sont le Séminaire des États, la source & l'origine de la Société civile,

(a) Jugements d'instruction qui se rendent à l'Hôtel de M. le Lieutenant-civil.

le fondement des familles : ce sont les propres expressions dont se servent nos Ordonnances pour les définir ; aussi les Rois ont jugé digne de leurs soins de prescrire avec exactitude les regles nécessaires pour affermir l'honnêteté du mariage, en conserver la décence extérieure, & maintenir l'ordre public qu'exige l'importance de cet engagement solennel. Ce n'est que par l'accomplissement scrupuleux des formalités sagement imposées par les Loix, que le contrat civil est élevé à la dignité de Sacrement & de toutes ses prérogatives. La contravention, soit ouverte, soit frauduleuse, aux Réglements établis pour les mariages, les expose à l'appel comme d'abus, qui les détruit radicalement, ou les soumet à la peine qui les fait décheoir de tous effets civils. Les mariages, précédés de débauche, tenus secrets & clandestins, contractés à l'extrémité de la vie, entre des personnes qui avoient vécu dans la licence du concubinage, sont du nombre de ceux qui, retenant à la vérité la figure du Sacrement, ne transmettent aux Conjoints que des titres infructueux dans l'ordre civil.

L'ancienne discipline ecclésiastique avoit toujours réprouvé ces mariages, que produisent le désordre & la corruption. Le relâchement s'est introduit dans l'Eglise : des motifs de Religion ont fait juger qu'il étoit plus conforme au Christianisme, de sacrifier, par une bénédiction nuptiale, ces conjonctions vicieuses, que d'entreprendre inu-

tilement de briser des chaînes que la passion & l'habitude avoient rendues indissolubles : c'étoit envelopper le vice d'un voile honorable, & c'étoit le punir trop doucement, que de refuser les droits civils, qui ne font pas l'effet absolu du Sacrement de mariage, quoiqu'ils en soient ordinairement la suite.

La Déclaration de 1639 est sur ce sujet un monument respectable de la vigilance du Prince pour le maintien des mœurs & des familles. C'est au zèle épuré de M. l'Avocat-Général Bignon, que nous sommes redevables de la promulgation de cette Loi, qu'il témoignoit fréquemment desirer avec ardeur. L'Article V de cette Déclaration pourvoit aux abus que commettent ceux qui tiennent leurs mariages secrets & cachés pendant leur vie, contre le respect dû au Sacrement : il déclare les enfants nés de ces mariages, qui font plutôt la honte du concubinage, que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.

Dans l'Article VI de la Déclaration, le Roi veut que la même peine ait lieu contre les enfants qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie. Le même esprit de sévérité se renouvelle dans l'Édit de 1697, qui ordonne l'exécution de l'Article VI de la Déclaration de 1639, par rapport aux mariages contractés à l'extrémité de la vie, tant à l'égard

des femmes que des hommes ; & que les enfants qui sont nés de leurs débauches, avant, ou, qui pourroient naître après, les mariages, contractés en cet état, soient, avec leur postérité, déclarés incapables de toutes successions.

Le principe de ces utiles dispositions est écrit dans la Loi même : il est de l'intérêt de l'État & des Citoyens, de réprimer ces unions malheureuses, qui troublent le repos public, & flétrissent l'honneur des familles par des alliances souvent plus honteuses par la corruption des mœurs, que par l'inégalité de la naissance. Tolérer de semblables mariages, ce seroit favoriser le crime de ceux qui, de dessein prémédité, préfèrent l'infamie du concubinage, à la pureté du lien conjugal : ce seroit entretenir la licence des concubines, par l'espérance de trouver, dans un mariage qu'elles auroient d'abord méprisé, la récompense de leur débauche, & faire succéder leur postérité, qui ne doit avoir que la honte en partage.

Il ne faut donc pas considérer nos Ordonnances en cette matiere, comme des Loix pénales qui doivent être restreintes dans leur rigueur : ce sont des réglemens favorables, établis pour purger les familles de pareilles alliances, pour arrêter les progrès du vice, & en punir le scandale.

Le concours de ce deux circonstances, marquées par la Loi, détermine l'application de la peine qu'elle prononce. La pre-

miere, que le mariage ait été contracté entre personnes qui ont vécu dans le concubinage. La seconde, que la célébration du mariage ait été faite à l'extrémité de la vie de l'homme ou de la femme. La principale vue des Ordonnances a été de purifier le mariage, de régler les mœurs, & de ne pas souffrir qu'un commerce déréglé soit couronné par le Sacrement. C'est pourquoi, s'il n'y avoit point eu d'habitude criminelle qui eût précédé, la seule circonstance de l'extrémité de la vie ne seroit pas suffisante pour dégrader un mariage contracté sur le déclin de l'âge.

Mais lorsque le mariage est la suite de la débauche, en ce cas, dans quel sens doit-on entendre l'expression de *l'extrémité de la vie*? à quelle époque faut-il la fixer? La doctrine de Magdeleine Savard sur ce point n'est pas rigide, quoiqu'elle se fasse un mérite de s'attacher à la lettre de la Loi. Dans son système, l'extrémité de la vie est le dernier instant où l'on cesse de respirer. Tel est un homme accablé de maux & d'infirmités, prêt à échapper des bras d'une concubine; à peine lui restait-il assez de vie pour savoir s'il y participe: le Ministre de l'Eglise est appelé dans sa chambre; le moribond ne connoît plus personne; la bénédiction nuptiale lui est conférée au moment du soupir de la mort. Voilà le cas dans lequel Magdeleine Savard a la bonne foi de convenir que la rigueur des Ordonnances peut s'appliquer;

c'est celui d'un Arrêt de 1591, rapporté dans Montholon.

Au contraire, lorsqu'une personne meurt quelques jours après son mariage, & qu'il a rempli toutes les cérémonies ecclésiastiques & civiles pour le rendre valable & parfait, contrat de mariage précédent, bans publiés, transport de la maison à l'Eglise, célébration faite dans la Paroisse à la vue de témoins, intervalle de plusieurs jours écoulés entre tous ces actes publics & solennels, comment supposer que le mariage ait été célébré à l'extrémité de la vie? Une mort inopinée, que tout homme peut appréhender à chaque minute, enlèvera-t-elle à la veuve & aux enfants, les avantages d'un état dont ils ont le chagrin de ne pas goûter long-temps les douceurs? Quand même, continue Magdeleine Savard, le mari seroit indisposé & attaqué d'une maladie dont l'événement peut devenir funeste, est-ce une raison de faire retomber sur sa veuve & ses enfants la peine de l'Ordonnance, parce que le coup imprévu de la mort l'aura frappé peu après le mariage? Si dans le temps du mariage il étoit en état de sortir, de paroître publiquement, d'aller à l'Eglise, de faire les Actes de la Société, le réputera-t-on au nombre des mourants? Ne voit-on pas journellement des personnes vivre avec des maladies incurables, & fournir une longue carrière? Dira-t-on qu'elles sont à l'extrémité, parce que la mort peut les abattre à tous moments?

C'est une inhumanité contraire à l'esprit & aux termes des Ordonnances, d'étendre la punition qu'elles infligent. L'ancienne Jurisprudence, qui a inspiré la Déclaration de 1639, rejette l'idée bizarre que les héritiers collatéraux du Sr. Arson voudroient attribuer au Législateur. On trouve dans M. Le Prêtre, *centurie 2, chap. 11*, un Arrêt de 1599, qui confirme le mariage d'un malade décédé le jour même de la célébration, parce qu'il avoit accompli toutes les solemnités qui n'auroient pu s'observer si le malade eût été à l'extrémité, c'est-à-dire dans les accès d'une mort instante, comme dans l'espece de l'Arrêt de 1591 de Montholon.

Il seroit plus commode pour Magdeleine Savard de supprimer les Ordonnances & les Édits, que de chercher, dans des distinctions subtiles & gênantes, des maximes qui puissent convenir à sa situation, & se concilier avec la Loi : sa morale est encore trop épineuse. Mais reconnoissons les véritables principes sur lesquels l'Ordonnance est fondée. Lorsqu'elle a réprouvé les mariages contractés à l'extrémité de la vie, par ceux qui ont entretenu les femmes qu'ils épousent, elle a compris dans sa disposition tous les mariages de cette espece, qui sont faits dans la vue & dans la pensée de la mort. Elle a présumé qu'un homme qui, tant que les forces du corps & la vigueur de l'esprit lui ont duré, a résisté au mariage avec une femme vile & abjecte, & a mieux aimé

demeurer dans une incontinence volontaire, ne pouvoit pas consentir librement sur la fin de sa vie à s'engager dans un mariage qu'il avoit toujours évité. Il n'est pas naturel d'allier la liberté du consentement si essentielle au mariage, avec la pensée menaçante d'une mort attendue. Ainsi l'Ordonnance n'a pas entendu parler uniquement des derniers moments qui tirent à la mort, de la veille ou du jour, mais de l'extrémité de la vie, eu égard à tout son cours, à la conduite précédente, aux circonstances actuelles, à l'événement qui a suivi de près. C'est abuser de l'intention de l'Ordonnance, que de la renfermer dans des bornes qu'il seroit impossible de fixer. Il est bien plus avantageux pour l'ordre public d'appliquer sa disposition à tous les mariages des concubinaires, contractés dans la maladie dont ils décèdent.

C'étoit là le pur esprit de la Jurisprudence antérieure à la Déclaration de 1639. M^{re}. Pierre Pithou fait mention sur la Coutume de Troyes, d'un ancien Arrêt qui a privé de la succession de leur pere, des enfants nés d'un mariage fait dans le cours d'une longue maladie, & trois mois avant la mort. Les Arrêts rendus depuis la Déclaration de 1639, ont rétabli ce même esprit, dont on s'étoit insensiblement écarté : c'est dans leur décision que l'on découvre la juste application de la Loi, & non pas dans des Arrêts singuliers obtenus avant la Déclaration, & qui faisoient

desirer le renouvellement des Loix primitives.

*Journal
des Au-
diences.
Soeve,
Journal
du Palais.*

En 1650 M. l'Avocat-Général Bignon, qui avoit le plus contribué à la rédaction de l'Ordonnance, conclut avec vigueur pour son exécution dans la Cause du mariage de M. de Rames, Mre. des Comptes en Normandie. M. de Rames avoit entrepris avec sa Concubine le voyage de Rouen à Paris, pour se faire panser d'un ulcere dont la guérison n'étoit point désespérée: il songea à rendre justice à la fille qu'il avoit entretenue, & à ses enfants: résolu de l'épouser, il se transporta à pied à l'Eglise pour la célébration de son mariage, & en revint de même; il survécut dix-sept jours à cette action méditée; mais le mariage étoit illicite dans son exécution; les biens du Sieur de Rames furent déferés par l'Arrêt à ses collatéraux. En 1667 la Cour ne considéra pas plus favorablement le mariage du Sieur Allon, contracté dans sa maladie avec la nommée Royer, dont il avoit eu des enfants, quoiqu'il eût vécu cinquante-quatre jours depuis son mariage: pareil Jugement en 1672, dans des circonstances bien moins évidentes. François le Riche avoit épousé, le vingt-cinq Janvier 1670, sa servante, avec laquelle il avoit entretenu un mauvais commerce, suivi de la naissance d'un enfant: il décéda le 23 Mars, deux mois après. Ses collatéraux disputèrent à son fils la succession, & soutinrent que, lors du mariage de François le

Ri-

Riche, il étoit attaqué de la maladie dont il étoit mort ; ils n'en apportoit d'autres preuves, que la précipitation avec laquelle le mariage avoit été célébré, sur une dispense de trois Bans, qui accordoit la permission de faire la célébration *quâlibet horâ*, à toute heure ; néanmoins le Riche n'étoit décédé que deux mois après son mariage.

M. l'Avocat-Général Talon porta la sévérité de son ministere, jusqu'à prétendre, que quand même le Riche n'auroit point été malade, son mariage ne laisseroit pas d'encourir la peine de la Loi, qui devoit s'entendre, non-seulement des mariages contractés dans la maladie, mais même de ceux contractés dans les dernières années de la vie, lorsque le crime les avoit précédé ; parce que le mariage demande une volonté libre, qui se consulte elle-même, une disposition réfléchie, propre à consommer l'affaire la plus importante, & non pas un état de foiblesse, de langueur & d'obsession, dans lequel toutes les passions exercent leur tyrannie.

Peut-il s'offrir une occasion de rassembler tous les principes, & d'en appliquer les conséquences, plus caractérisée que celle du mariage du Sieur Arson ? Les preuves de son concubinage avec Magdeleine Savard ne sont pas obscures, elles se trouvent écrites dans les Registres publics des Paroisses de St. Eustache & de Vincennes, qui assurent la naissance de deux enfants, en 1722 & 1724.

Magdeleine Savard n'a pas voulu elle-même que sa débauche fût ignorée; au-lieu d'en ensevelir la mémoire dans les ténèbres de la Maison de force, où elle a été renfermée pendant un an; elle a exposé son déshonneur dans un Placet présenté à Mr. l'Archevêque de Paris : alors la raison conservoit toujours ses droits sur l'esprit du Sieur Arson, tandis que le cœur se laissoit séduire par la volupté; il ne vouloit point se soumettre au joug d'un mariage honteux & inégal; mais dans la suite, le grand âge, les maladies compliquées, les assiduités de la concubine subjuguèrent sa volonté; c'est en cet état qu'il est forcé d'accepter la qualité de mari : il céda à la violence du mal & de la séduction, il acheta un peu de repos pour le reste de sa vie, par l'abandon d'un bien qu'il sent que la mort va lui arracher. Aussi-tôt Magdeleine Savard le dispose à des cérémonies impuissantes; un ban est annoncé le 20 Mars: dans la dispense des deux autres, on accumule celle du temps prohibé de Carême, & la permission de réunir les fiançailles au mariage; le 22 la célébration s'expédie. Pourquoi des empressements si vifs de réparer l'honneur de Magdeleine Savard & de ses enfants, négligé & sacrifié pendant un grand nombre d'années? C'est que la mort s'avance à grands pas, elle saisit le Sr. Arson le 25 Mars; la mort ensevelit dans le même cercueil la débauche & le mariage; mais la Loi, toujours pure, toujours sub-

sistante, se venge sur la veuve & sur les enfants, de la transgression de ses regles, en les privant tous de ses bienfaits.

Magdeleine Savard se consoleroit des rigueurs de la Loi, si les libéralités testamentaires du Sieur Arson l'en dédommageroient; mais a-t-elle pu s'assurer indirectement, par des dispositions suggérées, les avantages auxquels elle est directement obligée de renoncer?

Second Objet.

On ne doit pas envisager séparément le mariage & le Testament du Sieur Arson; ces actes, qui se suivent de si près, témoignent clairement qu'ils sont animés des mêmes motifs: ils ont été concertés dans le dessein de transmettre, par l'effet de l'un ou de l'autre, ou des deux conjointement, la succession du Sieur Arson à Magdeleine Savard & à ses enfants; ces violents soupçons de suggestion, & de fidéicommiss, se répandent également sur le legs universel, & sur celui de cent mille livres qui composent tout le Testament: mais avant d'en rendre sensible le principe criminel, par la réunion des circonstances frappantes qui ont accompagné le Testament, il faut rappeler quelques principes à ce sujet.

Premièrement, toute disposition qui n'a point sa source dans l'esprit libre, dégagé d'impression étrangère & violente, est incontestablement l'ouvrage de la suggestion.

Il n'est pas nécessaire que la force & la contrainte ouvertes soient employées, la simple persuasion continuellement pratiquée, captive la volonté avec d'autant plus de succès, qu'elle entraîne le consentement, *Persuadere plus est quam cogi parere* : ainsi l'adresse & l'artifice rendent à la vérité volontaires des actions, quoiqu'elles soient vivement suggérées, & que celui qui les commit ne s'y fût pas engagé, s'il eût eu la liberté de réfléchir : c'est là ce que Ricard définit avec justesse des actions volontaires, contre le choix de celui qui paroît en être l'auteur ; parce que le principe n'en est pas dans sa personne, *Rapit me volentem, sed fecit ut vellem*.

En second lieu, les actes de dernière volonté sont par eux-mêmes les plus susceptibles d'impulsions étrangères. Entre les différentes especes de Testaments, ceux qui sont écrits par des Notaires, & signés seulement des Testateurs, excitent plus de défiance ; le Testateur ne contribue pas tant de son esprit à leur confection : quel parti prend-il lorsque les maux qu'il souffre obscurcissent son jugement & confondent sa mémoire ? Occupé tout entier de sa douleur, est-il capable de régler ses affaires, qui ne l'intéressent plus ? Rien de si aisé que de substituer, dans l'opération clandestine d'un Testament, sa propre volonté à celle du mourant, & de lui faire agréer, par un consentement apparent, des dispositions qui ne sont point son ouvrage : les fa-

cilités sont encore plus grandes, quand le Testateur n'est environné que d'objets qui le gouvernent, & qui servent de piege à son imbécillité, & que ce sont ces mêmes objets qui deviennent dans le Testament ceux de ses dispositions.

Ces considérations, il est vrai, ne forment que des présomptions générales, qui souvent ne réussissent pas en Justice; les mouvements de l'esprit & de la volonté sont intérieurs, & ne se démêlent qu'avec peine. On ne doute point que la suggestion ne soit un moyen légitime qui renverse les Testaments, *Pessimum genus falsi*; mais la discussion du moyen est d'ordinaire embarrassante : d'où il faut conclure, que, si les mouvements qui ont remué le Testateur sont manifestes & sensiblement extérieurs, il n'y a pas à balancer de détruire un ouvrage d'iniquité & d'artifice; sur-tout lorsque les faits, qui caractérisent la suggestion, regardent le temps même auquel le Testament a été fabriqué. M. Jean-Marie Ricard cite deux Arrêts rendus en l'Audience de la Grand'Chambre, l'un du 14 Janvier 1655, l'autre du 11 Janvier 1656, qui ont annulé des Testaments reçus par-devant Notaires, sur le fondement de la suggestion prouvée par les circonstances seules du Testament.

Portons maintenant la vue sur le Testament du Sieur Arson : il contient deux legs principaux; car le surplus consiste en une aumône de 500 livres aux pauvres hon-

teux de Saint-Eustache, & une gratification de 100 livres à chacun de ses domestiques : ces seules intentions particulières n'auroient pas déterminé le Sieur Arson à faire un Testament ; le puissant mobile qui l'a fait agir, étoit la volonté de disposer de l'universalité de ses biens : elle est partagée entre les enfants incapables du Sieur Arson, & le Sieur Vignolles ; celui-ci est légataire de cent mille livres, & le reste des biens est abandonné aux enfants à titre de legs universel.

Les héritiers du Sieur Arson ont déjà sur le Testament un avantage considérable ; il n'est pas possible que le legs universel subsiste en faveur des enfants ; ils sont déclarés déchus de tous effets civils par l'Ordonnance de 1639. Pourquoi ne peuvent-ils pas profiter de la disposition testamentaire, qui dans une infinité d'occasions fait cesser celle de la Loi, & lui est préférée ? Ce n'est pas simplement parce que la peine prononcée contre les enfants qui proviennent des mariages contractés *in extremis*, les excluant de tout droit successif, s'étend à la succession testamentaire, de même qu'à la légitime. C'est à la vérité une raison sans réplique, mais la réflexion en découvre une seconde : la disposition du Testateur n'est pas plus présumée l'effet de son consentement que le mariage auquel il s'est livré. L'un & l'autre sont des actes involontaires, dont l'exécution est bien dans celui que l'on anime & que l'on inspire, mais

dont le principe est dans celui qui suggere , qui sollicite. Le Testament du Sieur Arson est la suite immédiate de son mariage ; ces Actes ne sont associés que pour s'étayer mutuellement , pour faire acquérir par la fraude de l'un , ce qui ne pouvoit point se conserver à cause du vice de l'autre. Or , comme la liberté ne pouvoit pas se rencontrer au mariage du Sieur Arson , contracté à l'extrémité de sa vie , il faut encore moins la rechercher dans son Testament , qui a été fait depuis , & en vue du mariage ; par conséquent ces deux Actes , relatifs dans leur cause , ne doivent pas avoir une plus grande extension dans leurs effets , par rapport à la capacité des enfants de succéder , ou de profiter de la disposition universelle faite à leur profit.

Il résulte de cette première observation , que la portion la plus forte du Testament du Sieur Arson , qui comprend le legs universel , est totalement caduque ; le legs de cent mille livres se sauvera-t-il des débris de cette ruine , le Testament les lie ensemble par une seule & même disposition ; la Justice , indignée contre le legs universel , sera-t-elle favorable au legs particulier ? Il ne peut être fondé que sur deux motifs , soit pour assurer indirectement à Magdeleine Savard & à ses enfants , un avantage que la Loi leur interdisoit ; soit pour gratifier généreusement le Sieur Vignolles , légataire désigné de cent mille livres : dans ces deux cas , la suggestion est égale

& apparente , & le legs est nul en lui-même.

La gradation des différentes précautions , prises successivement par Magdeleine Savard , pour s'approprier les biens du Sieur Arson , mérite d'abord une singulière attention ; le contrat de mariage , arrangé le 6 Mars , étoit un titre , s'il n'étoit point soutenu de la célébration de mariage. Ces Actes , accomplis le 22 Mars , étoient aussi chancelants que la vie du Sieur Arson , & ne pouvoient pas aller au delà dans l'ordre civil , qui ne leur accorde aucun effet. Le Testament paroissoit plus solide en y insérant un legs universel ; il eût été imprudent de se reposer entièrement sur sa validité ; il étoit sujet à contradiction. Un legs de cent mille livres payable en argent , qui envahit plus du tiers de la succession , ce legs fait à une personne interposée , qui avoit donné des preuves de fidélité , étoit une dernière ressource moins sujette à discussion en apparence.

Peut-on douter que ce ne soit l'assemblage de ces idées , qui a fait concerter le Testament entre Magdeleine Savard & Vignolles , lorsqu'on se rappelle les circonstances dans lesquelles il a été fait ? Le Sieur Arson , détenu par ses maladies , en captivité dans sa maison , plus esclave encore par l'empire qu'il avoit laissé prendre sur son esprit , placé à l'article de la mort entre Magdeleine Savard & Vignolles ; arraché de son lit pour être victime inanimée

d'une cérémonie impuissante & scandaleuse; rapporté dans sa chambre pour être mis au tombeau; signe dans cette extrémité un Testament, deux jours après son mariage avec sa concubine, & quelques heures avant sa mort. Dans cet Acte, tous ses biens sont la proie de Magdeleine Savard & de Vignolles; à ces traits ne reconnoît-on pas l'impression qui a conduit la main du Testateur? tout annonce la suggestion & le fidéicommis: car il ne faut point séparer le legs particulier du legs universel, les mêmes circonstances les réunissent, les mêmes caractères d'obsession s'y retrouvent, tout respire la suggestion; les débauches de Magdeleine Savard l'ont préparée, le mariage du Sieur Arson, qui touche de près son Testament & sa mort, l'a mise en évidence; le Testament lui-même en achève la démonstration.

Mais quand il seroit possible de détacher le legs du Sieur Vignolles de celui fait aux enfants de Magdeleine Savard, dont la nullité ne forme pas une question; quand on voudroit considérer la libéralité de cent mille livres, relativement à la seule personne du légataire, son incapacité particulière s'opposeroit toujours à la délivrance de son legs.

Le Sieur Vignolles étoit constamment le Commis du Sieur Arson, c'étoit lui qui administroit ses biens, & qui dirigeoit ses affaires. Le commerce de la Banque, qu'exerçoit le Sieur Arson, le mettoit dans la né-

cessité d'avoir un Commis chez lui. Le fait est positif, que depuis 1720 le Sieur Vignolles s'est attaché en cette qualité au service du Sieur Arson ; il demouroit avec lui dans sa maison , il tenoit les Livres & les Registres , écrivoit les négociations , & étoit le maître des effets casuels qui font valoir le commerce ; le Sieur Arson n'a point eu d'autre Commis, ni qui que ce soit qui ait eu soin de ses affaires , tant que le Sieur Vignolles a habité dans sa maison , & il y demouroit à la mort du Sieur Arson ; le Testament le déclare en termes précis. On défie le Sieur Vignolles de nommer quelqu'autre que le Sieur Arson employoit pour son soulagement indispensable dans la conduite & le détail de son commerce. Les héritiers du Sieur Arson se soumettent à prouver par témoins, que le Sieur Vignolles a rempli toutes les fonctions du Commis : s'ils n'ont pas la preuve par écrit du paiement des appointements de Vignolles , s'ils ne représentent pas les Registres du Sieur Arson écrits de sa main , c'est que leur situation les prive de la connoissance qu'ils auroient pu en avoir ; tout accès auprès du Sieur Arson pendant sa vie , leur a été interdit par les intrigues de Magdeleine Savard , qui s'étoit emparée de la maison & de la personne du Sieur Arson. Depuis sa mort, le Sieur Vignolles est en possession de tous les papiers & effets du Sieur Arson , à la faveur de l'exécution testamentaire , qu'il s'est procurée. D'ailleurs ,

le payement des gages d'un Commis exige-t-il des quittances de lui, lorsque son Maître lui donne sa maison & sa table, & que le Commis est à portée par lui-même de prévenir l'échéance de ses salaires, & de ne point manquer d'argent dans ses besoins ?

S'imaginera-t-on que le Sieur Arson, dans les dernières années de sa vie languissante, ait pu se défendre d'abandonner sans réserve sa confiance, ses biens, ses affaires, à la discrétion du Sieur Vignolles, tandis qu'il n'étoit pas seulement le maître de sa personne ? Or nos Loix ont prévu les inconvénients qui naissent de l'abandon absolu que les Maîtres étoient obligés de faire dans de certaines circonstances, de leur confiance à des étrangers qui remplissent auprès d'eux des fonctions vénales ; elles ont déclaré nulles en général toutes les dispositions entre-vifs ou testamentaires faites au profit de ces gens intéressés, qui n'administrent le bien d'autrui que pour augmenter le leur. L'Ordonnance de 1539, art. 131, & la Coutume de Paris, art. 176, embrassent dans la prohibition d'avantager, sous le nom générique d'*Administrateur*, tous ceux dont l'administration emporte avec elle une espèce d'empire, qui leur donne de l'autorité sur celui duquel ils régissent la personne ou les affaires. Ricard, dans son *Traité des Donations*, établit pour principe, que s'il paroît que l'*Administrateur* ait abusé de sa

qualité, la donation qui lui est faite demeure inutile. Il arrive fréquemment, dit cet Auteur, que ceux qui prennent ces emplois mercenaires, se rendent, par des voies indirectes, tellement les arbitres de la fortune des Maîtres qu'ils servent, en s'emparant des papiers & des effets de leurs maisons, qu'ils changent leur dépendance en gouvernement nécessaire; alors les donations qu'ils se sont attirées par cet artifice, doivent être annullées. M^{re}. Charles du Moulin le fait sentir en peu de mots dans son Commentaire sur l'Ordonnance de 1539. *Si ob circumstantiam facti, quia iste habet, omnia impleta, & confusa, & timebatur à Domino ne omnia pervertere tentet.* Si, à cause de la circonstance du fait, parce que cet Agent est le maître de confondre ou d'arranger, & que son Maître craint qu'il ne renverse tout. C'est le tableau expressif de la situation de Vignolles. Dans le moment même du Testament, il avoit entre ses mains tous les effets, il tenoit le secret des affaires du Sieur Arson, qui n'étoit plus capable depuis long-temps de s'embarasser de la moindre chose. Magdeleine Savard avoit tout à craindre, si elle n'offroit à Vignolles une composition solidement avantageuse.

Est-il vraisemblable de penser, que le Sieur Arson eût aussi prodigieusement gratifié Vignolles, que de lui assigner un legs de cent mille livres, si on ne lui avoit prêté d'autre volonté que celle de récompenser

ses services ! L'usage n'apprend-il pas, que la reconnoissance envers des personnes qui ont été utiles & attachées au Testateur, se borne à des gratifications modiques & proportionnées ! Vignolles n'étoit point parent ni allié du Sieur Arson ; il n'y avoit entre eux d'autres relations de la part du Sieur Arson, que celle de tirer de ce Com-mis les services nécessaires pour l'arrangement de son commerce ou de ses débauches ; c'est là le fondement de cette amitié & de cette confiance, colorées dans le Testament par des éloges si artificieusement médités : c'est reconnoître avec trop d'excès une amitié de ce caractère, qui n'a jamais eu que l'intérêt pour principe & pour but. Le legs de cent mille livres n'a nulle proportion aux facultés du Testateur, à la qualité du Légataire, à l'objet même supposé de la disposition.

Mais qu'est-il besoin d'insister sur ces observations personnelles à Vignolles, le Testament du Sieur Arson est dans toute sa texture la consommation des intrigues employées alternativement par Magdeleine Savard & par Vignolles, pour se conserver, après la mort du Sieur Arson, dans la possession de ses biens. La Justice, toujours attentive à maintenir l'ordre public, & à défendre les intérêts particuliers, ne doit-elle pas armer également sa vengeance contre le mariage & le Testament du Sieur Arson, qui sont la récompense du crime, & qui n'ont été réunis ensemble à sa mort

même, que pour enrichir des dépouilles d'une famille, ceux qui l'ont déshonorée, & qui ont été les instruments honteux de tant de désordres?

A tous ces moyens mis en œuvre par *M^{re}. Regnard*, qui allia l'érudition à une sorte d'éloquence très-pressante, voici ce que répondit *M^{re}. Cochin*, qui défendit *Magdeleine Savard*, & ses enfants mineurs, dont elle étoit tutrice.

Défense
de Ma-
gdeleine
Savard
& de ses
enfants
mineurs.

Quoiqu'on ne conteste point, dit-il, la validité du mariage contracté entre le *Sieur Arson* & *Magdeleine Savard*, on veut pourtant dépouiller ses enfants des biens de leur pere, pour les faire passer à des collatéraux, à leur préjudice : l'abus d'une Loi mal entendue est l'unique prétexte d'une entreprise si téméraire.

Il dit ensuite, que le mariage avoit été contracté dans un état de santé parfaite, & que par un accident imprévu, l'époux mourut peu de temps après, & que ce n'est point le cas de l'Ordonnance.

Toute la question, poursuit-il, se réduit à savoir si les Parties sont dans le cas de l'article 6 de l'Ordonnance de 1639. Si c'est ici un de ces mariages qui ne procurent point aux enfants, quoique légitimes, la capacité de succéder à leur pere.

On soutient que la lettre & l'esprit de l'Ordonnance résistent également aux inductions que l'on en veut tirer.

Premièrement, le texte de l'Ordonnance prononce l'incapacité de succéder contre

les enfants qui sont nés de femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie. Qué doit-on entendre par ces termes, *lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie*? Il n'y a personne qui ose soutenir, que, si le mari vient à mourir peu de temps après le mariage, d'une mort imprévue, cet accident puisse changer le droit acquis à la femme & aux enfants par un mariage solennel.

On ne peut pas même dire, que cette Ordonnance ait son application dans le cas d'un homme qui a une simple incommodité, une maladie légère, qui ne menace point d'une mort prochaine. Si l'Ordonnance avoit eu cet objet, elle se seroit exprimée d'une maniere bien différente, elle auroit prononcé la peine contre ceux qui se marient dans le cours de la maladie dont ils décèdent; mais elle a bien compris qu'une disposition si vague, pourroit être sujette à mille inconvénients. Souvent un homme est attaqué d'une maladie qu'il ne regarde point comme dangereuse, & principalement d'une incommodité habituelle avec laquelle on s'accoutume & on se familiarise en quelque maniere. Dans cet état, il arrive souvent que l'on prolonge ses jours beaucoup plus loin que ceux qui paroissent jouir d'une santé parfaite : il seroit donc contre l'équité, & l'on ose dire contre l'humanité même, d'interdire à un homme la liberté de contracter un mariage qui ré-

pare sa faute, & qui rend à sa femme & à ses enfants l'honneur dont ils avoient été privés auparavant. Un homme, pour être atteint d'un mal léger, ne devient pas incapable de contracter librement comme les autres hommes ; souvent une incommodité ne sert qu'à le rendre plus attentif sur sa santé, & à lui faire éviter bien des écueils dans lesquels tombent tous les jours les personnes les plus robustes. Ce n'est donc pas pour ceux qui sont dans une pareille situation, que l'Ordonnance a été faite.

Le véritable, l'unique cas d'appliquer l'Ordonnance, est lorsqu'un homme se marie dans un temps où il se sent frappé à mort, où la violence du mal & l'impuissance des remèdes lui font sentir que la vie est prête à lui échapper, où il ne compte plus sur aucun secours ; alors il semble que le Sacrement de mariage soit si étranger à son état, que si du côté de la Religion on n'y peut pas donner atteinte, au moins la Loi civile ne puisse le regarder comme un titre légitime pour décider du sort d'une famille.

C'est donc d'un homme véritablement moribond, que la Loi a entendu parler, *lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie* ; c'est-à-dire, lorsqu'ils se regardent, avec raison, comme étant à l'extrémité de la vie, lorsqu'ils attendent, pour ainsi dire, à tout moment le coup de la mort prêt à s'appesantir sur eux ; & qu'ils ne s'unissent à celles qu'ils

qu'ils épousent, que dans la vue d'en être incessamment séparés pour toujours.

Le texte de l'Ordonnance exige donc, pour appliquer la peine qu'elle prononce, qu'un homme se soit marié dans un temps où il ne pouvoit plus compter sur la vie; une mort imprévue n'est point ce qui la détermine, elle n'est pas même touchée d'une incommodité qui précède.

L'esprit de l'Ordonnance va confirmer ces réflexions. La Loi a considéré, en ceux qui se marient ainsi, un point de vue qui est la seule cause de la sévérité : qu'un homme ait entretenu une femme, & qu'il se détermine à l'épouser pour vivre publiquement avec elle, il n'y a rien en cela que la Religion ni la Loi puissent réprouver; au contraire, l'une & l'autre le sollicitent, pour ainsi dire, à prendre ce parti; mais qu'un homme qui a vécu en mauvais commerce, rougisse de prendre pour épouse celle qu'il a eu pour concubine; que par cette raison il refuse de l'épouser tant qu'il a espérance de vivre encore quelque temps, & qu'il ne s'y détermine que quand il sent que sa honte va être ensevelie avec lui dans le tombeau; alors la Loi entre dans ses propres sentiments, & refuse à sa femme après sa mort des honneurs qu'il n'a jamais voulu lui accorder pendant sa vie.

Son mari ne l'a point épousée pour lui être unie, mais, pour ainsi dire, pour en être séparé dans le même moment qu'il auroit formé un lien qu'il abhorre; rien ne

ressent en cela la dignité & l'honneur du mariage ; la Loi ne lui donne donc point les effets civils, qui ne sont dus qu'à la pureté des sentiments qui en ont formé les nœuds.

Ces distinctions ont été dans tous les temps consacrées par la Jurisprudence ; & comme il n'est pas toujours facile de reconnoître, après la mort, si celui qui s'est marié se regardoit comme étant à l'extrémité de la vie, ou s'il comptoit encore sur une longue suite d'années, elle s'est déterminée par une circonstance que l'on peut en effet regarder comme décisive. Elle distingue si celui qui s'est marié peu de temps avant sa mort avec celle qu'il avoit entretenue, a été marié solennellement en face d'Eglise, s'il s'est rendu à l'Autel en personne pour recevoir la bénédiction nuptiale, ou si, au contraire, la bénédiction nuptiale lui a été donnée dans sa chambre, d'où sa maladie & son état languissant ne lui permettoient pas de sortir.

Dans le premier cas, on ne trouvera pas un seul Arrêt qui ait jugé que l'Ordonnance pût recevoir son application, ni qu'il ait privé la veuve & les enfants des effets civils : au-lieu que, dans le second, cette peine a été appliquée, même avant l'Ordonnance de 1639.

Nous avons un assez grand nombre d'Arrêts dans nos Livres sur de semblables questions. Le plus ancien, qui est de 1491, est le 70^e des Arrêts rapportés par Montho-

lon; la peine de la privation des effets civils fut prononcée, parce qu'il étoit prouvé, comme l'Auteur le rapporte, que le mariage avoit été célébré dans la chambre du mari, *le même jour qu'il avoit reçu l'Extrême-Onction.*

Un second Arrêt, qui est du 22 Mars 1599, rapporté par M. le Prêtre, *centurie 2, chap. 11*, est intervenu sur ces circonstances, qui paroissent bien propres à conduire à la même décision; le contrat de mariage avoit été passé la veille de la mort. Le jour même de la mort, le mari s'étoit fait porter à l'Eglise, où il avoit reçu la bénédiction nuptiale; il mourut le même jour à onze heures du soir; cependant, parce qu'il avoit eu assez de force & de santé pour sortir de sa maison & se faire conduire à l'Eglise, on ne crut pas devoir regarder le mariage comme fait *in extremis*, & par l'Arrêt confirmatif de la Sentence du Sénéchal d'Angers, la veuve, tant en son nom que comme tutrice de ses enfants, fut maintenue dans la possession des biens de son mari, avec défense au frere de son mari de l'y troubler.

L'Arrêt du 22 Février 1667, rapporté dans le *Journal des Audiences*, n'a rien qui ne confirme la distinction que l'on vient de proposer. Le 18 Août 1665, Charles Aloux avoit été blessé d'un coup d'épée dans une querelle; le 23 il fit son Testament, le 24 il fut marié dans son lit avec Jacqueline Roger, dont il déclara avoir eu

six enfants ; le même jour il reçut l'Extrême-Onction : il est étonnant , après cela , que par l'Arrêt la succession fût déferée aux collatéraux ? Il est vrai que Charles Aloux survécut cinquante-quatre jours à son mariage ; mais si la force de son tempérament le fit résister , il n'étoit pas moins évident qu'il ne s'étoit marié que dans un moment où il se sentoit menacé d'une mort prochaine. M. l'Avocat-Général observa que la veille du mariage , on lui avoit apporté le Viatique , & qu'il avoit reçu l'Extrême-Onction le jour même du mariage ; en un mot , il avoit été marié dans sa chambre. Cette circonstance seule annonçoit que c'étoit un mariage *in extremis* , qui ne pouvoit produire d'effets civils.

On ne peut pas citer l'Arrêt du 22 Décembre 1672 , parce qu'ayant déclaré qu'il y avoit abus , le moyen déterminant ne pouvoit pas se prendre de ce que le mariage n'avoit été célébré qu'à la fin de la vie : au surplus , quand on n'auroit prononcé que la privation des effets civils , il seroit sans conséquence , M. l'Avocat-Général ayant observé , *qu'il y avoit preuve que le mariage avoit été fait en chambre.*

Au contraire , l'Arrêt du 5 Septembre 1675 , a jugé les enfants capables de succéder à leur pere , dans les circonstances suivantes. Le Sieur Dampierre , homme de condition , avoit vécu 22 ans dans le concubinage avec Marie Charton , fille d'un Boucher de Chinon ; le 30 Avril 1672 , ils

passent un contrat de mariage, où ils déclarent les enfants qu'ils ont eu ensemble; le 17 Mai ils s'épousent en face d'Eglise; le lendemain Marie Charton accouche, & meurt douze jours après. Les collatéraux soutiennent que ce mariage ne pouvoit produire d'effets civils; que Marie Charton avoit toujours été malade pendant sa grossesse, que c'étoit dans la crainte d'une mort prochaine que le Sr. Dampierre s'étoit déterminé à l'épouser: cependant, par l'Arrêt, la succession est adjugée aux enfants.

C'est donc une vérité confirmée par une Jurisprudence certaine, que l'on a toujours distingué les mariages faits en chambre par un moribond, de ceux faits en face d'Eglise, même par des personnes infirmes, mais qui, ayant assez de force pour se faire conduire à l'Eglise, ne peuvent être regardés comme étant à l'extrémité de leur vie; & si on accuse notre morale de relâchement, nous avons un garant sûr dans la Jurisprudence, qui l'a consacrée dans tous les temps.

Il est facile d'appliquer ces principes à l'espece de la Cause. Le mariage du Sieur Arson n'a rien qui ressemble à ces mariages auxquels l'Ordonnance a refusé les effets dont une union solennelle doit être suivie; on ne voit point ici un homme accablé par le poids d'une maladie dangereuse, qui, sentant approcher sa dernière heure, est engagé à former des nœuds que la mort va rompre quelques moments après:

c'est un homme qui agit sans précipitation ; contrat de mariage dès le 6 Mars, publication de bans le 20, mariage le 22. Ce mariage est célébré en face d'Eglise, où les deux époux se rendent en personne ; on ne voit aucune circonstance qui annonce la mort, ni appareil de Médecins & de Chirurgiens appelés pour voler au secours du malade, ni administration des derniers Sacrements, soit avant, soit depuis le mariage. La seule circonstance que l'on nous puisse opposer, est une mort prochaine : mais une mort imprévue, quelque voisine qu'elle soit du mariage, ne donne point atteinte aux effets qu'il doit produire, s'il n'est prouvé qu'il ait été fait dans un temps où un des Conjoints attendoit à tous momens ce coup fatal. On ne voit donc rien, on le répète, qui puisse donner lieu d'appliquer la rigueur de l'Ordonnance.

Il est vrai que les Collatéraux, pour donner quelque couleur à leur système, supposent que depuis long-temps le Sieur Arson étoit attaqué d'une gravelle qui l'avoit réduit aux abois ; que depuis deux ans il ne sortoit point de sa chambre ; qu'on a conduit à l'Eglise un cadavre presque inanimé ; & que l'on a surpris un consentement qu'il n'avoit pas la force de refuser.

Mais en premier lieu, on leur demande où est la preuve de tous ces faits ? se flattent-ils qu'on doive les en croire sur leur parole ? On ne voit aucun indice de ce qu'ils avancent ; il n'en faudroit pas da-

avantage pour écarter toute leur conjecture : encore s'ils articuloient des faits précis, s'ils demandoient permission d'en faire preuve, on pourroit examiner si cette preuve seroit admissible ; mais ils ne prouvent rien, ils ne demandent aucune permission de prouver ; on ne doit donc pas les écouter : le fait seul d'une mort prochaine est au moins un fait équivoque ; la mort a pu être imprévue ; & dans le doute seul, il est des regles de se déterminer pour les enfants.

En second lieu, les peintures touchantes que l'on fait de l'état déplorable du Sieur Arson, sont un jeu d'esprit & d'imagination ; mais toutes les circonstances en sont supposées. Par exemple, on dit que depuis deux ans il ne sortoit point de sa chambre ; cependant il seroit facile de prouver, que dans l'été de l'année 1734 il a fait plusieurs voyages à Montreuil ; qu'à chaque voyage il y a séjourné un temps assez considérable ; ses voyages furent interrompus pendant l'hiver de 1735, à la fin duquel il est décédé. Il étoit, dit-on, attaqué de la gravelle, il peut en avoir eu quelques ressentiments ; mais toutes les fois qu'on est attaqué d'un pareil mal, se regarde-t-on comme étant à l'extrémité de la vie ? Combien y en a-t-il qui soutiennent cette infirmité pendant un grand nombre d'années, & qui vivent cependant comme des hommes en pleine santé ? combien y en a-t-il qui guérissent radicalement par l'opération de la pierre : opération qui se fait

depuis plusieurs années avec tant d'adresse & de capacité, qu'à tout âge on voit les malades en surmonter les douleurs, & s'en tirer avec succès? Quoi! dira-t-on qu'un homme, attaqué de la pierre, ne pourra se marier, sans que ce mariage soit regardé comme fait à l'extrémité de la vie?

En troisieme lieu, ce qui est dit dans le Testament du 24 Mars, que le Sieur Arson étoit prêt à souffrir une opération dangereuse, ne peut confirmer le système des Collatéraux, par deux raisons:

La premiere est, que, quand cette opération auroit été proposée & déterminée avant le mariage, on ne pourroit pas dire que le Sieur Arson se seroit marié à l'extrémité de la vie: un homme prêt à endurer une opération, se flatte aisément sur la capacité de ceux entre les mains de qui il se remet; on ne lui présente à chaque instant, que le grand nombre de ceux qui y ont recouvré une parfaite santé; il ne s'y livre lui-même, que par l'espérance d'une guérison radicale: on ne dit pas qu'il soit sans inquiétude; mais l'inquiétude ne suffit pas pour qu'un homme se regarde comme étant à l'extrémité de la vie: quand il se détermine à se marier en pareille circonstance, il compte au moins pouvoir être uni long-temps à celle qu'il épouse, il l'espère; & cette espérance, soutenue par mille exemples, suffit pour que l'on ne puisse pas dire qu'il ne tend qu'une main moribonde, que sa mort va dessécher dans l'instant.

La seconde est, que, dans le fait, ce qui a donné lieu à l'expression du Testament, est que le Sieur Arson ayant eu ce jour-là une colique néphrétique, on jugea que cela pouvoit provenir d'une pierre, & rendre l'opération nécessaire; mais c'étoit un accident survenu depuis le mariage, & qui ne peut influencer sur ses effets.

Toute la Cause des Collatéraux ne porte donc que sur une pure supposition d'un péril prochain; rien ne l'établit: & le fait seul d'un mariage célébré en face d'Eglise, le détruit sans ressource.

On peut d'autant moins s'arrêter aux suppositions qu'ils ont débitées, qu'il s'agit ici de priver des enfants légitimes de la succession de leur pere; succession favorable, que la nature & la Loi leur déferent également, & qui ne peut leur être enlevée que dans des cas où l'évidence force en quelque maniere la justice à vaincre le penchant naturel qui l'entraîne en faveur des enfants: rien ne peut autoriser ici une pareille violence, le malheur de la naissance des mineurs a été réparé dans un temps où le Sieur Arson avoit toute la liberté nécessaire pour rendre à sa femme & à ses enfants toute la justice qui leur étoit due. C'est ainsi que M^{re}. Cochin mit à profit le talent qu'il a de tirer d'une Cause tout ce qu'elle peut fournir.

M^{re}. Aubry fut le défenseur du Sieur Vignolles. Je ne sache point qu'il ait fait imprimer aucun Mémoire. Quand il en

donne au Public, on le recueille avidement.

On prétendit contre Vignolles, que sa qualité de Commis étoit un obstacle à son legs; mais un domestique n'est point incapable de legs. Un Commis ne peut pas être mis au rang des Administrateurs qui sont prohibés par l'Ordonnance & la Coutume, ainsi tout ce qu'on allégua là-dessus étoit fort superflu. On vouloit qu'il fût une personne interposée : c'est ce qu'il falloit prouver; car il faut faire une distinction, quand les personnes interposées sont dans la ligne directe, si c'est un pere, ou un enfant : comme la présomption de fraude est *juris & de jure*, du droit & de droit, on n'est pas obligé de la prouver; mais quand la personne qu'on prétend interposée, n'est pas dans la ligne directe, comme il n'y a pas de présomption *juris & de jure*, alors il faut prouver la fraude. Voici comme parle là-dessus Theveneau, en expliquant ces mots : *Personnes interposées venant directement ou indirectement au profit desdits Tuteurs, &c. ce qu'il faut prouver, quand la personne interposée n'est pas in lineâ descendenti; car en ce cas il n'est pas besoin de preuve, d'autant que la présomption de fraude est juris & de jure, sans contredit.*

Il faut savoir ce qu'on entend par *præsumptio juris & de jure*. C'est, suivant Alciat, dans son excellent *Traité des Présomptions*, part. II, num. 3, *in præludiis*,

dispositio Legis aliquid præsumentis, & super præsumptio tanquam sibi comperto stantientis ; c'est une disposition de la Loi, qui présume qu'un certain fait est véritable, & qui par sa seule autorité veut que ce fait passe pour vérité, que le Législateur voit à découvert : par exemple, la Loi présume la fraude dans la donation, lorsque la personne interposée est enfant de la personne prohibée : *Hoc Edictali quod patri donari prohibetur, nec filiis donari potest quod Testam. ff. de prob.* Par cette Loi on ne peut pas donner au fils ce qu'il n'est pas permis de donner au pere.

Dans cette affaire, M. Chauvelin, Avocat-Général, à présent Président à Mortier, portant la parole, dit :

Les Loix du Royaume se sont armées d'une juste sévérité contre les mariages que le crime a précédés, & qui ne sont contractés qu'aux approches de la mort ; mais s'il est du bon ordre de maintenir ces Loix dans toute leur vigueur, il seroit dangereux de leur donner trop d'étendue, & d'empêcher ceux qui ont eu le malheur de vivre dans le désordre, de le réparer par le Sacrement.

M. l'Avocat-Général raconta ensuite le fait du Procès, & la Sentence du Châtelet, & il dit :

Voilà le Jugement dont la Partie de M^{re}. Cochin, & celle de M^{re}. Aubry, sont appellantes. Leur appel soumet à votre décision, premièrement, les effets que l'on

prétend avoir été produits par le mariage contracté entre le feu Sr. Arson & Magdeleine Savard ; secondement, la validité du legs particulier fait au Sieur Vignolles.

Après cela, M. l'Avocat-Général fait le précis des Plaidoyers des Avocats avec beaucoup de netteté, & met leurs moyens dans tout leur jour, en les rassemblant & les exprimant avec beaucoup de force, & n'employant que les paroles précisément nécessaires. C'est le grand art de ceux qui font des Extraits.

Quant à nous, poursuivit-il, Messieurs, l'ordre naturel des questions de cette Cause nous conduit à examiner en premier lieu, si le mariage contracté entre le feu Sieur Arson & Magdeleine Savard doit être honoré des effets civils pour la veuve, & les enfants nés de ce mariage. En second lieu, si le legs particulier de 100000 livres fait au Sieur Vignolles, peut subsister.

La Déclaration de 1639, & l'Édit de 1697, donnés au sujet des mariages, sont des Loix que nous devons suivre par rapport au mariage dont il s'agit.

L'Article V. de la Déclaration prononce l'incapacité absolue de toute succession contre les enfants nés des mariages que leurs pere & mere ont tenus secrets pendant leur vie, & l'Art. VI. s'explique en ces termes :

Nous voulons que la même peine ait lieu contre les enfants qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils

épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie.

L'Article VIII. de l'Édit de 1697 confirme expressement en ce point la Déclaration de 1639, tant à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes. Il ajoute, que les enfants qui sont nés de leurs débauches avant ces sortes de mariages, ou qui pourront naître après les mêmes mariages contractés en cet état d'extrémité de la vie, seront, aussi-bien que leur postérité, déclarés incapables de toute succession.

Ces Loix sont précises, leur équité est sensible, & il ne reste qu'à en faire une juste application à cette Cause pour enlever les effets civils à un mariage, qui, malgré ses circonstances odieuses, peut être élevé à la dignité de Sacrement. Il faut que deux conditions concourent ensemble ; la première, que le mariage soit contracté entre un homme & une femme qui aient vécu auparavant dans le désordre ; la seconde condition, que le mariage soit contracté à l'extrémité de la vie de l'une des deux personnes mariées.

La sagesse du Législateur n'a pas voulu seulement punir le crime par la perte des droits honorables & utiles qui sont attachés au mariage, elle a prévu que, dans les moments où la mort s'approche, un esprit affoibli peut être trop facilement déterminé à prendre des engagements, & que l'on pouvoit arracher d'un mourant le consentement à un mariage qu'il a cru hon-

teux pendant sa vie, & qu'il n'a pas voulu contracter en pleine liberté. C'est le bon ordre, c'est l'honneur & le repos des familles, qui a inspiré cette Loi : tâchons d'éviter également, dans son application, un excès de relâchement & de sévérité.

Dans le fait, il est prouvé que le feu Sieur Arson avoit vécu en mauvais commerce avec Magdeleine Savard, dont il s'agit : la naissance d'un enfant baptisé sous leur nom, onze ans avant la célébration du mariage, annonce que la débauche étoit ancienne ; la naissance d'un second enfant prouve qu'ils avoient persévéré dans leurs désordres ; à ces deux caractères, on ne peut méconnoître le crime & le scandale que le Législateur a voulu punir.

Mais il est plus difficile de faire une application juste de la seconde condition exprimée dans la Loi, & de donner un sens exact & naturel à ce qu'elle appelle *l'extrémité de la vie*. Quelle étoit donc la situation du feu Sieur Arson au jour de la célébration de son mariage ? Il a été célébré le 22 Mars 1735. Le Sieur Arson avoit eu la force & le courage de se transporter à l'Eglise pour cette cérémonie de Religion : on ne voit rien encore qui annonçât une mort prochaine, &, pour nous servir de l'expression même de la Loi, jusques-là on n'a aucune preuve que le Sieur Arson fût à *l'extrémité de sa vie*.

Qui peut mieux nous apprendre que lui-même, l'état de force ou de faiblesse où il

étoit au temps de la célébration de son mariage? Rappelons les termes de son Testament, fait deux jours après cette célébration; dans un si court espace de temps, il ne peut pas avoir passé sans accident, d'une santé parfaite à un état qui lui fit craindre *l'extrémité de sa vie*.

Il atteste lui-même, & il atteste dans un Acte où l'on parle ordinairement le langage de la vérité; il atteste, disons-nous, qu'il étoit prêt à souffrir une opération dangereuse, & qu'il ne vouloit pas décéder sans avoir laissé ses dernières dispositions par écrit : on ne s'expose à une opération dangereuse, que pour guérir d'une maladie mortelle; on ne court le risque de l'opération, que pour éviter le danger encore plus certain de la maladie dont on est attaqué. Le Sieur Arson croyoit si bien être aux portes de la mort, qu'il dit qu'il ne vouloit pas décéder sans disposer de ses biens; il voyoit, dans l'opération dangereuse qu'il alloit souffrir, tout l'appareil d'une mort prochaine. Frappé de ce spectacle, il fait son Testament, il dispose de ses biens, il prononce sa dernière volonté.

Quelle est donc l'extrémité de la vie, si ce n'est pas ce temps fatal, où l'on n'a plus de ressource pour échapper au danger de la maladie, que de s'exposer au danger d'une opération? Dans quel moment l'homme voit-il la mort de près, si ce n'est lorsqu'il se sent attaqué d'une maladie qui l'expose à une opération douloureuse, &

dont le succès est toujours incertain ; lorsqu'il rassemble toutes ses forces pour soutenir toute l'horreur de cet état , & pour tracer une volonté qui devoit être irrévocable ?

Le Sr. Arson étoit à l'extrémité de sa vie lorsqu'il a fait son Testament , le 25 Mars 1735. Pouvoit-il être éloigné de cette triste extrémité , deux jours auparavant , lorsqu'il a contracté son mariage ? Ses frayeurs ont été justifiées par l'événement. Il est décédé le 25 Mars 1735 , vingt-quatre heures après son Testament , & trois jours après la célébration de son mariage. Mais n'a-t-il pas été enlevé par un accident imprévu , par une maladie survenue depuis la célébration ? La Partie de M^{re}. Cochin prétend que sa mort a été l'effet d'une de ces maladies violentes , qui ne s'est point annoncée par une longue défaillance de la nature , & qui conduisent rapidement au tombeau : cependant on ne voit ni preuve , ni présomption de ce fait ; & nous ne chercherons point de causes inconnues de cette mort , lorsque nous entendons le Sr. Arson dire lui-même , qu'il est prêt à subir une opération dangereuse , & qu'il ne veut pas mourir sans avoir disposé de ses biens.

Il a eu à la vérité assez de force pour se transporter à la Paroisse de St. Eustache , & y célébrer son mariage. Mais on remarque d'abord une précipitation extrême dans la célébration , où l'on a réuni les fiançailles & le mariage : circonstance propre

pre à faire présumer, que le Sr. Arson, qui avoit tenté une fois de se faire transporter dans l'Eglise Paroissiale, ne pouvoit pas s'exposer à être transporté une seconde fois.

D'ailleurs, il faut l'avouer, cette circonstance est trop équivoque, elle ne peut décider d'une mort prochaine ou éloignée. Si un mariage doit produire les effets civils, par cette seule raison qu'il a été contracté dans l'Eglise Paroissiale, ne craindra-t-on point de rendre inutiles les Loix portées contre les mariages contractés *in extremis*? Les malades ont souvent de ces intervalles, où la nature fait les derniers efforts, où elle semble se rétablir, où l'on pourroit souffrir d'être transporté dans une Eglise; mais la mort en est-elle plus éloignée? les bornes de la vie sont-elles reculées pour cela? son extrémité en est-elle moins certaine?

Nous craindrions, Messieurs, de donner atteinte à une Loi si nécessaire au repos des familles, si nous lui donnions une interprétation qui l'affoibliroit, & qui faciliteroit trop souvent son inexécution. Dans cette matiere, les Arrêts peuvent difficilement trouver une application juste à des circonstances toujours variées & toujours nouvelles : il nous suffit de savoir que ces Arrêts ont maintenu la Loi dans toute sa vigueur, qu'ils ont constamment dépouillé des effets civils, des mariages précédés par la débauche, & célébrés sous les tristes auspices de la mort.

Le désordre qui a précédé le mariage du Sr. Arson est trop constant : il étoit à l'extrémité de sa vie lorsqu'il a contracté ce mariage ; la mort l'a suivi trois jours après : & bien loin qu'elle ait été imprévue, bien loin qu'elle ait été l'effet d'un accident inopiné, le feu Sieur Arson étoit frappé de ses approches, & c'est par ce motif qu'il s'est déterminé à faire son Testament.

Joignons à ces circonstances une réflexion qui peut achever de mettre le mariage dont il s'agit, au rang des mariages incapables de produire les effets civils.

Le Sieur Arson avoit au moins une fortune aisée & commode, il avoit passé sa vie sans engagements. Quelques facilités que Magdeleine Savard ait eues pour lui bien des années avant sa mort, il n'avoit point pensé à l'épouser ; ses enfants devoient le jour au crime, & ils étoient nés dans l'opprobre ; le temps n'avoit point inspiré à leur pere le desir de les légitimer : la condition même, la naissance, l'obscurité, le peu de fortune de Magdeleine Savard sembloient être un obstacle au mariage ; & ce sont précisément ces mariages inégaux & disproportionnés, que la Loi a voulu flétrir pour l'honneur & la tranquillité des familles.

Ainsi, toutes les circonstances prévues par le Législateur, concourent dans cette Cause à écarter les effets civils que la Partie de M^{re}. Cochin réclame pour elle & pour ses enfants. Il est juste de leur résér-

ver la faculté de se pourvoir pour leurs aliments ; mais il seroit odieux de leur déférer la succession de leur pere : passons à l'examen du legs fait à la Partie de M^{re}. Aubry.

On attaque ce legs, par la suggestion, la crainte d'un fidéicommiss en faveur de Magdeleine Savard & de ses enfants, & l'incapacité prétendue du Légataire.

Pour la suggestion, rien ne peut la favoriser, que les circonstances des assiduités du Légataire auprès du Testateur, du domicile qu'il avoit chez lui, de leurs anciennes liaisons, & les expressions marquées dans le Testament sur la confiance que le Testateur lui a témoigné. Lorsque l'on prétend qu'une dernière disposition n'est pas le fruit de la réflexion & de la volonté libre du Testateur, il faut des preuves plus marquées de la suggestion, d'autres circonstances, des traces, ou de l'absence de l'esprit du Testateur, ou de la violence qui lui a été faite ; les assiduités d'un Légataire, son domicile avec le Testateur, des expressions réitérées dans un Testament, de confiance & d'amitié pour le Légataire, conduiroient trop loin, & affoibliroient trop souvent les dernières dispositions ; il faut prouver que ces dispositions sont l'effet d'une volonté étrangère, & les Parties de M^{re}. Regnard n'offrent pas même cette sorte de preuves.

La crainte d'un fidéicommiss en faveur de Magdeleine Savard & de ses enfants,

seroit peut-être plus solide & plus naturelle : nous avons vu que cette femme a été long-temps entretenue par le feu Sieur Arson, que les fruits de leur commerce criminel sont des personnes prohibées, que l'on a tenté inutilement de leur donner les honneurs & les avantages de femme & d'enfants légitimes ; & le legs particulier que nous examinons , pourroit avoir été ménagé pour leur servir de ressource, après la prétention principale.

Mais enfin , il n'y a sur ce fidéicommis que des doutes & des présomptions très-générales ; & dans cette situation , le sort du legs dont il s'agit ne pourroit dépendre que de l'affirmation du Légataire, si la question étoit réduite au prétendu fidéicommis ; mais on y joint la prétendue incapacité du Légataire, & elle nous paroît mériter plus de réflexion. On prétend qu'il a été Commis du feu Sieur Arson pour exercer son commerce de la Banque ; qu'il a tenu les Registres de ce commerce en cette qualité ; qu'il a eu long-temps sa confiance, qu'il a été nécessairement dépositaire des effets de ce commerce ; & que la libéralité dont il s'agit est l'effet de l'ascendant & de l'empire que le Légataire avoit acquis sur le Testateur.

Selon la Coutume & la Jurisprudence constante, tous ceux qui sont les Administrateurs des biens d'un Testateur, ne doivent pas espérer d'avoir part à ses libéralités, parce que difficilement partiroyent-

elles d'un motif de libéralité. L'article 276 de la *Coutume de Paris*, se borne, à la vérité, à défendre ces sortes de libéralités aux mineurs, & autres personnes en puissance d'autrui; elle enveloppe dans la prohibition tous les Administrateurs des biens du mineur qui feroit un Testament: mais l'Ordonnance faite en 1539 par François premier, étend cette prohibition contre tous les Administrateurs de ceux qui disposent, par Testament, ou par Donations entre-vifs, & cette Ordonnance est confirmée par l'Ordonnance de 1549.

Or il n'est pas possible de ne pas mettre au rang des Administrateurs, un Commis qui exerce le commerce d'un Banquier. C'est une administration nécessaire, qui demande plus de confiance, & par conséquent plus d'empire sur l'esprit du Testateur: il est donc important d'approfondir la qualité du Légataire; & nous ne pouvons chercher des éclaircissements sur ce fait, que dans la preuve qui est offerte par les Parties de M^{re}. Regnard. Si le Sieur Vignolles a été le Commis du feu Sieur Arson, le legs qui lui a été fait ne pourra plus être regardé comme un fruit de l'amitié du Testateur. Le legs est de 100000 livres. Le Légataire a le choix des effets qui doivent composer cette somme; plus la libéralité est excessive, plus elle mérite de recherches & d'éclaircissements.

La preuve que nous vous proposons d'ordonner, Messieurs, découvrira si le legs est

digne de subsister, si le Légataire en étoit susceptible, si le Testateur a disposé par les mouvements d'une amitié pure, ou par l'inspiration d'un Commis qui avoit entre ses mains la plus grande partie des effets qui forment la fortune du feu Sieur Arson. Voici les Conclusions de M. l'Avocat-Général.

Conclu-
sions de
M. l'A-
vocat-
Général.

„ Entant que touche l'Appel interjetté
„ par la Partie de Mre. Cochin, l'Appel-
„ lation au néant.

„ Entant que touche l'Appel interjetté
„ par la Partie de Mre. Aubry, l'Appel-
„ lation, & ce émendant, ordonner, qu'a-
„ vant faire droit, les Parties de Mre. Re-
„ gnard prouveroient tant par titres que
„ par témoins, que le Sieur Vignolles étoit
„ Commis du feu Sieur Arson, renvoyer
„ pour ladite preuve les Parties au Châ-
„ telet, pour la preuve y apportée, être
„ ordonné ce qui se trouvera au cas ap-
„ partenir. „

Voici l'Arrêt qui fut rendu le 16 Mars
1736.

Arrêt
définitif.

*La Cour reçoit la Partie de Mre. Au-
bry Partie intervenante, la reçoit appel-
lante de la Sentence du Châtelet au princi-
pal ; entant que touche l'Appel interjetté
par la Partie de Mre. Cochin, a mis l'Ap-
pellation au néant, avec amende & dépens ;
sauf aux enfants à se pourvoir au Châtelet
pour leurs aliments, à la veuve pour la ré-
pétition de sa dot, & reprises, s'il y échet,*

défenses réservées aux héritiers du Sieur Arson; entant que touche l'Appel interjetté par la Partie de M^{re}. Aubry, a mis l'Appellation, & ce au néant, émendant, évouquant le principal, & y faisant droit, fait délivrance à la Partie de M^{re}. Aubry du legs à lui fait de 100000 liv. avec les intérêts du jour de la demande, en affirmant par lui en personne à l'Audience, qu'il ne prête point son nom directement, ni indirectement, à la veuve ni à ses enfants, ni à autre personne prohibée; qu'il a intention d'en profiter, & qu'il n'en disposera point en faveur de la veuve ni de ses enfants, ni d'aucune autre personne prohibée; & en cas d'affirmation, dépens compensés.

Cet Arrêt juge que le mariage a été contracté *in extremis*, & qu'il est dans le cas de l'Ordonnance de 1639, & de l'Édit de Louis XIV, du mois de Mars 1697. Ces sortes de mariages étoient autrefois reconnus pour bons & valables en France.

Observations
sur cet
Arrêt.

Nous avons un Arrêt * du 4 Mars 1639, qui l'a ainsi jugé contre les Conclusions de M. l'Avocat-Général Bignon.

* Journal
des Audiences,
l. 3, c. 23.

Mais depuis que Louis XIII, dans son Ordonnance de 1639, Article VI, dressée par cet illustre & savant Avocat - Général, a déclaré que les enfants qui seroient nés de femmes que les peres auroient entretenues, & qu'ils auroient épousées à l'extrémité de la vie, seroient incapables de toute succession, aussi-bien que leur postérité,

* *Traité
de la
Comm.
c. 1.*

on regarde en France le Contrat civil de ces deux personnes comme nul & sans aucune force pour les intérêts civils. On peut voir dans le Sieur Duplessis * les Arrêts qui l'ont ainsi jugé depuis cette Ordonnance.

* *Journal
du Pa-
lais, 4e.
part.*

Comme cette Ordonnance ne parloit que des mariages contractés avec des concubines, par des hommes malades à la mort, les Arrêts jugeoient, que quand la concubine étoit malade à la mort, le Contrat civil étoit bon & valable : c'est ainsi que le Parlement de Paris l'a jugé le 8 Juillet 1685, par l'Arrêt qu'on appelle l'*Arrêt * de Beau-lieu*. Mais depuis que Louis XIV, par son Édit du mois de Mars 1697, a déclaré qu'il veut que l'Article VI. de l'Ordonnance de 1639, au sujet des mariages que l'on contracte à l'extrémité de la vie, ait lieu tant à l'égard des femmes, qu'à celui des hommes, & que les enfants qui sont nés de leurs débauches avant lesdits mariages, ou qui pourroient naître après lesdits mariages contractés en cet état, soient, aussi-bien que leur postérité, déclarés incapables de toutes successions : tout mariage contracté à l'article de la mort de l'homme, ou de la femme, est nul en France, quant aux effets civils. Le Prince l'a réglé pour arrêter la débauche de ses Sujets; & l'Eglise, qui reconnoît que cette Ordonnance est très-sage, ne permettroit pas dans le for intérieur de la conscience, que celui des deux époux qui survivroit, mît la main sur les biens du dé-

funt, à raison de ses conventions matrimoniales pour lui ou pour ses enfants, au préjudice de ses légitimes héritiers.

Cet Arrêt juge aussi, que la qualité de Commis, quand elle seroit prouvée, ne produit point d'incapacité dans la personne du Légataire. Au contraire, il est naturel de répandre un bienfait sur un domestique qui est l'objet de notre confiance, & on ne présume point qu'elle subjugue notre cœur & notre esprit ; les impressions qu'elle produit, étant l'ouvrage de la raison, sont toujours libres & volontaires.

J'ai cru que je devois rapporter ici la Déclaration du 26 Novembre 1639, de Louis XIII, & l'Édit de Louis XIV, de Mars 1667, qui ont fixé la Jurisprudence sur la matiere de cette Cause.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme les mariages sont le Séminaire des États, la source & l'origine de la Société civile, & le fondement des familles qui composent la République, & servent de principe à former leurs polices, & dans lesquelles la naturelle révérence des enfants envers leurs parents est le lien de la légitime obéissance des Sujets envers leur Souverain ; aussi les Rois nos Prédécesseurs ont jugé digne de leur soin, de faire des Loix pour leur ordre public, leur décence extérieure,

26 Nov.
1639.

leur honnêteté, & leur dignité. A cet effet ils ont voulu que les mariages fussent publiquement célébrés en face d'Eglise, avec toutes les justes solemnités & les cérémonies essentielles pour les saints Conciles, & par eux déclarées, être non-seulement de la nécessité du Précepte, mais encore de la nécessité du Sacrement.

Mais outre les peines indictes par les Conciles, aucun de nosdits Prédécesseurs n'a permis aux peres & meres d'exhériter leurs enfants qui contractoient des mariages clandestins sans leur consentement, & de révoquer toutes & chacune les donations & avantages qu'ils leur avoient faits. Mais quoique cette Ordonnance fût fondée sur le premier Commandement de la seconde Table, contenant l'honneur & la révérence qui est due aux parents, elle n'a pas été assez forte pour arrêter le cours du mal, & du désordre qui a troublé le repos de tant de familles, & flétri l'honneur par des alliances inégales, & souvent honteuses & infames; ce qui depuis a donné sujet à d'autres Ordonnances qui desirerent la proclamation des bans, la présence du propre Curé, & de témoins assistants à la bénédiction nuptiale, avec des peines contre les Curés, Vicaires & autres, qui passeroient outre à la célébration des mariages des enfants de famille, s'il ne leur apparoissoit des consentements des peres & meres, tuteurs & curateurs, sur peine d'être punis comme fauteurs du crime de rapt, comme

les auteurs & les complices de tels illégitimes mariages. Toutefois, quelque ordre qu'on ait pu apporter jusques à maintenant, pour rétablir l'honnêteté publique & des Actes si importants, la licence du siècle & la dépravation des mœurs ont toujours prévalu sur nos Ordonnances si saintes & si salutaires, dont même la rigueur & l'observation a été souvent relâchée par la considération des peres & meres qui remettent leur offense particuliere, bien qu'ils ne puissent remettre celle qui est faite aux Loix publiques. C'est pourquoi ne pouvant plus souffrir que nos Ordonnances soient ainsi violées, ni que la sainteté d'un si grand Sacrement, qui est le signe mystique de la conjonction de Jesus-Christ avec son Église, soit indignement profanée; & voyant d'autre part, à notre grand regret, & au préjudice de notre État, que la plupart des honnêtes familles de notre Royaume, demeurent en trouble par la subornation & l'enlèvement de leurs enfants, qui trouvent eux-mêmes la ruine de leur fortune dans ces illégitimes conjonctions; nous avons résolu d'opposer à la fréquence de ces maux la sévérité des Loix, & de retenir, par la terreur de nouvelles peines, ceux que la crainte ni la révérence des Loix divines & humaines ne peuvent arrêter; n'ayant en cela d'autre dessein que de sanctifier le mariage, régler les mœurs de nos Sujets, & empêcher que les crimes de rapt ne servent plus à l'avenir de moyens & de

degrés pour parvenir à des mariages avantageux.

A CES CAUSES, après avoir mis cette affaire en délibération en notre Conseil, de l'avis d'icelui & de notre certaine science, pleine puissance, & autorité royale, Nous avons statué & ordonné, statuons & ordonnons, ce qui s'ensuit.

I. Nous voulons que l'Article XL. de l'Ordonnance de Blois, touchant les mariages clandestins, soit exactement gardé; & interprétant icelui, ordonnons que la proclamation des bans sera faite par le Curé de chacune des Parties contractantes avec le consentement des peres, meres, tuteurs, ou curateurs, s'ils sont enfants de famille, ou en la puissance d'autrui; & qu'à la célébration du mariage assisteront quatre témoins dignes de foi, outre le Curé qui recevra le consentement des Parties, & les conjoindra en mariage, suivant la forme pratiquée de l'Eglise. Faisons très-expres ses défenses à tous Prêtres, tant Séculiers que Réguliers, de célébrer aucun mariage, qu'entre les vrais & ordinaires Paroissiens, sans la permission par écrit des Curés des Parties, ou de l'Evêque Diocésain; nonobstant les Coutumes immémoriales, & privileges que l'on pourroit alléguer au contraire, & ordonnons qu'il sera fait un bon & fidele Registre, tant des mariages que de la publication des bans, ou des dispenses & des permissions qui auront été accordées.

II. Le contenu en l'Edit de l'an 1556, & aux Art. XLI, XLII, XLIII, & XLIV, l'Ordonnance de Blois sera observée; & y ajoutant, nous ordonnons que la peine de rapt demeure encourue, nonobstant les consentemens intervenus puis après de la part des peres & meres, tuteurs & curateurs, dérogeant expressement aux coutumes qui permettent aux enfans de se marier après l'âge de 20 ans, sans le consentement des peres; & avons déclaré & déclarons les veuves, fils, & filles, qui ont moins de 25 ans, qui auront contracté mariage contre la teneur desdites Ordonnances, privés & déchus par leur seul fait, ensemble les enfans qui en naîtront, & leurs hoirs, indignes & incapables à jamais des successions de leurs peres, meres, & aïeux, & de toutes autres directes & collatérales: comme aussi des droits & avantages qui pourroient leur être acquis par Contrats de mariages & Testaments, ou par les Coutumes & Loix de notre Royaume, même du droit de légitime; & les dispositions qui seront faites au préjudice de cette notre Ordonnance, soit en faveur des personnes mariées, ou par elle au profit des enfans nés de ces mariages, nulles & de nul effet & valeur. Voulons que les choses ainsi données, léguées ou transportées, sous quelque prétexte que ce soit, demeurent en ce cas acquises irrévocablement à notre Fisc, sans que nous en puissions disposer qu'en faveur des Hôpitaux, ou autres œu-

vres pies. Enjoignons aux fils qui excèdent l'âge de 30 ans, & aux filles qui excèdent celui de 25, requérir par écrit l'avis & le conseil de leurs peres & meres pour se marier, sous peine d'être exhéredés par eux suivant l'Edit de l'an 1556.

III. Déclarons, conformément aux saints Décrets & Constitutions canoniques, les mariages faits avec ceux qui ont ravi & enlevé des veuves, fils & filles, de quelque âge & condition qu'ils soient, non valablement contractés; sans que, par le temps, ni par le consentement des personnes ravies, & de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs, ils puissent être confirmés, tandis que la personne ravie est en la possession du ravisseur : & néanmoins en cas que, sous prétexte de majorité, elle donne un nouveau consentement après être mise en liberté, pour se marier avec le ravisseur, nous la déclarons, ensemble les enfants qui naîtront d'un tel mariage, indignes de toutes successions directes & collatérales qui leur pourroient écheoir, sous quelque titre que ce soit, conformément à ce que nous ordonnons contre les personnes ravies par subornation; & les parents qui auront assisté, donné conseil, & favorisé lefdits mariages, & leurs hoirs, incapables de succéder directement, ou indirectement, auxdites veuves, fils & filles. Enjoignons très-expressément à nos Procureurs-Généraux, & à leurs Substituts, de faire toutes les poursuites nécessaires contre

les ravisseurs & leurs complices, nonobstant qu'il n'y eût plainte de Partie civile, & à nos Juges de punir les coupables de peine de mort, & confiscation de biens, sur iceux préalablement prises réparations qui seront ordonnées, sans que cette peine puisse être modérée : faisant défenses à tous nos Sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de donner retraite aux coupables, ni de retenir les personnes enlevées, à peine d'être punis comme complices, & de répondre solidairement, & leurs héritiers, des réparations adjudgées, & d'être privés de leurs Offices & Gouvernements, s'ils en ont, dont ils encourront la privation, par le seul acte de la convention à cette défense.

IV. Et afin qu'un chacun reconnoisse combien nous détestons toutes sortes de rapt, nous défendons très-expressement aux Princes & Seigneurs de nous faire instance pour accorder des Lettres, afin de réhabiliter ceux que nous avons déclarés incapables de successions ; à nos Secrétaires d'État de les signer, & à notre très-cher & féal Chancelier de les sceller, & à tous Juges d'y avoir aucun égard, en cas que, par importunité ou autrement, on en eût impétré aucuns de nous. Voulant que, nonobstant telles dérogations ou dispenses, les peines contenues en nos Ordonnances soient exécutées.

V. Desirant pourvoir à l'abus qui commence à s'introduire dans notre Royaume

par ceux qui tiennent leurs mariages secrets & cachés pendant leur vie, contre le respect qui est dû à un si grand Sacrement, Nous ordonnons que les majeurs contractent leur mariage publiquement en face d'Eglise, avec les solemnités prescrites par l'Ordonnance de Blois, & déclarons les enfants qui naîtront de ces mariages, que les parents ont tenus jusques ici, ou tiendront à l'avenir cachés pendant leur vie, qui ressentent plutôt la honte d'un concubinage, que la dignité d'un mariage, incapables de toutes successions, aussi-bien que leur postérité.

VI. Nous voulons que la même peine ait lieu contre les enfants qui sont nés des femmes que les peres ont entretenues, & qu'ils épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie; comme aussi contre les enfants procréés par ceux qui se marient après avoir été condamnés à mort, même par les Sentences de nos Juges, rendues par défaut, si avant leur décès ils n'ont été remis au premier état, suivant les Loix prescrites par nos Ordonnances.

VII. Défendons à tous Juges, même à ceux d'Eglise, de recevoir la preuve par témoins des promesses de mariage, ni autrement que par écrit, qui soit arrêtée en présence de quatre proches parents de l'une & de l'autre des parties, encore qu'elles soient de basse condition.

Si donnons en Mandement à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenant notre
Cour

Cour de Parlement à Paris, Baillifs, Sénéchaux, Juges ou leurs Lieutenants, & à tous autres nos Justiciers qu'il appartiendra; que ces Présentes ils fassent lire, publier, registrer, exécuter, garder, observer selon leur forme & teneur. Enjoignons à nos Procureurs-Généraux, & à leurs Substituts présents & à venir, d'y tenir la main, & de faire toutes les diligences requises & nécessaires pour ladite exécution : Car tel est notre plaisir. Donné à St. Germain-en-Laye, le 26 Novembre, l'an de grace 1639, & de notre Regne le trentieme. *Signé*, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, DELOMENIE; & scellée du grand Sceau de cire jaune.

Ladite Ordonnance lue, publiée, & enregistrée, à la diligence des Substituts du Procureur-Général. A Paris en Parlement, le 19 Décembre 1639.

ÉDIT concernant les formalités qui doivent être observées dans les Mariages.

LOUIS, &c. Salut. Les saints Conciles ayant prescrit, comme une des solemnités essentielles au Sacrement du mariage, la présence du propre Curé de ceux qui contractent, les Rois nos prédécesseurs ont autorisé par plusieurs Ordonnances, l'exécution d'un Règlement si sage, & qui pouvoit contribuer aussi utilement à empêcher ces conjonctions malheureuses qui trou-

blent le repos, & flétrissent l'honneur de plusieurs familles, par des alliances souvent encore plus honteuses par la corruption des mœurs, que par l'inégalité de la naissance. Mais comme nous voyons avec beaucoup de déplaisir, que la justice de ces Loix, & le respect qui est dû aux deux Puissances qui les ont faites, n'ont pas été capables d'arrêter la violence des passions qui engagent dans les mariages de cette nature, & qu'un intérêt sordide fait trouver trop aisément des témoins, & même des Prêtres, qui prostituent leur ministère aussi bien que leur foi, pour profaner de concert ce qu'il y a de plus sacré dans la Religion & dans la Société civile : Nous avons estimé nécessaire d'établir, plus expressément que l'on n'avoit fait jusqu'à cette heure, la qualité du domicile, telle qu'il est nécessaire pour contracter un mariage en qualité d'habitant d'une Paroisse; & de prescrire des peines dont la juste sévérité pût empêcher à l'avenir les surprises que des personnes supposées, & des témoins corrompus, ont osé faire pour la concession des dispenses, & pour la célébration des mariages, & contenir dans leur devoir les Curés, & les autres Prêtres tant séculiers que réguliers, lesquels oubliant la dignité & les obligations de leur caractère, violent eux-mêmes les règles que l'Eglise leur a prescrites, & la sainteté d'un Sacrement dont ils sont encore plus obligés d'inspirer le respect par leurs exemples que par leurs

paroles. Et comme nous avons été informés en même temps qu'il s'étoit présenté quelques cas en nos Cours, auxquels n'ayant pas été pourvu par les Ordonnances qui ont été faites sur le fait des mariages, nos Juges n'avoient pas pu apporter les remèdes qu'ils auroient estimé nécessaires pour l'ordre & la police publique.

A ces Causes, après avoir fait mettre cette affaire en délibération en notre Conseil, de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance, & autorité royale, Nous avons, par notre présent Édit, statué & ordonné, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît :

P R E M I È R E M E N T,

Que les dispositions des saints Canons, & les Ordonnances des Rois nos prédécesseurs, concernant la célébration des mariages, & notamment celles qui regardent la nécessité de la présence du propre Curé de ceux qui contractent, soient exactement observées; &, en exécution d'iceux, défendons à tous Curés & Prêtres, tant séculiers que réguliers, de conjoindre en mariage autres personnes que ceux qui sont leurs vrais & ordinaires Paroissiens, demeurant actuellement, & publiquement dans leurs Paroisses; au moins depuis six mois à l'égard de ceux qui demeueroient dans une autre Paroisse de la même Ville, ou dans le même Diocèse, & depuis un an pour ceux qui demeueroient dans un autre

Diocèse, si ce n'est qu'ils en aient une permission spéciale & par écrit du Curé des Parties qui contractent, ou de l'Archevêque ou Evêque Diocésain.

I I.

Enjoignons à cet effet à tous Curés, & autres Prêtres qui doivent célébrer des mariages, de s'informer soigneusement avant de commencer les cérémonies, & en présence de ceux qui y assistent, par le témoignage de quatre témoins dignes de foi domiciliés, & qui sachent signer leurs noms, s'il s'en peut aisément trouver dans le lieu où l'on célébrera le mariage; du domicile aussi-bien que de l'âge, & de la qualité de ceux qui le contractent, & particulièrement s'ils sont enfants de famille, ou en la puissance de leurs peres, meres, tuteurs & curateurs, & d'avertir lesdits témoins des peines portées par notre présent Edit contre ceux qui certifient en ce cas des faits qui ne sont pas véritables, & de leur en faire signer après la célébration du mariage les Actes qui en seront écrits sur le Registre, lequel en sera tenu en la forme prescrite par les Articles VII, VIII, IX & X. du titre 20 de notre Ordonnance du mois d'Avril 1667.

I I I.

Voulons, que, si aucuns desdits Curés, ou Prêtres, tant séculiers que réguliers, célèbrent ci-après sciemment, & avec connoissance de cause, des mariages entre des personnes qui ne sont pas effectivement de

leurs Paroisses, sans en avoir la permission par écrit des Curés de ceux qui les contractent, ou de l'Archevêque, ou Évêque Diocésain, il soit procédé contre eux extraordinairement; & qu'outre les peines canoniques que les Juges d'Eglise pourront prononcer contre eux, lesdits Curés & autres Prêtres, tant séculiers que réguliers, qui auront des Bénéfices, soient privés la première fois de la jouissance de tous les revenus de leurs Cures & Bénéfices pendant trois ans, à la réserve de ce qui est absolument nécessaire pour leur subsistance, ce qui ne pourra excéder la somme de 600 livres dans les plus grandes Villes, & pour celle de 300 livres par-tout ailleurs; & que le surplus desdits revenus soit aussi saisi à la diligence de nos Procureurs, & distribué en œuvres pies par l'ordre de l'Archevêque ou Évêque Diocésain. Qu'en cas d'une seconde contravention, ils soient bannis, pendant le temps de neuf ans, des lieux que nos Juges estimeront à propos. Que les Prêtres séculiers qui n'auront point de Bénéfices, soient condamnés pour la première fois au bannissement pendant trois ans, & en cas de récidive, pendant neuf ans. Et qu'à l'égard des Prêtres réguliers, ils soient envoyés dans un Couvent de leur Ordre, tel que leur Supérieur leur assignera hors des Provinces qui seront marquées par les Arrêts de nos Cours, ou les Sentences de nos Juges, pour y demeurer renfermés pendant le temps qui sera marqué par les-

dits Jugemens, sans y avoir aucune charge, fonction, ni voix active & passive. Et que lesdits Curés & Prêtres puissent, en cas de rapt fait avec violence, être condamnés à de plus grandes peines, lorsqu'ils prêteront leur ministère pour célébrer des mariages en cet état.

I V.

Voulons pareillement, que le Procès soit fait à tous ceux qui auront supposé être les peres, meres, tuteurs ou curateurs des mineurs, pour l'obtention des permissions de célébrer des mariages, des dispenses de bans, & de mains-levées des oppositions formées à la célébration desdits mariages; comme aussi aux témoins qui ont certifié des faits qui se trouveront faux, à l'égard de l'âge, qualité, & domicile de ceux qui contractent, soit pardevant les Archevêques & Evêques Diocésains, soit pardevant lesdits Curés & Prêtres, lors de la célébration desdits mariages; & que ceux qui seront trouvés coupables desdites suppositions & faux témoignages, soient condamnés : savoir les hommes à faire amende honorable & aux galeres, pour le temps que nos Juges estimeront juste; & au bannissement, s'ils ne sont pas en état de subir ladite peine des galeres; & les femmes à faire pareille amende honorable, & au bannissement, qui ne pourra être moins de neuf ans.

V.

Déclarons, que le domicile des fils &

filles de famille, mineurs de 25 ans, pour la célébration de leurs mariages, est celui de leurs peres, meres, ou de leurs tuteurs & curateurs, après la mort de leurs peres & meres. Et, en cas qu'ils aient un autre domicile de fait, ordonnons que les bans seront publiés dans les Paroisses où ils demeurent, & dans celles de leurs peres, meres, tuteurs, & curateurs.

V I.

Ajoutant à l'Ordonnance de l'an 1557, & l'Article II de l'an 1639, permettons aux peres & aux meres d'exhérer leurs filles, veuves, même majeures de 25 ans, lesquelles se marieront sans avoir requis par écrit leurs avis & conseils.

V I I.

Déclarons lesdites veuves, & les fils & filles majeures de 25 & de 30 ans, demeurant actuellement avec leurs peres & meres, contractant à leur insu des mariages comme habitants d'une autre Paroisse, sous prétexte de quelque logement qu'ils y ont pris peu de temps avant leurs mariages, privés & déchus par leur seul fait, ensemble les enfants qui en naîtront, des successions de leurs dits peres, meres, aïeux & aïeules, & de tous autres avantages qui pourroient leur être acquis en quelque maniere que ce puisse être, même du droit de légitime.

V I I I.

Voulons que l'Article VI de l'Ordonnance de 1639, au sujet des mariages que

l'on contracte à l'extrémité de la vie, ait lieu tant à l'égard des femmes qu'à celui des hommes; & que les enfans qui sont nés de leurs débauches avant lesdits mariages, ou qui pourroient naître après lesdits mariages contractés en cet état, soient, aussi-bien que leur postérité, déclarés incapables de toutes successions.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers, *les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris*, que notre présent Edit, Statut & Ordonnance, ils fassent lire, publier, enrégistrer, le gardent & observent, & le fassent garder & observer, sans souffrir qu'il y soit contrevenu, nonobstant toutes autres Ordonnances, Coutumes, & choses qui pourroient y être contraires, auxquelles, entant que besoin seroit, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Et, afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous y avons mis notre Scel. DONNÉ à Versailles au mois de Mars, l'an de Grace mil six cent quatre-vingt dix-sept, & de notre Regne le cinquante-quatrième. *Signé*, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, PHELYPEAUX. *Visa*, BOUCHERAT. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

Lues, publiées, & registrées en Parlement, le 11 Mars 1697.

Signé, DONGOIS.



RÉCLAMATION

CONTRE DES VŒUX.

RIEN n'est plus saint & plus grand, aux yeux même des mondains, esclaves du plaisir, que le renoncement solennel aux trois concupiscences qui regnent sur la face de la terre; la curiosité des sens, celle de l'ame, & la flatteuse ambition, *concupiscentia carnis, concupiscentia oculorum, & superbia vitæ*. Mais c'est le chef-d'œuvre de la vertu de persévérer dans ce renoncement. Voilà ce qu'on ne doit pas attendre de ces victimes forcées de l'avarice & de la haine des parents : victimes qui plient le col sous un joug dont elles ne sentent pas tout le poids, parce qu'elles sont dans un âge où leurs passions n'ont point de force, & que le feu de leur concupiscence se recele au fond du cœur. Voilà pourquoi, si elles murmurent, & si elles gémissent, ce n'est qu'en secret. Ce n'est guères qu'après le Noviciat, où elles ne sont plus soutenues par je ne sais quelle ferveur & les attraites de la nouveauté, qu'elles éclatent; le temps & l'habitude, loin d'adoucir le joug, l'aggravent & le surchargent : elles se disent à elles-mêmes, la liberté, ce présent du Ciel si précieux, nous est ravie;

1. Jo. II.

liberté, sans laquelle tous les biens du monde sont insipides, tous les plaisirs sont détrempés d'amertume. Nous étions dans un Paradis terrestre, dont nous pouvions manger les fruits les plus délicieux; sans y avoir porté la main, nous en sommes sorties, pour entrer dans une région sombre, où la nature elle-même, comme dit le Poète *, *semble expirer*. Alors la figure trompeuse du monde enchanteur, embellie par les peines de la Religion & les austérités du Cloître, se présente à elles avec tous ses charmes, & excite dans leur cœur un désespoir affreux, dont le commerce qu'elles ont avec les gens du monde qui interrompent leur solitude, enfonce les traits bien avant : leur situation est d'autant plus douloureuse, qu'elles regardent leur mal sans ressource : elles voient entre elles & le monde un cahos impénétrable, *cahos magnum firmatum est inter me & vos*.

* Racine.
Luc.
XVI. 16.

Dans leur ignorance, quel bonheur pour elles, si une personne, qui s'intéresse à leur sort, leur apprend que les Loix secourables leur tendent la main, pour les tirer de cet abyme de douleur où elles sont plongées, en rompant les nœuds de leurs engagements, quand elles réclament leur liberté avant cinq années ! Ces Loix, en leur accordant cet intervalle de temps, ferment la porte à leur retour dans le monde, quand elles négligent cette faveur.

Je vais leur citer un exemple, pour les instruire.

Antoine Derlon , qui réclama contre ses vœux , a un peu chargé les faits de violence dont il a accusé son beau-pere , qui l'avoit obligé à prendre le parti du Cloître : il a cru que , pour déterminer ses Juges à lui être favorables , il falloit leur faire une telle peinture ; en imaginant un peu moins de vivacité dans les traits , on ramènera le fait à la vérité. Voici comme il a parlé par le ministère de Mre. Regnar , dont l'éloquence possède ces ornements qui ont droit de plaire.

Antoine Derlon , Marchand de fer de la ville de Lyon , & François Bertaud , ont eu de leur mariage quatre enfants , deux garçons & deux filles ; de ce nombre est celui qui réclame contre ses vœux. Il tenoit le principal rang dans l'affection de son pere , quoiqu'il fût le dernier dans l'ordre de la naissance ; il n'avoit pas encore dix ans , qu'il eut la douleur de le perdre. Son pere lui laissa des preuves de sa tendresse , & des effets de sa libéralité , en l'instituant par son testament son héritier universel.

Françoise Bertaud , après la mort de son mari , reconnoissant dans ce fils , son cadet , un heureux naturel , & des dispositions avantageuses pour les Sciences , le destina aux études ; mais le choix aveugle qu'elle fit du Maître auquel elle confia son éducation , a été la source funeste des infortunes du jeune Derlon.

Nicolas F** , alors Ecclésiastique tonsuré , dont la profession étoit d'enseigner aux

jeunes gens les principes du Latin , fut celui que la Demoiselle Bertaud eut la facilité d'introduire chez elle pour instruire son fils.

Ce Précepteur s'acquît en peu de temps la confiance & l'amitié de la mere, il ne donnoit pas ses uniques soins aux progrès de son Écolier ; l'habitude que son emploi lui faisoit contracter dans la maison , produisit dans son cœur une passion peu convenable à son caractère , elle s'excita par des vues de cupidité. La fortune de la Demoiselle Bertaud , quoique médiocre , lui assuroit une substance toujours incertaine aux personnes de son état , il porta ses desirs jusqu'à vouloir l'épouser.

Les occasions de séduire la simplicité de cette veuve étoient fréquentes , le prétexte de l'instruction du Disciple favorisoit ses assiduités & ses complaisances ; mais le Sieur Derlon est obligé de le révéler : la foiblesse de sa mere , que l'inclination avoit gagnée , autorisoit encore plus les desseins du Sieur F**.

Elle n'avoit pas pensé , qu'en choisissant un Précepteur à son fils , elle risquoit de se donner un Maître à elle-même. Bientôt le temps des leçons du jeune Étudiant fut employé auprès de la mere à tenir un autre langage que celui de l'école : *Plura de amore quàm de lectione verba se ingerebant, plura erant oscula quàm sententiæ.*

Le Sieur F** , parvenu sans peine à obtenir tout ce qu'il souhaitoit , abdiqua l'hâ-

Ce trait est tiré de l'Histoire d'Héloïse & d'Abailard.

bit ecclésiastique, & de Précepteur du fils il devint le mari de la mere.

Le mariage n'eut pas plutôt affermi son autorité, qu'il n'y mit plus de bornes : son projet étoit de s'emparer du bien que le Sieur Derlon pere avoit laissé à sa famille; mais ses deux garçons formoient un obstacle à l'avidité de ce second mari, il ne tarda pas à leur faire éprouver toute la haine & les duretés d'un beau-pere.

Le frere aîné de l'Intimé, ne pouvant supporter plus long-temps les mauvais traitements qu'il enduroit, s'engagea dans le Service, où il a fini ses jours.

Ce n'étoit pas là celui que le Sieur F** appréhendoit davantage : le cadet, appelé par une institution solennelle à recueillir toute la succession de son pere, étoit l'objet le plus dangereux qu'il avoit intérêt d'écarter; il résolut de le jeter dans un Cloître. Les menaces & les violences furent les voies dont il se servit pour lui inspirer sa vocation.

Le Sieur Derlon, gémissant sous un traitement si dur, n'avoit pas l'esprit assez libre pour éprouver aucun de ces mouvements intérieurs, qui sollicitent l'ame à se consacrer au Seigneur, & qui l'attirent à lui d'une maniere d'autant plus puissante, qu'elle est douce & imperceptible.

Sa résistance continuelle aux ordres barbares de son beau-pere porta son courroux au dernier degré; tantôt le Sr. F**, pour l'obliger à entrer en Religion, s'emportoit

contre lui en des termes qui exprimoient toute sa colere d'une maniere scandaleuse; tantôt il accompagnoit ses paroles foudroyantes de coups réitérés; tout ce qui étoit sous sa main étoit l'instrument de sa fureur. Souvent les aliments nécessaires lui étoient impitoyablement refusés, tous les jours se signaloient par de nouveaux emportemens; l'excès de sa cruauté le portoit fréquemment jusqu'à le chasser hors de la maison, & le réduire à passer des journées & des nuits entieres à la merci des injures de l'air, sans nourriture & sans asyle. La compassion du voisinage, soulevé par les cris & les pleurs du Sieur Derlon, augmentoit les coups au-lieu de les arrêter; tout étoit mis en usage pour forcer cet enfant à ne prendre conseil que de son désespoir.

Ces traitements inhumains, circonscrits dans l'Enquête, étoient cependant impuissans pour arracher du cœur du Sieur Derlon l'acceptation d'un état auquel la Providence ne l'appelloit point.

Le Sieur F**, incapable de se rebuter, imagina de joindre l'artifice à la force : il avoit un frere, Prêtre de l'Ordre des Minimes, qui étoit attaché à leur Couvent de Lyon; il fut engager ce Sacrificateur complaisant à lui prêter sa main & son ministère, pour immoler le Sieur Derlon à son avarice, en le contraignant absolument de se faire Moine.

Ce complot sacrilege ne fut pas difficile

à se former entr'eux. Le Pere Minime crut justifier son entremise criminelle, & travailler saintement pour la gloire de Dieu, en tâchant d'acquérir un Sujet à son Ordre. Ces deux Freres se distribuerent leur rôle, ils conserverent chacun leur caractère. Le soin fut remis au Pere Minime de dégoûter le jeune homme du monde par ses exhortations, & de lui dévoiler les douceurs spirituelles & la béatitude de la vie monastique.

Le formidable beau-pere se chargea de continuer l'emploi dont il s'étoit jusqu'alors acquitté, & dans lequel l'exercice de Précepteur l'avoit rendu ingénieux : il promit à son frere de tourmenter si cruellement son disciple, qu'il l'obligeroit de désertter la maison paternelle. Et le Pere Minime, acteur de l'intrigue, donna sa parole d'offrir au jeune homme opprimé une retraite consolante, de s'intéresser à ses peines; & il ne négligea, ni ces caresses, ni ces promesses séduisantes, qu'un Moine expérimenté fait habilement mettre en œuvre pour insinuer le goût du repos & de la tranquillité que présente le Couvent.

Ces deux personnes conduisirent leur entreprise odieuse avec une adresse singulière, & un concours admirable. Le jeune Derlon ne revenoit point de ses classes, dans lesquelles il tenoit toujours les premieres places, suivant la justice même qu'on lui a rendue, qu'il ne fût battu & maltraité par le Sr. F** avec la dernière inhumana-

nité. Le bâton ne cessoit d'être levé sur lui ; que lorsqu'il promettoit d'aller aux Minimes voir le frere de son bourreau ; c'étoit avec lui seul qu'il pouvoit en liberté répandre ses plaintes, & laisser couler ses larmes. Le Pere charitable adoucissoit les unes & essuyoit les autres, en couvrant, sous des noms & des dehors tendres & affectueux, la perfidie qu'il avoit méditée. Les consolations qu'il prodiguoit au jeune Derlon, étoient accompagnées de petits présents, & conduisoient, insensiblement, le Missionnaire à faire valoir les agréments de son état, & à persuader son prosélite, que le Monastere seul pouvoit le mettre à l'abri de toutes ses peines.

Quelle triste situation pour le Sieur Derlon, entre un Cloître qu'il ne pouvoit envisager sans frayeur, & des cruautés inouïes qui exposoient sa vie à un continuel danger ! Il craignoit de retourner chez un beau-pere terrible ; & pour toute ressource il ne voyoit qu'un Couvent : quelle extrémité ! Dieu ne lui inspiroit pas d'y entrer ; mais tout ce qui s'offroit à ses yeux, le pressoit de fuir son beau-pere.

Tant d'obstacles, qu'il ne pouvoit vaincre, le forcerent à céder : son état fâcheux le détermina à un vœu d'obéissance, dont il ne prévint pas toutes les suites. Ne jouissant point de sa liberté, il compta pour rien le droit qu'il avoit d'en jouir un jour ; &, ne connoissant point le prix de ce bien à venir, il le sacrifia sans peine ; mais il
fut

fut convaincu au fond du cœur, que Dieu n'accepteroit point ce sacrifice involontaire.

Ainsi, banni à l'âge de seize ans de la maison même de son pere, il se réfugia dans les bras perfides du Pere F**, Minime, qui le reçut avec joie, comme une conquête qu'il avoit faite, & qui lui fit donner l'habit le 6 Janvier 1714.

Le beau-pere commença pour lors à user de ménagements & d'égards envers le Novice ; mais comme cette vocation étoit le fruit de l'iniquité, & non l'ouvrage du Ciel, ni l'effet d'une volonté libre, le Sieur Derlon ne fit que témoigner ses mécontentements dans le cours de son noviciat.

Cependant l'année de probation avançoit, & le Sr. Derlon, qui voyoit disparaître sa liberté, sentoît tout le poids des chaînes qui alloient s'appesantir sur lui. Les Religieux même, témoins de son éloignement pour la vie religieuse, & de ses afflictions, étoient disposés à lui refuser leurs suffrages. Ce fait grave est littéralement écrit dans l'Enquête. Mais, aux approches du jour fatal, l'absolu beau-pere eut l'indignité de briguer lui-même les voix, & de les faire solliciter par son frere & les amis qu'il avoit dans le Couvent.

Quel parti pouvoit prendre le Sieur Derlon ? Il ne lui étoit pas possible de reculer, sans retomber dans des précipices ouverts de toutes parts. Dans cette affreuse conjoncture, considérant que la liberté ne peut

se sacrifier que librement, sa bouche prononça des paroles qui n'ont produit aucun engagement valable, puisque son cœur n'y a jamais consenti, & que Dieu refuse les victimes qui ne marchent pas volontairement à l'Autel. Le 6 Janvier de l'année 1715, fut le jour de la Profession du Frere Derlon : il n'avoit pas encore alors dix-sept ans.

Dès ce moment, les caresses du Pere F**, la félicité & les délices qu'il avoit fait entrevoir au Novice, disparurent. Le Cloître ne lui découvrit dans son intérieur que l'image désagréable d'une servitude à laquelle il ne pouvoit se soumettre; son esprit devint la proie des ennuis mortels & des chagrins dévorants; les dégoûts invincibles, les remords cuisants, l'agiterent, traînant par-tout ses langueurs; sa regle étoit un fardeau insupportable; ses devoirs une gêne perpétuelle; l'exemple de ses confreres, un spectacle fatigant; tout ce qui console l'ame vraiment religieuse faisoit son martyre. Ses mécontentemens croissoient avec l'âge & la raison : il éprouva pendant quatre années de patience, qu'il est impossible de s'accoutumer à un joug qu'il n'y a qu'une parfaite vocation qui puisse adoucir; mais il ignoroit, dans le secret de sa solitude, les moyens de rompre les fers sous la pesanteur desquels il gémissoit.

L'ardent desir de la liberté qui ouvre l'esprit, étant secondé de la Providence,

lui apprit que les Religieux, dont la profession avoit été forcée, pouvoient parvenir à la faire anéantir, pourvu qu'ils réclamassent dans les cinq ans du jour de l'émission de leurs vœux. Il songea aussi tôt à profiter d'un droit qui sembloit avoir été établi pour lui. Il étoit encore heureusement dans le temps prescrit ; il s'adressa le 31 Décembre 1719, à un Notaire Royal-Apostolique, devant lequel, assisté de deux témoins, il protesta solennellement contre sa profession. Cet Acte, dont la minute est en dépôt, fut contrôlé le 3 Janvier suivant, dans le délai marqué pour les réclamations.

Les Supérieurs du Couvent dans lequel étoit le Frere Derlon, furent instruits des démarches qu'il avoit faites pour rompre le nœud de ses engagements ; ils voyoient eux-mêmes depuis long-temps qu'il ne les remplissoit point ; ils étoient obligés de reconnoître qu'il n'avoit que l'apparence d'un Religieux, sans l'être véritablement ; mais ils ne vouloient pas se défaire d'un Sujet qu'ils espéroient gagner avec le temps. Ainsi le dénuement de tout secours, & la violence dont le menaça son beau-pere, instruit de la protestation, le réduisirent d'abord à l'impossibilité de la mettre en usage.

On crut rendre son entreprise inutile, en le reléguant dans des Maisons où il n'auroit ni connoissance ni habitude ; on lui fit en effet parcourir successivement différents

Couvents. Tous ces changements n'en apportèrent aucun à sa résolution ; inutilement les Supérieurs lui propofoient de recevoir les Ordres, & s'efforçoient de lui en persuader la nécessité. Comme leur maxime est d'exiger que le Religieux réitere & ratifie ses vœux lors de sa promotion aux Ordres sacrés, il s'est garanti perpétuellement de cet écueil, & tous ses refus ont été de nouvelles protestations.

Mais il n'étoit pas encore en état de les poursuivre, il lui fallut attendre, dans l'amertume & le silence, des jours de liberté : ils se sont enfin présentés à sa juste impatience : ses amis, sensibles à ses afflictions, lui ont tendu des mains secourables ; il est parvenu, du milieu de l'abyme de ses maux, à pousser ses cris jusqu'aux oreilles de la Justice.

Le 5 Décembre 1724 il présenta à l'Officialité de Lyon une Requête, dans laquelle il développa tous ses malheurs. L'Official, conformément à l'usage qui s'observe, ordonna la communication de cette Requête au Correcteur supérieur du Couvent des Minimes, pour se déterminer s'il entendoit assister à la procédure en qualité de Partie ou de Juge. Les délais que cette communication fit essuyer au Frere Derlon, le conduisirent jusqu'au mois de Mars 1725. Le Pere Grimod, Supérieur des Minimes, déclara, après des longueurs infinies, qu'il prétendoit être Juge avec l'Official ; il fortifioit par cette qualité, celle de Partie qu'il

se conservoit, d'autant plus dangereuse, qu'elle devenoit secrete, & qu'elle étoit soutenue par l'autorité.

Le Frere Derlon subit interrogatoire le 13 Mars. Il persista dans le même langage & les mêmes faits que ceux de sa Requête; ces préliminaires firent prendre forme à la Procédure : il assigna, en vertu de l'Ordonnance de l'Official, François Bertaud sa mere, son beau-pere, & ses deux sœurs, dont l'une étoit mariée.

Le Sieur F**, étonné de la constance avec laquelle le Frere Derlon avoit surmonté toutes les difficultés sans se décourager, & contraint de paroître au Tribunal de l'Officialité, ne trouva plus de ressource que dans la dénégation téméraire des faits de violence & de contrainte articulés; mais n'osant pas soutenir personnellement ses mensonges & ses impostures, il prit le parti de déclarer par le ministère de son Procureur, qu'il refusoit d'autoriser sa femme & de demander son renvoi; bien certain, par l'empire qu'il avoit sur François Bertaud, qu'il la feroit agir au gré de ses passions, sans s'exposer à la punition que méritoient ses indignes procédés.

Les sœurs de Frere Derlon ne purent se dispenser de rendre témoignage à la vérité; le mari de celle qui étoit en sa puissance, ne voulut point prendre part à la contestation; mais les deux sœurs se réunirent pour avouer à la Justice, que tous les faits de violence dont leur frere demandoit à faire

preuve avec empressement, étoient véritables ; & qu'il n'auroit jamais pris l'habit religieux , s'il n'y eût été forcé par son beau-pere ; que par cette raison elles n'empêchoient pas l'effet de ses demandes , & qu'il fût restitué au siecle : ce sont leurs propres expressions souscrites de leurs signatures.

A mesure que la vérité s'éclaircissoit par ces différentes Procédures , & que l'état malheureux du Frere Derlon se dévoiloit , la pitié & les Loix s'intéressoient pour lui ; l'Official , le 15 Mai 1725 , l'admit à la preuve qu'il sollicitoit depuis tant de temps , & accorda à ses adversaires la faculté de la contredire par une preuve contraire : le même Jugement ordonne que le Sieur F** demeureroit en cause , & autorise la mere & les sœurs aux refus de leurs maris.

La vérité importante que le Frere Derlon se promettoit d'établir par son Enquête , l'engageoit à l'accélérer ; elle fut heureusement terminée le 12 Juin , après trois vacations , sans être interrompue par aucune opposition ; elle est composée de dix témoins. Les deux premières dépositions sont des Religieux mêmes du Couvent des Minimes , qui avoient assisté à la profession du Frere Derlon , & qui étoient journellement les témoins de ses répugnances pour le Cloître. Les deux dernières renferment les déclarations des sœurs de l'Intimé , qui détaillent les cruautés du Sieur F** , exercées sous leurs yeux ; les six autres témoins

sont les échos du voisinage, qui retentissoit de l'éclat des fureurs du beau-pere. }

Toutes ces voix unanimes, qui se sont élevées pour constater le vice odieux de la profession du Frere Derlon, lui annonçoient la fin certaine de ses maux : elle eût été aussi prompte qu'elle étoit assurée; mais l'esprit de vexation dont le Sr. F** étoit animé, lui inspira des détours qui suspendirent la Procédure du Frere Derlon.

Il a saisi avidement la voie ouverte de l'Appel comme d'abus ; l'Enquête étoit achevée, lorsque l'Arrêt, qui reçoit l'Appel, a été signifié à l'Intimé ; en sorte que la preuve sur laquelle il appuie la vérité de ses faits, est aussi juridique qu'elle est décisive ; mais l'effet qu'elle devoit produire étoit retardé par l'Appel comme d'abus ; & c'étoit là l'unique objet de son adversaire.

Les persécuteurs de l'Intimé, dans la vue de lui ôter toute possibilité de poursuivre le Jugement de cet Appel, obtinrent aussitôt, du Supérieur des Minimes, un ordre verbal pour le faire transférer dans un Couvent situé au fond du Dauphiné, environné de bois, où il auroit été privé de tout commerce & de tous conseils. Le Frere Derlon, presque désespéré, après avoir fait ses remontrances & ses protestations, est venu à Paris implorer la Justice de la Cour, & émouvoir par sa présence la compassion que l'on ne lui peut refuser au récit de ses souffrances. Il a évité avec soin de donner su-

jet aux reproches les plus légers sur sa conduite, conservant le même habit qui rappelle l'idée de la violence dont on a usé à son égard. Ses premières démarches ont été de demander à la Cour, qu'il lui fût assigné un Couvent de son Ordre, dans lequel il pût demeurer convenablement : celui des Minimes de la Place Royale lui a été nommé ; mais lorsqu'il s'est présenté pour exécuter l'arrêt, les Religieux ont refusé de le recevoir ; il a été contraint de chercher sa subsistance dans la pitié d'un Étranger, qu'il a eu encore depuis peu le chagrin de voir mourir.

Sa vive douleur, au milieu de tant d'adversités redoublées, se calme dans l'attente prochaine d'un Jugement favorable : il sent ranimer son courage, pour combattre les moyens d'abus qu'on lui objecte.

Deux principaux ont été présentés pour détruire l'Ordonnance de l'Officialité, qui permet à l'Intimé la preuve des faits qu'il a articulés ; l'un est établi sur la protestation même, que l'on soutient radicalement nulle, par le défaut d'insinuation ; l'autre est fondé sur la conduite du Frere Derlon après sa réclamation, & sur son silence persévérant, qui doit le priver du fruit de sa réclamation, quand même elle seroit valable.

On oppose à ces moyens imaginaires deux simples propositions, qui leur serviront de contredit. Dans la première, on justifiera la régularité de la protestation contre le

vice qui lui est reproché. Dans la seconde, on se flatte de démontrer, par le rétablissement des faits, que l'Acte de réclamation a été suffisant pour conserver à l'Intimé tous les avantages qu'il lui a légitimement acquis.

On ne s'arrête point à défendre la Procédure de l'Official dans le point où elle a été accusée d'abus, sur le fondement que ce Juge ecclésiastique, en autorisant la mere & la sœur de l'Intimé, a entrepris sur les droits de la Justice séculière, qui étoit seule capable d'accorder à ces Parties la puissance d'entrer en jugement, que leurs maris leur refusoient.

Ce moyen, que l'on a offert comme un prétexte spécieux de nullité, ne mérite pas plus de considération que les adversaires lui en ont donné eux-mêmes : en effet, il eût fallu, pour le transformer en moyens d'abus, rapporter quelque Loi ou quelque Ordonnance que l'Official eût transgressée, parce qu'il n'y a point d'abus sans contravention manifeste à une Loi précise; mais dans quel endroit auroit-on trouvé des Loix qui eussent condamné l'Official? Les principes de la raison naturelle & du droit n'apprennent-ils pas que tout Juge qui a une Jurisdiction, doit avoir toutes les facultés nécessaires pour l'exercer? *Cui Jurisdictio data est, ea quoque concessa esse videntur sine quibus Jurisdictio exerceri non potest.*

Il n'y auroit que l'incompétence du Tribunal de l'Officialité, qui pourroit produire

l'abus : elle seroit proposable , si l'Official eût employé son pouvoir dans une matiere étrangere à sa connoissance : mais lorsqu'il est compétent de juger de la validité d'une réclamation , il l'est nécessairement pour tout ce qui a trait au fond dont il est Juge , & qui en est le principe ou la dépendance ; dès que le droit de prononcer sur une contestation lui est attribué , tout ce qui la forme , tout ce qui y est assujetti , l'est à son autorité ; il n'en excède pas les bornes , tant qu'il se renferme dans celles de l'affaire qui est confiée à son Jugement , & que ses Ordonnances n'ont pour objet que de le mettre en état d'user d'un pouvoir qui deviendroît autrement dérisoire & inutile.

L'autorisation que l'Official a judiciairement accordée à Françoise Bertaud , & à sa belle-sœur , est restreinte au seul cas qui étoit soumis à sa Jurisdiction ; elle ne peut s'étendre au delà , elle étoit nécessaire & indispensable pour établir le Jugement de l'Official ; & comme ce Juge étoit en droit de punir Françoise Bertaud par une condamnation de dépens , il avoit conséquemment la faculté de l'habiliter à procéder : il y auroit une contradiction bizarre de lui contester l'effet d'un droit que l'on reconnoît lui appartenir. N'insistons pas plus long-temps sur des regles qui sont la base & l'appui des Juridictions , & qui en conservent l'économie ; remettons sous les yeux des moyens plus importants , quoiqu'aussi faciles dans leur discussion.

PREMIERE PROPOSITION.

Validité de la Réclamation en elle-même.

Il est certain, suivant le Droit, que tous les Actes qui sont produits par la force & la contrainte, sont nuls; parce que par-tout où il y a de la violence, il n'y a jamais de consentement, qui a sa source & son principe dans la liberté; toutes les blessures que l'on fait à cette liberté, sont autant d'attentats aux privileges & aux droits de la naissance de l'homme, qui, l'ayant affranchi de la servitude, ne souffre pas qu'il soit contraint dans son choix.

Ces principes se font sentir dans toute leur étendue à ceux que la force & la crainte ont engagés dans l'état religieux, & dont le sacrifice n'a pas été volontaire; c'est pour les secourir, que les Loix leur ont permis de réclamer contre leurs vœux; mais cette discipline salutaire, pour empêcher les effets funestes de l'oppression, est également prévoyante pour ne pas favoriser l'inconstance & la légèreté, & autoriser des variations dangereuses qui troubleroient l'ordre & le repos des familles: ainsi, en même temps qu'elle a ouvert aux Religieux la voie de revenir contre des engagements auxquels ils ne sont assujettis que par force, elle a fixé un terme fatal, au delà duquel les plaintes de celui qui réclame ne sont plus écoutées.

Nos mœurs & nos usages ont borné ce délai à l'espace de cinq ans; le laps de ce temps sans réclamation forme une prescription contre le Religieux : c'est aux considérations du bien public & de la tranquillité des familles que cette prescription doit son origine; elle a son premier fondement dans le titre au Code : *Ne de statu defuncti post quinquennium quærat*. Qu'on ne trouble point l'état du défunt après l'espace de cinq ans.

Le dernier Concile a préfini ce même terme, & prescrit des formalités pour la validité des réclamations; mais personne n'ignore qu'il ne fait point Loi dans le Royaume, & que ses propositions n'y sont adoptées qu'autant qu'elles sont conformes à la Jurisprudence & à l'usage : ce n'est donc pas dans le Concile que nous devons chercher des regles au sujet des réclamations; les Arrêts, les Loix & la discipline nous ont instruits que le Religieux qui veut faire déclarer nuls ses vœux, doit se pourvoir dans les cinq ans; c'est là le principe qui nous gouverne : delà cette nécessité prétendue de recourir au Pape, & de lui demander un Rescrit dans cet intervalle; & cette obligation imposée de s'adresser à l'Ordinaire, ou au Supérieur du Couvent dans le même temps, s'anéantissent. Nos libertés ne reconnoissent point toutes les formalités étrangères prescrites par le Concile. Il suffit parmi nous, que le Religieux réclame authentiquement contre les engage-

ments qu'il a de justes raisons de vouloir diffoudre, & que sa réclamation soit faite dans le temps de cinq ans, qu'une sage discipline a cru devoir limiter; encore a-t-on jugé dans plusieurs circonstances, que cette prescription de cinq ans, introduite par l'usage, n'étant qu'une fin de non-recevoir fondée sur une ratification tacite, ne pouvoit être opposée, même dans le cas où le Religieux avoit été dans une impuissance légitime d'agir : mais il n'est pas besoin dans l'espece d'établir cette Jurisprudence, appuyée sur l'équité naturelle. Il est constant dans le fait, que le Frere Derlon a réclamé avant l'expiration des cinq années; & par conséquent en donnant à la prescription toute la force & l'autorité d'une Loi positive, l'Intimé n'a point à craindre la fin de non-recevoir qui en résulteroit.

Mais le défaut d'insinuation n'opere-t-il pas un vice radical dans la réclamation qui en emporte la nullité absolue? L'Édit de 1691 exige en termes exprès la formalité de l'insinuation pour les réclamations contre des vœux. L'Official de Lyon a-t-il pu mépriser une disposition aussi précise, sans contrevenir aux Loix du Royaume, & sans commettre un abus caractérisé? C'est ce qui conduit à agiter la question de savoir si l'insinuation est tellement rigoureuse, qu'elle annule par son défaut la réclamation.

Le savant Dumoulin, cette lumière de notre Droit François, ne s'est pas expliqué avantageusement au sujet de l'Édit des in-

insinuations ecclésiastiques qui étoient en vigueur de son temps; le but de ces Edits a été d'arrêter les fraudes, & c'est alors seulement que l'application en est heureuse; mais, en les examinant, on reconnoît un esprit de bursalité qui en a corrompu l'usage, & qui a confondu les dispositions utiles qu'ils peuvent renfermer avec d'autres, dont l'objet est purement pécuniaire : c'est ce qui a fait dire à Dumoulin sur la Regle de infirmis, N°. 144 : *Cœterum non esse periculum propter defectum insinuationis, cum edictum illud insinuationum sit quæstuarium, corradendæ pecuniæ causâ sordidè factum, & meritò caducum, & justè spernitur à bonis Judicibus, nisi sic ubi præsumptio falsi vel fraudis degeneret contra non insinuantem.* Les bons Juges ne doivent pas s'arrêter au défaut d'insinuation, parce que l'Édit qui y soumet, est un Édit bursal, à moins qu'il n'y ait une présomption de fraude & de fausseté.

M. Louet, dans ses Notes sur ces paroles, s'exprime de la même manière. *Magno consensu recepta fuit Molinæi opinio, Insinuationum Edictum ultra casus suspicionis fraudis, & falsi, non extendendum.* On a applaudi à l'opinion de Dumoulin : la Loi de l'Edit des insinuations ne doit être écoutée que dans le soupçon de fraude & de fausseté.

Ces sentiments de deux grands Jurisconsultes s'appliquent parfaitement à l'Édit de 1691. C'est dans les cas où la fraude se fait

entrevoir, & où l'on trouve des soupçons & des traces de fraude, que la précaution de l'insinuation devient nécessaire.

N'attribuons à cet Édit que ce motif noble & relevé, que nous lisons dans son préambule, d'empêcher les fraudes & les abus qui sont d'une dangereuse conséquence dans la police de l'Église. Voilà véritablement ce qui peut mériter le zèle & l'attention du Législateur; ainsi, dans les résignations, les permutations, & les collations au préjudice des expectants, dans tous ces Actes d'autant plus suspects de collusion qu'elle s'y découvre fréquemment, la rigueur de l'Édit doit être inviolablement maintenue : mais c'est une erreur de se rendre l'esclave des dispositions que renferme l'Édit, lorsqu'elles n'ont en vue que la bursalité.

En effet, suivant cet Édit, les Lettres de tonsure & de tous les Ordres doivent être insinuées; soutiendra-t-on que l'Ordre est mal conféré, & que l'on n'en peut pas faire usage, parce que l'insinuation en aura été négligée? Les publications de bans, les dispenses de mariages, les Actes de vêtures, de noviciat & de profession, sont compris dans l'Édit; le mariage sera-t-il nul & sans effet, la Profession religieuse sera-t-elle caduque, sous le prétexte du défaut d'insinuation? La plupart des Religieux n'auroient pas même besoin de réclamation; & le Frere Derlon, dont la Profession n'a jamais été insinuée, n'essuyeroit

pas tant de peine pour se dégager de ses vœux.

C'est néanmoins dans ce même article, qui impose aux actes de vêtue & de profession le joug de l'insinuation, sous peine de ne pouvoir s'en servir, que l'on puise le moyen de nullité contre la réclamation de l'Intimé; & comment s'explique cet Article? *D'autant qu'il paroît souvent devant nos Juges des réclamations contre les Professions religieuses suspectes d'antidates, voulons que les Actes de réclamation dans les cinq années, ensemble les dispenses de la publication d'un ou de deux bans de mariage, soient insinués, &c.*

Quel est l'objet principal de cette disposition? Il est écrit dans la Loi même : c'est de rejeter les réclamations qui ne sont point authentiques, comme présentant un juste soupçon d'antidates, à moins que la publicité de l'insinuation ne fasse cesser le soupçon : ce n'est donc précisément que quand il y a des preuves ou des présomptions apparentes de fraude, que l'on doit invoquer la sévérité de l'Édit.

La Jurisprudence des Arrêts fourniroit une foule de préjugés récents, qui consacrent ces maximes. Le Jugement que la Cour a rendu en 1727, pour la Cure de St. Aspais de Melun, par lequel elle fit céder la Lettre rigoureuse de l'Édit à l'équité dans un cas infiniment plus difficile, est décisif. Celui qui est intervenu l'année der-

Reli-

Religieux qui lui opposoit le défaut d'insinuation , est encore présent à l'esprit ; le Barréau se souvient d'avoir entendu le Ministère public déclarer solennellement, en différentes occasions , qu'il falloit distinguer dans l'Édit les dispositions qui tendoient à réprimer les abus de celles qui étoient simplement burfales , & convenir que ces dernieres n'avoient aucune force pour anéantir des titres réguliers en eux-mêmes.

Rapprochons maintenant de ces judiciaires réflexions la réclamation du Frere Derlon : elle est faite dans les cinq ans du jour de sa profession ; elle a été reçue le 31 Décembre 1719 , par un Notaire Royal-Apostolique , en présence de deux témoins ; la minute en est restée entre les mains du Notaire , & a été contrôlée trois jours après sa confection.

La solemnité qui accompagne cet Acte , n'exclut-elle pas toutes les idées de clandestinité ? Il y a une date certaine , puisqu'il a été passé par un Officier public qui avoit un caractère suffisant pour la constater ; son existence est prouvée par le dépôt de la minute ; sa vérité est attestée par deux témoins ; les droits mêmes auxquels l'Acte pouvoit être sujet , ont été payés lors du contrôle qu'il a subi.

Par conséquent , aucun soupçon d'antidate & de fraude ne peut s'élever. L'objet burfal de l'Édit est satisfait par le payement du droit de contrôle , & son esprit est rem-

pli par la certitude & la publicité de la réclamation.

Mais que sert au Frere Derlon de justifier la bonne foi de ses démarches, si son silence & son inaction, depuis sa protestation, doivent la lui rendre infructueuse, & former contre lui une fin de non-recevoir insurmontable? C'est le second moyen qui reste à discuter.

SECONDE PROPOSITION.

Validité de la Réclamation par ce qui l'a suivie.

Il est seulement nécessaire de rappeler les faits qui ont commencé la procédure de l'Intimé à l'Officialité. Il avoit protesté le 31 de Décembre 1719. S'il n'a pas profité des premiers moments pour accélérer sa liberté, c'est qu'il étoit dans une impuissance entière d'agir. D'un côté, la crainte menaçante d'un beau-pere furieux lui imposoit silence, la gêne dans laquelle ses Supérieurs le retenoient pour l'empêcher de poursuivre sa réclamation, les obédiences qu'on lui donnoit pour l'éloigner, lui fermoient tous les passages au Tribunal de la Justice. D'un autre côté, la vue des fraix immenses, inséparables de ces sortes d'affaires, & le manquement de tous secours dans un état dont la pauvreté est l'apanage, le tenoient dans une inaction forcée. Comment auroit-il pu soutenir les Procès & les

longueurs qu'il éprouve aujourd'hui ? Il gémiroit encore au fond de son Cloître, accablé du poids de sa servitude, & demanderoit inutilement au Ciel le remède à des maux qui ne pourroient finir qu'avec sa vie, s'il n'eût trouvé, après une longue attente, une main charitable qui l'a tiré de l'abyme où il étoit.

C'est avec ce secours inespéré qu'il a présenté sa Requête à l'Officialité : elle est du 5 Décembre 1724. Sa date est importante, parce qu'elle tombe dans les cinq années du jour de la protestation. Ainsi, en accordant aux Appellants tous les principes qui ont été déduits, pour prouver que le silence de cinq ans, après la réclamation, opere sa révocation tacite, & forme une nouvelle prescription, leur application ne seroit pas juste ; puisque l'Intimé n'a pas laissé écouler ce nouveau délai imaginé, sans poursuivre sa protestation.

Il est vrai que le Frere Derlon ne rapporte pas cette Requête en nature, & delà les Appellants ont pris occasion de la révoquer en doute pour établir le silence de cinq ans depuis la réclamation ; mais la Requête est insérée littéralement & avec sa date, dans le Procès-verbal qui contient l'Ordonnance de l'Official du 17 Mars 1725 ; elle est reprise dans toutes les autres procédures qui ont suivi. Peut-on s'imaginer qu'une Instance se soit formée sans une demande qui l'ait introduite ? Il y a plus : c'est sur la communication qui en a été or-

donnée au Correcteur des Minimes, que ce Supérieur a choisi le parti d'assister au Procès en qualité de Juge; elle a été le fondement de l'instruction, elle est sans doute restée au Greffe de l'Officialité de Lyon: en dénier aujourd'hui la vérité, c'est vouloir faire passer la procédure pour une chimère enfantée par l'imagination.

Mais sans se jeter dans des dissertations superflues, la réclamation publique & solennelle du Frere Derlon n'est-elle pas suffisante pour interrompre toutes les prescriptions que l'on s'efforce de multiplier contre lui? Ces fins de non-recevoir doivent supposer pour principe une ratification, de la part de l'Intimé, de ses vœux: comment la pouvoir supposer, tandis que la force & la violence ont présidé à sa Profession? tandis que la crainte, & l'impossibilité d'agir, l'ont empêché de se plaindre? Si, dès l'instant même de sa protestation, le Sieur Derlon eût eu la liberté & les facultés de continuer ses poursuites, la présomption est évidente qu'il l'auroit fait incontinent: on voit regner dans toute sa conduite la volonté constante & uniforme de se pourvoir contre ses engagements dès qu'il lui sera possible; ses mécontentemens perpétuels dans le Couvent, dont les Religieux qui ont déposé rendent compte; ses refus réitérés de prendre les Ordres, quelques sollicitations que ses Supérieurs lui aient faites, prouvent sensiblement qu'il a toujours été animé du même esprit de rompre des nœuds qui étoient

fans réalité ; il a fait tout ce qu'il a pu , & tout ce qui étoit possible à un jeune homme dépourvu de secours , & enfermé dans un Couvent ; la procédure , qu'il a enfin intentée à l'Officialité , & qu'il a suivie avec autant de chaleur que de peine , est un garant irrévocable de sa persévérance dans le même objet.

Les sœurs du Frere Derlon , vaincues par la vérité , sont convenues par écrit de la justice de sa réclamation , elles y acquiescent ; par conséquent l'intérêt public & la tranquillité d'une famille sont ici des considérations illusoires ; l'Intimé ne vient point troubler des partages , ni enlever à ses sœurs des biens dont elles sont en possession ; leur mere commune est vivante ; sa succession n'appartient encore à personne ; elle jouit du patrimoine de son premier mari ; ou plutôt le Sieur F** s'en est injustement emparé.

C'est donc là cet ennemi redoutable , qui résiste seul aux justes prétentions du Frere Derlon. L'intérêt du Ciel , si on l'en croit , ne lui permet pas de suivre l'exemple des sœurs de l'Intimé ; sa conscience l'oblige de ramener à l'Autel une victime qui s'en échappe : n'est-ce pas au contraire l'intérêt fardé de son avarice & de sa passion qui l'excite ? La Religion , la charité , la Justice , désavouent ses sentiments , & son opiniâtreté ajoute un nouveau degré de faveur au droit légitime du Frere Derlon. Il est superflu de combattre l'Appel simple qui combat la demande en provision du

Frere Derlon ; cet Appel tombe de lui-même.

Il est temps enfin de confondre l'iniquité, & de rendre à l'Intimé cette liberté précieuse, qui lui a été ravie, avant même qu'il en goûtât les avantages.

2 Reg.
XI. 9. 10. Mrs. Terrasson fut défenseur de François Bertaud & de Nicolas F**, Appel-
lants comme d'abus. Mrs. Terrasson, son
pere, que le Barreau a perdu depuis quel-
ques années, lui a remis son double esprit,
comme Élie remit le sien à Élisée ; c'est-
à-dire, qu'il a hérité de son pere sa science
& son style délicat. On croit voir dans ses
Factums le même art de les mettre en œuvre.

Voici quel fut son prélude.

plaidoyer
pour les
Appel-
lants
comme
d'abus. Si, pour rompre des vœux solennels, il
ne falloit qu'exposer qu'ils ont été faits par
contrainte, les réclamations, qui ne sont
déjà que trop fréquentes dans les Tribu-
naux, auroient un succès bien facile & bien
dangereux. L'inquiétude, le dégoût, le re-
pentir, qui suivent souvent les engagements
les plus volontaires, emprunteroient le lan-
gage d'une volonté forcée ; & à l'aide de
quelques témoins, que l'intrigue auroit mén-
agés, ou qu'une fausse compassion auroit
attendris sur les peines d'un Religieux mé-
content, il sortiroit des Cloîtres une foule
de déserteurs, qui viendroient jeter le trou-
ble dans les familles, & peut-être la honte
& le scandale dans l'Église.

Ce n'est point par de lâches vues d'in-
térêt, que l'Appellante s'oppose à l'entre-

prise de son fils. Elle ne tient rien de la libéralité de son premier mari ; elle ne possède aucun bien dont elle doive rendre compte à ses enfants ; la foible portion , que l'Intimé a laissée en quittant le monde , est entre les mains de ses sœurs : il devroit donc être indifférent à la mere qu'il changeât d'état , si elle n'avoit que des vues humaines.

Le principe qui la fait agir , est plus noble & plus épuré ; il a sa source dans l'ordre public , & dans les regles de la Justice. Elle sait qu'il n'est pas permis aux peres ni aux meres de se rendre les arbitres inhumains de la vocation de leurs enfants ; que la vie religieuse , qui fait renoncer aux biens & aux espérances du monde , demande des épreuves longues & volontaires ; & qu'en un mot , rien ne doit être plus libre que le sacrifice de la liberté. Mais elle sait aussi , qu'après un choix réfléchi & médité , des vœux prononcés au pied des Autels avec une liberté entiere , après plus de dix ans de persévérance dans la vie monastique , on n'est plus recevable à abdiquer cet état ; que les plaintes qui viennent si tard , sont des tentations passageres , auxquelles il est du devoir des parents de s'opposer ; & que l'intérêt des familles demande qu'il y ait un terme pour fixer l'état des enfants.

Ce sont là les raisons qui déterminent l'Appellante à combattre la prétention de son fils , non pas pour le retenir injustement sous le joug d'une profession forcée , mais pour le ramener aux engagements vo-

lontaires qu'il a contractés, & pour le sauver, s'il se peut, des pieges de sa légèreté & de son inconstance.

M^{re}. Terrasson, entrant ensuite dans le récit du fait, s'attacha à adoucir les teintes du tableau odieux que M^{re}. Regnard avoit fait du Sieur F**. Les Juges ici ne furent point surpris par l'art du Défenseur éloquent du beau-pere, parce qu'ils avoient l'Enquête devant les yeux; ils se contentèrent de *dégrader* seulement les nuances trop fortes de barbarie & d'humanité. Mais le coloris fut encore assez vif pour les frapper.

Voici les moyens d'abus que M^{re}. Terrasson fit valoir.

PREMIER MOYEN D'ABUS.

Ce moyen consiste en ce que l'Official a autorisé l'Appellante pour procéder en Justice; & que l'autorisation d'une femme qui est sous la puissance de son mari, étant un effet civil qui la met en état d'agir de son chef, & en son nom, ne peut être prononcée que par le Juge laïc, comme seul en droit de lui donner la capacité qui lui manque. En effet, pourquoi une femme mariée ne peut-elle agir, ni procéder, sans autorisation? C'est qu'étant par son état sous la tutelle & la puissance de son mari, elle n'a régulièrement qu'une volonté dépendante & subordonnée; en sorte que, pour procéder seule dans les affaires civiles, il faut que le mari l'affranchisse pour un temps de sa puissance, ou qu'en connoissance de cause la

Justice lui prête l'autorité que le mari lui refuse : toute autorisation , soit qu'elle vienne du mari , ou des Juges , est donc un relâchement des droits du mariage , un affranchissement passager & momentané de la puissance maritale. Or un Official , un Juge d'Eglise , qui n'a nulle inspection , nul droit sur l'autorité du mari , qui ne peut en maintenir ni en relâcher les liens , est incapable par conséquent d'autoriser une femme pour procéder devant lui ; parce que les effets civils dont cette autorisation fait partie , ne sont point en sa disposition , qu'il ne peut , ni les donner ni les retrancher à aucun particulier , & qu'ils ont leur source dans la Loi civile , dont il n'est pas le dispensateur ni le ministre.

C'est pour cela que , quoique les oppositions aux mariages soient naturellement de la compétence des Juges d'Eglise , cependant , quand ces oppositions ont leur fondement dans la puissance des peres , on ne souffre point que les Juges d'Eglise en connaissent ; parce que la puissance paternelle a son principe dans la Loi civile ; qu'ainsi tout ce qui y a rapport , n'est point du ressort de la Jurisdiction ecclésiastique ; & par la même raison , ce qui concerne la puissance maritale n'est pas non plus de sa compétence , parce que la puissance maritale vient de la Loi civile , ainsi que la puissance paternelle , & que le Juge laïc est seul dépositaire de tous les droits attachés à ces deux Puissances.

L'Intimé demande où est la Loi qui défend au Juge d'Eglise d'autoriser une femme au refus de son mari ? On répond que c'est la même Loi qui lui défend de nommer des tuteurs, des curateurs, de faire des émancipations, d'adjuger des provisions, de permettre des saisies, de connoître, en un mot, de ce qui regarde le temporel des Laïcs. Il n'est pas besoin pour cela d'une Loi particuliere, il suffit de connoître les bornes de la Jurisdiction ecclésiastique. L'Intimé les a lui-même si bien connues, que, quand il a été question de demander une provision, & d'assurer cette provision par des saisies, il s'est adressé au Juge Royal : il devoit donc, par une suite du même principe, s'adresser au même Juge, pour faire autoriser en Justice une femme qui étoit en puissance de mari, & que son mari refusoit d'autoriser. On ne croit pas devoir donner plus d'étendue à ce moyen : il intéresse trop l'ordre public pour ne pas exciter le zele des Magistrats, auxquels le poids glorieux du ministère public est confié.

II. MOYEN D'ABUS.

Ce moyen se tire de ce que la Sentence de l'Official de Lyon, après dix années d'une profession tranquille & persévérante, a admis une demande que les Loix canoniques, & les Arrêts de la Cour, ne permettent pas de recevoir.

Personne n'ignore, qu'un Religieux, qui

s'est engagé dans son état par des impressions de crainte & de violence, doit se pourvoir dans les cinq ans pour se faire relever de ses vœux, & qu'après ce temps-là il n'est plus permis d'écouter ses plaintes : *Non audiatur, nisi intra quinquennium tantum à die professionis*, dit le Concile de Trente, dans la Session 25, chap. 19, de *Regularibus*. Et immédiatement après, il ajoute que le Religieux qui réclame, ne doit être écouté, que lorsque, dans le même espace de cinq ans, il a exposé ses raisons au Supérieur de son Ordre, & à son Évêque : *Et tunc non aliter, nisi causas quas prætenderit, deduxerit coram Superiore suo & Ordinario*. Il est vrai que le Concile de Trente, en ce qui regarde la discipline, n'est pas une Loi du Royaume, mais ses dispositions en cette matiere ont été adoptées par les Arrêts; & on peut dire que sur les réclamations de Religieux, il n'y a pas de règle plus certaine ni plus triviale, que celle qui inspire un éternel silence à ceux qui ont été plus de cinq ans sans se plaindre.

On n'examinera point, si pour réclamer valablement, il est nécessaire d'obtenir un Rescrit de la Cour de Rome : c'est à la vérité une formalité ancienne, usitée, & celle qui entre la première dans l'esprit d'un Religieux à qui ses vœux sont à charge. Il faut convenir néanmoins, qu'elle n'est pas absolument nécessaire, parce qu'en pareil cas il s'agit moins de relever un Religieux de ses vœux, que de les déclarer nuls, comme

faits sans consentement & par de mauvaises voies : examen qui ne sort point des bornes de la Jurisdiction ordinaire. Mais delà aussi il s'ensuit, que si ceux qui, sans se servir de Rescrit, s'adressent directement à l'Ordinaire, ne sont pas moins obligés de se pourvoir devant lui dans le même espace de temps. Voyons si l'Intimé a satisfait à cette Loi.

Sa profession est du 6 Janvier 1715. Il ne s'est point pourvu dans les cinq ans devant son Evêque, pour en faire prononcer la nullité. La premiere Procédure qui ait été faite sous son nom en l'Officialité de Lyon, n'est que du 15 Mars 1725, c'est-à-dire, plus de dix ans après sa profession. Il est vrai que le 31 Décembre 1719, six jours seulement avant l'expiration des cinq années, il prétend avoir fait venir dans un petit Couvent de la ville de St. Etienne, en Forêt, un Notaire Apostolique, à qui il a déclaré la disposition où il étoit de réclamer contre ses vœux. Voilà donc, dans le long cours de dix années, le seul Acte par lequel il ait témoigné ses intentions. Examinons si cet Acte peut lui tenir lieu d'une réclamation régulière.

Pour donner quelque effet à un pareil Acte, il faudroit que les Supérieurs du Religieux, & ses parents, en eussent été avertis, ou que du moins ils en eussent pu avoir connoissance ; car une protestation, déposée clandestinement chez un Notaire, ensevelie dans le secret de son étude, igno-

rée de tous ceux qui avoient intérêt de la combattre, ne doit pas faire plus d'impres-
sion dans les esprits, que si elle n'eût jamais
existé.

L'Edit du mois de Décembre 1691, Ar-
ticle XIX, veut *que les Actes de réclama-
tion, dans les cinq années, contre la Pro-
fession religieuse, soient insinués dans le
mois du jour de la date, à peine de nullité.*
Voilà donc une nullité prononcée en termes
exprès par une Loi publique du Royaume,
par un Edit enregistré en la Cour. Ainsi,
quand la protestation clandestine, du 31
Décembre 1719, pourroit tenir lieu d'une
réclamation dans les formes, il faudra du
moins demeurer d'accord qu'elle étoit dans
le cas de l'Edit, c'est-à-dire, sujette à l'in-
sinuation, sous peine de nullité. Or, non-
seulement elle n'a point été insinuée dans
le mois, comme l'ordonne l'Edit, il ne pa-
roît pas même qu'elle l'ait été dans aucun
temps : donc elle est essentiellement nulle,
& tout ce qui a été fait en conséquence
est insoutenable ; & pour ôter aux Reli-
gieux mendiants tout prétexte de se dis-
penser de l'insinuation par l'indigence at-
tachée à leur état, le même Article XIX
porte, *que les Greffiers seront tenus d'insi-
nuer sans fraix les Actes concernant la pro-
fession des Religieux & Religieuses des Or-
dres mendiants.*

On a voulu, pour avilir cet Edit, le faire
regarder comme une de ces Loix onéreu-
ses, qui ne sont dues qu'à la nécessité des

conjonctures, & sur cela on a cité un passage de Dumoulin, qui invite les bons Juges à n'y pas assujettir leurs décisions. Mais, ce que disoit ce grand homme par rapport à un Edit du Roi Henri II, dont les motifs étoient connus, ne peut s'appliquer à l'Edit de 1691, qui a toujours été religieusement observé : & quand même ce dernier Edit contiendrait quelques Articles sur lesquels pourroit tomber l'épithete odieuse dont on s'est servi, ce ne seroit pas sur l'Article des réclamations ; puisque cet Article porte en termes formels, que les réclamations des Religieux mendiants seront insinuées sans frais.

Après des dispositions où il semble que la prévoyance du Législateur se soit épuisée pour assurer l'exécution de cette Loi, est-il nécessaire de représenter le danger qu'il y auroit d'en autoriser l'infraction ? Si on donnoit à une simple protestation devant Notaires, tenue secrete pendant dix années, l'effet d'une réclamation publique, faite dans le temps prescrit par les Canons, cette protestation clandestine passeroit en usage chez les Religieux pour se ménager dans tous les temps une ressource facile contre les dégoûts de leur état. Un homme, parvenu à peine à sa quinzieme année, prend le parti du Cloître, il fait profession à l'âge de seize ans, cinq années s'écoulent presque sans qu'il soit encore tenté de changer. Mais se défiant de l'avenir, il va, quelques jours avant l'expiration de ces cinq

années, déposer au hazard une protestation chez un Notaire pour la laisser ensevelie dans le secret, s'il continue à se plaire dans son état, ou pour la faire valoir, si son Ordre ou si sa famille lui causent quelque chagrin. Dans la suite, le dégoût vient, les passions, qui avoient été jusques-là endormies, se réveillent, les images du monde s'offrent à lui avec des couleurs que l'éloignement rend plus séduisantes; la longue privation des biens auxquels il avoit renoncé, les lui fait paroître plus précieux; impatient de les posséder, il a enfin recours à l'Acte de protestation qu'il avoit laissé en dépôt pour le besoin; & cet Acte, qui n'étoit de sa part qu'une précaution d'inquiétude & d'inconstance, deviendra pour lui, avec le secours recherché de quelques témoins, un titre éternel pour violer ses vœux quand il voudra, & pour troubler le repos & les établissemens de sa famille.

Mais on n'a pas besoin de s'arrêter davantage à faire sentir le danger de ces protestations artificieuses; la sagesse des Arrêts y a remédié par avance en 1665. (a) Un Religieux de l'Ordre de saint Benoît, qui prétendoit avoir fait ses vœux par force,

(a) Cet Arrêt, rapporté par Mre. Terraffon, est du 13 Octobre 1665. Il est bien différent de l'espece de la cause. On voit dans Desmaisons, qui le cite, qu'il y avoit dix ans écoulés depuis la Profession du Religieux, durant lesquels il garda le silence. Desmaisons rapporte plusieurs Arrêts favorables à la cause qu'on agite.

se présenta en la Cour avec des moyens plus apparents que ceux de l'Intimé. Il avoit commencé par témoigner à plusieurs personnes, dans le cours de son Noviciat, la contrainte qu'on lui imposoit ; il avoit demandé plus d'une fois son habit de séculier au Supérieur, qui, d'intelligence avec ses parents, le lui avoit refusé, & l'avoit même puni pour en avoir fait la demande ; aussi-tôt après sa profession il avoit protesté contre la violence ; il ne s'en étoit pas tenu à une seule protestation, il en avoit fait jusqu'à neuf en différents temps, & en rapportoit neuf différents Actes : il avoit même l'avantage que sa mere, qui avoit eu part à la contrainte, en étoit convenue elle-même devant l'Official de Clermont, & ne s'opposoit point à sa liberté.

Cependant, parce que les protestations qu'il rapportoit, quoique réitérées par un grand nombre d'Actes, n'avoient point été notifiées au Supérieur Religieux, ni à l'Évêque Diocésain ; qu'elles avoient été tenues secretes dix ans ; & que le Religieux étoit toujours demeuré durant ce temps-là dans son Ordre sans en venir à une demande judiciaire ; la Cour déclara la Sentence de l'Official abusive, & enjoignit au Religieux de rentrer dans le Monastere. Cet Arrêt est rapporté tout au long dans le Recueil de Desmaisons, avec les circonstances sur lesquelles il a été rendu. La différence qui se trouve entre l'espece de l'Arrêt qui se présente aujourd'hui, n'est pas à l'avantage de

de l'Intimé. Dans l'espece de l'Arrêt, le Religieux, dès le temps de son noviciat, avoit marqué son mécontentement & sa contrainte; ici, au contraire, on voit un noviciat tranquille & fervent, qui n'a été troublé par aucune plainte; dans le cas de l'Arrêt, l'émission des vœux avoit été suivie de près d'une protestation, & cette protestation avoit été renouvelée depuis par neuf différents Actes; au-lieu que dans cette Cause il s'est écoulé cinq années moins six jours depuis la profession, sans que l'Intimé se soit avisé de faire la moindre plainte, ni de donner la moindre marque de dégoût: ce n'est qu'à la veille de l'accomplissement des cinq années qu'il a pris le parti de faire en secret une protestation contre ses vœux, protestation qui n'a été renouvelée depuis par aucun Acte: mais ce que ces deux especes ont de commun, c'est que la protestation unique de l'Intimé a été aussi ignorée, aussi secrète que l'avoient été les protestations réitérées du Religieux qui réclamoit en 1665: & ce fut ce défaut commun, qui fit rejeter alors la réclamation dont il s'agissoit, quoiqu'en ce temps-là il n'y eut point d'Édit qui obligéât d'insinuer les Actes de réclamations. Ainsi, du côté de la clandestinité des Actes, le Minime se trouve déjà dans un cas moins excusable, & il n'a pas pour lui les autres circonstances qui sembloient d'ailleurs favoriser la prétention du Bénédictin.

III. MOYEN D'ABUS.

Le troisieme & dernier moyen contre la réclamation de l'Intimé, est que, depuis sa protestation secrete jusqu'à sa demande judiciaire, il a laissé écouler plus de cinq ans, & qu'un silence de plus de cinq ans sans aucunes poursuites, ne peut passer de sa part que pour une ratification tacite de ses vœux.

Dans la regle générale, toute ratification est l'approbation d'un Acte précédent, & forme, pour ainsi dire, un nouvel Acte qui confirme le premier : avec cette différence que, si le premier Acte avoit été surpris par artifice, ou extorqué par violence, on auroit pu l'attaquer avec succès par les voies de Droit ; au-lieu qu'après l'avoir ratifié en connoissance de cause, on n'est plus reçu à s'en plaindre ; parce que celui qui a contracté malgré lui un engagement, peut le rendre volontaire dans la suite, & effacer, par une approbation subséquente, toute la contrainte qui se trouvoit dans le principe.

Il n'est pas toujours besoin pour cela d'une ratification expresse, & par écrit ; il y a plusieurs cas des ratifications tacites & présumées qui operent le même effet. Si un Mineur exécute en majorité des Actes que son Tuteur avoit imprudemment passé à son préjudice ; si, sans en venir même à une exécution formelle, il ne s'en plaint pas dans un certain temps, son silence fait pré-

fumer de sa part une ratification tacite, qui lui ferme toutes les voies de la Justice. Il en est de même d'un Religieux qui ne réclame pas dans les cinq ans, ou qui après avoir réclamé, laisse écouler cinq autres années sans poursuivre sa réclamation. On présume que, dans ces deux cas, il a également ratifié sa profession par son silence : & s'il y a quelque différence entre celui qui ne réclame pas dans les cinq ans, & celui qui n'intente sa demande qu'après cinq ans depuis sa réclamation, c'est que le premier qui n'a encore fait aucune démarche, peut avoir laissé passer le temps fatal par inattention, par oubli, par respect humain ; au lieu que l'autre, qui a une fois pris le parti d'obtenir un Bref, ou de faire une protestation, ne peut avoir laissé inutiles ces Actes préparatoires, qu'avec détermination, avec choix, & par l'envie de persévérer dans son état.

La protestation du 31 Décembre 1719 est le premier & le seul Acte par lequel l'Intimé prétend avoir déclaré & consigné ses intentions. La première Procédure qu'il a faite en l'Officialité de Lyon sur le fondement de cet Acte, est du 15 Mars 1725. Il y a entre la protestation clandestine, & la demande judiciaire, un intervalle de cinq ans & près de trois mois : ainsi, quand l'Acte secret de protestation pourroit passer pour un Acte public, quand on le supposeroit revêtu de la formalité de l'insinuation, quand le Supérieur & l'Ordinaire en

auroient eu connoissance, il y a toujours un fait malheureux pour l'Intimé : c'est que cet Acte est demeuré oisif & inutile pendant plus de cinq ans; qu'il n'a été suivi dans tout ce temps-là d'aucune demande, ni d'aucunes poursuites; & qu'un Religieux, qui, après avoir réclamé, laisse passer plus de cinq ans sans poursuivre sa réclamation, est censé en avoir abandonné le dessein, & avoir ratifié avec connoissance & par réflexion les vœux qu'il avoit paru vouloir attaquer par légèreté.

On tire cette induction avec d'autant plus de confiance, qu'on la trouve autorisée par les Arrêts : on n'en citera que deux, parce que c'est faire une espece de tort aux principes, que de trop appuyer sur la preuve. Le premier de ces Arrêts a été rendu au Parlement de Toulouse en 1665 : il est rapporté par Mr. Catelan dans le premier tome de son Recueil, *liv. 1. chap. 69* : (a) en voici l'espece. Une fille de condition avoit été mise par force dans un Monastere de Religieuses de l'Ordre de Cîteaux; elle y avoit pris l'habit & fait profession; deux années après sa profession, elle déclare devant le Commissaire-Général de l'Ordre, qu'elle n'avoit pris le parti du Cloître que par contrainte, & à cause des mauvais traitemens de son pere. Le Commissaire lui

(a) A l'égard de cet Arrêt de Catelan, la Religieuse qui réclamoit, s'étoit mariée durant le cours de l'appel comme d'abus; d'ailleurs, c'est un Arrêt solitaire du Parlement de Toulouse.

donne Acte de sa déclaration; elle fait signifier cet Acte à son pere, & le fait insinuer au Greffe de l'Officialité. L'Official permet de faire assigner le pere, & de faire entendre des témoins. Après cette procédure, le pere meurt; la fille, au-lieu de continuer ses poursuites, garde le silence pendant plus de cinq ans; dans la suite elle reprend sa procédure, & y ajoute la formalité d'un Rescrit & une nouvelle Enquête; tous les témoins déposent unanimement de la violence. L'Official entérine le Rescrit, & cette fille, se croyant libre, se marie. Son frere aîné interjette Appel comme d'abus de l'entérinement du Rescrit, & de la célébration du mariage. Le Parlement de Toulouse déclare qu'il y avoit abus dans l'un & dans l'autre, & fit rentrer la Religieuse dans son Monastere, nonobstant le mariage qu'elle avoit contracté depuis la Sentence de l'Official. Mr. Catelan, qui rend compte des motifs de cet Arrêt, dit qu'à la vérité les Juges furent persuadés de la contrainte imposée à cette fille pour la faire Religieuse; mais qu'ils décidèrent que, par un silence de cinq années, elle avoit ratifié sa profession. Donc le silence de plus de cinq ans, que l'Intimé a gardé depuis sa protestation, forme contre lui une fin de non-recevoir insurmontable.

Le second Arrêt (a) est plus récent, il a été rendu en la Cour le 11 Janvier 1706.

(a) Cet Arrêt n'est inséré dans aucun Recueil, il en faudroit voir les circonstances.

sur les conclusions du digne Chef qui préside à cet auguste Tribunal, & qui portoit alors la parole comme Avocat-Général. Il s'agissoit de la réclamation d'un Religieux Augustin, qui avoit protesté devant Notaire contre sa profession, mais qui avoit tenu sa protestation secrète; & qui depuis cette protestation avoit laissé écouler cinq ans sans poursuites. C'est là précisément l'espece de notre cause; & dans cette même espece, le Religieux réfractaire fut déclaré non-recevable; il prétendoit, comme le prétend aujourd'hui l'Intimé, que les impressions de crainte, qui avoient donné lieu à sa profession, avoient toujours subsisté, & ne lui avoient pas permis de se pourvoir dans le temps; qu'il n'en avoit pas eu d'ailleurs l'occasion, ni les moyens. Toutes ces excuses frivoles céderent à un principe plus solide & plus décisif, qui est que les actions accordées aux hommes pour veiller à leurs intérêts, ont un terme fixe & limité, au delà duquel il n'est pas permis de les étendre; que cinq années accomplies sont un temps plus que suffisant pour réclamer contre la violence; & que, lorsqu'on ne l'a pas fait dans un si long intervalle, on est présumé ne l'avoir pas voulu, & avoir changé heureusement en persévérance & en ferveur les premiers dégoûts de la vie monastique; présomption d'autant plus conforme à l'esprit de l'Eglise, que tous les Brefs qui s'obtiennent en pareil cas, portent cette clause: *Dummodo professionem expresse, vel tacite,*

non ratificaverit ; qu'enfin il est d'une importance infinie pour le Public, qu'après un certain nombre d'années l'état des familles soit assuré, & qu'il ne dépende pas de l'inquiétude & de l'inconstance des Religieux d'y jeter le trouble quand il leur plaît.

Il est inutile après cela d'examiner ce qui résulte de l'Enquête précipitée que l'Intimé a fait faire. L'Appellante attaque cette Enquête par le fondement, elle soutient qu'il n'y avoit pas lieu de l'ordonner ; elle elle se plaint des Sentences en vertu desquelles elle a été faite ; l'objet de sa cause la dispense d'entrer dans aucun détail sur les témoins. Elle se contentera d'observer, en finissant, le peu d'apparence qu'il y a au mauvais traitement dont on charge son second mari : ce mari n'est que beau-pere à l'Intimé, il lui est en ce sens étranger ; l'extrême respect, la soumission aveugle que la nature inspire aux enfants pour leurs peres, sert quelquefois de prétexte aux peres pour en abuser ; les beaux-peres, au contraire, qui ne trouvent pas les mêmes dispositions, n'en sauroient faire le même abus (a). L'Intimé a deux sœurs, qui ont été élevées dans la même maison, où il pré-

(a) Les beaux-peres, constitués en autorité, sont plus sujets à en abuser que les peres, qui sont ordinairement guidés par leur tendresse. C'est pourquoi La Bruyere dit que, sans les beaux-peres & les belles-meres, la terre peupleroit trop. Ceux qui pensent comme Moliere sur les Médecins, ont employé contre eux la même pensée.

tend qu'on a usé de menaces & de dureté envers lui, pour l'obliger à se faire Religieux; l'une de ces sœurs est mariée, l'autre ne l'est pas encore; c'est sur les filles que tombe ordinairement le malheur des destinations anticipées, & des sacrifices involontaires. Comment un fils, qui avoit du mérite & des talents, auroit-il été enfermé malgré lui dans un Monastere, pendant que les filles, qui auroient dû naturellement être les premières sacrifiées, ont joui tranquillement de toute la liberté de leur choix?

Il reste à dire un mot de l'Appel simple qui fait partie de la cause; cet Appel est d'une Ordonnance du Lieutenant Général en la Sénéchaussée de Lyon, qui, sur une demande formée par l'Intimé pour une provision de 2000 livres, lui a permis de saisir les revenus de l'Appellante entre les mains des débiteurs & des locataires. Rien n'est moins soutenable que cette Ordonnance, une provision demandée sans titre, une saisie faite à la Requête d'un Religieux mort civilement, & au préjudice d'un Appel comme d'abus de toute la Procédure faite de sa part en l'Officialité de Lyon, pour être restitué au siecle. Voilà tous les moyens sur cet Appel simple, on les établit assez en les proposant, & ils dépendent d'ailleurs en quelque maniere de l'événement de l'Appel comme d'abus.

Que pour combattre ces deux Appels, l'Intimé ne vienne point se donner ici pour une victime qui ait été traînée à l'Autel;

il s'y est présenté volontairement, c'est son propre choix qui l'y a conduit, ses parents n'ont d'autre part à cette démarche que de ne s'y être pas opposés, de peur de s'opposer à sa vocation. Mais après avoir pris toutes les précautions qui dépendoient d'eux pour l'éprouver, après plus de dix années de persévérance de sa part dans l'exercice & les pratiques de sa Règle, ils n'ont pas cru devoir se prêter aux mouvements de son inconstance. Il est, au contraire, du devoir d'une mere sage & attentive à l'intérêt de ses enfants, de ramener dans le lieu saint un fils fugitif qui s'égare, de le faire rentrer par l'autorité de la Justice dans l'asyle heureux où il s'est engagé de finir ses jours, & d'où il ne peut désormais sortir sans scandaliser l'Eglise, troubler la famille, & peut-être se faire encore plus de tort à lui-même.

Après que les Avocats eurent parlé, Monsieur l'Avocat-Général Talon prit la parole : il écarta les fins de non-recevoir, & les moyens du fond qui tendent à anéantir la réclamation. L'autorisation des femmes, faite par l'Official, l'arrêta ; il déclara pourtant qu'il n'y avoit ni Loi ni Ordonnance qui défendît à l'Official d'autoriser les femmes en puissance de mari dans les affaires dont il étoit compétent : cependant il fit sentir qu'il seroit dangereux de tolérer cette entreprise des Officiaux ; c'est ce qui l'engagea en concluant sur l'Appel, où il dit qu'il n'y avoit point d'abus à requérir,

qu'il fût fait défense à l'avenir aux Officiaux d'autoriser les femmes en puissance de mari.

La Cour prononça là-dessus un Délibéré ce jour-là, qui étoit le 17 Février 1729, & qui devoit être décidé sur le champ; mais ces Messieurs n'ayant pu se déterminer après avoir opiné une heure, la décision du Délibéré fut renvoyée au 8 de Mars suivant, le premier Jeudi de Carême.

Dans cet intervalle Antoine Derlon, appréhendant que les Juges prononçant sur la nullité de cette autorisation de la femme, ne déclarassent en même temps la Procédure nulle, ce qui le jettoit dans un grand embarras, engagé à recommencer sa Procédure, il donna, par le ministère de son Avocat, un petit Mémoire pressant, pathétique, afin d'émouvoir ses Juges; car l'éloquence ne doit pas seulement plaire, mais briller & attendrir, *ut placeat, luceat, moveat.*

Après avoir exposé sa triste situation, & représenté que depuis 1725 qu'il plaide, sa Partie l'a fait errer dans tous les circuits de la Procédure; ainsi il plaidoit depuis 1724 jusqu'en 1729. Enfin, parvenu à obtenir Audience, les vexations qu'il a souffertes pendant cet intervalle ne peuvent se détailler: ses Supérieurs excités par le Sieur F**, n'ont cherché qu'à le porter au désespoir: lorsqu'ils apprirent que sa Cause étoit enfin au Rôle, ils voulurent le reléguer dans un Couvent du Dauphiné. Ce fait est constaté par un Procès-verbal, & c'est ce qui

a déterminé l'Intimé à venir se jeter aux pieds de la Cour, & se mettre sous sa protection.

On ne peut pas taxer sa conduite, pendant un si long cours d'années, du reproche le plus léger, ses adversaires mêmes lui ont rendu cette justice par un aveu public.

L'Appel comme d'abus a été solennellement plaidé. Mr. l'Avocat-Général Talon donna ses conclusions le Jeudi 27 Janvier dernier; & intimément pénétré de la justice du droit de l'Intimé, il dissipa tous les moyens d'abus frivoles qui avoient été proposés par les Appellants, & qui n'étoient fondés que sur des fins de non-recevoir odieuses en elles-mêmes, & insoutenables dans l'espece particuliere; mais son zele & son attention scrupuleuse pour le maintien des droits de la Justice Royale ne lui permirent pas de laisser échapper une erreur dans laquelle étoit tombé l'Officiel de Lyon, en autorisant François Bertraud au refus de son mari, pour *ester* en justice. Il fit sentir combien il seroit triste de faire porter à l'Intimé la peine d'une faute dont il n'étoit point coupable; c'est ce qui le détermina à estimer qu'il n'y avoit point abus : mais pour arrêter les entreprises des Officiaux, il requit qu'il leur fût fait défenses de plus autoriser à l'avenir dans leur Tribunal, les femmes mariées aux refus de leurs maris.

Ce Requisitoire a produit un Délibéré : la joie de l'Intimé, qui venoit d'entendre

des conclusions avantageuses pour lui, n'a pas été de durée.

Lorsqu'il apprit que l'ordre public exigeoit l'anéantissement de sa Procédure sur le vice de l'autorisation, il s'est vu menacé d'être obligé de recommencer toute une instruction, qui lui a coûté des peines infinies, & des dépenses auxquelles il n'auroit pu subvenir, sans la charité de quelques personnes qui ont pris part à ses cruelles afflictions.

Il n'entreprend pas ici de combattre l'opinion, au sujet de l'abus que l'on prétend qui s'est glissé dans l'Ordonnance de l'Officiel : il a exposé dans son Mémoire les moyens qui semblent dans le cas particulier sauver l'abus ; & il a cet avantage, que Mr. l'Avocat-Général est convenu, après des recherches considérables, qu'il n'y avoit aucune Loi, aucune Ordonnance, ni aucun Arrêt, qui eussent prévu ce cas, ou prononcé l'abus : mais c'est à la sagesse & à la prudence de la Cour, qu'il appartient de décider sur un point aussi important. L'Intimé représente seulement, aux yeux de la Justice, la situation affreuse à laquelle il est exposé, s'il ne peut éviter la nullité de sa Procédure.

C'est le réduire à l'impossibilité de réussir. Des témoins qu'il a fait entendre en 1725, il y en a cinq qui sont morts il y a deux ans ; l'Intimé a eu la douleur de l'apprendre en passant à Lyon, pour venir demeurer dans un Couvent où ses Supérieurs

le reléguoient. Il ne fait, depuis ce temps-là, si le reste de ses témoins, à la réserve de ses deux sœurs, n'a pas péri, ou n'est point dispersé. Mais dans quel embarras n'est-ce pas le jeter, que de le soumettre à une nouvelle Procédure? Il y a cinq années qu'il est dans les souffrances, pour faire prononcer simplement sur l'Appel comme d'abus d'une Sentence d'instruction. Dix ans se sont écoulés depuis sa réclamation, pendant lesquels toute sa vie a été un tissu de peines & d'adversités. Il compte près de quinze années depuis sa profession, passées dans les larmes & l'abattement, ou sous le poids des violences les plus terribles.

D'ailleurs, comment pourra-t-il parvenir à recommencer sa Procédure? Obligé de retourner à Lyon pour y assigner de nouveau ses Adversaires, il ne manquera pas d'être arrêté par ses Supérieurs, & reserré dans un Couvent, où il essuyera tous les dégoûts & toutes les duretés qu'il a déjà éprouvés trop long-temps. On ne conçoit pas jusqu'où se sont portées ses afflictions dans un état auquel il n'est point appelé. Les souffrances qu'il aura à supporter dans son Cloître, le mettront hors d'état de poursuivre : mais quand même il y jouiroit de quelque liberté, de quelles traverses, de quelles duretés ne sera-t-il pas accablé de la part de Françoise Bertaud, qui n'est conduite que par les impressions de l'autorité du Sieur F**, son mari?

Enfin, l'Intimé est dans une disette totale de tous secours & de tout argent; les dépenses excessives qu'il lui a fallu faire pour arriver seulement où il en est à présent, ont épuisé la charité des personnes qui l'aidoient.

La prévention que le Jugement de la Cour fera naître contre lui, l'incertitude du succès, le danger continuel qui accompagne toutes ses démarches, lui fermera toute espérance des libéralités de ceux qui le plaignent.

Tant de considérations qui se réunissent en sa faveur, n'exciteront-elles pas la juste compassion de la Cour? Il a été sacrifié à l'inhumanité & à la cupidité d'un beau-père, le fera-t-il encore à l'erreur malheureuse de l'Official de Lyon, que l'on ne peut pas lui imputer? Dans cette dure extrémité, la Cour ne peut-elle pas laisser du moins subsister dans son entier les preuves qu'il a recueillies dans son Enquête avec tant de peine? La Jurisprudence nous apprend, que les Actes probatoires demeurent même dans une Instance tombée en peremption. M. Louët, *L. P. Som.* 33, rapporte deux Arrêts de 1582, des grands jours de Clermont, qui jugent que, quoique l'Instance soit périe, les preuves étoient hors d'atteinte, & qu'elles pouvoient s'en séparer. Chenu, dans ses *Quest. centurie* 1, *quest.* 92, en cite de semblables. M. Bourdin, sur l'*Ordonnance* de 1539, *art.* 120, & tous les autres Auteurs, établissent com-

Acta probatoria manent.

me un principe, que les Enquêtes & les preuves d'une Instance anéantie par la peremption, peuvent servir à établir le droit des Parties dans une nouvelle Instance ; parce que ce n'est pas le fond du droit qui est anéanti, ce n'est que la forme de l'instruction.

Cette regle peut recevoir ici son application. En déclarant l'Ordonnance de l'Official abusive, en ce qu'il a autorisé une femme mariée, la Cour ne proscriit que la forme de la procédure, le droit de l'Intimé est conservé. L'abus n'emporte pas la nullité de l'action principale, & par conséquent l'Enquête, qui a trait au fond de la contestation, doit subsister ; à plus forte raison dans les circonstances qui se présentent, dans lesquelles ce n'est pas à l'Intimé que l'on peut reprocher le vice & la nullité de la procédure, s'il n'est pas possible de ne la point condamner.

La Cour est trop judicieuse, pour ne pas chercher tous les tempéraments convenables. L'Intimé est trop malheureux, pour ne pas attirer sur lui les regards compatissants de la pitié & de l'équité. C'est entre le bras de la Justice qu'il remet sa destinée. Les Juges sont les arbitres souverains du sort des opprimés : *Vos Dii estis super terram*. De l'Arrêt, qui est suspendu, dépend le repos & le salut de l'Intimé.

Malgré toutes ces raisons pressantes, ces Messieurs pensèrent que l'Official ne pouvoit sans abus autoriser une femme mariée,

en quelque cas que ce fût, parce que l'autorisation est un effet civil. Il s'agit d'affranchir une femme de la puissance maritale; il n'y a que le Juge Royal qui ait cette autorité : ce seroit approuver les entreprises des Officiaux sur la Justice séculière; & le bon ordre demande qu'on renferme les Jurisdictions dans leurs véritables bornes; ainsi on ne douta point qu'il ne fallût prononcer qu'il y avoit abus.

Mais la Cour, regardant le Frere Derlon avec des yeux favorables, parce qu'elle vit que sa vocation à la Religion étoit l'ouvrage de la violence de son beau-pere, chercha divers tempéraments pour sauver son Enquête.

Quand le Juge balance entre la rigueur du droit, & la justice du fond qui la combat, il creuse dans son cœur, qui est le siege de l'équité & de la charité, pour chercher les expédients qui peuvent les concilier. Ici ils étoient inconciliables, parce qu'il s'agissoit des intérêts de la Justice Royale, qu'il falloit garantir des entreprises de la Justice ecclésiastique.

Ainsi, quoique les Juges, attendris de la situation du Frere Derlon, prévissent en l'engageant à recommencer son Enquête, qu'ils l'exposeroient à de nouveaux fraix, qu'il pouvoit faire infructueusement à cause du décès de plusieurs témoins, ils se déterminèrent pourtant, après un délibéré d'une heure, à prononcer le 3 Mars 1729 : *En tant que touche l' Appel comme d'abus, qu'il*
y

y avoit abus en ce que l'Official de Lyon avoit reçu les dires & déclarations de François Bertaud & Marie-Anne Derlon, femme de Peclet, & les avoit admises à la preuve avant qu'elles fussent autorisées; & en ce que l'Official avoit autorisé lesdites Parties; en conséquence a déclaré la Procédure, la Sentence, & les Enquêtes respectives des Parties, nulles & abusives; a renvoyé les Parties à l'Officialité de Lyon; à l'effet de quoi l'Archevêque de Lyon sera tenu de nommer un autre Official; & en cas que l'Official nommé par l'Archevêque de Lyon admette la preuve, elle permet aux Parties de faire entendre les mêmes témoins. Au cas que touche l'Appel simple, a mis & met l'Appellation au néant; condamne à fin de provision, renvoie devant le Juge de Lyon, tous dépens compensés; permet au sieur Derlon de vaquer à ses affaires; enjoint à ses Supérieurs de le laisser sortir. Depuis, le Sieur Derlon fit sa preuve devant l'Official; &, par Sentence du Juge ecclésiastique, fut restitué au siecle.

M^{re}. Ponsinet, Avocat au Parlement, dont Mr. le Procureur-Général se sert pour l'instruction de son Tribunal, & qui étant à la source de la lumiere & de la justice, les rend dans leur pureté, a soutenu une Cause qui avoit pour objet une réclamation contre des vœux. Je rapporterois cette Cause dans son intégrité : mais comme ces sortes d'affaires sont toutes uniformes, ce seroit une espece de répétition, que je dois

éviter dans un Recueil tel que le mien. Je me contenterai seulement de citer quelques traits de son Ouvrage.

Voici quel fut son prélude.

Les Cloîtres sont ordinairement remplis, ou par des personnes que la pureté de leurs mœurs, & une vocation particuliere, ont consacré à une vertu éminente; ou par ceux que la misere, le désespoir ou la violence, y ont précipité comme dans d'affreux cachots. Là se trouvent rassemblés les deux extrêmes des vices & des vertus. Ceux qui ont éprouvé long-temps leur vocation, y goûtent une paix profonde; ceux, au contraire, qui ne sont pas appelés à cet état qui semble surpasser les forces de l'humanité, gémissent dans leur triste captivité, ils deviennent le scandale des autres, & sont à eux-mêmes un fardeau insupportable.

Les Loix n'ont pas abandonné tous ceux qui se trouvent dans un état aussi fâcheux; elles prêtent du secours à ceux que la violence y a enchaînés. En effet, si rien ne se fait de bon, que ce qui se fait librement, où faut-il avoir plus de liberté que dans le sacrifice que l'on fait de la liberté même? Plus le nœud est saint, plus il doit être volontaire dans son principe, & libre dans son exécution. Toutes les fois qu'on s'écarte de ces vérités, on fait autant de victimes malheureuses de la passion & de l'intérêt. Rien n'est plus ordinaire que les antipathies que les parents conçoivent contre quelques-uns

de leurs enfans, & de la prédilection qu'ils ont pour les autres; ils prodiguent à ceux-ci leurs bienfaits, ils ne se laissent pas de persécuter les autres.

Cette peinture est au naturel.

M^{re}. Ponsinet fonde la nullité des vœux du Frere Clopustre, dont il étoit le Défenseur, sur ce qu'il n'avoit pas rempli le temps prescrit par le noviciat.

Tout le monde fait, dit-il, qu'on ne contracte pas un engagement aussi sérieux, sans faire les épreuves les plus sévères. Le temps destiné à ces épreuves est ce que l'on appelle *le Noviciat*. C'est un temps qui doit être employé à connoître la Regle que l'on doit embrasser, à mesurer ses forces sur les austérités de cette Regle, à se consulter à loisir sur la persévérance dans un dessein si difficile à bien exécuter; car on n'ignore pas que cet état si saint est fondé sur deux conseils du divin Législateur : de renoncer au mariage, de renoncer aux biens temporels, d'embrasser la continence parfaite, & la pauvreté.

On avoit opposé au Frere Clopustre, que dans son noviciat il s'étoit adonné au vin, aux jeux, aux plaisirs, aux amusements profanes de ceux qui se livrent à l'enchantement du siècle.

Là-dessus M^{re}. Ponsinet s'écrie : Étoient-ce là des occupations capables de faire éprouver au jeune Novice, si le Ciel lui avoit donné la force de pratiquer ses conseils divins ? Les Canons & les Ordonnances ont

fixé le noviciat à une année. On faisoit vivre le Frere Clopustre dans le Monastere, mais c'étoit en lui inspirant tout ce que le monde a de plus frivole. On vouloit lui faire perdre la liberté, mais c'étoit en lui procurant tous les amusements de ceux qui en abusent, & qui n'ont point d'autre regle de leur conduite, que de n'en point avoir. On a voulu enfin lui inspirer un joug insupportable, en employant toutes sortes de moyens pour l'empêcher d'en connoître le poids accablant.

Mais ces réflexions de Mre. Ponfinet me donnent lieu de remonter avant le noviciat & la prise d'habit. Peut-on trop s'élever contre ceux qui, avant que d'entrer en Religion, se plongent les derniers jours de leur sortie du monde dans toutes sortes de désordres: plaisir de la bouche, plaisir de la chair, ils s'en rassasient afin d'en perdre le goût. Persuadés faussement que, pour vaincre la tentation, il faut y succomber, c'est s'affoiblir pour se fortifier, c'est rallumer sa concupiscence pour l'éteindre, c'est s'empoisonner pour se nourrir, c'est chercher des ressources dans la foiblesse de la chair & les attraites des sens. Extirpe-t-on le péché, lorsqu'on en attise le foyer? Est-ce en mangeant les oignons d'Égypte, qu'on prend le goût de la manne? C'est fouler aux pieds la grace, si nécessaire pour renoncer au monde. Quel aveuglement d'esprit & de cœur! Quel Religieux, que celui qui entre dans le Cloître avec une imagination

échauffée, & un cœur tout embrasé des passions du siècle !

M^{re}. Ponfinet, après avoir détruit solidement les moyens d'abus qu'on lui oppo-
soit, ayant fait voir que Frere Clopustre
n'a jamais eu un noviciat réglé, fonde là-
dessus un puissant moyen de réclamation.

Il est certain, dit-il, qu'il ne suffit pas
de demeurer dans l'enceinte d'une Maison
Religieuse, pour être censé faire le no-
viciat.

Dans tous les temps on a éprouvé ceux
qui faisoient choix d'un état, par les exer-
cices qui y avoient rapport, pour voir si on
pouvoit en soutenir les austérités : si on
vouloit remonter dans l'antiquité, on trou-
veroit que les Philosophes Païens n'admet-
toient personne parmi eux, qu'ils n'eussent
auparavant examiné s'ils étoient capables
de se faire à leur genre de vie. Les Saints
de la Thébaïde passoient trois années en-
tières dans les exercices d'une vie austere &
pénitente. L'Empereur Majorien & saint
Léon ne vouloient pas que les filles pussent
prendre le voile avant quarante ans, afin
de s'éprouver davantage. (a) *Quis enim
ferat*, ce sont les termes de l'Empereur
Majorien, *parentes, filias quas oderunt, his
non tam dicare, quam damnare consiliis?*
Qui pourroit supporter des peres, qui ne
consacrent pas tant au Couvent des filles,

Cassien.

(a) A la fin du Code de Théodose, en forme de Sup-
plément, L. 4, tom. 8. de *Sanctim. & Vid. & de Succ.*
earum. Nov. 5, cap. 2, n. 133, cap. 35.

les objets de leur haine, qu'ils les dévouent à leur damnation?

L'Empereur Justinien en a fait une Loi expresse : ne croyez pas qu'il ait entendu qu'il suffisoit d'être dans l'enceinte des murailles, & qu'on y pouvoit mener une vie toute profane, & même criminelle. Il a soin de distinguer la durée du temps d'avec les exercices que l'on doit faire : il veut qu'on s'y éprouve, il veut qu'on y requiere l'habitude de bien vivre, de vivre conformément à la Regle ; ce qui n'est pas facile : *Non enim facilis est vitæ mutatio, sed cum animæ sit labore*, ce sont les termes du Législateur, & *dum triennio toto ita permanferint, optimos semetipsos, & tolerabiles aliis Monachis, & Præsuli demonstrantes, his monachicam procures vestem atque Tonsuram*. On ne change pas facilement de vie & de mœurs ; mais lorsque le Religieux aura consacré à ce changement l'espace de trois ans, que le Supérieur & les autres Religieux en auront été les témoins, & auront approuvé ce Novice, lorsqu'on lui donne l'habit & la tonsure. Les dispositions canoniques sont aussi précises : *Tempus probationis à sanctis Patribus est indultum, non solum in favorem Conversi, sed etiam Monasterii, ut & illi asperitates istius, & istud mores illius, valeat experiri*. Can. ad Apost. T. de Regul. C. Le temps de l'épreuve & du noviciat est prescrit, non-seulement à cause du Novice, mais à cause du Monastere, afin qu'il s'accoutume aux austéri-

tés de la Religion , & qu'elle éprouve ses mœurs.

Le Concile de Trente, l'Ordonnance de Blois , contiennent la même disposition , c'est l'esprit & la lettre des Canons & des Loix sur cette matiere. Plusieurs Canonistes décident, qu'une maladie un peu considérable suffit pour interrompre le noviciat, parce qu'on ne peut pendant ce temps éprouver le Religieux, autrement ce n'est plus une année de probation, ce n'est plus une année de noviciat : il faut donc des épreuves , & des épreuves qui assurent la vocation des Novices, pour pouvoir faire une profession valable.

A mesure que les austérités ont augmenté, les épreuves sont devenues plus sévères, comme les Canons des Conciles nous l'apprennent; le Concile de Constantinople, tenu dans la Salle du Dôme, *in Trullo*, qualifie ainsi cet état, *Monachicum jugum*, un joug monachique. Si on a abandonné les anciennes Regles pour se contenter d'une année de noviciat, elle doit du moins être employée dans les exercices les plus austeres. Il faut que deux conditions concourent, l'étude, la Regle, l'épreuve faite sur la Regle.

Saint Basile s'exprime ainsi sur ce sujet : *Tempore probationis in laboribus & poenis multum exerceantur* : Que les Novices soient éprouvés dans le temps du noviciat par plusieurs peines & plusieurs travaux. Il est dit dans un autre endroit : *Non facile ad-*

*Conc.
Const. 1.
& 2, &
Syn. in
Trullo.*

Seff. 25.
ch. 15. de
Regular.
& Mo-
nial.

mittere oportet, donec aperte propriam ipsarum sententiam perscrutati fuerimus : Il ne faut pas facilement les recevoir, il faut attendre que nous ayons creusé leur véritable volonté. Delà vient que le Concile de Trente n'exige pas seulement que le Novice ait seize ans pour faire profession, mais il veut encore qu'il ait réellement fait son noviciat : Nec qui minore tempore quam per annum post susceptum habitum in probatione steterit, qu'après avoir prit l'habit, il ne subisse pas un noviciat moindre d'une année.

Le Concile de Rouen, tenu en 1581, a la même disposition ; celui de Rheims semble avoir été fait exprès, pour condamner la conduite qu'on a tenue à l'égard de Frere Clopustre : *Adulti Monasterium ingressuri, vel puerorum parentes qui illos offerent, moneantur, ut alia non fubeat ipsorum animos cogitatio, quam sempiternorum bonorum ; quisquis igitur otium, quasi scopum sibi proponit, vereatur ne mittatur in tenebras exteriores... cui periculo se etiam obnoxios parentes noverint, qui liberis ingressum Religionis procurant, vel quod sint ad res gerendas inepti... vel certè ut aliis liberis istorum quasi ablegatione, ampliores opes relinquunt, multum Deo displicet infidelis, & stulta promissio : ideò Monasteriorum novitii non munusculis, vel blanditiis alliciantur, sed prædicentur eis potius dura & aspera : Que les peres qui présentent les adultes qui entreront dans le Monastere,*

avertissent ces profélites, qu'ils ne doivent s'occuper que des biens éternels. Celui qui entre dans la Religion, qui s'y propose une vie oisive, doit craindre d'être jetté dans les ténèbres extérieures. Que les peres voient le danger auquel ils s'exposent, en introduisant dans le Couvent un enfant peu propre à la Religion; par cette destination de cette victime, ils veulent procurer à leurs enfants de plus grandes richesses; rien n'est plus odieux qu'un tel sacrifice. Qu'on ne gagne point les Novices par des présents & des caresses; au contraire, qu'on leur fasse voir les austérités & les macérations du Cloître. Le Concile de Bordeaux, de la même année 1583, ne veut pas qu'on reçoive aucun Religieux. *Nisi de divinâ ejus voluntate, atque etiam perseverandi voluntate, non obscura, sed perspicua argumenta habuerint*, à moins qu'on ne soit évidemment convaincu de sa vocation divine, & de sa volonté de persévérer. Les autres Conciles ont la même disposition, & nos Ordonnances supposent les épreuves qui doivent se faire pendant le noviciat.

M^{re}. Ponsinet fonde son grand moyen de réclamation sur la force & la violence dont on a usé envers sa Partie, qui n'étoit pas en âge de résister. Il naît delà, dit-il, un moyen de réclamation d'autant plus fort, que la crainte révérentielle suffit pour rendre nuls les vœux de Religion, selon le sentiment des plus doctes Jurisconsultes: de Pontius, célèbre Professeur de Salaman-

que ; de Farinacius , qui rapporte une décision de la Rote , qui l'a jugé de la sorte au mois de Février 1586 ; de Navarre , & de plusieurs autres Canonistes les plus accrédités. Ainsi donc , à bien plus forte raison , la force , la violence , rompront-elles un nœud que la seule crainte anéantit ; ce n'est pas un principe que l'on puisse révoquer en doute.

Tout le monde ne fait-il pas que les Loix se sont toujours élevées contre la force & la contrainte ? *Ut volentibus* , dit l'Empereur Majorien , *sanctum onus patimur imponi , ita ab invitis jubemus arceri*. Nous souffrons qu'on impose un fardeau sacré à ceux qui veulent l'accepter , nous défendons qu'on en charge ceux qui s'y refusent. Tout ce qui part de ce principe , de même que du dol & de la suggestion , a toujours été pros crit. *Promissio voti debet esse libera , & spontanea , non metu , non dolo , injustè extorta , non ex errore facta ; unde votum metu gravi vel injurioso extortum est irritum , & invalidum*. Une promesse de vœux doit être libre & volontaire , elle ne doit pas être l'ouvrage , ni du dol , ni de l'erreur ; un vœu extorqué par une crainte grave , ou la violence , est nul & irritant. C'est la disposition du chapitre *Probatum* , du chapitre *Abbas* , de *iis quæ vi metûsve causâ*. Le Concile de Trente , l'Ordonnance , ont renouvelé les mêmes Loix. La violence & le dol sont prouvés par la déposition de plusieurs témoins , par l'aveu des

Leg.
Nov.
Majori.
Tom. 2.

peres & meres, par la reconnoissance des Religieux du Couvent. On ne peut donc plus douter d'une vérité attestée par ceux même qui ont été les auteurs de la violence. Un témoignage aussi respectable, sorti du sein de la famille, devoit fermer à jamais la bouche à nos adversaires.

La violence exercée contre le Frere Clopustre est d'autant plus grande, qu'elle vient de ceux que la nature a rendus dépositaires d'une autorité, que les liens de la naissance rendent respectable, que l'éducation fortifie, & que le bon naturel rend sacré.

La liberté est quelque chose de si précieux, que les Romains, qui dans les premiers temps de leur République pouvoient tuer impunément leurs enfans, ne pouvoient pas leur ôter la liberté; parce qu'ils regardoient la servitude plus insupportable que la mort même.

Les vœux ont des engagements que peu de personnes peuvent remplir. Il faut un don du Ciel, & ceux qui n'ont pas reçu une grace si rare, deviennent les victimes malheureuses d'un état qu'ils ont en horreur, également à charge à eux-mêmes & à ceux avec qui ils vivent. Les scandales, qu'ils ne donnent que trop souvent, les feroient seuls rejeter d'un état où l'on ne se soutient que par une piété éminente.

Ce qui forme des vœux, ce n'est pas la bouche qui les prononce; c'est le cœur qui se sacrifie à Dieu. Ces signes extérieurs de la volonté sont trompeurs, lorsque l'esprit

& le cœur résistent; la voix n'est qu'un vain son qui frappe les oreilles, & l'écriture qu'une couleur impuissante, pour lier à toujours celui qui réclame dans son cœur contre la violence qu'on lui fait.

On demande avec un grand Empereur :

*Brevis
Capitul.
Carol.
Magn. ad
Episc. &
Abbates
an. 811. in
Conil.
Gall.
tom. 2. p.
263.*

In quo Canonum, vel in cujus sancti Patris Regulâ, constitutum sit, ut invitatus quislibet, aut Clericus aut Monachus fiat, aut ubi Christus præcepisset, aut quis Apostolus prædicasset, ut de nolentibus, & invitatis, & vilibus personis, congregatio fieret in Ecclesiâ, vel Canonicorum, vel Monachorum? Dans quel Canon, ou dans quelle Règle d'un saint Père, a-t-il été établi, qu'on fît un Clerc, ou un Moine malgré lui? Jésus-Christ, ou un Apôtre, ont-ils commandé, que, même dans la plus vile condition, on fît un Chanoine, ou un Moine, malgré leur répugnance?

Les efforts des hommes sont impuissants pour engager, par un lien que la Divinité désapprouve, ceux qui se dévouent à un état où la liberté doit être d'autant plus grande, que l'on commence par sacrifier sa propre volonté : c'est ici où l'on peut faire l'application naturelle de cette Loi si connue, qui porte qu'un fils qui obéit à son père, n'est pas censé faire usage de sa vo-

*L. 4. ff.
de Regu-
lis Juris.*

lonté : Velle non creditur qui obsequitur imperio patris, vel Domini. Les vœux de René-Alexandre Clopustre, pour qui M^{re}. Ponsinet fit le Mémoire dont on vient de rapporter quelques traits, furent déclarés

nuls par Arrêt rendu en la grand'Chambre, du 31 Juillet 1736.

On m'a prévenu que je ne vaincrois point la modestie de Mr. Joli de Fleury, à présent Avocat - Général au Grand - Conseil, jusqu'à obtenir de ce Magistrat l'éloquent Plaidoyer qu'il prononça comme Avocat du Frere Clopustre. Mon but, si j'eusse pu avoir ce Discours, également solide & brillant, étoit d'en faire présent au Public.

Je me suis rendu à la priere d'un Inconnu, qui, dans une Lettre très - pressante qu'il m'a écrite, m'a prié de faire entrer dans mon Recueil une Cause qui eût pour objet une réclamation contre des vœux. Pour m'attendrir, il me conduit dans le Cloître, où il me représente des victimes infortunées d'une vocation forcée, qui regrettent le siecle, & sont en proie à mille pensées douloureuses qu'excitent les austerités de la Religion, plaisirs du monde après lesquels elles soupirent inutilement. Il m'invite à venir au secours de leur ignorance, & à leur enseigner les remedes à leurs maux.

Ces Religieux malheureux, qui gémissent sous le poids de leur triste situation, apprendront dans cette Cause comment ils peuvent faire déclarer leurs vœux nuls, lorsqu'ils sont l'ouvrage du dol ou de la violence.

La réclamation est une voie que l'on embrasse pour être rétabli contre ses vœux. Les causes de réclamation sont, première-

ment, le défaut de l'âge, s'ils ont été faits avant l'âge de 16 ans complets, prescrits par les Ordonnances. Secondement, l'omission du noviciat en tout ou en partie. Une omission d'un jour seroit suffisante.

On ne doit admettre à la profession, qu'après le noviciat d'un an complet, & dans quelques Religions, de 18 mois ou deux ans. Troisièmement, le défaut de sexe compétent, *viro inter mulieres, mulieri inter viros, non licet profiteri : Hermaphrodito autem nullibi licet*. Quatrièmement, le défaut de liberté de la personne, comme, par exemple, si la personne étoit mariée lors de sa profession.

Cinquièmement, le défaut de profession expresse & solennelle; la profession tacite n'est point admise en France.

Sixièmement, le défaut de preuve par écrit de la profession selon la disposition de l'Article 55 de l'Ordonnance de Blois.

Septièmement, le défaut de Supérieur légitime qui accepte les vœux. La profession est un contrat synallagmatique : si d'un côté le Profès s'engage à la Religion, la Religion s'engage à lui : ainsi, si la Communauté n'est pas présente, & ne stipule pas par son Supérieur légitime ou son Délégué, il n'y a point de contrat, & partant point d'engagement solennel.

Huitièmement, le défaut de consentement de la part du Profès, causé par le dol, la crainte, la violence, l'ignorance de son état & de sa condition.

La réclamation doit être faite dans les cinq ans du jour de la profession , autrement on n'y est plus reçu : les réclamations doivent être insinuées dans le mois de leurs dates , sous peine de nullité , conformément à l'Édit des Insinuations. Cependant on a vu par l'Arrêt qu'on a rapporté , qu'il y a des cas où l'Édit ne s'observe pas à la rigueur ; ce sont ceux où l'on présume qu'il n'y a point de fraude : le plus sûr est pourtant d'avoir recours à l'Insinuation.

On peut dans les cinq ans protester contre la profession pardevant Notaire , & se pourvoir après cet intervalle ; & si on laissoit écouler l'espace de dix ans depuis la protestation , on n'y seroit plus admis : le terme de dix ans est la prescription qui court contre les mineurs qui ont laissé passer cet intervalle de temps depuis leur majorité ; ils ne peuvent plus être relevés des actes qu'ils ont passé dans leur minorité. La piece décisive d'une réclamation de vœux est l'Enquête de celui qui réclame.

Les Religieux , qui veulent que leur réclamation soit utile , doivent bien se donner de garde de quitter l'habit de leur Ordre , ou se marier , avant que le Rescrit qu'ils auroient impétré soit entériné , ou que l'Évêque par un Jugement ait prononcé sur la nullité de leurs vœux : se faire justice à soi-même est , dans ce cas , se priver de tout droit , & se dépouiller de toute prétention.

L'Inconnu n'est pas le seul qui m'ait écrit , j'ai reçu sur le même sujet une Let-

Lettre d'une Dame à l'Auteur. tre d'une Dame distinguée par sa naissance, par sa beauté, & par son esprit. Voilà les distinctions qui lui attirent bien des suffrages; & si j'ajoute qu'elle est distinguée par la bonté de son cœur, on jugera que toutes les voix sont pour elle. Voici sa Lettre.

Parmi cette foule, Monsieur, que vous nous avez donnée de Causes intéressantes, vous ne nous en avez point donné de consolantes pour les Religieux & les Religieuses qui ont été sacrifiés par force. De toutes les personnes qui sont entrées dans la Religion, la plupart se repentent de leurs sacrifices; & si on leur ouvroit les portes, les Couvents ne seroient-ils pas déserts? A la bonne heure qu'on y laisse ceux qui avec une volonté pleine & entière ont renoncé au monde; s'ils se repentent, ils doivent s'imputer le sujet de leur repentir. Il est vrai qu'il semble qu'on ne devroit point recevoir des personnes qui n'eussent un âge mûr. Mais, dira-t-on, bien peu de gens entreroient dans la Religion, il n'y auroit guères que ceux qui sont dans le monde une mauvaise figure, tel que cet homme de condition, qui, ayant reçu des coups de bâton, étoit déshonoré, parce qu'il n'avoit point le courage de s'en venger. Il entra dans le Cloître : on dit que Dieu l'avoit chassé du monde à coups de bâton. Cependant, dit-on, il est nécessaire qu'il y ait des Religieux pour la décharge des familles. Je répondrai, combien y a-t-il de Pays florissans où il n'y a point de Couvents?

vents? Une raison qui me détermine pourtant en leur faveur, c'est que je respecte les vocations qui sont l'ouvrage du Ciel; mais qu'elles sont rares! Combien y en a-t-il qui sont l'ouvrage de l'imitation de la voix du Pape Célestin, à qui on fit entendre par une sarbacane, une voix qui l'appelloit dans le Cloître! Que je plains ces Religieux qu'on a immolé malgré eux, ou qui ont été séduits par des portraits infidèles qu'on leur a fait de la vie qu'on vouloit leur faire embrasser. J'ai eu une idée là-dessus; je voudrois qu'on leur donnât la liberté de sortir; mais en même temps, je permettrois aux gens mariés mal assortis de rompre leurs chaînes, à condition qu'ils entraient dans le Cloître, chacun dans celui de leur sexe; je suis sûr que j'aurois bientôt peuplé les Couvents que j'aurois dépeuplés.

Mais ne nous attachons ici qu'à ces Religieux & Religieuses qui ont été les victimes de l'avarice & de la haine de leurs parents, & qu'ils ont égorgés eux-mêmes, pour ainsi dire, sur l'Autel: faites voir que la Justice a fait des Loix pour les ressusciter & les faire rentrer dans le monde; tendez-leur une main secourable. Je voudrois bien qu'on rendît le même office de charité à ceux qui ont été séduits, leur volonté qui a été surprise, n'est pas une volonté, & n'a pas eu une liberté nécessaire: mais je ne vois pas que les Loix puissent les secourir; mes lumières ne sont pas assez étendues pour cela, parce que je crois

qu'on confondroit ceux qui ont été séduits avec ceux qui ne l'ont pas été. Tenons-nous-en donc à ceux qui ont été contraints de mourir d'une mort civile. Mr. Pavillon veut qu'on ait donné ce nom à cette mort, parce que, dit-il, nous ne pouvons rien faire de plus civil pour nos parents, que d'entrer dans la Religion, en leur abandonnant les biens dont nous jouissons. Parmi ceux qui ont été forcés de mourir de cette mort civile, distinguez les Religieux d'avec les Religieuses : les premiers, quoiqu'ils aient renoncé au monde, n'en font pas tout-à-fait dehors ; ils sont attachés à la Religion par une grande chaîne, selon la longueur de laquelle ils peuvent aller dans le monde & revenir ensuite dans leur Couvent ; ils ne peuvent pas jouer la comédie sur le grand théâtre du monde, mais ils peuvent aller au parterre la voir jouer. Ces Religieux-là trouvent bien de l'adoucissement à leurs peines : mais une pauvre Religieuse, enfermée dans son Cloître, où elle est clouée par une chaîne extrêmement courte, qui ne lui permet pas de sortir de l'enceinte qu'on lui a prescrite, jugez de ce qu'elle souffre, quand son sacrifice a été forcé : on veut que les femmes aient l'imagination plus vive que les hommes, comprenez combien celle de cette Religieuse est ingénieuse à la tourmenter, avec quelles couleurs le passé, le présent, se montrent à elle, & comment elle creuse dans l'avenir ; le jour elle dit, ne verrai-je point la nuit ? & la nuit elle

soupire après le jour. Que la perspective du monde qu'elle voit en éloignement lui paroît belle, & que la vie religieuse qu'elle voit de si près, lui est affreuse! Mais un de ces tourments qui me paroît le plus insupportable, c'est le commerce qu'elle est obligée d'avoir avec une Religieuse qu'elle ne peut souffrir, & qui ne la peut souffrir; obligées de se caresser dans le temps qu'elles se détestent mutuellement, elles se disent tout haut : Je vous aime, & tout bas, je vous abhorre; y a-t-il un supplice égal à celui-là? Au nom de Dieu, Monsieur, venez au secours de ces pauvres filles : montrez-leur que la porte de leur Couvent leur est ouverte; que leur enfer n'est qu'un purgatoire; & que, pourvu qu'elles aient le bonheur de prouver que leur vocation n'est que l'effet de la violence, les vœux qu'elles ont fait n'ont point de force : non-seulement vous les délivrerez d'un abyme de maux, mais vous contiendrez les parents que la haine & l'avarice tenteroient de sacrifier leurs enfants à la Religion.

Voyez le Recueil des Arrêts notables de Mongeot sur la restitution contre les vœux, où l'on en trouvera plusieurs especes. Entr'autres, Paul Gibieuf, Capucin, fut restitué au siècle par Arrêt du 1 Avril 1633, qui confirma la Sentence de l'Official de Bourges, parce qu'il entra en Religion sujet à une maladie habituelle & incurable.

Fin du Tome douzieme.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

D U T O M E D O U Z I E M E .

<i>HISTOIRE du Connétable de Bourbon, jugé comme rebelle au Roi & à l'Etat, Page</i>	1
Modération héroïque de Louis XII, dans les Notes au bas de la page,	5
Plaidoyer de Montholon pour le Connétable de Bourbon, dans le Procès que lui suscita la Du- chesse d'Angoulême, mere de François I,	24
Plaidoyer de Poyet pour la Duchesse d'Angou- lême,	29
Le Connétable, piqué de se voir dépouillé pro- visionnellement par ce Procès, traite avec l'Empereur pour passer à son service,	34
Combat de Rebec, où le Chevalier Bayard se distingue, & meurt,	45
Belle action de continence du Chevalier Bayard, dans les Notes au bas des pages,	47 & 48
Bataille de Pavie, où commandoit le Connétable pour l'Empereur, & où le Roi est fait pri- sonnier,	52
Belle application du Doge de Venise, d'un pas- sage de l'Ecriture-Sainte,	59
Deux traits de François I. dans sa prison,	60
Trait d'un Grand d'Espagne, qui exprime l'hor- reur qu'il avoit de la rebellion du Connéta- ble de Bourbon,	65
Le Roi recouvre sa liberté,	66

Le Connétable de Bourbon est tué au siege de Rome,	70
Histoire de la Procédure du Procès criminel contre le Duc de Bourbon,	71
Histoire du Procès criminel qu'on a fait aux complices du Connétable de Bourbon,	93
Histoire de la Comtesse de Château-Briant, jugée & condamnée à mort par son mari,	113
Trait historique sur le Chancelier Duprat,	127
Portrait de François I,	132
Traité du crime de leze-majesté,	134
Remontrance faite au Roi Henri IV, par Monsieur Servin, Avocat-Général,	170
Réponse du Roi,	171
Arrêt de la Cour du Parlement contre les Comtes d'Auvergne, d'Entragues, Marquis de Verneuil, & Thomas Morgan, Anglois,	176

<i>Condamnation d'une Fille accusée d'être Sorciere,</i>	179
Histoire de la Procédure de Magdeleine Hodoul,	180
Rapport des Médecins de la maladie de Magdeleine Hodoul,	185
Interrogatoire de Magdeleine La Palud, accusée d'être Sorciere,	195
Réquisitoire de M. le Procureur-Général,	205
Rapport de la visite de Magdeleine de la Palud,	207
Conclusions de M. le Procureur-Général,	214
Arrêt définitif du Parlement de Provence,	219
Sentiment de l'Auteur sur les Sorciers,	222
Jugement de quatre Evêques & quatre Docteurs sur des Filles Religieuses & Séculieres, prétendues possédées,	225
Epreuve de magie,	237
Procès-verbal de cette épreuve,	240

<i>Le Spectre, ou l'Illusion reconnue,</i>	247
Histoire d'un Payfan, qui prétend qu'un Re-	
venant lui a enseigné un trésor,	249
Accusation qu'intente ce Payfan à un Particu-	
lier pour lui avoir retenu son trésor,	253
Histoire de la Procédure,	255
Défense de l'Accusé sur l'appel de la Procédu-	
re, de la Sentence qui le condamnoit,	261
Moyens de l'Accusateur,	273
Si un Avocat doit révéler le secret qu'on lui a	
confié, lorsqu'il est assigné en Justice pour	
cela,	290
Arrêt qui condamne l'Accusateur,	296
Histoire de Tibergeau, qui eut une vision réelle	
la nuit dans une Hôtellerie,	297
Histoire de l'apparition du Marquis de Ram-	
bouillet au Marquis de Precy,	301
Histoire de Revenants de la Terre d'Ardivilliers,	
en Picardie,	303
Histoire d'un cadavre qu'on prit pour un Re-	
venant,	308
Histoire de la vision d'un Amoureux,	310
La Palingénésie. Cause naturelle des Spec-	
tres,	311
Précis de la Jurisprudence sur les Droits du Roi,	
des Seigneurs, des Propriétaires, dans les tré-	
sors trouvés,	315
<i>Mariage fait à l'extrémité, réprouvé,</i>	318
Histoire du fait du Procès,	319
Moyens des Collatéraux contre le Mariage &	
le Testament de l'Epoux,	328
Défenses de la femme & de ses enfants,	350
Comment on connoît les personnes interposées	
dans les dispositions prohibées,	364
Plaidoyer de M. Chauvelin Avocat-Général,	374
Arrêt définitif,	<i>ibid.</i>

DES MATIERES. 471

Observations sur l'Arrêt,	375
Déclaration du 26 Novemb. 1639, de Louis XIII, sur les mariages,	377
Edit de Louis XIV. de 1697, concernant les formalités qui doivent être observées dans les Mariages,	385
<i>Réclamation contre des Vœux,</i>	393
Histoire du Procès,	395
Premiere Proposition. Validité de la réclamation en elle-même,	411
Seconde Proposition. Validité de la réclamation par ce qui l'a suivie,	418
Plaidoyer pour les Appellants comme d'abus,	422
Premier Moyen d'abus,	424
Second Moyen d'abus,	426
Troisieme Moyen d'abus,	434
Second Mémoire pour celui qui réclame con- tre les vœux,	440
Arrêt définitif,	448
Extrait d'une autre Cause de réclamation con- tre les vœux,	450
Regles qu'il faut observer pour la réclamation contre les vœux,	458
Lettre d'une Dame à l'Auteur, sur la réclama- tion contre les vœux,	464

Fin de la Table des Matieres.







